

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

SAMEDI 2 DÉCEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Saint périlleux

Le retour du terrorisme en RFA

L'ASSASSINAT du président de la Deutsche Bank entre dans la logique folle de l'euro-terrorisme : Alfred Herrhausen n'était-il pas le plus éminent représentant de ce « complexe militaro-industriel » occidental que les terroristes ont pris pour cible depuis près de vingt ans ? Son rôle déterminant dans la fusion entre Daimler-Benz et MBH l'avait désigné, plus que tout autre, comme l'homme à abattre.

La réprobation unanime de cet acte de terreur pure, que ses auteurs ne se donnent même plus la peine de justifier par un de ces longs textes dont ils étaient naguère coutumiers, donne bien la mesure de l'isolement d'une poignée de fanatiques. Plus personne ne cherche, comme c'était encore le cas en 1977, lors de l'enlèvement et de l'assassinat de Hans Martin Schleyer, le patron des patrons ouest-allemands, à trouver une explication « politique » à ce meurtre.

CETTE unanimité ne tient pas seulement à la qualité de l'homme victime de l'explosion de Bad-Nomburg : elle témoigne aussi du changement des mentalités dans l'ensemble de l'opinion publique occidentale vis-à-vis de ce capitalisme dont Alfred Herrhausen était l'un des plus brillants représentants. En RFA, comme en France, la fin de la pensée machiavéenne a laissé la place à un dialogue entre ceux qui parlent au nom de forces sociales qui ne se considèrent plus comme des ennemis irréductibles.

L'intelligence diabolique de ces terroristes qui jouent sans l'ombre d'une hésitation la politique du pire se traduit également dans le moment qu'ils ont choisi pour réapparaitre. L'Allemagne, qui vit en ce moment l'une des périodes les plus intenses de son histoire d'après-guerre, est psychologiquement fragile : les bouleversements en cours à l'est, les perspectives de réunification, ont mis en mouvement une société qui est maintenant en proie à toutes sortes de tentations.

La résurgence du nationalisme inquiète tous ceux qui, en RFA et à l'étranger, confient dans l'irréversibilité de la conversion allemande à la démocratie, pensaient impossible le retour des passions dévastatrices et de l'irrationalisme dans le comportement du peuple allemand.

Il appartient aux dirigeants politiques de Bonn de savoir garder la tête froide dans une période à haut risque, et à l'approche de combats électoraux décisifs : ce serait entrer dans le jeu des meurtriers d'Alfred Herrhausen que de vouloir tirer un profit électoral des passions et des craintes soulevées par cet acte barbare. L'euro-terrorisme, celui d'Action directe en France, des Brigades rouges en Italie ou de la Fraction armée rouge en Allemagne, ne trouve ses racines que dans la psychiatrie perversité d'une poignée de déshérités. Les espaces de liberté garantis aux citoyens par l'ordre démocratique européen sont utilisés par les terroristes pour échapper à la police. Leur limitation donnerait une trop facile victoire à la logique de la terreur, sans apporter la moindre garantie d'une rapide mise hors d'état de nuire des possesseurs de bombes.

Lire nos informations page 3

M 0147 - 1202 D - 4,50 F



3790147004500 12020

Prochain établissement de relations officielles entre le Vatican et Moscou

M. Gorbatchev qualifie d'« extraordinaire » sa rencontre avec le pape

Pour la première fois dans l'histoire, un « numéro un » soviétique a rencontré le pape. M. Gorbatchev a qualifié cette rencontre, vendredi matin 1^{er} décembre, de « vraiment extraordinaire », et annoncé que l'URSS et le Vatican étaient d'accord en principe pour donner un statut officiel à leurs relations.

ROME
de notre envoyé spécial

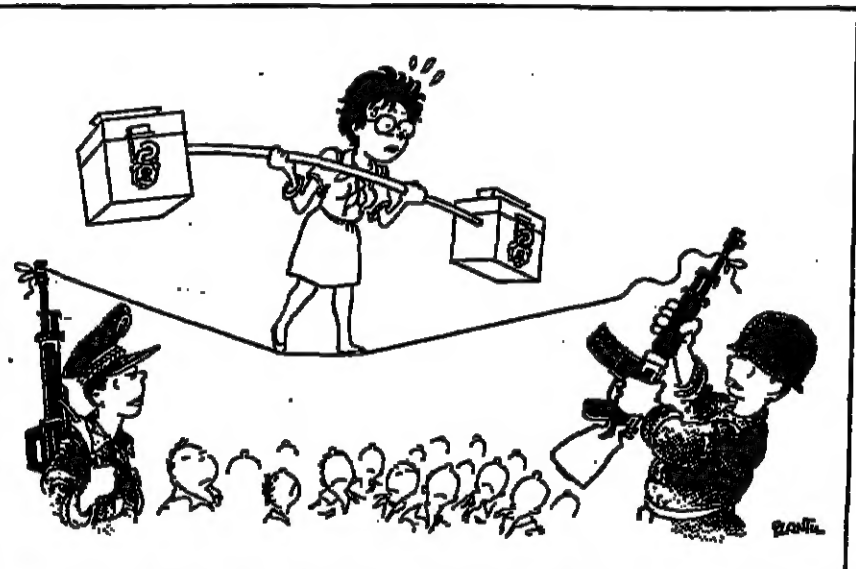
L'Union soviétique et le Vatican se sont engagés, vendredi 1^{er} décembre, sur la voie vers l'établissement de relations diplomatiques. A l'issue des entretiens qu'il a eus dans la matinée avec le pape Jean-Paul II, M. Gorbatchev a en effet annoncé, dans une déclaration, que les deux États étaient parvenus à un accord de principe visant à donner un statut officiel à leurs relations.

Les modalités en seront déterminées par les diplomates du Saint-Siège et de l'URSS, a ajouté M. Gorbatchev, qui s'est félicité du « haut degré de compréhension mutuelle » atteint dans ses conversations, des actions concrètes sur lesquelles elles devraient déboucher maintenant et de l'appréciation qu'a le pape des problèmes de l'URSS - notamment dans le domaine des relations entre l'Etat et les Eglises.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 6

La tentative de putsch aux Philippines

Washington accorde à M^{me} Aquino son soutien militaire face aux rebelles



Les forces loyales à la présidente des Philippines, M^{me} Corason Aquino, s'efforcent, vendredi 1^{er} décembre, de contenir les attaques des troupes qui s'étaient mutinées dans la nuit. Elles ont obtenu le soutien de l'aviation américaine, accordé par le président Bush.

Un conseiller de M. Gorbatchev a déclaré qu'il « comprend » cette intervention, et que « la démocratie devait être défendue ».

Les combats se poursuivaient vendredi dans plusieurs bases militaires, de Manille, tandis que le palais présidentiel

doit bombardé par des avions rebelles. Les putschistes se sont emparés des bases aériennes des deux principales villes du pays, fermant ainsi les deux aéroports internationaux.

M^{me} Aquino a appelé la population à « soutenir la démocratie » et donné l'ordre aux troupes qui lui demeurent fidèles de réprimer la tentative de coup d'Etat, la plus grave à laquelle elle ait eu à faire face depuis son accession au pouvoir en 1986.

Lire nos informations page 6

Calmer le jeu par le désarmement

Alors que les alliances militaires ont déjà changé de nature les deux Grands vont tenter, à Malte, d'organiser la transition

Faut-il s'attendre à de spectaculaires initiatives des deux Grands en matière de désarmement ? Malte ne sera ni Yalta ni Reykjavik, a promis le président Bush, c'est-à-dire qu'on n'y décidera pas du sort de l'Europe sans les Européens.

La proposition que vient de faire à Rome M. Gorbatchev de réunir une nouvelle conférence d'Helsinki va dans le même sens : les deux Grands, s'ils veulent garder quelque contrôle sur les affaires européennes, doivent moins que jamais tenir leurs alliés pour quantité négligeable.

Quant au désarmement qui, depuis quelques années, était devenu l'instrument privilégié du changement dans les relations Est-Ouest, celui par lequel les deux Grands - et M. Gorbatchev plus souvent - se donnaient le beau rôle dans l'amélioration des affaires du monde, il vient d'être en quelques semaines rattrapé, et même largement dépassé, par les événements politiques. Il devient, du coup, l'instrument de la stabilité, l'un des moyens de calmer le jeu alors que tout s'emballe.

Potentiellement, toute la configuration militaire sur laquelle reposait la sécurité du Vieux Continent - les alliances et leur stratégie - est à bas. Mais, potentiellement seulement, et il est clair, surtout depuis l'ouverture du mur de Berlin, que ce que M. Gorbatchev attend des Occidentaux, qui l'ont accepté, c'est de cogérer avec lui une transition en bon ordre, c'est-à-dire une transition dans le statu quo des alliances et des frontières.

Dans ce contexte, les négociations qui se déroulent à Vienne sur la réduction des armes conventionnelles entre les pays membres du pacte de Varsovie et les pays membres de l'OTAN (CFE) ont acquis une fonction conservatoire.

Après tout, tant que deux alliances négocient, c'est au moins la preuve qu'elles existent. Ces négociations visent à établir, dans les deux blocs, des plannings égaux à niveau réduit pour différentes catégories d'armements.

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite page 4

Les mosquées en France

Un projet de « mosquée-cathédrale » est au centre de la campagne électorale pour la législature partielle de Marseille. Combien y a-t-il de mosquées en France ? Où sont-elles ? Comment sont-elles financées ? Quels sont les projets ? La suite de notre enquête sur l'islam en France.

page 13 - section B

La copropriété au quotidien

Les acheteurs d'un appartement savent très bien qu'il leur faudra rembourser les emprunts et payer les charges. Mais ils oublient souvent l'entretien et les travaux de l'immeuble. Des travaux qui réservent parfois de douloureuses surprises.

Lire l'article de JOSÉE DOYÈRE page 45 - section D

GÉRARD POMMIER

l'ordre sexuel

ESSAI PSYCHANALYTIQUE

Qu'est-ce que cet « ordre sexuel » qui s'impose à nous malgré nous, sans que nous puissions savoir d'où vient cette force, ni ce qu'elle doit à l'amour ? Pourquoi nous laisse-t-il trop souvent, sinon dans l'insatisfaction, du moins dans une attente indéfiniment reconduite ?

Aubier

L'avenir des retraites

L'assurance chômage au secours des retraites complémentaires page 37 - section D

Comité directeur du PS

Combats de tranchée entre les partisans de M. Jospin et ceux de M. Fabius page 10

Conseil national du RPR

La recherche de la synthèse page 10

Tel pays, tel père

Un rapport sur les problèmes de la filiation en Europe page 14 - section B

SANS VISA

Leçon de botanique dans l'océan Indien

● Escapes ● Gastronomie ● Jeux pages 19 à 21 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Europe

Tchécoslovaquie : la fête et le politique

par Karel Bartosek

Il y a deux semaines encore, l'examen de l'état de la société tchécoslovaque, du PC et de l'opposition n'était certes pas au désespoir, mais pas davantage à l'optimisme. Qu'en est-il après dix jours de prise de pouvoir par la rue ?

La société tchécoslovaque est une société assourdie, débouillarde et apeurée. Assourdie, parce que, malgré les problèmes d'approvisionnement et les pénuries occasionnelles, les gens vivent assez convenablement et qu'il n'y a pas de grandes tensions sociales. Débouillarde, parce que des centaines de milliers de personnes s'enrichissent au détriment des autres. Apeurée enfin : Michael Kocáb, un chanteur de rock très populaire qui ne s'est engagé dans la contestation que cette année, répondait en juin à la question « Que faire ? » qu'il fallait « avant tout déclarer la guerre à sa propre peur ».

Mentionnons encore l'existence d'une importante « zone grise » à l'intérieur de la « majorité silencieuse » : elle comprend des gens qualifiés, érudits, incapables de rejoindre l'opposition tout autant que de s'identifier au pouvoir. C'est parmi eux que se trouvent ceux qui devraient profiter le plus du changement amorcé. Il y a aussi le rôle joué par les jeunes qui, selon Václav Havel, « ont tout fait pour nous dans notre époque très sale ».

Le processus en cours a été déclenché par l'engagement de ces « enfants » qui ont ouvert des brèches dans le mur de la peur.

Les causes de la révolte actuelle sont surtout à rechercher dans la misère morale et éthico-politique d'un peuple déjà très importante en 1968. Des femmes et des hommes, longtemps apeurés, humiliés et s'humiliant eux-mêmes par leur hypocrisie, sont subitement descendus dans la rue de plus en plus nombreux, non seulement à Prague, mais aussi dans les villes de province, tchèques et slovaques.

Puis, l'ancien peuple de Tchécoslovaquie, les Slovaques, a cessé d'être passif. Jusqu'à présent, sauf pour de grandes processions catholiques, ceux-ci n'étaient pas descendus dans la rue. Or, le combat contre le monopole du pouvoir du PCT ne pouvait progresser dans la discordance des deux sociétés qui forment la Tchécoslovaquie.

Révolte de la honte, donc, de cette honte qui, selon Karl Marx, transforme un peuple en « un lion prêt à bondir » ; une révolte qui a tourné en une rage paisible, car des êtres assourdis ne brûlent pas les châteaux. Quelle dynamique peut engendrer cette révolte d'être apeurés et honteux hier, dignes et debout aujourd'hui ? Un engagement moral ne crée pas pour autant de nouvelles structures politiques et institutionnelles.

Toutes les analyses constatent la faiblesse du courant réformateur au sein du PCT. Les profiteurs du pouvoir dominant dans cet organisme bureaucratique-policier. Pour-

tant s'y trouvaient aussi « ceux, nombreux, pour qui il ne restait pas le moindre brin de privilège » ; selon un sondage fait cet été, un tiers des membres du PCT n'étaient pas sûrs d'y adhérer à nouveau le cas échéant, ce qui les classe, selon Rudolf Zeman, dans la « société assiégée » ; on constatait l'existence d'une « tension entre les générations » — entre celle des « normalisateurs » d'après 1968 et celle des « jeunes », — ainsi que d'une tension entre les simples adhérents et la hiérarchie. On parlait des « réformateurs communistes potentiels ».

L'évolution actuelle ne semble pas infirmer ces analyses. La révolte au sein du PC a imposé un deuxième remaniement de la direction le 26 novembre. Nous assistons à l'émergence de véritables réformateurs communistes, peu nombreux, probablement, mais surtout à celle de « réformateurs » de la dernière heure, qui retournent leur veste suivant l'exemple des Krenz en RDA.

Deux partis communistes ?

En fait, l'échiquier politique de la Tchécoslovaquie présente une originalité qui pèse lourd sur l'évolution du pays, à savoir l'existence d'un « parti des exclus », ces 600 000 communistes « rayés des cadres » ou qui ont rendu leur carte après 1969. Comme Dubcek, ils ont vieilli. Mais il reste une génération de sexagénaires qui a une très grande expérience dans les domaines de l'organisation, de la gestion et aussi de la manipulation. Elle peut dès demain occuper des ministères sans se heurter à des problèmes d'inexpérience comme les opposants polonais ou hongrois. La pensée politique et l'idéologie de ce « parti des exclus » ont bien évolué. Son noyau est, disons, constitué de sociaux-démocrates de gauche. Mais on ne peut identifier cette génération avec Dubcek : elle a un grand passé de combat oppositionnel contre les « normalisateurs » ; elle ne manquera pas de rappeler que les premiers grands procès politiques de 1972 l'ont vu et d'insister sur son rôle dans le lancement de la Charte 77.

Alexandre Dubcek, lui, est toujours une « bête politique », sa réputation sur la scène publique et le discours qu'il tient le prouvent. Il sait qu'il symbolise la force et la continuité avec la révolte de 1968. En ce moment déjà, Dubcek, probablement le prochain président de la République, représente pour les foules le « père » désiré et rassurant dans les tempêtes. Une question importante demeure : Dubcek et les ex-communistes seront-ils (tous ou partiellement) réintégrés à un PC renouvelé ou bien représenteront-ils l'ouverture du PCT vers les sans-parti ?

Les opposants, sur place, ont, depuis quelques mois, commencé à débattre ouvertement de leurs fai-

bles : leurs mouvements étaient moralisants plutôt que politiques, incapables ou peu capables de sortir de leur ghetto et de formuler des revendications acceptables pour cette « opposition silencieuse » dont le potentiel se manifeste depuis dix jours ; l'opposition n'avait pas su se doter d'une structure et d'organisations comparables aux « fronts populaires » et autres « forums » ou à Solidarné.

Les manifestations qui ont marqué un tournant — le 21 août 1988 et le 17 novembre 1989 — ont été d'abord spontanées et se sont passées en dehors ou en marge des consignes d'opposants « officiels ». Et puis, l'opposition était extrêmement faible en Slovaquie.

Depuis le début du mouvement actuel, la dissidence tchécoslovaque devient une véritable opposition politique. Elle a eu sa assemblée sous l'égide du Forum civique dans les pays tchèques et de l'association Le public contre la violence en Slovaquie. Les barrières entre elle et la société sont tombées, son leader incontestable, Václav Havel, peut s'adresser à ses concitoyens par millions. Ces faits ne permettent pas toutefois de crier victoire.

Le Forum civique annonce déjà sa dissolution dans la perspective de la création de nouveaux partis politiques. Les manifestations prennent fin, la fête de la rue s'achève. Un vide s'installe avec la fin du régime autoritaire et le

début de la transition vers la démocratie. Il offre un espace à tous les « techniciens » et « magouilleurs » du pouvoir. Le dramaturge ou le chanteur de rock peuvent ouvrir la brèche, dominer la fête, ils ne peuvent pas — et ne le veulent pas, d'ailleurs — remplacer le politique.

Le pouvoir est très ébranlé, mais les partisans du « rôle dirigeant du PCT » n'ont pas désarmé. Dans la dynamique politique et sociale qui s'est mise en route, trois autres éléments seront décisifs pour la mise en place d'un nouveau rapport de forces.

1. L'engagement de jeunes, étudiants ou ouvriers. Ils ont prouvé avec éclat qu'ils peuvent être porteurs d'une nouvelle culture politique.

2. L'engagement des ouvriers, qui a fait défaut au « printemps de Prague » jusqu'au 21 août. Cette fois-ci, ils sont présents et leurs comités de grève ne sont pas prêts à cesser leur activité.

3. Enfin, l'engagement des Slovaques pour l'établissement de la démocratie. Car c'est bien le manque de concordance entre les deux peuples du pays qui a valu une issue tragique à toutes les grandes crises de la Tchécoslovaquie au vingtième siècle.

► Karel Bartosek est historien, directeur de la revue la Nouvelle Alternative.

Accélérer le désarmement classique

par Jean-Michel Boucheron

Le monde vit une période extraordinairement contrastée : l'espoir de paix n'a jamais été aussi grand, le risque de crise non plus. Il nous faut donc mesurer les éléments d'une situation dangereuse et pourtant porteuse d'immenses espérances.

Le fait nouveau de la période est évidemment l'accélération de l'histoire en Europe de l'Est. Le monde occidental découvre avec stupeur un délabrement économique à l'Est qui va très au-delà des prévisions les plus noires. Le fait que ces peuples expriment ces puissantes aspirations à la liberté, à l'échange culturel et économique et à la reconstruction est un facteur de paix durable : on ne fait pas la guerre quand on reconstruit un pays ruiné.

D'autres facteurs inverses doivent être pris en compte. Tout d'abord, ce que l'on peut appeler le renversement des modèles : pendant quarante ans, l'Union soviétique s'est imposée aux populations des pays satellites comme le modèle institutionnel et économique à imiter. Inversement, les populations soviétiques vont maintenant devoir reconnaître que les réformes démocratiques et la reconstruction économique seront infiniment plus rapides dans les pays satellites que chez eux. Gorbatchev risque de tirer une grande impopularité interne de ces écarts de niveau de vie qui seront rapidement visibles : la population soviétique risque de ne pas comprendre ce paradoxe. Les querelles ethniques et nationalistes amplifient encore un phénomène puissamment déstabilisant.

Des conflits microrégionaux

L'autre facteur déstabilisant réside dans le constat de l'énorme hétérogénéité de l'évolution des pays satellites de l'URSS. Les richesses économiques et leur évolution politique sont fort différentes. Si la Pologne et la Hongrie semblent entrer dans un processus réellement démocratique, nous assistons en RDA, Tchécoslovaquie, Bulgarie à une simple adaptation des partis communistes, à un phénomène qui s'apparente à un contrôle. Les hommes sont changés, mais les appareils restent en place, gardant ainsi les moyens d'étouffer le mouvement, au risque d'une nouvelle explosion cette fois incontrôlable.

Deux Européens se font face, l'un qui ne peut fournir à son peuple les biens économiques essentiels à la vie, l'autre sûr d'elle-même et en panne d'utopie qui ne propose, encore à sa jeunesse que le terme horizon de son harmonisation fiscale. Face à cette crise économique et politique, un champ d'action nouveau peut s'ouvrir, à moins que, égocisme aidant, la coopération avec nos voisins de l'Est ne soit de plus en plus impopulaire.

L'autre facteur mondial nouveau est celui de la situation du Sud où une crise sociale désespérée, assortie d'une extraordinaire démographie, ouvre une voie royale aux fondamentalismes religieux et à toutes les déviations nationalistes. Une inquiétante prolifération nucléaire, chimique et balistique dans ces zones instables ajoute au danger de la situation.

La crise de 1929 nous a montré que les populations désespérées et laissées pour compte sont rapidement tentées par les solutions radicales, les ingrédients de ces crises existent à l'Est, au Sud mais aussi au sein même du monde occidental.

Chacun de ces constats nous montre que l'histoire hésite entre des pentes opposées dont les logiques respectives entraînent vers le meilleur ou le pire.

La conséquence générale de cette situation est que nous risquons probablement d'avoir à faire face à des conflits autonomes, microrégionaux, parfois simultanés, à l'heure même où le risque d'une offensive frontale venant de l'Est devient de plus en plus improbable politiquement et techniquement. Nous devons en tirer les conséquences

en termes d'équipement de nos forces.

Le démantèlement politique du pacte de Varsovie affaiblit considérablement ses moyens offensifs. Cette évidence entraîne certains à souhaiter la neutralisation de l'Ouest du continent européen et le démantèlement de l'alliance atlantique.

Combattre l'angélisme

Mais celle-ci ne trouve sa raison d'être dans l'existence du pacte de Varsovie, mais dans l'existence de l'immense dispositif militaire soviétique. Que celui-ci soit basé plus ou moins loin de nos frontières ne modifie que les délais d'alerte ou d'attaque, mais ne change rien à la guerre quand on reconstruit un pays ruiné.

D'autres facteurs inverses doivent être pris en compte. Tout d'abord, ce que l'on peut appeler le renversement des modèles : pendant quarante ans, l'Union soviétique s'est imposée aux populations des pays satellites comme le modèle institutionnel et économique à imiter. Inversement, les populations soviétiques vont maintenant devoir reconnaître que les réformes démocratiques et la reconstruction économique seront infiniment plus rapides dans les pays satellites que chez eux. Gorbatchev risque de tirer une grande impopularité interne de ces écarts de niveau de vie qui seront rapidement visibles : la population soviétique risque de ne pas comprendre ce paradoxe. Les querelles ethniques et nationalistes amplifient encore un phénomène puissamment déstabilisant.

L'alliance atlantique est utile pour nous, elle l'est aussi pour les pays satellites de l'URSS. Dans les domaines stratégiques et économiques, l'alliance et la CEE ont un rôle structurant et stabilisateur à jouer.

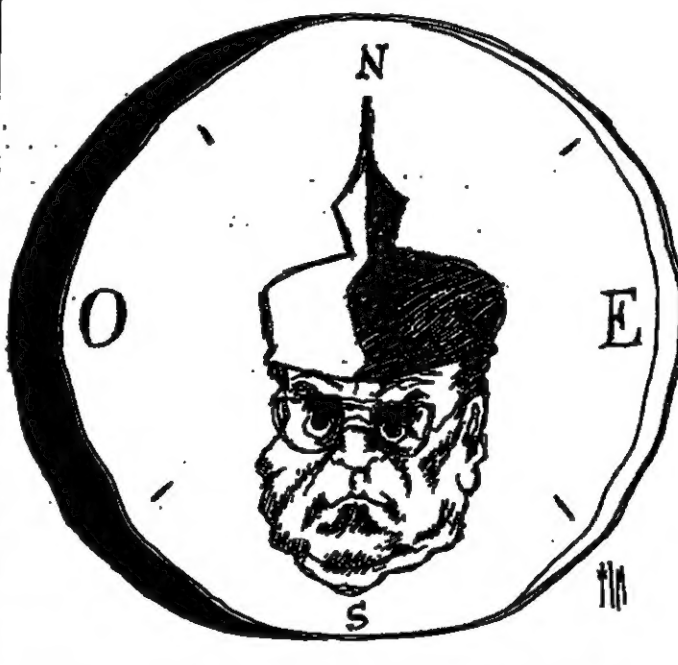
La conséquence évidente sera l'alignement important des potentiels militaires des Alliés de 1945 en Europe. Le fait représentatif pour nous des capacités d'économies budgétaires significatives susceptibles pour une part de diminuer nos dépenses et qui nous permettra simultanément d'améliorer notre dispositif vers le Sud par une plus grande capacité de présence, de souplesse d'emploi, de mobilité et de projection de nos forces. Nous ne devons pas nous en tenir à la fonction dans laquelle l'alliance a tenté de nous confiner en Centre Europe dans une stricte logique Est-Ouest. La France n'est pas un pays uniquement continental. Elle ne réduit pas son rôle à sa stricte participation à la défense de l'Europe, elle a aussi une vocation mondiale. Les enjeux de demain seront beaucoup plus maritimes, aériens et spatiaux.

Parallèlement, notre force de dissuasion va retrouver aux yeux de nos partenaires un caractère déterminant qu'ils recommencent à considérer. Chacun mesure à ce moment le rôle essentiel que cette situation va conférer à la France.

Notre force de dissuasion fait d'ores et déjà du dialogue Paris-Moscou l'axe de l'équilibre et de la paix en Europe. Notre capacité de présence en dehors de la zone strictement européenne nous confère également un rôle-clé en Méditerranée.

► Jean-Michel Boucheron, député socialiste d'Ille-et-Vilaine, est président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale.

TRAIT LIBRE



AU COURRIER DU Monde

Chevenement et Chevenement

Jean-Pierre Chevenement dans un débat lancé par la revue *Ecole et socialisme* sur le thème « La laïcité aujourd'hui » écrit en avril 1979 : « Compte tenu de la diversité, la laïcité est insupportable d'un projet pédagogique fondé sur le dialogue, l'initiative, la créativité, mais aussi sur le soutien apporté aux plus défavorisés. Le risque cependant serait sous prétexte de « décentralisation » ou de « politique contractuelle » de dissoudre l'Ecole dans une pluralité de filières et de réseaux éducatifs qui ne feraient que reproduire en son sein le désordre et les stigmatisations existant dans la société civile. »

« J'approuve Louis Legrand quand il écrit : Une école catholique séparée n'a plus aucune raison d'exister puisqu'elle est rendue pos-

sible en droit au sein de l'école publique unique. »

Aujourd'hui à en juger par son article du *Monde* du 9 novembre, Jean-Pierre Chevenement a changé d'avis.

S'agit-il d'un progrès de la pensée, d'une adaptation justifiée aux circonstances ou d'une contradiction ?

JEAN BATTUT
Ancien rédacteur en chef
de la revue *Ecole et socialisme*

■ PRÉCISION. — Une phrase de l'article de M. Henri Frenay consacré à son père (le *Monde* du 25 novembre) a été rendue incompréhensible à la suite d'une erreur de transcription. Il fallait lire : « Sa formation militaire l'avait préparé au combat, à l'organisation, au commandement dans l'esprit de corps. »

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Larroque (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sautou
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONDPAF 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Michel Clévenot

HAUT-LE-PIED

ITINÉRAIRE D'UN HOMME DE FOI

A travers ses souvenirs, Michel Clévenot raconte comment et pourquoi il est devenu prêtre. Il relate avec humour et émotion les satisfactions apportées par son sacerdoce aussi bien dans sa paroisse ouvrière de Bobigny qu'en tant qu'aumônier national de la jeunesse étudiante chrétienne (JEC). Il explique et justifie sa marginalisation volontaire de l'Eglise et l'évolution de ses idées.

"Un bel exemple d'autobiographie."

Libération

LA DÉCOUVERTE

ÉTRANGER

RFA : après l'assassinat d'Alfred Herrhausen

Stupéfaction et colère dans tous les milieux politiques

La classe politique allemande unanime à condamner l'attentat contre Alfred Herrhausen, le patron de la Deutsche Bank, revendiqué, jeudi 30 novembre, par la Fraction armée rouge (Le Monde du 1^{er} décembre). Les enquêteurs semblent pour le moment impuissants.

BONN
de notre correspondant

Stupeur, colère et hommages posthumes unanimes : la mort d'Alfred Herrhausen, victime, jeudi 30 novembre, d'un attentat terroriste de la Fraction armée rouge ouest-allemande (RAF), a suscité une intense émotion en RFA. Dès que la nouvelle a été connue, le Parlement a interrompu son débat budgétaire, et le chancelier Kohl a transformé le discours qu'il devait prononcer, à Düsseldorf, devant l'Union patronale de la métallurgie en un hommage funèbre du banquier, qui était un de ses plus proches amis. La classe politique et les milieux industriels et financiers ont salué, sans aucune fausse note, la mémoire d'un homme dont la puissance était redoutée, mais dont le sens des responsabilités et la largeur de vues étaient reconnus par tous.

Un attentat signé

La Mercedes 500 blindée noire du président de la Deutsche Bank, Alfred Herrhausen, n'a pas résisté à la puissance des explosifs. Les deux policiers qui accompagnaient chaque jour le banquier dans une voiture suivie n'ont pu qu'assister au drame, impuissants : le pilage a fonctionné d'une manière impeccable. L'explosion avait été placée dans un sac de plastique accroché à une bicyclette déposée contre un arbre dans le Seidenweg, à Bad-Homburg, dans la banlieue de Francfort. L'explosion a été déclenchée lors du passage de la voiture d'Alfred Herrhausen dans le rayon produit par une cellule photo-électrique. Imparable. Alfred Herrhausen était l'un des hommes les mieux protégés d'Allemagne, mais les terroristes ont su trouver la faille du système : une portion de 300 mètres entre son domicile et la route qui mène au centre de Francfort, où un seul trajet est possible, alors qu'il est bien connu que le seul moyen d'éviter ce type d'attentat est de varier les itinéraires.

La précision du déclenchement de l'explosion, dont le point

d'impact principal est situé au niveau de l'arrière du véhicule, où était assis Alfred Herrhausen, a sans doute sauvé la vie à son chauffeur, qui a cependant été très grièvement blessé.

Les auteurs de l'attentat laissent sur place leur signature : une feuille de papier avec l'écrite à cinq branches de la Fraction armée rouge et l'indication du nom du commando terroriste : commando Wolfgang Beer. Il s'agit d'un membre de la RAF décédé en 1980 dans un accident d'automobile que l'organisation terroriste avait accusé la police d'avoir préparé. Le frère de Wolfgang Beer, Henning, fait partie du « noyau dur » de la RAF, une quinzaine de personnes pouvant apporter des indices conduisant à l'arrestation des terroristes. Auparavant, il avait été accusé de la mort de deux personnes, en dépit des fortes sommes promises, en dépit aussi de la nouvelle loi votée par le Bundestag il y a deux ans permettant une remise de peine à celui qui dénoncerait ses complices, la police ouest-allemande n'a pas réussi à mettre la main sur les auteurs des attentats perpétrés ces dernières années par la RAF.

Comme l'explique M. Gerhard Boedden, directeur de l'Office fédéral de protection de la Constitution, « le noyau dur de la RAF, qui ne compte pas plus d'une dizaine de personnes, vit depuis des années dans une clandestinité totale, sans lien d'aucune sorte avec la société. Il ne nous a pas été possible d'introduire un agent au sein de ce noyau dur. » La recherche des criminels est rendue encore plus difficile du fait que les terroristes allemands emmènent des liens étroits avec des groupes semblables en Europe, comme l'Action directe en France, ou les Brigades rouges en Italie, et se rendent entre eux des services mutuels. Aujourd'hui, les enquêteurs penchent plutôt pour une collaboration RAF-Brigades rouges. Action directe, ayant été démantelée par l'arrestation et la condamnation de ses principaux membres.

LUC ROSENZWEIG

TCHÉCOSLOVAQUIE : avant la formation du nouveau gouvernement

Suppression des visas de sortie et prochain démantèlement du « rideau de fer »

Le premier ministre démocrate tchécoslovaque, M. Ladislav Adamec, poursuivait vendredi 1^{er} décembre ses consultations en vue de la formation d'un nouveau gouvernement comprenant des personnalités indépendantes. La composition de cette coalition devrait être présentée avant la fin du week-end. Parallèlement, de nouvelles mesures de libéralisation sont annoncées et l'alle « réformateurs » du PCT s'efforcent de s'organiser.

Prague

de notre envoyée spéciale

C'est sans doute l'une des mesures les plus populaires de ces derniers jours : la télévision a annoncé, jeudi 30 novembre, qu'à partir de lundi prochain, les Tchécoslovaques n'auront plus besoin de visa de sortie pour quitter le territoire et que seul un passeport suffirait désormais pour voyager à l'étranger.

Un assouplissement de la procédure de sortie du territoire était déjà en cours, mais il s'agissait d'un processus compliqué qui ne devait entrer en vigueur qu'en avril 1990, et des gens se voyaient encore dernièrement refuser le droit de partir à l'étranger. Cette fois, la mesure est nette et pratique immédiate.

La télévision a également annoncé que l'on allait « bientôt » commencer à démanteler le rideau de fer à la frontière austro-tchécoslovaque. Comme en Hongrie, où le démantèlement avait lieu en mai à grand renfort de publicité, il semble que le rideau

de fer soit constitué à cet endroit de fils barbelés et de tranchées.

Les tchécoslovaques n'étaient pas au bout de leur surprise jeudi soir puisque, après le journal télévisé, apparaissait sur leurs écrans un homme qu'ils n'avaient pas vu depuis vingt et un ans, et pour cause, puisqu'il avait dû s'exiler : Zdenek Mlynar, ancien membre du bureau politique et secrétaire du comité central du PCT pendant le « printemps de Prague », exclu du parti et, aujourd'hui, professeur de sciences politiques à l'université d'Innsbruck. Pendant quarante minutes, interrogé par Miroslav Pavel, le nouveau directeur de la télévision, M. Zdenek Mlynar, rentré en Tchécoslovaquie il y a tout juste deux jours, a présenté sa vision de la situation actuelle après avoir rappelé comme il a passé les vingt dernières années. Une vision prudente et réaliste, sans commentaire enflammé ni déclaration passionnée : « C'est le langage utile qu'il faut tenir actuellement, commentai-je plus tard un autre ancien de 1968. Car après quarante ans, n'oubliez pas que nous sommes des analphabètes politiques ».

Ériter la chasse aux sorcières

M. Mlynar a donc exprimé ses craintes car il a déjà eu de grands espoirs déçus et lorsque « l'enjeu est important, lorsqu'il y a beaucoup d'espoir, si tout bascule, les conséquences sont désastreuses » des Tchécoslovaques en ce moment « parce que, ici, la politique n'existe pas ». Il a répondu à ceux qui veulent « supprimer le PC » qu'on « ne peut pas totalement le

bannir », qu'il « faut éviter la chasse aux sorcières ». L'ancien dirigeant s'est prononcé enfin pour une période transitoire au cours de laquelle « on va créer des instruments de contrôle avant d'aboutir à la pleine démocratie dans un esprit de tolérance et de partenariat ».

Alors que le Parti communiste est en pleine crise interne, menacé d'effondrement, déserté par des millions d'adhérents, selon plusieurs témoignages, depuis les événements de novembre, discrédité aux yeux de la population pour le maintien en vie. Dans le parti même, un groupe d'intellectuels et de jeunes s'est constitué en « Forum démocratique » pour créer une véritable aile réformatrice qui faisait défaut jusqu'ici. Les représentants du Forum démocratique sont entrés en contact avec le Forum civique, coordination de l'opposition, et, en particulier, avec le mouvement Obroda (Renouveau), composé d'anciens communistes exclus après 1968.

Jeudi 30 novembre, dans une interview au quotidien Svobodné Slovo, M. Jaroslav Sabat, chef en 1968 du PC de la ville de Brno et membre de la Charte 77, encourageait la création de « courants sains » dans le PCT. « On ne pourra jamais nier la place des communistes dans notre pays, a-t-il dit. Il faut les intégrer au large mouvement démocratique. » Pour l'historien Miroslav Hajek, du mouvement Obroda, « les changements ne peuvent se faire si on ne se libère des communistes », tandis que selon l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Dubcek, M. Jiri Hajek, « Cette société a besoin d'un parti qui défende le socialisme démocratique ».

Au sein du PCT, les appels se multiplient pour un congrès extraordinaire, avant même celui qui est prévu le 26 janvier. L'un de ceux qui le réclament est l'économiste Valtr Komarek, nouvelle star politique tchécoslovaque, membre du parti depuis 1946 mais qui joue la carte du Forum civique depuis les derniers événements. Au cours d'une conférence de presse, M. Komarek, cinquante-neuf ans, s'est livré à une attaque d'une exceptionnelle violence contre le régime des vingt dernières années qu'il a qualifié de « social-fasciste ».

« Social-fasciste »

Après l'intervention de 1968 et avec l'aide des services soviétiques, a-t-il dit, « une mafia de deux à trois cent mille personnes a été mise en place dans toutes les structures de l'Etat et du parti » pour imposer son diktat par la terreur à quinze millions d'habitants. Critiquant au passage les hésitations du Forum civique, M. Komarek a estimé qu'il fallait maintenant agir « sans compromis et avec détermination ».

Pendant ce temps, le premier ministre, M. Ladislav Adamec, poursuit ses efforts en vue de la formation, avant dimanche, d'un nouveau gouvernement incluant des personnalités indépendantes et les contacts se poursuivent activement entre les représentants de l'opposition, au premier rang desquels M. Václav Havel, et du régime. Enfin, l'écrivain Ivan Klima, qui n'avait plus été publié après 1968 jusqu'à ces derniers mois, a annoncé, jeudi, la création, le 3 décembre, d'un syndicat indépendant des écrivains.

SYLVIE KAUFFMANN

(Lire également, page 37, l'article de FRANÇOISE LAZARE.)

BULGARIE

Manifestation pour l'abolition du rôle dirigeant du parti communiste

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté jeudi 30 novembre, à Ruse, dans le nord du pays, pour demander l'abolition du rôle dirigeant du parti communiste, a annoncé la télévision.

Par ailleurs, le gouvernement a adopté le même jour deux projets de loi sur la liberté d'association, de manifestation et de réunion, qui seront soumis à l'Assemblée nationale le 14 décembre. L'une de ces lois devrait permettre la légalisation des mouvements indépendants qui se multiplient ces dernières semaines et dont l'enregistrement était jusqu'à présent refusé par les tribunaux. L'autre projet vise à

décriminaliser la propagande anti-gouvernementale ; les personnes condamnées en vertu des articles du code pénal qui devaient être abolies seraient amnistiées.

Enfin, M. Petar Mladenov, qui a remplacé M. Todor Jivkov à la tête du parti et de l'Etat bulgares effectuera une visite en URSS début décembre, a indiqué jeudi l'agence Tass. Quelques heures plus tôt, l'agence soviétique avait annoncé la tenue d'un sommet des dirigeants du pacte de Varsovie, en URSS, à la suite du sommet de Malte. (AFP, Reuters.)

ESPAGNE : le prochain débat d'investiture

Polémiques autour de la présence aux Cortès des députés basques de Herri Batasuna

A peine apaisée l'émotion suscitée par l'attentat du 20 novembre dernier qui avait coûté la vie à l'un de ses parlementaires, Josu Muguruza, la coalition radicale basque Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, est à nouveau au centre des polémiques.

MADRID
de notre correspondant

Quel comportement vont adopter ses quatre députés lors du débat d'investiture du président du gouvernement qui doit s'ouvrir lundi 4 décembre ?

Premier conflit potentiel : le serment de respecter la Constitution, que doivent prononcer tous les parlementaires espagnols. Une Constitution que les élus de Herri Batasuna ne reconnaissent pas. Aussi ont-ils annoncé qu'en prêtant serment ils préciseraient qu'ils agissent de la sorte « par obligation légale ». Après plusieurs jours de polémiques, le président du Congrès des députés, le socialiste Félix Pons, a annoncé, jeudi 30 novembre, qu'une telle formule serait rejetée. Les élus de la coalition ne se verraient donc pas reconnaître leur qualité de parlementaire et pourraient être immédiatement expulsés de l'hémicycle.

Prisonnier et député

La coalition Herri Batasuna a annoncé qu'elle déposerait, dans ce cas, un recours devant la justice. Un recours qu'elle a de fortes chances de gagner : c'est en ajo-

tant, lui aussi, les mots « par obligation légale » que M. Txema Montero avait prêtés serment après son élection au Parlement européen, en juin dernier, et cette forme avait été acceptée par la Junta electoral, l'organe judiciaire chargé de superviser les élections. Le problème, d'ailleurs, n'est pas seulement d'ordre juridique, mais aussi politique : les indépendantistes basques acceptent de jouer le jeu des institutions, est-il opportun de multiplier les embûches sur leur chemin ?

A cette première question délicate est venue s'en ajouter une seconde : une personne accusée de collaboration avec l'ETA militaire peut-elle siéger au Parlement de Madrid ? C'est le cas de M. Angel Alcade, qui figurait juste derrière Josu Muguruza, sur la liste électorale de Herri Batasuna et prend donc désormais sa place. Or M. Angel Alcade a été arrêté en août 1988, accusé d'avoir fourni aux dirigeants de l'ETA en France des informations permettant de réaliser des attentats. Mais M. Angel Alcade n'a pas encore été jugé et n'est donc pas privé de ses droits politiques.

Herri Batasuna exige qu'il soit remis en liberté pour être présent, lundi, au débat d'investiture et souligne qu'il jouit désormais de l'immunité parlementaire. Une thèse qu'a contestée, jeudi 30 novembre, le procureur général du royaume, M. Javier Moscoso, pour qui les faits imputés à M. Angel Alcade sont antérieurs à son élection et qui a demandé son maintien en prison. C'est au Tribunal suprême qu'il appartient maintenant de statuer d'urgence.

THIERRY MALINIAK

L'empire de la Deutsche Bank

FRANCFORT
correspondance

Véritable empire en République fédérale, la Deutsche Bank reste un nain sur le plan international : comparativement à la puissance économique de la RFA, elle n'occupe que le vingt-deuxième rang mondial et seulement le sixième en Europe, derrière deux banques anglaises et trois françaises. L'accès, grâce à son récent rachat de Morgan Grenfell, au marché londonien — traditionnellement considéré comme le plus important en Europe pour les opérations financières internationales — va lui permettre d'acquiescer un savoir-faire dont elle était dépourvue, notamment dans le domaine des fusions et acquisitions d'entreprises.

Le nom le plus souvent cité à Francfort pour succéder à M. Alfred Herrhausen est celui de M. Hilmar Kopper, l'un des douze membres du directoire de la Deutsche Bank qui a été justement désigné comme l'un des directeurs de Morgan.

MM. Rolf Breuer et Ulrich Weiss, également membres du directoire, sont, pour leur part, favorisés en tant que « second potentiel ». Ce qui semble indiquer que le type de leadership solitaire exercé par M. Alfred Herrhausen, souvent qualifié de « Herr-Gott » par la presse d'outre-Rhin — même si celui-ci s'est toujours défendu d'être aussi puissant et omnipotent qu'on voulait bien le dire, — devrait cesser pour revenir à une forme plus traditionnelle

de tandem à la tête de la Deutsche Bank.

Sous la houlette de M. Alfred Herrhausen, la Deutsche Bank s'est constituée un véritable empire, grâce notamment à ses prises de participation directe dans le capital de sociétés de premier rang, dont la valeur globale en Bourse est estimée à quelque 13 milliards de deutschemarks (14 milliards de francs environ). La plus grosse « paquet » est, bien sûr, Daimler-Benz, premier groupe industriel outre-Rhin et troisième grand groupe européen depuis sa fusion avec MBB, dont la Deutsche Bank détient 28 % des actions.

La Deutsche Bank possède également 10 % des actions du groupe Allianz, premier de l'assurance outre-Rhin, ou de sociétés comme Karstadt, Filp Holzmann ou Hapag Lloyd. Une particularité du droit allemand permet, par ailleurs, à la Deutsche Bank de disposer d'une minorité de blocage lors de l'assemblée générale d'une société anonyme, grâce aux parts actionnaires dont elle garde les titres en dépôt, sans avoir besoin de posséder elle-même ces actions. Enfin, la Deutsche Bank est présente dans près de quatre cents conseils de surveillance de sociétés anonymes dont elle assure le plus souvent la présidence. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la Deutsche Bank fasse régulièrement l'objet de critiques virulentes en raison d'un pouvoir jugé exorbitant sur l'économie allemande.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

FRANÇOIS WEYERGAUS
JE SUIS ÉCRIVAIN
roman



GALLIMARD nrf

DIPLOMATIE

La visite du président soviétique en Italie

Le « grand chaos »

M. Gorbatchev a terminé la partie politique de son séjour en Italie dans d'énormes embouteillages romains, après avoir conquis la population italienne, pour laquelle il est devenu « Mikhail il Magnifico ».

ROME

de notre correspondant

Le drapeau rouge ne flotte pas, vendredi 1^{er} décembre, sur le dôme de Saint-Pierre, « visite officielle et non d'Etat », souligne-t-on avec insistance au Saint-Siège. Mais la foule et le mariage ont connu un triomphe, mercredi et jeudi, dans les rues de Rome. « Ça continue, ironisait un reporter italien, notre Parti communiste va devoir renoncer à changer l'enseigne de sa boutique. » A Messine, dans le sud de la Sicile, où Rabbia Gorbatchev s'était rendu, jeudi, pour commémorer l'aide des marins russes aux victimes du tremblement de terre de 1908 et remercier, du même coup, l'Italie du secours apporté l'an dernier lors de la catastrophe d'Arménie, on a même vu une religieuse brandir avec enthousiasme le drapeau de l'Internationale prolétarienne sur le passage de la première dame soviétique. Trente mille enfants des écoles locales, y compris catholiques, ont fait de même.

Ce 30 novembre 1989 restera en tout cas pour les Romains comme le jour du « grand chaos ». Des quartiers entiers de la capitale ayant été bouclés pour laisser le passage au cortège du numéro un soviétique, le désordre fut par endroits cauchemardesque. La nomenclature romaine avait beau brandir ses macarons tricolores, ou un de ces « permis spéciaux de circuler » souvent achetés à prix d'or aux fonctionnaires du cru, la maréchaussée était intraitable.

Pendant ce temps, Mikhail il Magnifico — on ne pouvait se demander en ce jour d'écroulement s'il était le chef d'un bloc

militaire opposé à celui auquel appartient l'Italie ou un nouvel allié soudainement débarqué d'une autre planète — travaillait. Entre le petit déjeuner avec le secrétaire général de ce qui reste pour l'instant le Parti communiste italien et le dîner officiel offert par le premier ministre, M. Andreotti, le président de toutes les Russies a dû serrer bien des mains, moites d'émotion bien entendu, subir des dizaines de discours pas toujours à la hauteur de ses vœux planétaires, prononcés notamment de longues et belles oraisons sur l'avenir et « l'Homoeuropéanité » selon Moscou (voir d'entre part l'article de Bernard Guetta).

Signature de dizaines d'accords

Il fallait bien, n'est-ce pas, donner du corps à cette « relation italo-soviétique spéciale », dont on parlera désormais, c'est promis, pendant cent ans. Les industriels surtout sont contents puisque, grosso modo, le crédit accordé par l'Etat italien pour des projets en Union soviétique s'élève à près de 20 milliards de francs à dépenser d'ici à l'an 2000. On fera le détail plus tard.

M. Achille Occhetto, le patron du premier PC d'Occident à changer l'emblème du magasin, s'est déclaré très satisfait du traitement privilégié — une heure d'entretien au total — que le numéro un soviétique lui a accordé. « Non, Mikhail Gorbatchev ne s'est pas prononcé sur nos projets, et d'ailleurs nous ne lui demandons pas sa contribution. » Chez ceux qui se considèrent, à juste titre d'ailleurs, comme les précurseurs de la perestroïka, on a aussi sa fierté.

Les autres patrons des cinq partis politiques qui forment la coalition du gouvernement italien actuel ont eu droit en moyenne à dix minutes chacun. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, ils se sont eux aussi déclarés enchantés. L'essentiel, comme pour l'effondrement

ment du mur de Berlin, est de pouvoir dire plus tard à ses enfants : « J'y étais ».

Rencontre entre M. Chevardnadze et l'ex-roi d'Afghanistan

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, a profité de son séjour romain pour aller voir, en banlieue, Zahir Shah, le vieux roi déchu de Kaboul. La guérilla afghane a immédiatement fait savoir que cela ne servait à rien, puisque elle ne veut pas de son retour. M. Gerasimov, célèbre porte-parole, a juré que son pays ne fournissait aucune arme aux maquisards du Salvador. M. Andreotti a pour sa part demandé au Kremlin de bien vouloir rétablir les relations diplomatiques avec Israël. « Si cela peut aider à trouver une solution de paix », on lui a gentiment expliqué que non, que « le premier ministre israélien est un homme inflexible » et que « l'OLP ayant fait un bout du chemin, c'est à Tel-Aviv de faire sa part ».

Bref, ces dizaines de discours échangés depuis quarante-huit heures n'ont pas produit de bouleversement majeur — sauf peut-être le coup de fil d'une demi-heure que M. George Bush a bien voulu passer jeudi au premier ministre italien pour s'informer de ce qui se tramait avant Malte. Mais dans l'ensemble les termes étaient éloges. Ceux de la « déclaration italo-soviétique conjointe » — surtout, puisque les deux parties sont convenues que le Vieux Continent « est déjà en marche pour surmonter la division contre nature » et qu'il faut dès maintenant penser à bâtir l'Europe du troisième millénaire « dans le respect des valeurs universelles, de liberté, de tolérance nationale, ethnique et religieuse ». Un peu d'angélisme avant la rencontre historique du Vatican n'était peut-être pas inutile.

PATRICE CLAUDE

M. Gorbatchev souhaite réunir « dès 1990 » les 35 membres de la conférence pan-européenne

Une évolution progressive vers une Europe réconciliée, mais dans le cadre d'une démarche concertée et dans le respect des équilibres entre l'Est et l'Ouest, tel est le message que M. Gorbatchev a adressé aux Européens, dans un discours au Colisée de Rome. Le président soviétique a également suggéré une nouvelle réunion, « dès 1990 », des trente-cinq membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Ces « commandements » dont M. Gorbatchev a solennellement déclaré depuis le Colisée, jeudi 30 novembre, qu'il fallait s'appuyer sur eux « en ce moment crucial de l'histoire du monde », il n'a pas explicitement dit qu'il s'agissait des Dix qui ont fondé le monétarisme puis la civilisation européenne. M. Gorbatchev est ennemi des virages brutaux. Il les négocie par de petits glissements successifs, et a donc préféré parler de ces « éternels commandements moraux — simples lois, comme les appelle Marx, de la moralité et de l'humanité ».

Deux jours après la définition du processus de réunification allemande par le chancelier Kohl et trente-six heures avant le sommet de Malte, M. Gorbatchev ne pouvait pourtant ignorer le chamboulement de l'Europe. Il a donc souhaité d'une phrase la réunion, « dès 1990 », d'un sommet des Etats signataires des accords d'Helsinki, c'est-à-dire les Etats-Unis, le Canada et l'ensemble de l'Europe moins l'Albanie.

Le président soviétique n'a pas proposé d'ordre du jour à ce sommet, mais l'idée, déjà esquissée par certains de ses collaborateurs (Le Monde du 30 novembre), est de

garantir parallèlement la poursuite des réformes démocratiques à l'Est et le maintien du statu quo continental. Non pas, bien sûr, son maintien éternel, qui aujourd'hui déjà, prendrait des allures d'impossible restauration, mais sa prolongation dans le respect des équilibres, dans l'exigence d'une évolution concertée, d'une démarche acceptée de tous et profitable à chacun.

Les accords d'Helsinki de 1975 avaient d'un coup reconnu les frontières de l'après-guerre et théoriquement fait du respect des droits de l'homme une règle contraignante. Leur signature est jusqu'à présent très controversée, puisque les uns y voient une grande dupes brejnévienne et que d'autres rappellent qu'ils ont été un drapeau pour la dissidence et que leurs contraintes finissent maintenant par s'imposer. Le débat ne sera pas clos de si tôt, mais si l'on veut tenter d'articuler stabilité et démocratisation européennes, le cadre proposé par M. Gorbatchev n'est pas le plus mauvais, puisqu'il réunit sur ces deux thèmes toutes les puissances concernées.

Très optimiste, l'entourage du président soviétique assurait d'ailleurs, jeudi soir, que cette proposition avait toutes les chances d'être retenue, que dès à présent la France, l'Espagne et le Canada avaient manifesté leur accord. L'Italie, quant à elle, a déjà déclaré mercredi, par la voix de son président, que « pour répondre au grand défi que nous devons avoir le courage d'affronter ensemble, il nous faut nous placer dans le cadre des accords d'Helsinki ».

Dans quel but ?

Cette déclaration a naturellement ravi les Soviétiques. Mais si les Etats signataires se réunissent bien l'année prochaine, quel serait le but de ce sommet ? Principale-

ment, même si on ne le dit officiellement nulle part, d'accrocher le processus de réunification allemande à un processus d'unification de l'Europe. Une Europe qui devrait constituer demain, selon M. Gorbatchev, « une communauté d'Etats démocratiques souverains avec un niveau élevé d'interdépendance, des frontières aisément accessibles et ouvertes à l'échange de produits de technologie et d'idées, aux contacts à grande échelle entre les peuples ».

Pour y parvenir, l'une des propositions que compteraient avancer les Soviétiques est, tout simplement, de prendre en compte la démarche proposée aux deux Allemands par M. Kohl : commencer par des commissions communes, discuter et dégager des convergences.

L'intérêt d'une telle approche, dit-on dans les milieux soviétiques informés, serait de ne pas condamner la volonté de rapprochement allemande — « qui relève, dit un proche de M. Gorbatchev, du simple droit à l'autodétermination » — mais de partir d'elle au contraire, de la légitimer tout en l'encadrant. On est là très loin des bruyantes condamnations du « revanchisme », beaucoup moins suscitées par une dynamique que M. Gorbatchev sait inévitable que par la rapidité du chancelier Kohl à ignorer que le problème allemand est aussi un problème européen. C'est cette rapidité qui inquiète les Soviétiques, irrités de constater que l'Europe occidentale ne se bécote pas de dire à haute voix qu'elle aussi franchit les seuils. « Vous voulez que nous le disions ? Nous l'avons dit, alors dites-le maintenant ! », a ainsi lancé lors de leurs entretiens en tête à tête M. Gorbatchev au premier ministre italien. Les Soviétiques sont néanmoins convaincus que le basculement pacifique de l'Europe centrale et la liberté leur assure une popularité et un crédit moral décisifs et que la crainte d'une déstabilisation générale achèvera de les faire entendre des gouvernements.

La perestroïka comme renaissance

Pour M. Gorbatchev, en tout cas, la perestroïka est maintenant devenue la renaissance, le début d'un siècle d'humanisme et de culture européenne, car c'est un souffle de « valeurs spirituelles » qu'il faut à l'humanité. Largeur du socialisme ? Du tout, répond M. Gorbatchev, en affirmant que le peuple soviétique est profondément attaché à ces choix sociaux — et qu'il souhaite qu'ils renouent, en cédant seulement à la « tentation de fonder une politique sur des illusions plutôt que sur une réalité ». Pour lui, le socialisme ne s'est développé que depuis « quelques décennies ». L'histoire du capitalisme n'est pas non plus celle d'un déroulement harmonieux, il est passé, « oui, par le fascisme ». Donc, on verra.

« Vous pourriez faire observer qu'il semble ne rien y avoir de nouveau (dans ce que je dis), poursuit M. Gorbatchev, mais il y a beaucoup de neuf », dit-il, car « nous ne prétendons pas avoir le monopole de la vérité. Nous avons irrévocablement décidé de fonder notre politique sur le principe de la liberté de choix ».

On entend encore que ce « grand processus d'humanisation de la vie est capable de résoudre même les problèmes les plus incroyablement difficiles », que « les valeurs morales engendrées par la religion peuvent aider et aider en fait déjà le travail de renouveau de notre pays » ; et que « l'un après l'autre, les pays socialistes franchissent la ligne au-delà de laquelle il n'y a plus de retour au passé ».

C'est évidemment dit, non pas comme on reconnaît un problème mais comme on se vante d'un triomphe. Ayant dit cela, M. Gorbatchev dénonce (visant bien sûr M. Kohl) « les déclarations provocatrices qu'on ne peut laisser mettre en danger l'avènement de ce changement réellement historique ».

« Humanisme », tel aura été le maître mot de tout un discours dans lequel n'a jamais été prononcé celui de « communisme ». Et le président soviétique conclut : « Nous ne marchons pas vers la fin de l'histoire, mais en entamons une nouvelle ère ».

BERNARD GUETTA

Calmer le jeu par le désarmement

Suite de la première page

En ce sens, les négociations de Vienne ont pour effet — et c'est un paradoxe de l'histoire — de reculer au pacte de Varsovie ceux qui seraient tentés de s'en émanciper trop tôt. Elles fixent les frontières.

Certes MM. Bush et Gorbatchev ne peuvent faire moins que d'encourager ces négociations et de les accélérer. Mais s'ils veulent donner l'impression de contrôler les choses ensemble, ils n'en bouleverseront pas les règles de base par des propositions intempestives.

A peine M. Adamec avait-il souhaité publiquement, mercredi, un retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie, que Moscou lui répondait par la négative en renvoyant l'affaire aux négociations de Vienne. M. Bush a fait de même de son côté, après que son secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, eut semé quelque émoi dans l'alliance atlantique en laissant entrevoir des retraits de troupes américaines d'Europe supérieures aux propositions qui sont sur la table à Vienne. Il n'y aura pas, a dit le président américain, de décision unilatérale. Tout désengagement suppose une contrepartie négociée avec le pacte de Varsovie, il suppose d'abord une concertation entre alliés.

Il existe en outre des limites objectives à l'accélération du désarmement conventionnel, et notamment aux possibilités de désengagement soviétique. Les propositions chiffrées qui sont sur la table à Vienne supposent déjà par exemple un retrait de moitié du dispositif militaire soviétique en RDA ; elles supposent la reconversion de 300 000 hommes dans une économie loin d'être florissante et la destruction, fort coûteuse, de 30 000 chars, pour ne parler que de ce type de matériel.

Du côté de l'alliance atlantique, bien que tout le monde joue le jeu, on s'est aperçu ces der-

niers mois de la complexité de l'entreprise, notamment en matière de vérification, et de la difficulté de se répartir entre alliés les coupes qui seront décidées, marchandage délicat auquel les membres de l'OTAN vont s'attaquer dans quelques semaines. Plusieurs d'entre eux, dont la France, refusent de bâcler « à l'américaine » un accord de cette importance ; d'autres, à savoir la Grèce et la Turquie, continuent de retarder par d'anciennes querelles l'élaboration de propositions alliées.

Le fait que M. Gorbatchev ait émis dès mercredi à Rome l'idée de négociations sur la réduction des flottes en Méditerranée semble indiquer aussi qu'il ne souhaite pas, à Malte, priver le président américain de court avec des propositions surprises. Il aura laissé à Washington le temps de repenser une idée qui d'ailleurs n'est pas totalement neuve (les Soviétiques réclament depuis toujours l'élargissement des CFE aux forces navales), en renvoyant encore une fois aux règles des négociations de Vienne.

Reste aux deux Grands le champ des négociations bilatérales, en particulier celui du désarmement nucléaire stratégique, où ils disposent encore d'une assez large marge de positions sans que soit modifié l'équilibre général. Il est vraisemblable que M. Gorbatchev souhaitera qu'au moins une impulsion soit donnée aux négociations START.

Aller plus loin

Cela étant, si l'on veut faire du désarmement conventionnel un outil stabilisateur, il faut lui garder sa crédibilité, c'est-à-dire convenir dès maintenant que ses objectifs actuels sont insuffisants en regard aux bouleversements politiques déjà accomplis. Les déclarations faites ces derniers jours par M. Cheney vissent à la

fois semble-t-il à calmer le Congrès américain, impatient de traduire en termes d'économies budgétaires le sentiment que la menace soviétique n'est plus ce qu'elle était, et à montrer que les Etats-Unis, même s'ils ne veulent pas décider seuls, se préoccupent déjà de l'après-CFE. Il a été confirmé mercredi que l'administration américaine avait réfléchi, avant la rencontre de Malte, à l'hypothèse d'un retrait supplémentaire de 75 000 à 100 000 soldats américains et soviétiques stationnés en Europe, comme l'un des éléments d'une seconde étape après la conclusion, dans le courant de l'année 1990, d'un premier accord CFE à Vienne.

C'est-à-dire que ce premier accord s'il est considéré de part et d'autre comme un point de passage obligé, n'est plus tenu pour suffisant.

Il a pour objectif d'établir une parité dans les armements conventionnels à un niveau de 10 à 15 % inférieur au niveau actuel de l'OTAN. Jusqu'à présent, les Occidentaux faisaient valoir que l'essentiel des réductions était par conséquent attendu du pacte de Varsovie et que les fondements de la doctrine de l'OTAN n'étaient pas remis en cause.

Cette affirmation, même si elle a encore cours chez certains permanents de la bureaucratie de l'OTAN, même si M. Thatcher s'y accroche, n'est déjà politiquement plus crédible, et les Américains, en ouvrant d'autres perspectives, ne font que le constater.

Les deux dogmes de la doctrine de l'OTAN, ce sont la défense de l'Avant, et la réponse flexible. La première signifie une forte concentration de troupes dans la zone de contact entre les deux alliances, c'est-à-dire essentiellement dans les deux Allemagnes. La seconde signifie entre autres le maintien en état des armes nucléaires à courte portée stationnées en Allemagne, qui a déjà fait l'objet d'une offensive des Allemands de l'Ouest au printemps dernier et qui, selon toute vraisemblance, va dans les mois qui viennent faire l'objet d'une seconde offensive. L'idée d'une modernisation des armes nucléaires à courte portée « fait rire », déclara récemment à Washington un des collaborateurs de M. Gens-

cher. Ces dogmes stratégiques ne sont déjà politiquement plus acceptables.

Préserver le décor

Un diplomate de l'OTAN résume assez bien l'état d'esprit ambiant au quartier général de l'organisation à Bruxelles : « Aussi longtemps qu'il y aura un maintien formel de deux Etats allemands, il peut y avoir un maintien formel de deux alliances, même si elles ont de moins en moins de contenu », dit-il d'un air désemparé.

On semble en être effectivement là, à Moscou comme à Washington : préserver le décor en attendant d'avoir une idée plus claire de la façon dont on pourrait le modifier. Ni d'un côté ni de l'autre, on ne paraît avoir de vision arrêtée quant à l'avenir. Les Soviétiques font toujours des déclarations sur la dissolution des alliances, mais elles restent, comme par le passé, du domaine de la rhétorique. En revanche, le discours qui les accompagnait s'est notablement infléchi : plusieurs diplomates de l'OTAN font remarquer que les Soviétiques laissent de côté depuis quelque temps leur vieille idée fixe de la dénucléarisation de l'Europe, comme celle de la neutralisation de l'Allemagne, et que rien de ce qui émane actuellement de Moscou ne traduit plus même le désir de voir les Américains quitter le Vieux Continent.

Du côté américain, en même temps qu'on annonce des retraits de troupes, sinon pour demain du moins pour après-demain, on

appelle de la Ligue arabe à MM. Bush et Gorbatchev. — Le conseil ministériel de la Ligue arabe, qui s'est réuni, mercredi 29 et jeudi 30 novembre, à Tunis, a adressé un message aux présidents Bush et Gorbatchev leur demandant d'accorder au problème palestinien, lors de leurs entretiens de Malte, « la priorité qu'impose la situation explosive » au Proche-Orient. Les pays arabes appellent les deux chefs d'Etat à œuvrer en faveur de l'extension au Proche-Orient de « leurs orientations communes en matière d'utilisation de la paix mondiale », notamment en favorisant la tenue d'une conférence internationale de paix. — (Corresp.)

vante la relation transatlantique, on déclare même que « la sécurité de l'Europe est une chose trop importante pour être laissée aux Européens ». On fait valoir que la CEE, qui a actuellement le vent en poupe, n'aurait pas existé sans l'OTAN ; on s'efforce à rappeler que l'alliance atlantique n'a pas que des fonctions militaires, mais aussi des fonctions politiques auxquelles il est urgent de redonner vigueur.

Sous ces discours, non exempts ni l'un ni l'autre d'apparentes contradictions, se profile le désir des deux Grands de conserver un droit de regard sur le Vieux Continent. Le désarmement est l'un des instruments de cette cogestion de la sécurité européenne. Le projet n'est pas très précis, mais on sent une double volonté : celle de maintenir des alliances suffisamment stables pour garder, à Moscou comme à Washington, un contrôle sur les évolutions, mais suffisamment molles pour autoriser ces évolutions et permettre de concevoir de nouvelles configurations politiques, notamment pour l'Allemagne.

Les Allemands de l'Ouest acquiescent. Reste à savoir ce que les autres Européens voudront pour leur sécurité. Les programmes nucléaires — le programme français notamment — semblent pour l'instant s'inscrire à contre-courant des évolutions générales. « Au moins, ils nous donnent des atouts, dit un responsable du ministère de la défense, soit dans une négociation de réduction, soit s'il fallait mettre sur la table une proposition d'identité européenne de défense ».

CLAIRE TRÉAN

Le président américain s'est entretenu avec M. Mitterrand. — M. George Bush s'est entretenu par téléphone pendant une vingtaine de minutes, jeudi 30 novembre, avec M. Mitterrand. Le président de la République a assuré son interlocuteur de sa confiance avant le sommet de Malte où les affaires européennes occuperont l'essentiel des conversations. La situation au Liban a également été abordée dans cet entretien téléphonique. M. Mitterrand doit rencontrer son homologue américain le 4 décembre à Bruxelles et le 16 décembre à Saint-Martin (Antilles).

réunir «dès 1990»
l'ère pan-européenne

La Vendée, département de la mer, a une longue tradition de construction de bateaux. Cette tradition est aujourd'hui renouvelée par la création de la Vendée Challenge, une course de voile internationale qui se disputera en 1990. Cette course est organisée par le Conseil Général de la Vendée, en collaboration avec le Comité Vendéen de Voile. Elle sera la plus grande course jamais organisée, avec une participation de plus de 100 bateaux de toutes nationalités. La course sera organisée en deux étapes : une première étape de 10 jours, du 1er au 10 décembre 1989, et une seconde étape de 10 jours, du 11 au 20 décembre 1989. Les bateaux participeront à la course en solitaire, sans escale, et devront traverser l'océan Atlantique pour rejoindre le port de destination. La course sera ouverte à tous les amateurs de voile, sans distinction de nationalité. Les bateaux seront classés en fonction de leur temps de traversée. La course sera suivie par la presse et la télévision. Elle sera une véritable aventure pour tous les participants. La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

La Vendée Challenge est une course unique, qui permettra de découvrir les beautés de la Vendée et de l'océan Atlantique. Elle sera une véritable réussite pour le Conseil Général de la Vendée et le Comité Vendéen de Voile.

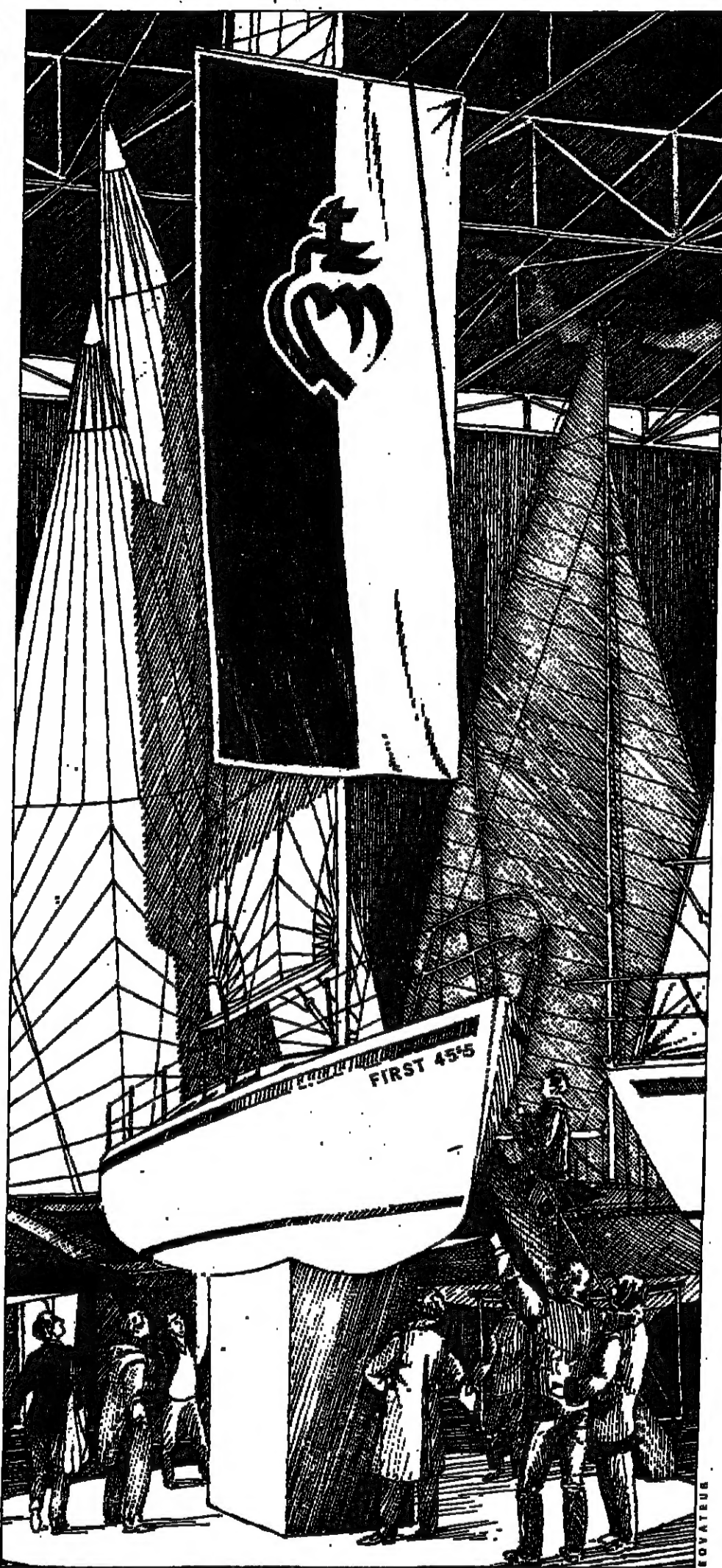
La Vendée côté course.



Prêts, parés, partez !
Du Vendée Globe Challenge à la course du Figaro, en Vendée, quand une course s'arrête, une autre commence. Le 26 novembre 1989 a débuté la plus grande course jamais organisée, LE VENDEE GLOBE CHALLENGE : tour du monde en solitaire, sans escale, un vrai challenge ! En juillet 1990, la Course en Solitaire du Figaro prendra le relais au départ de Port Bourgenay.

LA VENDEE, UN DÉPARTEMENT QUI NE MANQUE PAS DE SOUFFLE.

La Vendée côté salon.



Prêts, parés, Vendée !
Au salon Nautique à partir du 1er décembre 1989, personne ne pourra ignorer la présence de la Vendée : Beneteau, Jeanneau, Jeantot Marine, Kirié, Alubat, Eider Marine, Flash Boat, Mag France... Les plus grands constructeurs mondiaux de bateaux de plaisance sont réunis. Comment s'étonner que 50% de la production française provienne de Vendée ! Mais y aurait-il encore un Salon Nautique sans elle ?
LA VENDEE, UN DÉPARTEMENT PARTANT POUR L'AVENTURE TECHNOLOGIQUE !



VENDEE
CONSEIL GÉNÉRAL

LEADER MONDIAL DE LA PLAISANCE

DIPLOMATIE

Mikhaïl Gorbatchev reçu par Jean-Paul II

Deux hommes qui modèlent leur décennie

C'est de la Pologne, dont vient Jean-Paul II, que sont partis les événements qui allaient bouleverser l'Europe. Son entrevue avec Mikhaïl Gorbatchev est celle de deux hommes qui, si éloignés soient-ils dans leurs convictions, auront sans doute contribué plus qu'aucun autre à changer le monde.

ROME

de notre envoyé spécial

On ne pourrait imaginer des hommes politiques — le pape en est un — plus dissemblables que M. Gorbatchev et Jean-Paul II. L'un, le second, peut, en quelques phrases faire vibrer des stades entiers et terminer des discours qu'on appelle homélies dans une

de Solidarité. Non pas que Jean-Paul II ait créé le premier syndicat du monde communiste : en août 1980, la Pologne en était à sa troisième explosion ouvrière.

Il y avait une expérience des cadres et une opposition organisée dont était membre Lech Walsia et dont on ne révélait pas la hiérarchie catholique. Mais, tout comme l'élection du pape avait fait redécouvrir l'Europe de l'Est, son premier voyage a révélé la Pologne aux Polonais.

L'homme et ses droits

Rassemblés sur son chemin, fiers, enthousiastes, ils ont compris qu'ils étaient tout et le pouvoir a constaté qu'il n'était rien. Pas une fois il n'y eut même un slogan contre le parti et, s'il y avait déjà la cette majorité qui fut si précieuse à Solidarité, il y avait surtout un

mais il y aura quatre ans et demi qu'il agit, et si l'un veut sauver la Russie de la faillite communiste et d'autre par unir l'Europe dans le christianisme, le parallèle est saisissant.

Quand il s'attaque dès sa nomination et avec l'insuccès que l'on sait aux problèmes économiques, M. Gorbatchev ne dit pas que le communisme est un marché, pas pour commencer. D'ailleurs, quand il parle du communisme, ce qui est peu fréquent, c'est pour lui rendre tous les hommages dus... et vitupérer tout ce qui a nui à sa réputation.

Quand, deux ans plus tard, constatant et expliquant qu'il n'y aura pas de progrès de l'économie tant que chacun ne prendra pas les choses en main, qu'il faut donc libérer l'initiative et qu'il faut pour cela des réformes politiques, il propose de « revenir à Lénine ». Pour y revenir tout ce que Gorbatchev y cherche : les élections libres, la démocratie, la liberté, la paix, le multipartisme quand il le voudra. On n'est pas contre Lénine mais pour, pas contre le communisme mais contre le système dit de « commandement ».

La primauté des « valeurs universelles »

Quand parallèlement, M. Gorbatchev veut — très vaste ambition — sortir l'URSS de l'arbitraire, il ne dit pas que la loi soviétique l'organise mais qu'il faut créer « un Etat socialiste de droit » et de brèche en brèche, revoir tout le code. Et qu'il faut dire — très exactement comme le pape d'ailleurs — que c'est l'homme qui doit être le centre de toute politique, proclamer la primauté des « valeurs universelles » sur les valeurs de classes.

A priori, ce charabia ne retient guère l'attention et c'est pourtant beaucoup plus fondamentalement encore que la propriété et les libertés, car, si ces valeurs universelles — mieux connues sous les noms de paix, écologie, dix commandements et déclaration des Droits de l'homme — prennent sur celles des classes, cela signifie que pas une d'entre-elles ne peut être sacrifiée au communisme et que l'Europe, toute l'Europe, a une culture commune.

M. Gorbatchev a-t-il une stratégie de sortie du communisme, ou découvre-t-il le monde en marche ? C'est affaire d'intime conviction, mais, surtout, parfaitement reconnaissable. L'important c'est ce qu'il fait et dit, car les résultats valent bien ceux de ce pape qui a voulu, comme lui, réintégrer l'Europe de l'Est — Russie comprise — à l'Europe, et qui, comme lui, croit à la puissance du Verbe.

Car, si le pape n'a évidemment pas d'autre arme que ce qu'il dit et son célèbre « n'ayez pas peur ! », M. Gorbatchev connaît aussi la force des mots. D'un préche d'instinct, il a l'air de l'empireux de l'autre, quand il emploie ceux « d'élections », « débats », « dialogue », « compromis », « Europe », il leur redonne petit à petit leur véritable sens. C'est lent, c'est prudent. D'une lente prudence fulgurante qui rappelle celle de Solidarité, et quand M. Gorbatchev emploie — fréquemment pour le coup — le mot de « socialisme », on croit bien entendre « justice sociale ».

Bonne ou mauvaise, cette définition range le socialisme au rang des valeurs universelles — de celles qu'un pape, c'est bien le moins, peut ranger parmi les valeurs chrétiennes.

BERNARD GUETTA.

biens ecclésiastiques et très vite régler le problème, puisque la plupart des fidèles, dans les conditions de la liberté, choisiraient Rome.

L'obstacle principal à la normalisation des relations entre l'URSS et le Vatican se situe, et M. Gorbatchev n'a pas caché, dans sa brève allocution, qu'il s'en félicite vivement. Qualifiant cette rencontre d'événement « vraiment extraordinaire » dû à l'évolution de l'Europe centrale, il a exprimé l'espoir qu'elle en assure la « poursuite positive ». Autrement dit, M. Gorbatchev compte sur le pape pour faire comprendre aux fidèles qui l'écouteront le besoin de modération et d'aider à l'ouverture de cette concertation européenne que Moscou souhaite organiser dans le cadre des accords d'Helsinki.

B. G.

ASIE

PHILIPPINES : tentative de coup d'Etat militaire à Manille

M^{re} Aquino a obtenu l'appui militaire des Etats-Unis pour combattre les rebelles

Une tentative de coup d'Etat militaire contre la présidente Aquino a eu lieu dans la nuit du jeudi 30 novembre au vendredi 1^{er} décembre. La rébellion s'est étendue vendredi matin dans plusieurs quartiers de l'agglomération de Manille et dans plusieurs provinces. Il y aurait au moins vingt et un morts. Devant la gravité de la situation, le président Bush a accepté d'accorder à M^{re} Aquino une aide militaire afin de « ramener l'ordre », tandis que le département d'Etat déclarait que « toute aide aux Philippines devrait être suspendue si le gouvernement élu était renversé par un coup d'Etat militaire ».

L'annonce par M^{re} Aquino que des « chasseurs américains se joignent au combat pour fournir une couverture aérienne aux troupes au sol philippines » témoigne de la gravité de la situation alors que la sixième tentative pour renverser son gouvernement par la force prend de l'ampleur. Le palais présidentiel de Malacanang, au cœur de Manille, a été bombardé par des avions rebelles, sans toutefois que « Cory » ait été atteint. Mais deux ministres se trouvaient sur les lieux au moment de l'attaque.

Les rebelles ont attaqué trois des principales bases militaires de la capitale, Camp Aguinaldo, siège du commandement de l'armée, Camp Crame, quartier général de

la gendarmerie (la Constabulary), et la base aérienne de Villamor, jouxtant l'aéroport international de Manille, qui a été fermé au trafic.

Les rebelles seraient commandés par un certain colonel Goh, qui, selon le ministre de la défense, le général Fidel Ramos, est un cousin du colonel Gregorio Honasan, cerveau du putsch manqué d'août 1987, et qui s'est échappé de prison l'an dernier. Entrés en action dans la nuit de jeudi à vendredi, ils ont rapidement réussi, avec l'aide de commandos soutenus par quelques blindés, à pénétrer au cœur du dispositif militaire de Manille. Pour autant, selon le chef des forces armées, le général de Villa, la tentative de coup d'Etat avait été découverte mercredi soir.

Plusieurs autres objectifs ont été attaqués à la roquette par les insurgés, et d'épaisses volutes de fumée s'élevaient de l'aéroport, dont la partie civile demeurait aux mains des forces loyalistes. Ces dernières résistaient aux attaques des rebelles au sein même de la base d'Aguinaldo. Mais la situation reste confuse, tant dans l'agglomération de Manille qu'en province.

Des unités de personnes, comme le gouverneur de la province de Cagayan, au nord, sont passés à l'insurrection. Celle-ci a pris le contrôle de la base aérienne de Mactan, au centre de l'archipel, à côté de l'aéroport international de Cebu, la seconde ville du pays. Des unités sont aussi entrées en rébellion à Legazpi, à 350 kilomètres au sud-est de Manille. Des commandants fidèles ont envoyé des troupes vers la capitale. Il semblerait que le général Ramos attende d'avoir assez de troupes à

sa disposition avant de passer à la contre-attaque.

La présidente s'est adressée à la population en pleine nuit. « Nos forces ont la situation en main (...). Je demande à notre peuple de soutenir notre démocratie et de rester en alerte (...). Cette nation ne doit pas retomber aux mains des tyrans. Dieu est avec nous, et nous l'emporterons », a-t-elle déclaré. « J'ai ordonné au ministre de la défense et au chef d'état-major d'écraser cette rébellion avec toutes les forces nécessaires », a ajouté M^{re} Aquino.

Cette tentative de coup d'Etat, qui semble bien être la plus grave à laquelle ait eu à faire face M^{re} Aquino depuis son accession au pouvoir, intervient à un moment particulièrement difficile pour elle. La veille, le gouvernement avait décidé une hausse, impopulaire, de 25 % des tarifs énergétiques alors que des coupures quotidiennes de courant désorganisent la vie de Manille depuis des semaines. L'inflation continue de grimper, atteignant en octobre près de 14 %.

Les syndicats se mobilisent et les Philippines sont mécontentes. Par ailleurs, le propre cousin de M^{re} Aquino, M. Eduardo Cojuangco, un des proches de l'ancien dictateur Marcos, vient de rentrer aux Philippines, cristallisant l'opposition de droite au régime.

Si M^{re} Aquino l'emporte, son pouvoir en sortira, à nouveau, diminué. Elle restera vulnérable face à la part d'opposants déterminés à poursuivre leur entreprise.

P. de B.

En recevant le président sud-coréen

M. Mitterrand appelle à une reprise de la conférence de Paris sur le Cambodge

Arrivé jeudi 30 novembre à Paris pour la dernière étape de sa tournée européenne, le président sud-coréen Roh Tae-woo a été reçu par M. François Mitterrand. Après un entretien en tête-à-tête, le chef de l'Etat français a offert un banquet en son honneur. Les conversations ont essentiellement porté sur l'évolution de la situation européenne, sur le tension dans la péninsule coréenne et sur l'Indochine. A ce propos, M. Mitterrand a, dans son toast, lancé un appel à la reprise de la conférence de Paris

sur le Cambodge, dont « le cadre reste disponible ». « Seul un règlement politique global peut rendre au Cambodge sa souveraineté et au peuple cambodgien son identité et sa dignité en le protégeant de toutes les menaces, en particulier celle d'un retour à une sinistre période dont le souvenir hante les mémoires », celle des Khmers rouges. Le président sud-coréen devait s'entretenir vendredi avec MM. Rocard, Fabius et Dumas et être reçu par M. Chirac.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Fort du prestige international que leur valurent les Jeux olympiques de 1988, les Sud-Coréens cherchent, avec la tournée de leur président dans trois pays majeurs de la Communauté européenne (voir le supplément sur la Grèce du Sud publié dans le Monde du 25 novembre) qui s'achève à Paris, une consécration de la place de leur pays sur la scène mondiale et une sorte de ratification de son entrée dans le concert des nations démocratiques. Malgré les « bavures » de ces derniers mois en matière de droits de l'homme, les Européens emboîtent généralement le pas aux Etats-Unis et au Japon pour

saluer les progrès accomplis en matière de démocratisation.

Sur le plan diplomatique, Séoul a obtenu des succès dans la politique d'ouverture en direction du monde socialiste et poursuit une politique active à l'égard du tiers-monde. En dépit de l'opposition de Pékin, membre du Conseil de sécurité, la Corée du Sud compte néanmoins persuader d'autres pays membres de cette instance d'appuyer, le cas échéant, sa candidature unilatérale aux Nations unies. En particulier la France, restée jusqu'ici évasive sur cette question.

Sur le plan économique, les Français voudraient faire avancer certains grands projets et obtenir, si possible, quelques assurances, notamment sur le contrat de fourniture d'un train à grande vitesse, évalué à quelque

35 milliards de francs. Les appels d'offres seront lancés au début de l'année prochaine.

Les autres grands projets concernent la fourniture de centrales nucléaires (la Corée compte installer une quarantaine d'unités de production d'ici au début du siècle prochain et la France lui en a déjà fourni deux) et l'extension du métro de Séoul. Les Français voudraient également renforcer leurs liens avec la Corée dans le domaine de l'armement. M. Chevenement, ministre de la défense, s'est rendu à Séoul en mai.

La France a déjà vendu à Séoul des missiles Exocet et des hélicoptères, mais un récent contrat de sous-marins lui a échappé.

PHILIPPE PONS

AMÉRIQUES

SALVADOR
200 Américains évacués

L'ambassade américaine au Salvador a annoncé, jeudi 30 novembre, que plus de deux cents ressortissants américains allaient être évacués immédiatement de San Salvador, où font toujours rage les combats entre l'armée gouvernementale et les rebelles.

La décision d'évacuation a été prise après une journée de violents combats qui ont gagné les quartiers résidentiels de la capitale salvadorienne, dont celui des ambassades. Entre cinquante et soixante-quinze Américains avaient passé la nuit dans l'ambassade transformée en forteresse.

Par ailleurs, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a déclaré, jeudi à Rome, que « l'URSS ne fournirait pas d'armes » à la guérilla salvadorienne et que, selon les informations qu'il lui dispose, « Cuba et le Nicaragua n'en fournissent pas non plus ». — (AFP, Reuters.)

PÉROU : Un rapport d'Amnesty International

Terreur contre terreur

« Depuis sept ans, Amnesty International a recensé plus de trois mille « disparitions » de prisonniers détenus par le gouvernement. Et au moins autant de personnes ont été tuées par les forces gouvernementales lors d'exécutions massives et d'assassinats sélectifs. Tortures, viols, « disparitions » et meurtres perpétrés sous l'autorité du gouvernement se sont ajoutés à la violence des groupes d'opposition armée pour créer un climat de terreur qui s'étend à une grande partie du pays. »

Ainsi débute le dernier rapport d'Amnesty International consacré au Pérou et intitulé « Un peuple pris entre deux feux ». Les soixante pages de cette publication décrivent les horreurs quotidiennes subies par une population en butte à la fois aux violences des forces du Sentier lumineux, les guérilleros particulièrement l'accent sur les cibles privilégiées des militaires,

les jeunes et les femmes, en soulignant que désormais « les pratiques utilisées pour combattre les insurgés servent également à réprimer des troubles sociaux dans des régions non soumises à l'état d'urgence ».

Amnesty International considère qu'il est « inacceptable » que pour cette « campagne antiterroriste » les forces gouvernementales aient recouru à la « même brutalité que celle attribuée à ses opposants ». « Nombre des violations des droits de l'homme perpétrées à l'encontre des paysans vivant dans les zones sous état d'urgence ne sont connues que d'eux et de leurs bourreaux », souligne encore l'organisation qui précise avoir soumis ce rapport au gouvernement péruvien sans avoir obtenu de réponse.

★ Pérou, un peuple pris entre deux feux », Amnesty International, 60 p., 25 F.

Une rencontre extraordinaire

Suite de la première page

M. Gorbatchev faisait naturellement allusion au problème des unités, les catholiques ukrainiens de rite oriental dont l'Eglise avait été rattachée de force à la fin de la guerre au patriarcat orthodoxe de Moscou. Toutes les religions d'Union soviétique ont « un droit à satisfaire leur besoin spirituel », a déclaré à ce propos le chef de l'Etat soviétique, ajoutant que la nouvelle loi sur la « liberté de conscience » serait bientôt votée en URSS.

Tout confirme ainsi qu'on s'oriente à grands pas vers le règlement de ce problème, dont le pape s'était directement entretenu lundi avec un haut responsable de l'Eglise orthodoxe russe, venu à Rome dans la suite de M. Gorbatchev. Signe de détente, la hiérarchie uniate vient d'ailleurs d'indiquer qu'elle serait disposée à « partager » l'usage des églises d'Ukraine avec les orthodoxes, ce qui pourrait à la fois éviter de difficiles négociations de répartition des

Jepico 130

Le coup d'état militaire à Mali Le soutien militaire combattre les rebelles

Le coup d'état militaire à Mali, qui a entraîné la chute du régime de Moussa Traoré, a été accueilli avec une certaine satisfaction par les militaires français. Ces derniers ont exprimé leur espoir que la situation politique au Mali se stabilise rapidement. Ils ont également souligné l'importance de maintenir la présence française au Mali pour assurer la sécurité de la région sahélo-saharienne. Les militaires français ont déclaré qu'ils continueront de coopérer avec les autorités maliennes pour combattre les rebelles et maintenir la paix dans le pays.

Le président malien appelle à une reprise Paris sur le Cameroun

Le président malien, Alpha Oumar Konaré, a appelé à une reprise des relations entre la France et le Cameroun. Il a déclaré que la France a un rôle important à jouer dans la région africaine et que le Cameroun est un pays clé pour la stabilité de l'Afrique centrale. Konaré a souligné que la France doit continuer de soutenir le développement économique et social du Cameroun. Il a également appelé à une coopération accrue entre les deux pays dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la santé.

QUESTES

Le rapport d'André Mitterrand contre l'erreur

Le rapport d'André Mitterrand, ancien ministre de l'Intérieur, a été publié. Dans ce rapport, Mitterrand a analysé les causes de l'erreur commise lors de la répression des émeutes de 1981. Il a souligné que l'erreur a été faite par le manque de communication et de coordination entre les différents services de l'État. Mitterrand a également souligné l'importance de la formation des forces de l'ordre et de la mise en place de mécanismes de contrôle pour éviter de telles erreurs à l'avenir.

NUMERIS, C'EST COMMUNIQUER MIEUX ET PLUS SIMPLEMENT.

Après Rennes et Paris, le nouveau réseau numérique national de FRANCE TELECOM s'étend aujourd'hui à Lyon, Marseille, Lille. Fin 90, **NUMERIS** sera accessible sur l'ensemble du territoire. Pour les entreprises françaises, c'est un événement dont l'importance est inversement proportionnelle à la taille de la prise **NUMERIS**. En effet, **NUMERIS** permet, sur le même réseau, l'échange simultané de la voix, des données, des textes et des images. Avec **NUMERIS** on fait dialoguer les ordinateurs, on transfère des documents 10 fois plus vite, on consulte et transmet plans et photos... Se raccorder à **NUMERIS** c'est aussi bénéficier des nouveaux services du téléphone avec en plus la qualité du son numérique. En intégrant l'informatique et les télécommunications, **NUMERIS** augmente les performances de toutes les entreprises.

COMMUNICATION D'ENTREPRISES. ON N'A JAMAIS FAIT AUSSI GRAND.



FRANCE
TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE

ASIE

TAIWAN : premier scrutin véritablement libre

Les élections du 2 décembre ne paraissent pas menacer le gouvernement du Kuomintang

Les premières élections démocratiques à se tenir à Taïwan, le bastion nationaliste où s'était réfugié Tchang Kai-chek, en 1949, à la suite de la victoire communiste sur le continent, se dérouleront le samedi 2 décembre. 724 candidats se disputent 293 sièges répartis entre assemblées de plusieurs niveaux, dont même de la moitié représentative l'effectif du Yuan législatif (Parlement).

TAIPEI

de notre envoyé spécial
A la surface des choses, la similitude entre les causes de la tragédie du printemps sur le continent, et les raisons qui font de ce scrutin, six mois plus tard, un événement sans précédent pour le bastion nationaliste, est frappante. Ici comme là-bas, il s'agit de trouver une solution de rechange à des schémas politiques hérités du conflit qui a marqué la Chine entre les deux clans - nationaliste et communiste - des héritiers de Sun Yat-sen, le fondateur de la République. Encore un problème de génération.

L'écho de la vieille garde communiste à passer la main a conduit le continent à la crise et à la stagnation. Ici, le Kuomintang de Tchang Kai-chek s'était arrogé, au sein du Parlement, une majorité de sièges décernés à vie par des députés élus avant la victoire communiste de 1949. La fiction voulait qu'ils ne seraient remplacés qu'après la « reconquête » du continent, quand un nouveau scrutin libre pourrait être organisé. La reconquête n'aura pas lieu de leur vivant ; leur âge moyen atteint quatre-vingt-cinq ans ; le Kuomintang, qui n'est plus la seule force politique légale, a promis de laisser l'opposition jouer son rôle. La « reconquête » n'est plus, l'essentiel, la ressemblance.

En son sein même du Kuomintang, des cercles réformateurs s'emploient à accélérer le départ de ces éminents vieillards. On leur offre des retraites dorées - 174 000 dollars par siège, l'Etat est assez riche pour se le permettre. Une trentaine d'entre eux ont déjà accepté. Le président Lee Teng-hui a tout de même dû intervenir pour mettre en garde les esprits les plus bouillants, qui voudraient tirer un trait définitif sur le passé en accusant purement et simplement le mandat de ceux qui rechignent à partir - ils sont encore plus de cent - et en proclamant une « République de Taïwan » indépendante.

L'opposition n'était que tolérée lors de la précédente consultation de 1986, qui avait donné 22 % des suffrages et une douzaine de députés. Elle passe donc son véritable baptême du feu. Mais la grande nouveauté de ce scrutin aura été cette discussion publique, théoriquement illégale, sur la question de l'indépendance de Taïwan, avivée par l'envoi qu'a suscité la tragédie

FRANCIS DERON

CONDAMNONS LES KHMERS ROUGES

La reprise des combats au CAMBODGE fait peser à nouveau le menace du retour des Khmers rouges. Cette situation suscite une grave inquiétude.

Les soussignés demandent :

- l'arrêt immédiat des combats et le retour à la paix,
- la reprise des négociations sur la base des points d'accord réalisés aux rencontres de Jakarta et Paris, et notamment le non-retour des Khmers rouges au pouvoir,
- au gouvernement français, co-président de la conférence, d'agir dans ce sens et particulièrement d'obtenir la cessation des livraisons d'armes aux Khmers rouges et autres groupes armés, de rétablir des relations officielles avec les autorités du CAMBODGE qui ont en charge l'ensemble du pays, la reconstruisent depuis dix ans et en assurent seules la défense depuis le départ de toutes les forces vietnamiennes.

- la condamnation sans ambiguïté des Khmers rouges et de toute alliance avec eux.

Appel à renvoyer aux : AFC-ADRAAC - B.P. 410 - 75025 Paris Cedex 01. Soutien à la publication de cet appel : ADRAAC - CCP Paris 1326 31 V.

AFRIQUE

ALGERIE : Un revers pour le président Chadli

Les réformateurs n'ont pas réussi à prendre toutes les commandes du FLN

Le congrès extraordinaire du FLN, qui vient de s'achever à Alger, a été l'occasion pour les partisans de l'ancien président Boumédiène de refaire surface au détriment des réformateurs.

ALGER

de notre correspondant

Comment les Algériens accueilleraient-ils donc les conclusions du Congrès extraordinaire du Front de libération nationale qui s'est achevé tard dans la nuit de jeudi 30 novembre à vendredi 1er décembre ? Avec scepticisme, pour le moins ! A l'heure d'aujourd'hui, et avec quelque pédagogie, on leur explique le bien fondé des réformes en cours et des changements à intervenir toujours... très prochainement. Promesses éternelles d'indépendance et d'émancipation consacrant l'incompétence des régimes précédents et dénonçant « le socialisme à l'algérienne » de l'ère Boumédiène. Comme s'il était indispensable pour relever la valeur de ses idées de flétrir celles des autres. Certes, les réformateurs commencent à porter leurs fruits, moins sur le plan économique, peut-être, que sur le plan politique où un point de non-retour a été atteint avec l'adoption de la Constitution nouvelle. Mais les changements, cette fois, semblent arriver à rebours.

Les barons de Boumédiène ont en effet réussi leur come back au sein de la plus haute instance du

FLN d'où ils avaient été chassés il y a une dizaine d'années. Le nouveau Comité central, fort de deux cent soixante-trois membres, compte dans ses rangs M. Mohamed-Salah Yahimani, ancien coordinateur de l'appareil du parti et M. Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre des Affaires étrangères, le père de la diplomatie algérienne.

M. Belaid Abdessalam, ancien ministre de l'Industrie et de l'Energie, le théoricien de ce que certains appellent l'« industrialisation industrielle », et d'autres de la politique comme le docteur Ahmed Taleb Ibrahim, ancien ministre des Affaires étrangères et Mohamed Chérif Messadia, ex-nr 2 du FLN, encore parti unique, balayé par les émeutes d'octobre 88, siègeront également au Comité central. Tous ont pris longuement la parole, mercredi et jeudi, au cours de ce qui aurait dû être un débat général mais qui n'en fut pas un.

Le docteur Taleb, avec de longues et fréquentes références à l'islam et au Coran a retracé vingt-sept années de l'Algérie indépendante, de la « période répressive » de l'ancien président Ben Bella au président Chadli, sous des applaudissements sporadiques qui devaient nourrir à l'évocation de l'« époque Houari Boumédiène » et de « l'édification de l'Etat algérien ». M. Messadia qui s'exprimait pour la première fois depuis son limogement, a défendu sa gestion de l'appareil et répliqué implicitement aux attaques dont il a été victime depuis octobre 1988. L'ancien responsable du secrétariat

permanent du parti a stigmatisé sévèrement, à plusieurs reprises, l'attitude négative de la presse française vis à vis de l'Algérie et du FLN qui représente à ses yeux « la plus grande organisation démocratique du Tiers-monde ».

M. Bouteflika, qui avait lu la proclamation du coup d'Etat de Boumédiène, le 19 juin 1965, en parfait diplomate, a fait une intervention à caractère très personnel. « J'ai toujours lutté dans vos rangs quand j'étais au pouvoir et quand je n'y étais plus », a-t-il affirmé avant d'ajouter : « J'ai l'honneur de retourner à la base pour lutter avec vous ».

Des années noires

M. Kaadi Merbah, ancien chef du gouvernement, nommé au lendemain des émeutes d'octobre et limogé un an plus tard, est également membre de ce Comité central qui a absorbé la majorité des 137 membres du CC sortant. M. Chadli, évidemment membre du Comité central, a été reconduit à la tête du FLN qui fonctionnera désormais en parti politique, comme le stipulent les nouveaux statuts adoptés jeudi soir, et non plus en Front comme il avait été décidé il y a un an lors du VIème congrès.

Les réformateurs pensaient bien, mardi soir, avoir gagné la partie. Le président Chadli, en donnant raison aux militants qui réclamaient un renouvellement complet des instances dirigeantes, jouait la

base contre les apparatchiks (Le Monde du 29 novembre), dans le double souci de barrer la route aux boumédiénistes et de purger l'appareil. Il était acquis, dès jeudi matin, que ce plan se déroulerait pas comme prévu.

C'est un rude coup pour M. Chadli et le gouvernement de M. Mouloud Hamrouche qui avaient bien besoin d'être épaulés, sans état d'âme, par un parti de fidèles. Le processus enclenché n'est pas remis en cause pour autant puisqu'en aucune manière l'initiative n'appartient au parti. Le contretemps aura au moins le mérite de souligner la principale faiblesse du dispositif : la discrétion. L'équipe des réformes qui travaille dans l'ombre, d'une certaine manière, surestime ses chances, comme elle a mal apprécié le rapport de force entre les militants de base favorables à l'équipe présidentielle et ceux qui soutiennent à fond l'orthodoxie socialiste.

Le revers essuyé par le cercle présidentiel ne peut pas être considéré comme un échec total dans la mesure où les grandes figures de l'opposition sont maintenant « dans la vent de la bête ». Elles auront à affronter de l'intérieur les années noires qui se profilent et seront contraintes par leur position d'expliquer aux militants la nécessité de la rigueur et de l'austérité.

Les plus confiants au sein du gouvernement estiment même qu'elles ne pourront qu'adhérer aux réformes.

FREDERIC FRITSCHER

CAMEROUN

La mort de l'ancien président Ahidjo

L'obsession de l'unité nationale

L'ancien président, camerounais, Ahmadou Ahidjo, est mort d'une crise cardiaque à son domicile dakarais, jeudi 30 novembre, a annoncé la télévision sénégalaise.

Une simple opération de déboursolement décidée par les autorités locales dans la vaste concession qu'il possédait à Garoua, sa ville natale, avait suffi, il y a un mois, à l'émouvoir, dans le nord du pays, la rumeur sur le retour d'exil d'Ahmadou Ahidjo, et ce d'autant plus vite que le gouvernement camerounais avait, à la même époque, décidé d'échanger à nouveau les billets dénonciés à son effigie. On avait évoqué aussi, pour assouvir cette information, le fait que l'ancien chef de l'Etat détenait la signature d'un compte bancaire à l'étranger où seraient déposés plusieurs centaines de milliards de francs CFA.

Les dirigeants de Yaoundé avaient dû publier un démenti, affirmant qu'il avait mieux à faire aujourd'hui « que de ressusciter des fantômes ». Une question donc : d'engager une quelconque

« négociation » avec Ahmadou Ahidjo, qui avait volontairement quitté son pays en juillet 1983 pour ne plus jamais y revenir. Son implication dans une tentative de coup d'Etat lui avait alors valu d'être condamné à mort par contumace, puis, par l'effet d'une grâce présidentielle, à une peine de prison à perpétuité.

Ce musulman, d'ethnie peule, né à Garoua en 1924, ne possédait qu'un certificat d'études. Jeune fonctionnaire, il est néanmoins élu, en 1947, député à la première Assemblée représentative camerounaise. En 1953, il siège, à Paris, à l'Assemblée de l'Union française. Président de l'Assemblée territoriale du Cameroun, quatre ans plus tard, son autodidacte accède au statut de ministre de la magistrature suprême lorsque, en 1960, son pays accède à l'indépendance.

Condamné à mort par contumace

Au fait du pouvoir, M. Ahidjo, peu soucieux de popularité, manifeste un goût de l'autorité sans partage, mais cet « homme du Nord » a aussi la passion de l'unité nationale.

Confronté, dans le sud-ouest du pays, à la rébellion de l'Union des populations du Cameroun (UPC), il emploie la force, la diplomatie et la ruse, pour en venir à bout. Il réussit à réaliser, en mai 1972, ce qui était devenu pour lui « une véritable obsession », à savoir la création de la République unie du Cameroun.

Après vingt-deux ans de présidence, M. Ahidjo décide, en novembre 1982, pour des raisons de santé non avouées, de passer les commandes en donnant à M. Paul Biya, son premier ministre et son plus proche collaborateur, tout en conservant la direction du parti unique. En choisissant un « sudiste » pour lui succéder, il veut ainsi prouver que l'unité nationale n'est pas un vain mot. Il laisse alors un pays en bonne santé économique, devenu, en Afrique, un exemple de stabilité politique.

La lune de miel entre M. Ahidjo et M. Biya sera de courte durée. En août 1983, un lendemain de la découverte d'un complot « contre la sécurité de la République », l'ancien chef de l'Etat sort de sa réserve et accuse son successeur d'avoir « instauré un régime policier, de terreur, de mensonge ».

JACQUES DE BARRIN

GABON

Le président Bongo met en cause des Européens dans un récent complot

LIBREVILLE

de notre envoyé spécial

La découverte, début octobre, d'un complot ayant des ramifications à l'étranger (Le Monde du 5 octobre) ne devrait pas créer une crise dans les relations, parfois tumultueuses, entre Paris et Libreville. « Ce n'est pas parce que les conjurés, pour la plupart, sont en France que je vais accuser celle-ci », déclare le président gabonais Omar Bongo, le mercredi 29 novembre, au « Club de la presse » de Radio-France internationale. Plusieurs arrestations avaient alors été opérées parmi les comploteurs, qui avaient notamment prévu l'élimination physique de M. Bongo.

« C'est moi qui ai mis Paris au courant », précise le chef de l'Etat. L'autorité française m'a assisté depuis le début jusqu'à l'heure actuelle. Une commission roga-

toire se trouve en France, et M. Bongo « ne voit ce que la justice française fera ». Elle voudra probablement entendre M. Pierre Mamboundou, ancien directeur des relations extérieures de l'Agence de coopération culturelle et technique, présenté comme le chef des conjurés, mais qui bénéficiait encore, il y a quelques jours, d'un passeport de libre mouvement en France pour envoyer des missions à certaines rédactions. M. Bongo réclamera l'extradition de l'intéressé si Paris sollicite celle de M. Daniel Cohen, un des deux Français arrêtés au Gabon pour complicité (l'autre est mort d'une crise de paludisme dans une clinique de Libreville). Homme d'affaires lié aux milieux de l'aéronautique, M. Cohen admet avoir été en contact avec des comploteurs, mais il assure ne les avoir pas pris au sérieux.

Selon M. Bongo, les Européens, qui ont, comme il dit, « sponsorisé » les conjurés, notamment pour recruter « quelques mercenaires », sont essentiellement des « ressortissants du Benelux ». A son avis, ces Belges, Luxembourgeois et Néerlandais voulaient mettre en place un président potiche, pour faire main basse sur « les richesses du Gabon, qui profitent à la seule France ». M. Bongo a été moins précis sur un second complot, ourdi, celui-ci, par « des Gabonais et des étrangers africains », mais ayant « les mêmes ramifications », et où l'on retrouve des noms de militaires gabonais cités dans la première affaire. Les avocats de ces officiers, dont certains avaient des facilités d'accès au palais présidentiel, semblent de nature à ruiner l'hypothèse d'une affaire montée de toutes pièces, d'une manipulation du pouvoir visant à éliminer des contestataires

ou des rivaux en puissance en les accusant de tentative de putsch.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Evoquant le retour de la paix en Angola lors du « Club de la presse » de RFI, M. Bongo a notamment déclaré : « Il faudrait que les Etats-Unis s'engagent à dire : nous ne fournirons plus aucune cartouche à Jonas Savimbi (le chef de l'UNITA), que les pays par lesquels transitent les armes pour l'UNITA, Afrique du Sud notamment, s'y opposent désormais, que le gouvernement angolais dise : les armes que nous détenons ne doivent plus servir à tuer d'autres Angolais, rebelles soient-ils ». D'autre part, un avion-cargo de la CIA, chargé de matériel militaire destiné aux forces rebelles de l'UNITA, s'est écrasé lundi soir 27 novembre en Angola, on indique, mercredi, à Washington des responsables américains. — (APP.)

Joyico 1350

POLITIQUE

Président d'une holding financière et député

Le cas de M. Tapie renvoyé devant le Conseil constitutionnel

Le bureau de l'Assemblée nationale, qui a examiné jeudi 30 novembre le cas de M. Bernard Tapie, député non inscrit des Bouches-du-Rhône, a décidé de saisir le Conseil constitutionnel uniquement de la question concernant l'incompatibilité du mandat de député et de la fonction de président d'une holding financière faisant appel à l'épargne publique (article 146 du code électoral).

M. Bernard Tapie a fait entrer en Bourse sur le second marché sa société Bernard Tapie Finance le 21 novembre. Le bureau, réuni sous la présidence de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de M. Claude Labbé (RPR), président de la délégation chargée des incompatibilités, a estimé qu'il y avait doute sur la situation de M. Tapie et que seul le Conseil constitutionnel pouvait trancher ce problème. En revan-

che, il a jugé qu'il n'y avait pas lieu de saisir les «sages» à propos de l'article LO 150, qui concerne l'interdiction à tout député «de faire ou de laisser figurer son nom sur une entreprise financière, industrielle ou commerciale». L'article LO 151 précise que le député qui «a méconnu» des dispositions «est déclaré démissionnaire d'office sans délai par le Conseil constitutionnel à la requête du bureau de l'Assemblée nationale ou du garde des sceaux, ministre de la justice».

«M. Tapie devra peut-être choisir entre sa fonction de député et celle de dirigeant de son groupe. Dans ce cas, il choisira de rester député», a déclaré M. Michel Coffin, vice-président socialiste de l'Assemblée nationale. En revanche, M. Labbé a regretté que le bureau ait raté «l'occasion de s'affirmer en tant que gardien de la moralité et de la pureté de l'image du député». «Personne ne considère ce bureau comme un tribunal», a-t-il toutefois affirmé, en expliquant qu'il n'était pas un «procureur». «Je n'ai jamais déclaré ouverte la chasse au Tapie». Mais «c'est une question de droit et non de politique partisane. On bien les règles qui nous régissent sont défectueuses et il convient de les modifier. Ou bien elles s'imposent naturellement à nous», a ajouté M. Labbé, qui avait souhaité que le Conseil constitutionnel juge «les limites du pouvoir de la publicité, c'est-à-dire de l'argent appliqué à la vie politique».

Le RPR isolé

Le député RPR faisait allusion au fait que M. Tapie avait mentionné dans un document publicitaire avant l'entrée en Bourse de sa société son mandat de député et son appartenance à la commission des finances. L'Assemblée nationale, qui a examiné le cas de M. Tapie, a estimé que le RPR était isolé.

M. Pierre Arpaillange devrait rendre sa décision dans les quarante-huit heures. «Je m'étonne de ce qu'on ne s'indigne pas plus de l'attitude de M. Tapie!», affirmait en revanche

A l'Assemblée nationale

L'adaptation du code des assurances à l'ouverture du grand marché approuvée

Les députés ont adopté, jeudi 30 novembre, en première lecture, le projet de loi relatif à l'adaptation du code des assurances à l'ouverture du marché européen, présenté par M. Pierre Bérégovoy. Comme au Sénat, le projet a été rejeté par les seuls députés communistes, les groupes RPR, UDF, UDC et PS votant pour.

Ce texte adopté jeudi 30 novembre, prévoit notamment la création d'une commission de contrôle des assurances, composée de six membres (au lieu de cinq comme l'avait souhaité le Sénat) choisis, par le ministre de l'économie et des finances pour un durée de cinq ans, au sein des grands corps de l'Etat ou pour leurs compétences particulières en matière d'assurances. L'Assemblée a rétabli, par amendement, la présence au sein de cette commission de contrôle, du directeur des assurances et a renforcé les pouvoirs de la commission. Celle-ci pourra

prononcer des sanctions pécuniaires ou disciplinaires allant jusqu'à la démission d'office d'un ou plusieurs dirigeants ayant failli à leurs obligations, et jusqu'au transfert d'office de tout ou partie du portefeuille des contrats. Ces sanctions seront susceptibles d'appel devant le Conseil d'Etat.

Le projet de loi tend également à renforcer les attributions du Conseil national des assurances. Composé de trente-huit membres, et présidé par le ministre de l'économie et des finances, le Conseil désignera en son sein trois commissions, chargées de l'agrément, des problèmes liés aux relations entre les entreprises et leur clientèle, et de la réglementation. Ce conseil sera obligatoirement saisi pour avis par le ministre de l'économie et des finances sur tout texte, projet de loi avant son examen en conseil d'Etat ou projet de directive entrant dans son champ de compétences.

Enfin, conformément au vœu exprimé par M. Pierre Bérégovoy, les députés ont adopté un amendement du gouvernement permettant aux résidents et aux personnes morales ayant un établissement en France, de souscrire des contrats d'assurance-vie en devises étrangères. Initialement limitée par le projet de loi aux seuls contrats d'assurance-damages, cette autorisation est révoquée, selon M. Bérégovoy, de la «confiance» du gouvernement, «dans la capacité des entreprises françaises à affronter la concurrence, ainsi que dans la solidité du franc». Ce projet de loi entrera en vigueur le 1^{er} mai 1990.

Avant le deuxième tour des élections législatives partielles

A Marseille, polémique entre M. Vigouroux et M. Mattéi

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Jean-François Mattéi, candidat de l'opposition UDF-RPR à l'élection législative partielle dans la deuxième circonscription des Bouches-du-Rhône, a vivement réagi, jeudi 30 novembre, à une interview de M. Robert Vigouroux, sénateur et maire (majorité présidentielle) de Marseille, publiée le jour même par le *Provençal*.

Scotant de sa réserve, à trois jours du second tour de scrutin, M. Vigouroux indiquait simplement qu'il fallait «battre le Front national». Il s'en prenait, cependant, dans le même temps, à M. Mattéi, qualifié de «Monsieur 13%» en raison de son score médiocre par rapport aux électeurs inscrits (11) et lui imputant un «second échec personnel» après celui des élections municipales en tant qu'inspirateur du programme de M. Gaudin. Il l'accusait, surtout, de s'être livré «à une véritable surenchère par rapport aux thèmes chers à

M. Le Pen». «Sa campagne, ajoutait-il, n'est pas menée comme un libéral de droite mais en la marquant par des prises de position extrémistes».

«Je trouve la critique de M. Vigouroux indigne de la part d'un homme qui s'est dérobé dans ce combat», lui a répondu M. Mattéi. En effet, chacun sait que l'absence de candidats présentés par le maire dans cette élection tient aux mauvais résultats obtenus dans deux sondages d'opinion réalisés avant le scrutin. (...) Concernant mon projet «municipal», il est paradoxal d'entendre M. Vigouroux le critiquer alors que ses cinquante propositions pour Marseille (présentées en octobre dernier par le maire) en sont directement inspirées. Seul le cinquième et ultime projet vient de lui: celui de la mosquée cathédrale, et chacun sait que j'y suis opposé. Enfin, concernant une éventuelle surenchère sur les thèmes du Front national, je pense qu'il s'agit d'une

boutade. Je suis un homme libre et je n'ai pas de leçon d'extrémisme à recevoir de M. Le Pen ni de leçon de racisme de M. Vigouroux. Surtout quand ce dernier est mis en cause par la Ligue des droits de l'homme pour avoir nommé à son cabinet une personnalité ayant participé activement aux campagnes électorales du Front national.

M. Mattéi évoque la nomination récente, comme chargé de mission à la cellule municipale Action politique et relations avec la population, de M. Henri Juramy, un avocat pénaliste marseillais qui fut candidat sous les couleurs du Front national aux cantonales de 1985. Au lendemain de cette nomination, la section marseillaise de la Ligue des droits de l'homme a fait part de son «effarement» et a demandé à M. Vigouroux de «revenir sur sa décision».

GUY PORTE

(1) M. Mattéi a obtenu 39,20% des suffrages exprimés mais il n'y a eu que 32,56% de votants.

M. Le Pen oppose «le front des Français au front de l'étranger»

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Dreux, Marseille, Salon-de-Provence: M. Le Pen s'est multiplié, jeudi 30 novembre, pour soutenir les candidats du Front national engagés dans les élections partielles — législatives et cantonales — dont le deuxième tour aura lieu, dimanche, dans ces trois villes. L'étape marseillaise aura été l'occasion d'une touchante photo de famille avec les «deux reines législatives», M^{mes} Marie-France Strubis et Marie-Claude Roussel, et le «valet cantonal», M. Philippe Adam, formant le «brelan» qu'il espère réaliser...

Selon le président du FN, la classe politique a «pris peur» devant les résultats obtenus par les représentants de son parti lors du premier tour de scrutin. «Ils ont peur pour eux. Ils ont peur de perdre leur place, et ils ont surtout peur de la vérité», M. Le Pen a également estimé que le «front républicain» créé par ses adversaires, «c'est le front mondialiste. C'est le front international contre le Front national. C'est le front de l'étranger contre le front des Français. Voilà, a-t-il déclaré, le combat, cette fois, bien posé».

Le PS, qui avait participé, mardi, à une réunion au siège du PCF pour envisager une manifestation commune, a décidé de ne pas s'associer à l'appel du PCF et de la CGT.

G. P.

par PHILIPPE BOUCHER

JOURNAL D'UN AMATEUR

QUELQUE part entre Dreux et le Palais-Royal, où siège le Conseil d'Etat, le gouvernement cherche sa voie. Quelque part entre l'horizon du boulevard et le congrès de Rennes, le gouvernement se cherche une morale comme on louerait un habit de soirée.

Quelque part entre les ambitions et les convictions, le gouvernement cherche à convaincre que les secondes ne comptent pas moins que les premières. Quelque part entre la frousse et les faits, le gouvernement cherche à rappeler qu'il est de gauche et que, pour avoir accueilli au son sein de solides fleurons de la droite, il n'en a pas pour autant fait ses modèles.

Ainsi voit-on, parce qu'on est métré et que, à l'Assemblée nationale, les caméras sont braquées sur lui, M. Rocard chercher à se faire huer par la droite dont les cœurs deviendraient certifiés. A chacun ses témoins de moralité.

MAIS qu'attendait-on du Conseil d'Etat pour avoir à ce point laissé croire que l'action du gouvernement, et jusqu'à sa pensée, dépendait de cette assemblée de juristes qui, dans le principe, dit le droit mais ne le crée pas. Qu'il gouverne ? Ce n'est pas son rôle, et il ne l'a pas envoyé dire.

Qu'attendait-on de ce parlement de juristes qui délibère à huis clos ? Qu'il reprenne le flambeau de ses devanciers de l'Ancien Régime et que, à l'instar de ceux-ci, il fasse le leçon à l'exécutif aujourd'hui républicain ? Il l'a fait, plus nettement qu'on ne l'en accuse. Dans son style, c'est vrai, mais cela indique au moins qu'il en a un.

Le port de signes manifestant une appartenance religieuse, écrit-il, n'est pas «par lui-même» contraire à la laïcité. S'il s'agit bien de cela, il y aurait quelque raison de le taxer de... jésuitisme. Mais lorsqu'il précise, dans le même paragraphe, que ces signes sont proscrits si «par leur nature, par les conditions dans lesquelles ils [sont] portés ou par leur caractère ostentatoire [ils constituent] un acte de propagande [ou bien sont une] atteinte à la dignité ou à la liberté de l'élève», le plus sévère des laïcs devrait plutôt s'estimer satisfait.

D'autant que «élève» étant un mot qui s'accommodait aussi bien du masculin que du féminin, il n'est pas interdit de penser que la «dignité de l'élève» est atteinte si elle porte un «signe» effaçant sa sujétion, autrement dit le fameux foulard. De sorte qu'avoir reproché au Conseil d'Etat d'être silencieux sur ce point n'est pas non plus fondé. Encore fallait-il lire.

Que le «signe» ne puisse être «par lui-même» contraire à la laïcité dans les établissements scolaires est une évidence depuis longtemps. Il ne serait venu à l'idée de personne, fût-ce du laïc le plus furieux, d'interdire que des élèves aient autour du cou une croix, une étoile ou... un croissant.

D'autant que ces bijoux sont forcément de taille modeste.

Lorsque, en revanche, le Conseil d'Etat déclare contraire à la laïcité (scolaire) les signes ayant «un caractère ostentatoire», il est difficile d'imaginer meilleur exemple de ce critère qu'un foulard autour de la tête dans un lieu où il est accoutumé d'être tête nue — ou une kippa, ou une chrétienne torsure.

Assurément, le Conseil n'a pas, en une ligne et une seule, proclamé «sacrosanct», le foulard est interdit en classe. Qui pouvait rêver qu'il s'exprimât aussi péremptoirement ? Il ne s'agit pas, ici, de prendre la défense d'une institution qui n'attend pas après cela, mais de constater que le procès en hypocrisie qui lui est fait n'est pas, cette fois, fondé.

Leçon

Cette accusation d'hypocrisie est pourtant l'opinion commune qui s'entend dans le public, mais qui, chaque fois, lorsque la question lui est posée, convient (ou s'aperçoit) qu'il n'a pas lu l'«avis» qu'il vitupère. Ce qui revient à dire qu'il s'en est fait une idée au travers des commentaires, notamment du personnel politique qui ou bien ne l'avait pas lu d'avantage, ou bien en a donné une traduction vicieuse.

Le Conseil a si peu refusé de se prononcer qu'il annonce qu'il le fera encore si, les quelques jours des actions de l'administration, il est saisi d'un dossier de cette nature. On verrait bien quelle portée il donne, pour lui-même, à ses avis en la matière.

Le parti peut être tenu puisqu'il serait, alors, beaucoup plus libre dans son expression qu'il ne pouvait l'être dans le guépion où on a tenté de le fourrer et dont il s'est plus qu'honnêtement sorti.

SOUHAITONS à la galaxie socialiste de ne pas se sortir plus mal, quand viendra le temps de le juger, du scrutin de Dreux (et de Marseille) dans lequel elle s'est enfilée en mêlant la précipitation et l'hésitation.

Qu'un parti qui, en 1969 (même si ce n'était pas encore le PS de 1971 et d'Epinal), se lavait les mains du duel opposant M. Pompidou et M. Poher pour l'Elysée en soit à faire des risettes à M. Chirac et à l'UDF pour barrer la route à un ou deux députés du Front national, il faut se frotter les yeux avec du vinaigre et se recréer les oreilles avec de la soude caustique pour voir ce qu'on voit et entendre ce qu'on entend.

Il y aurait un (plutôt que deux) député du Front national à l'Assemblée ? Il y en a bien eu trente-cinq après les élections législatives de 1986, et la démocratie n'en est pas tombée.

Au lieu de faire la danse du ventre devant M. Chirac qui n'a évidemment que faire de

ces avances, mieux aurait valu, dès 1983, quand l'élection municipale de Dreux a sonné le tocsin, le RPR et le Front national marchant alors la main dans la main, faire ce qu'il fallait sur place, avec obstination et persévérance.

Qu'à tant, à cette époque, la gauche qui était au pouvoir à Paris pour faire reculer l'extrême droite à Dreux, pour aider là-bas les militants de gauche dont la vie, soit dit par parenthèse, ne doit pas être facile ni drôle tous les jours ? Rien. Qu'a-t-on fait par la suite ? Pas davantage. A l'action, on a préféré l'anathème. En voici le résultat. Il n'est pas qu'électoral.

Ah ouïha ! maintenant on s'affole, on s'agite : on annonce des comités interministériels, un secrétariat général chargé de Dieu sait quoi, avec Dieu sait quels moyens et Dieu sait quelles compétences. Faut-il toujours attendre que l'incendie soit parti pour édifier des normes de sécurité et créer une brigade de sapeurs-pompiers ?

Mais bon Dieu ! si la gauche ne se soucie pas de la condition humaine, celle des nationaux qui s'inquiètent et celle des immigrés qui pétaragent, si la concorde (et non pas le compromis) n'est pas le mot qui l'anime, si elle ne met pas tout en œuvre pour y parvenir, quelle est sa raison d'être ? Ou est sa légitimité ?

Croît-elle qu'elle fera pâlir les historiens futurs parce qu'elle aura démonté, s'émoussé d'elle-même, qu'elle avait la capacité de maîtriser les taux d'intérêt et le flux des capitaux flottants ? Qu'il le faille, sans doute, mais que la gauche n'en escamote pas une considération dont elle devrait trouver la source ailleurs.

SPECIAL-COPAINS. C'était comme un antidote au froid que de lire, durant ce court séjour à Stockholm et à Copenhague, les souvenirs que vient de publier le préfet Jean Clauzel sur ses fonctions d'administrateur de la France d'outre-mer de 1946 à 1962. Le thermomètre n'en devenait pas plus amène, mais il se faisait oublier. Des paysages d'Afrique noire au milieu des glaces, cela réchauffe.

D'autant plus chaleureuse cette lecture que le livre est celui d'un honnête homme, serviteur de l'Etat pour ainsi dire par nature. Il n'y a pas de recherche esthétique dans cet ouvrage, non plus que d'un regard «politique», mais un parti pris inverse qui, par le truchement d'un français parfait, aboutit à une vivacité de la description, des situations comme des paysages ; une vivacité qui fait songer à la vérité.

Comme M. Clauzel l'écrit lui-même, il y a «peu de noir (sic) et de peine de gris dans ce tableau. (...) Nous étions ainsi, nous avons agi ainsi». C'est d'un homme qui, en Afrique, y fut heureux, sinon amoureux d'une terre qui devenait la sienne. Un tel livre, c'est presque l'indispensable préface des faits à d'autres où le commentaire s'étale plus largement. Ce volume de 224 pages, aux éditions Jeanne Laffitte/A. Barthélemy, est vendu 95 francs. Il est illustré de documents.

Les amis de M. Chirac s'efforceront à la syntaxe

Le bureau de l'Assemblée nationale, qui a examiné jeudi 30 novembre le cas de M. Bernard Tapie, député non inscrit des Bouches-du-Rhône, a décidé de saisir le Conseil constitutionnel uniquement de la question concernant l'incompatibilité du mandat de député et de la fonction de président d'une holding financière faisant appel à l'épargne publique (article 146 du code électoral).

M. Bernard Tapie a fait entrer en Bourse sur le second marché sa société Bernard Tapie Finance le 21 novembre. Le bureau, réuni sous la présidence de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de M. Claude Labbé (RPR), président de la délégation chargée des incompatibilités, a estimé qu'il y avait doute sur la situation de M. Tapie et que seul le Conseil constitutionnel pouvait trancher ce problème. En revanche, il a jugé qu'il n'y avait pas lieu de saisir les «sages» à propos de l'article LO 150, qui concerne l'interdiction à tout député «de faire ou de laisser figurer son nom sur une entreprise financière, industrielle ou commerciale».

L'Assemblée nationale, qui a examiné le cas de M. Tapie, a estimé que le RPR était isolé. M. Pierre Arpaillange devrait rendre sa décision dans les quarante-huit heures. «Je m'étonne de ce qu'on ne s'indigne pas plus de l'attitude de M. Tapie!», affirmait en revanche

Le budget ngeres

Le budget ngeres

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

POLITIQUE

En Nouvelle-Calédonie

M. Lafleur irrité par les mises en garde du haut-commissaire

Le torchon brûle, à Nouméa, entre le haut-commissaire de la République, M. Grasset, et M. Lafleur. Le député RPR a demandé à Paris le remplacement de ce préfet, qui trouve que les signataires des accords de Matignon ne se soucient pas assez des problèmes économiques du territoire.

Malheur à ceux qui osent encore, en ce moment, jouer les Cassandre à propos de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ! M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur socialiste de l'Essonne, l'avait déjà constaté à ses dépens en recevant une volée de bois vert de la part de M. Jacques Lafleur, qui l'avait traité de « petit provocateur barbu » parce qu'il avait pris le risque de réclamer, au cours de sa récente visite sur le territoire, une accélération de la « décolonisation », inscrite au programme des accords de Matignon (le Monde daté 12-13 novembre).

Le sénateur socialiste de l'Essonne ne faisait pourtant que traduire les inquiétudes exprimées par tous ceux qui en Nouvelle-Calédonie se sentent tenus à l'écart de l'application des accords de Matignon par leurs principaux signataires, les chefs de l'Union calédonienne et les dirigeants du RPCR faisant peu de cas, jusqu'à présent, de l'avis des formations minoritaires. La réaction de M. Lafleur à son encounter avait, d'ailleurs, été critiquée par l'Union des syndicats des travailleurs kanaks exploités (USTKE), le mouvement libération kanak socialiste (LKS), la section du Parti socialiste, l'Union océanienne (créée par des Wallisiens hostiles au RPCR), etc.

Pour sa part, l'ancien grand maître du Grand Orient de France, M. Roger Leray, qui avait, lui

aussi, ironisé sur la démarche de M. Mélenchon, au cours d'une réunion maçonnique, le 7 novembre, à Paris, en niant l'existence d'une situation coloniale en Nouvelle-Calédonie, s'était attiré les foudres de Jean-Marie Tjibaou et d'une jeune militante indépendantiste parlant au nom de l'antenne FLNKS de Paris.

« Un meilleur partage »

Cette fois, c'est le haut-commissaire de la République en poste à Nouméa, M. Bernard Grasset en personne, qui vient de provoquer l'irritation de M. Jacques Lafleur. Devant le congrès du territoire, mardi 28 novembre, M. Grasset avait adressé à tous les élus calédoniens plusieurs mises en garde à court terme. Prévoyant de sérieuses difficultés économiques pour le territoire, en 1991 et 1992, il avait insisté sur l'urgence d'une politique du logement social et d'une politique contre le chômage chronique des jeunes Mélanésiens. Surtout, il avait réclamé « un meilleur partage » des profits enregistrés cette année et l'année précédente, en particulier par les producteurs de nickel. Le haut-commissaire ayant souligné « une fiscalité juste et moderne, là où est la richesse », M. Lafleur a pris la mouche en accusant M. Grasset de verser dans un catastrophisme déplacé et en lui reprochant de se comporter comme « un fournisseur de lyoto devant ses élèves ». Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République est allé jusqu'à se dire que « le moment » était « peut-être venu », pour le représentant de l'Etat, de quitter le territoire. En conséquence, les représentants du RPCR ont refusé d'assister à la réunion du comité consultatif pré-

vue pour le même jour à Nouméa. Faut-il de surcroît, cette séance de travail a été reportée au 4 décembre.

Cet incident est révélateur des tensions qui caractérisent depuis quelque temps l'évolution des rapports réciproques des élus locaux, toutes tendances politiques confondues, et des représentants de l'administration de l'Etat. Ces derniers craignent que les choses n'évoluent pas assez vite dans le sens des réajustements voulus au moment de la signature des accords de Matignon, alors que les responsables des provinces créées par le nouveau statut revendiquent le droit de gérer le temps à leur manière (le Monde du 15 novembre).

Il ne faudrait pas en conclure, toutefois, qu'il y a déjà péril en la demeure. Le fait que le programme de la nouvelle Agence pour le développement rural et l'aménagement foncier (ADRAF) ait été avalisé, le 14 novembre, à l'unanimité des membres de son conseil d'administration, témoigne d'un changement positif dans les comportements. Pour éviter les blocages dans les procédures d'attribution des terres, il a même été décidé que l'achèvement des titres de propriété ne sera plus laissé à la seule appréciation du service des domaines ; cette tâche sera également confiée aux notaires.

Des signes d'apaisement apparaissent même à Ouvéa, où la persistance du malaise avait abouti, il y a quelques semaines, au départ de quelques enseignants : l'inauguration d'un four pour le traitement du coprah doit avoir lieu, dans quelques jours, à Gossamah, au sein de la communauté indigéniste la plus contestataire de l'île ! Cette annonce est venue, jeudi 30 novembre, de... l'Hôtel Matignon ! C'est tout dire...

ALAIN ROLLAT

A Corbeil-Essonnes

Les socialistes s'inquiètent de la gestion par les communistes d'un centre culturel

A quoi servent les subventions allouées par la municipalité communiste de Corbeil-Essonnes à son centre culturel (CAC) ? Les socialistes du conseil municipal voudraient bien le savoir !

Le CAC est géré par une association qui reçoit des fonds de la ville (un coup de pouce exceptionnel de 250000 francs au budget spécial). La subvention municipale pour 1989 a atteint 761740 F. De 1985 à 1989, l'aide communale aura augmenté de 142,86 %. A cela, il faut ajouter le coût difficilement chiffrable des employés communaux (projectionniste, femme de ménage, gardien) et des moyens administratifs mis par la ville à la disposition du centre.

Les élus socialistes s'inquiètent des déficits. Ce n'est pas seulement cette année que la municipalité a dû consentir une rallonge. Déjà, en 1985, elle avait dû accorder 385000 francs au budget supplémentaire. « D'après nos informations, il faudra peut-être ajouter 3 millions de francs pour équilibrer les comptes de l'année », affirme Raoul Pérez (PS), adjoint chargé de la culture. « Nous sommes satisfaits des productions du centre, admet M. Pérez, mais nous voulons savoir depuis plusieurs mois où passe l'argent. »

Le doute s'est un peu plus installé dans les esprits avec les premières conclusions des spécialistes

mandatés par le maire pour reprendre la comptabilité en main. « Nous émettons les plus grandes réserves sur les comptes 1989, bien que nous ayons participé nous-mêmes à la tenue de la comptabilité », préviennent les experts-comptables quatre mois seulement après le début de leurs travaux. Il manque trop de pièces (factures, contrats, fiches de paie, déclarations sociales, pour établir avec exactitude la situation financière.

M. Roger Combrisson (PC), maire de Corbeil-Essonnes, défend « la transparence de la comptabilité » et préfère parler de difficultés de gestion des centres culturels en général.

P.D.

Le déclin du PCF s'accroît à Paris

« Des choses bougent, des idées avancent ; les possibilités existent pour un déploiement plus large, plus audacieux de notre politique. Cette analyse confirme le bien-fondé de la décision prise il y a un an d'aller vers une section sur l'arrondissement... » Cette information figure dans une circulaire interne envoyée à « tous les communistes » du dix-neuvième arrondissement de Paris en date du 9 novembre, leur annonçant que la conférence de cette unique section se tiendra les 1^{er} et 2^{es} décembre. Elle n'est pas anodine car elle donne une idée très précise de l'état dans lequel se trouve le PCF à Paris.

Avec les treizième et dix-huitième arrondissements, le dix-neuvième était, dans les années 70, l'un des plus forts bastions du parti dans la capitale, qui comptait alors officiellement 31 341 adhérents à la fin de la décennie dont 2 592 membres dans cet arrondissement. Aux élections européennes de 1979, le PCF obtenait plus de cent mille voix à Paris dont

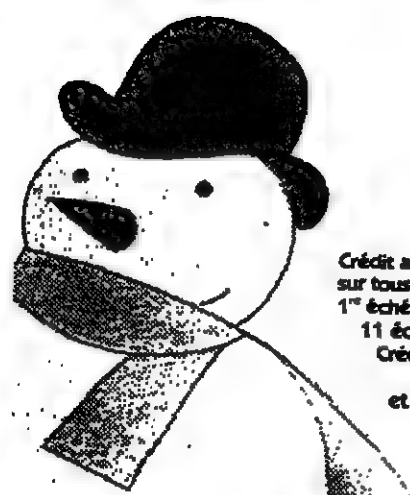
dix mille environ dans le dix-neuvième. Il avait alors neuf sections et cent quatre cellules dans l'arrondissement dont M. Paul Laurent, secrétaire du comité central, était le député.

Jusqu'à la fin des années 80, le parti a conservé ces neuf sections dont deux sections d'entreprises — sur le papier — dans le dix-neuvième. La réduction, aujourd'hui, à une seule section pour tout l'arrondissement traduit une double réalité : le départ massif des militants capables d'assurer le fonctionnement des organismes du PCF. On peut imaginer que cette situation se retrouve peu ou prou dans tous les arrondissements de Paris, ce qui ne donne guère plus de vingt sections dans la capitale. En 1957, on en comptait trente-huit ! Vingt ans plus tard, ce chiffre atteignait cent vingt-neuf sections dont quarante-quatre d'entreprises. La moyenne était de deux cent quarante-deux communistes par section.

Cette hémorragie dramatique pour le PCF, qui, contrairement à

ce qu'affirme la direction, n'est pas enrayée, a trouvé sa traduction dans toutes les consultations électorales de la dernière décennie. Le score du parti aux européennes de 1984 a été plus de deux fois inférieur à celui de 1979 (42 248 voix dont 4 315 dans le dix-neuvième) et une nouvelle hémorragie s'est opérée en 1989 aux dernières européennes (25 365 voix dont 2 740 dans l'arrondissement). Tous les chiffres — adhérents et électeurs — montrent que le dix-neuvième arrondissement représente environ 10 % des forces du parti à Paris. A moins de considérer que la fédération dirigée par M. Henri Maitery vient de constituer une unique section dans cet arrondissement qui regrouperait près de deux mille adhérents, ce qui est, impensable, on peut sans risque de se tromper affirmer que le nombre d'adhérents du parti dans la capitale est très inférieur — c'est un euphémisme — aux vingt mille annoncés officiellement.

O.B.



Credit au TEG de 9,5 % sur 12 mois avec apport minimum de 30 % sur tous les VP neufs et d'occasion. Ex. : montant financé 10 000 F, 1^{re} échéance de 996,83 F (dont 120 F de perceptions forfaitaires), 11 échéances de 876,83 F. Coût total à crédit : 10 641,96 F.
Credit au TEG de 12,5 % sur 24 mois, 14,5 % sur 36 mois, 15,5 % sur 48 mois sur les véhicules neufs, et 12,9 %, 14,9 %, 15,9 % sur les véhicules d'occasion.
Sous réserve d'acceptation par la DIAC.
RCS Nanterre B 702 002 231.

5 900 F pour une Supercin Renault 19 ou 19 Chamade (VP) et Express (VU).
6 900 F pour une Renault 21 4 portes ou 21 Nevada (VP).
7 900 F pour une Renault 25.

Ces deux offres, non cumulables, concernent les véhicules neufs et sont réservées aux particuliers.



Pour jouer au grand jeu national gratuit et gagner l'un des 150 000 coffrets de magnifiques badges Renault, venez vite chez votre concessionnaire. Chaque participant gagnera un cadeau surprise.



Si vous possédez votre véhicule depuis au moins 6 mois. Conditions générales Argus, diminuées des charges, frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

Un enjeu poli

14 Un rapport sur la filiation
15 La 58^e assemblée générale d'Interpol à Lyon

16 André Larqué devient P.D.G. de RFI
17 Tennis : le Tournoi des maîtres de New-York

17 Théâtre : l'Ouest, la vraie
18 Musique : vent d'est sur Trapani

Plutôt que de multiplier les petits lieux de culte musulmans

La France s'oriente vers la construction de « mosquées-cathédrales »

La construction des mosquées en France est devenue un enjeu politique et électoral. A Marseille, l'accord donné par le maire, M. Robert Vigouroux, à la construction d'une « mosquée-cathédrale », a été au centre de la campagne électorale qui s'achève dans la deuxième circonscription. A Lyon, le projet — plus avancé — de construction d'une grande mosquée en ville a provoqué une nouvelle manifestation du Front national, le 25 novembre, quatre mois après les polémiques suscitées par la destruction d'une mosquée à Charvieu-Chavagneux dans l'Isère.

Le sondage IFOP, dont les résultats ont été publiés dans *Le Monde* du 30 novembre, indique que 38 % des Français sont opposés aux constructions de mosquées. Le taux atteint 74 % parmi les sympathisants du Front national, 49,6 % parmi ceux du PC, 43,8 % au RPR, 32,6 % à l'UDF et 29,5 % au PS.

Khalil Merroun est ce qu'on appelle en arabe *Fiqh*, à la fois le délégué de quartier et l'assistant social, celui qu'on appelle quand un ménage est en instance de divorce. Travailleur de nuit à la SNECMA, il est de jour sur le chantier de « sa » mosquée dans la ville nouvelle d'Evry (Seine-et-Marne), à trois minutes de la gare et de la future cathédrale catholique, également prête à sortir de terre.

Le minaret s'élève, couleur gris béton. Les travaux viennent de reprendre, après dix-huit mois d'interruption. La mosquée islamique de développement à Djeddah (Arabie saoudite) était « en panne », explique avec humour M. Merroun. Le Maroc finira les décorations intérieures. Une salle de prières de 1 000 mètres carrés, pouvant accueillir de cinq à sept cents fidèles, un « balcon » pour les femmes, une salle de conférences de cinq cents places, une bibliothèque, une résidence pour l'imam, un étage de huit à dix chambres pour les invités d'honneur : c'est plus qu'il n'en faut pour faire rêver les cinq cents familles musulmanes d'Evry.

Après Mantes-la-Jolie (Yvelines) en 1981, la grande mosquée d'Evry sera donc ouverte en 1990. Puis, ce sera le tour de Lyon et de Marseille, dans un horizon plus lointain : à part la cas historique de la Grande Mosquée de Paris, dette payée par l'État en 1922 aux combattants musulmans de la première guerre, la France entre dans l'âge des « mosquées-cathédrales ». Une expression qui a fait fortune, mais qui divise l'opinion.

« On n'est plus au siècle des cathédrales », tempèrent les futurs rivaux de la grande mosquée de Lyon, boulevard Fiol dans le huitième arrondissement, dont la capacité d'accueil, sur 8 000 mètres carrés, sera d'environ deux mille cinq cents fidèles. « De petites mosquées de quartier, passe encore, mais pas de grande mosquée. Vous voyez beaucoup de cathédrales, vous, en Arabie saoudite ? », interrogent-ils avec ironie. Quant à Robert Vigouroux, maire de Marseille, il a bien utilisé le mot de « mosquée-cathédrale », mais aujourd'hui il s'en garde les doigts. « Je ne veux pas d'un hangar, rectifié-t-il, mais d'une mosquée belle, grande et transparente. »

La sortie des catacombes

L'expression « mosquée-cathédrale » fait sourire dans la communauté musulmane. Abus de terme, dit-on. Les minarets, dans le ciel de France, se comptent en

plusieurs générations s'étaient succédés. Les premières salles de prières ont commencé à se multiplier à la fin des années 60 dans les foyers SONACOTRA de travailleurs célibataires, au rez-de-chaussée des HLM et dans les usines automobiles. Chez Renault, la première salle de prières remonte à octobre 1976. Mais on est encore là dans la phase de l'islam caché. L'objectif est de stabiliser la population immigrée, en maintenant certaines formes de paix sociale.

L'islam a commencé à « sortir des catacombes » il y a une dizaine d'années seulement quand, grâce au pragmatisme de quelques élus locaux, à l'opiniâtreté de responsables d'associations et à l'argent de la manne pétrolière, les mosquées sont devenues des lieux de culte répérables, aménagés ou construits selon les règles d'urbanisme traditionnelles. Achabés en 1981 après de rudes polémiques, la première mosquée de cette nouvelle génération est celle de Mantes-la-Jolie. Construction



Les villes citées, sont celles qui abritent une ou plusieurs mosquées d'une capacité d'au moins cent cinquante places environ (sources : les travaux de Bruno Etienne dans la France et l'islam, Hachette, 1989 et ceux de Gilles Kepel dans les Banlieues de l'islam, le Seuil, 1987).

effet sur les doigts d'une main. Les maquettes déposées dans les mairies de Lyon et de Marseille en prévoient bien un, mais sa taille ne devra pas excéder la hauteur de l'immeuble voisin le plus élevé, affirme-t-on à la mairie de Lyon. Dans d'autres projets locaux, comme aux Mureaux (Yvelines), le minaret a été purement et simplement rayé du permis de construire.

Minaret, mosquée, muezzin : des mots qui alimentent les fantasmes. Les Pays-Bas comptent environ trois cents mosquées pour 400 000 musulmans. En France, où la population d'origine musulmane est dix fois plus nombreuse, il n'y a guère plus de mille salles de prières, le nom de « mosquée » ne convenant guère à des lieux de réunion et de culte exigus, insulaires, inadaptés aux règles de sécurité, coincés dans des sous-sols, des arrière-boutiques, des garages, voire des cryptes d'église. Les tapis d'Orient servent de cache-misère.

Le tissu de la population musulmane a longtemps reposé sur les seules « amicales » nationales. Mais depuis vingt ans, c'est l'éclatement de ces vraies-fauxes mosquées qui symbolisent le mélange émergeant d'un nouvel islam, plurinationnel, sédentarisé et visible. Avant les « mosquées-cathédrales », d'aujourd'hui, plu-

totale neuve à l'architecture typique (minaret et coupole), elle était activement souhaitée par le maire rocardien, Paul Picard, soucieux de prévenir l'explosion du Val-Fourré, un ghetto de vingt-huit mille immigrés dans sa ville, la plupart travaillant aux usines automobiles de Flins et de Poissy.

C'est à cette époque aussi que s'ouvrent à Paris la mosquée de Stalingrad dans le dix-neuvième arrondissement (3 000 places environ) sur d'anciens entrepôts texanels, puis la mosquée Omar de la rue Jean-Pierre-Timbaud (11^e), propriété du mouvement piétiste Jamaat et Tabligh, celles de Roubaix, de Dijon, de Nanterre, de la rue du Bon-Pasteur à Marseille, la plus spacieuse des mosquées de la vieille cité, mais ne pouvant guère accueillir plus de mille fidèles.

Dans presque chaque cas, les élus octroient des terrains, souvent pour un front symbolique, garantissent des emprunts, cèdent des locaux. Le projet de mosquée à Evry a été largement soutenu par l'établissement public de la ville nouvelle et le député-maire socialiste Jacques Guyard. L'Eglise catholique aussi, au nom de la lutte anticraciste et du rapprochement avec l'islam, accepte d'abriter des communautés musulmanes dans des salles paroissiales et même des églises désaffectées,

comme à Lille, à Marseille ou à Bron, près de Lyon, entraînant des réactions plus que mitigées.

Mais pour quelques exemples de vraie réussite, dans les Yvelines et dans l'Essonne notamment, combien d'échecs locaux à Rennes, à Sevrin, à Lille, à Toulouse, à Nancy, quand, sous la pression de riverains, en raison d'une conjonction électorale ou de divisions dans la communauté musulmane, les élus tergiversent, font usage de leur droit de préemption, décident in extremis, sur un terrain convoité en vue d'une mosquée, l'aménagement d'un espace vert ou d'un parking...

Michel Noir, c'est le « bon Dieu »

Les raisons avancées par les comités d'opposants sont toujours les mêmes : peur de la foule et du bruit ; risques de manipulation, par les immigrés, des équipes dirigeantes (souvent des barbus ou des immigrés bien intégrés) ; crainte de l'attentat, de la déstabilisation d'un quartier, de l'effondrement de sa valeur immobilière... A plusieurs reprises, Hadj Aïli, « patron » de la mosquée de la rue du Bon-Pasteur à Marseille, a tenté d'agrandir son enseigne et de dénigrer : à chaque fois on lui a mis des bâtons dans les roues. Amèrement, il commente aujourd'hui : « Quand on voit la photo de mes frères musulmans en prière dans les rues de Marseille, cela veut-il dire qu'il y a trop de musulmans ? Non, c'est qu'il n'y a pas assez de mosquées. »

Avant d'être une « église » musulmane, la mosquée est la « maison de la communauté », un lieu de rencontre et d'éducation pour une population déracinée et disséminée. La plupart des salles de prières musulmanes abritent des cours d'arabe et de Coran, que fréquentent le mercredi ou le samedi les enfants du quartier.

« Ouvrir une mosquée, c'est fermer une prison. La formule fait mouche. En effet, la mosquée est devenue le principal symbole, chez les musulmans, pratiquants ou non, de leur aspiration à l'égalité, à la paix sociale et de leur souhait d'intégration. Les jeunes immigrés sont fatigués des discours sur l'immigration. Même s'ils n'ont plus rien à faire de la religion, la construction de mosquées est pour eux un acte d'intégration », disent en chœur, au pied des barres HLM des Minguettes, Kamel et Abdallah. Pour ces jeunes beurs, Michel Noir, c'est le « bon Dieu ». En décidant la construction d'une grande mosquée à Lyon, il est le premier élu d'envergure nationale à avoir violé les tabous de son milieu politique. Un événement.

HENRI TINCQ

La rivalité des bailleurs de fonds

La mosquée est le théâtre privilégié des rivalités intermusulmanes. Deux réseaux d'influence se partagent sommairement le contrôle de l'islam en France : celui de l'Algérie, surtout par l'intermédiaire de la Grande Mosquée de Paris et de l'Amicale des Algériens en Europe, bras séculier du FLN, présente dans les principales associations gestionnaires de mosquées. Celui de l'Arabie saoudite et du Maroc qui s'exerce, notamment sur un plan financier, par le canal de la Ligue islamique mondiale, installée à La Mecque.

C'est en grande partie contre l'influence de la Mosquée de Paris que la mosquée de la rue Stalingrad, dans le dix-neuvième arrondissement, a été aménagée en 1982, grâce aux fonds de l'Arabie saoudite, le pays le plus généreux des pays du Golfe.

L'histoire du financement de la « mosquée-cathédrale » d'Evry est également exemplaire : M. Khalil Merroun, président marocain de l'association culturelle des musulmans d'Ile-de-France, s'est tourné vainement — vers la Mosquée de Paris en 1981, et c'est après maintes recommandations et une tournée à La Mecque, l'année suivante, que plusieurs « bienfaiteurs » vont se manifester à lui, comme l'ambassadeur à Paris d'Arabie saoudite, le ministre koweïtien des affaires religieuses et surtout Akram Odjeh, le milliardaire saoudien, qui a contribué au projet d'Evry pour 3 millions de francs. Les principales avances viennent cependant de la banque islamique de Djeddah, dont le premier prêt, en 1983, de 1,2 million de dollars avait permis le début des travaux de construction. La facture totale de la mosquée d'Evry s'élèverait à 30 millions de francs.

Les pays arabes fournissent non seulement l'argent, mais aussi les imams. Dans les foyers de travailleurs, ils sont généralement cooptés pour commenter la prière du vendredi et des jours de fête. Mais devant la multiplication des lieux de culte, qu'il craignait de ne plus pouvoir contrôler, le cheikh Abbas, ancien recteur de la Grande Mosquée de Paris, n'a jamais caché qu'il allait recruter en Algérie ses imams pour la France.

La malaise, qui résulte de ce jeu de « courtoisie de transmission » est général dans les associations musulmanes de France. En novembre 1987, à la mosquée de Dijon, une bagarre a même éclaté entre une communauté locale majoritairement marocaine et l'imam, venu d'Irak.

H. T.

POINT DE VUE

Un enjeu politique

par Remy Leveau

La lutte pour les mosquées fait partie de cette pression en faveur de la reconnaissance d'un islam communautaire qui s'organise déjà en vue du partage des ressources, rares sur le plan communal, que sont l'aide sociale, les logements, les places dans les crèches et dans les écoles, et bien entendu les emplois. Ce sont les municipalités communistes qui paraissent les moins bien placées pour y répondre. Dès la fin des années 70, plus de la moitié des maires dirigés par des membres du PCF comptaient déjà 10 % au moins d'étrangers, taux qui va aujourd'hui jusqu'à 25 % dans certaines municipalités de Seine-Saint-Denis. Les responsables locaux du Parti communiste hésitent entre le maintien de la vieille politique clientéliste à l'égard des nouveaux venus et la mise en place d'un système de quotas pour défendre les acquis des couches anciennes de la classe ouvrière.

Mais le réseau des associations d'immigrés, qui se met en place après 1981, va échapper à peu près entièrement aux maires communistes. Il va constituer la base de la structuration communautaire actuelle, où le culturel et le religieux se confondent subtilement. Le menace sur les bastions communistes devient réelle à partir du moment où la plupart des leaders associatifs issus de l'immigration vont favoriser une politique active de naturalisation et d'inscription sur les listes électorales. Ces leaders se situent dans la mouvance du Parti socialiste.

On peut imaginer à terme que les bastions communistes vont s'écrouler, menacés par le glissement d'une partie de leur clientèle ancienne vers le Front national et par la récupération par le PS des nouveaux électeurs franco-maghrabins. En cas de fausse manœuvre cependant, le Front national peut être en mesure d'influencer suffisamment le débat pour attirer une part importante de l'électorat de droite et récupérer l'enjeu, directement ou indirectement. Le jeu du PS

reste délicat, déchiré entre le jacobinisme et le islamisme de ses positions globales et l'activisme récupérateur de ses différents courants qui travaillent le milieu associatif et les élus franco-maghrabins.

L'indépendance des maires de Lyon et Marseille

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de voir des acteurs isolés ou marginaux, comme Robert Vigouroux à Marseille ou Michel Noir à Lyon, jouer d'une plus grande liberté et se prononcer loyalement en faveur de grandes mosquées. Leur autonomie à l'égard des appareils centraux leur permet de tenter loyalement une synthèse qui pèse sur la reconnaissance symbolique du droit des musulmans à rester en France.

Mais d'autres acteurs ont intérêt à faire échouer cette stratégie, soit en contestant le droit de rester des musulmans, soit en refusant la perspective d'un islam minoritaire laïcisé. L'État, de son côté, ne peut se désintéresser de voir disparaître des violences comme le piétinement de la mosquée de Romans en 1982, ou des situations dangereuses de déni de droit de libre exercice du culte comme à Charvieu-Chavagneux cet été ou, à l'opposé, des situations où l'islam est utilisé pour provoquer délibérément le recul de l'autorité de l'État, comme dans les affaires scolaires de ces derniers mois.

Ne faut-il pas songer à de nouveaux types d'institutions de secours, dissociées de l'exercice du pouvoir étatique, à l'image de la Commission on Racial Equality en Grande-Bretagne ? Comment gérer les demandes nouvelles à caractère symbolique des nouveaux installés sans heurter, par ignorance ou manque d'imaginaire, les principes et les intérêts des groupes de croyance anciennement établis ? La gestion des conflits locaux inévitables ne peut se faire en dehors d'un débat national, et peut-être européen.

Rémy Leveau est professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris.

Le Rouge et le Noir

5000 QUESTIONS DE MOLIÈRE A TINTIN

Le jeu des amoureux de la littérature

SOCIÉTÉ

La politique d'intégration des immigrés

Le gouvernement examinera en priorité l'accueil des demandeurs d'asile

M. Michel Rocard fera, mercredi 6 décembre, devant le conseil des ministres, une communication sur la politique que le gouvernement entend suivre pour favoriser l'intégration des immigrés en situation régulière. Le premier ministre présentera un plan d'action en 48 points qui privilégiera l'action sur le terrain en excluant le recours à un nouvel arsenal législatif.

Comme prévu, il n'y aura ni loi-cadre ni création d'un ministère de l'intégration (le Monde du 1^{er} décembre).

M. Rocard n'a pas encore choisi le secrétaire général qui sera chargé, auprès de lui, d'animer le comité interministériel dont la mise en place a été décidée, jeudi matin 30 novembre, à l'hôtel Matignon. Il n'a pas encore tranché la question de l'opportunité de créer aussi, à côté de cette instance permanente, une sorte de « comité des sages ».

En revanche, le premier ministre a fait préciser que la première des réunions du comité interministériel ad hoc serait consacrée aux moyens de contrôler plus strictement les flux migratoires. Les modalités d'accueil des demandeurs d'asile politique seront reformées afin que les procédures initia-

lement prévues ne soit plus détournées au profit de « faux » réfugiés. Ceux-ci seront renvoyés. En outre, le gouvernement envisage l'installation d'un observatoire de l'immigration afin, notamment, de disposer d'un instrument statistique fiable.

Le comité interministériel permanent traitera ensuite, à partir de la mi-décembre, de tout ce qui concerne le logement des immigrés, puis des problèmes de scolarité et de formation des enfants des familles immigrées. Tout cela « sans grands discours », souligne-t-on à l'hôtel Matignon.

RECTIFICATIF. — Deux coquilles ont été corrigées dans nos premières éditions du 1^{er} décembre, le texte consacré aux projets du gouvernement en matière d'immigration. En réalité, « le premier ministre n'était pas enclin à s'aventurer dans un processus législatif » (et non le contraire), ainsi que l'indiquait le contexte; d'autre part, le comité interministériel permanent qui va être mis en place se réunira deux fois par mois (et non pas deux fois par semaine).

M. Jean-Marie Le Pen promet « un immense désastre »

A Marseille, nous indiquons notre correspondant régional, M. Jean-Marie Le Pen a ironisé, le jeudi 30 novembre, sur la prochaine désignation d'un secrétaire général à l'intégration des immigrés. « On va avoir un M. Immigration, n'est-ce pas ? On pourra le marier avec M^{me} Droque. C'est une technique totalement aberrante. On ne résout pas les problèmes politiques en les défilant au Conseil d'Etat ni en nommant un fonctionnaire. Pourquoi le Conseil d'Etat et pourquoi un fonctionnaire ? Parce que cela permet d'échapper les responsabilités politiques. (...) Je dis au gouvernement : « Arrêtez de vous débiter par votre idéologie humaniste et égalitariste, vous êtes en train de préparer un immense désastre pour ce pays et ses habitants. Toute mesure que vous prendrez ou que vous ferez prendre par votre secrétaire général en faveur d'une intégration, aujourd'hui impossible, constituera une relance pour l'entrée de nouveaux immigrés. Vous aggraverez la situation. »

ENVIRONNEMENT

Accord entre les quatre pays riverains

82 milliards de francs pour dépolluer le Rhin

Les ministres de l'environnement des quatre pays riverains du Rhin, réunis jeudi 30 novembre à Bruxelles pour la dixième conférence ministérielle consacrée à la protection du fleuve, ont lancé la deuxième phase d'un plan de dépollution qui coûtera 82,5 milliards de francs d'ici à 1995.

Lors de la première phase, lancée en 1987 après l'incendie de l'usine Sandoz de Bâle, les ministres allemand, français, néerlandais

et suisse avaient décidé de faire un état des lieux pour connaître le montant de la facture à payer. Cette évaluation se montait à 91 milliards de francs, répartis de la façon suivante : 60 milliards pour créer les stations d'épuration manquantes (dont 47 milliards pour la RFA et 6,9 milliards pour la France) et 31 milliards de francs pour l'élimination des rejets industriels toxiques (dont 26 milliards pour la RFA).

Ces évaluations ont été revues à la baisse à Bruxelles, puisque le plan d'action est aujourd'hui fixé à 82,5 milliards de francs. Pour sa part, la France prévoit une contribution de 8,3 milliards de francs étalée sur sept ans. Cette somme, votée à l'unanimité le 28 novembre par le comité de l'Agence financière de bassin Rhin-Meuse, doit encore être acceptée par le gouvernement. Sur ce total, l'Agence versera 3,2 milliards des collectivités locales faisant l'appoint. Cet effort du bassin Rhin-Meuse va faire passer la redevance moyenne de 35 francs par habitant et par an à près de 100 francs en 1996.

Quant au contentieux franco-allemand sur la pollution du Rhin par le sel des mines de potasse d'Alsace, les ministres prendront une décision avant juin 1990. Les précédentes évaluations chiffrées la facture à 400 millions de francs. Pour leur part, les Pays-Bas vont détourner vers la mer les eaux salées d'un polder pour diminuer la charge en sel de la mer d'IJssel. — (A.F.P.)

UNIVERSITÉS

Bordeaux-III fermée le 1^{er} décembre

Après l'université de Provence, le 15 novembre, et celle de Caen, le 21 novembre, c'est l'université de Bordeaux-III (lettres et sciences humaines) qui a décidé de fermer symboliquement ses portes, vendredi 1^{er} décembre, pour protester, elle aussi, contre le manque de moyens et l'exiguïté des locaux.

Conçus pour huit mille étudiants, les bâtiments en accueillent désormais quatorze mille cinq cents. Le conseil de l'université s'est prononcé à la quasi-unanimité pour la fermeture d'une journée. « Cette fermeture, a précisé le président, M. Régis Ritz, se veut un acte symbolique grave qui vise à attirer l'attention sur le malaise et des conditions de travail actuelles et à inviter les gens à réfléchir sur des solutions à apporter à la situation, immédiatement et à moyen terme. »

Le rapport sur « la filiation en Europe » remis au président de la République

Tel pays, tel père

d'autant plus préoccupante que, à terme, c'est l'identité de l'enfant qui se trouve en cause. Le rapport sur la filiation en Europe, qui sera abondamment discuté, dégage quelques principes essentiels. Un thème qui sera abordé les 4 et 5 décembre à la Grande Arche de la Défense à Paris lors d'un colloque « Familles d'Europe sans frontières » organisé par l'Institut de l'enfance et de la famille.

Le rapport sur « la filiation en Europe » est le dernier des trois rapports demandés cette année par M. Mitterrand. Le premier traitait

des différents pays. Ainsi on note un passage, depuis les années 70, de la notion de puissance paternelle, appartenant exclusivement au mari, à celle d'autorité parentale « dont l'exercice se trouve partagé entre les parents dans les couples mariés et peut être confié conjointement en cas de divorce ou de séparation de corps ». On constate également, dans tous les pays, une tendance croissante des tribunaux à entendre les enfants à partir de treize-quatorze ans, et à tenir compte de leur avis pour l'attribution de la garde et de

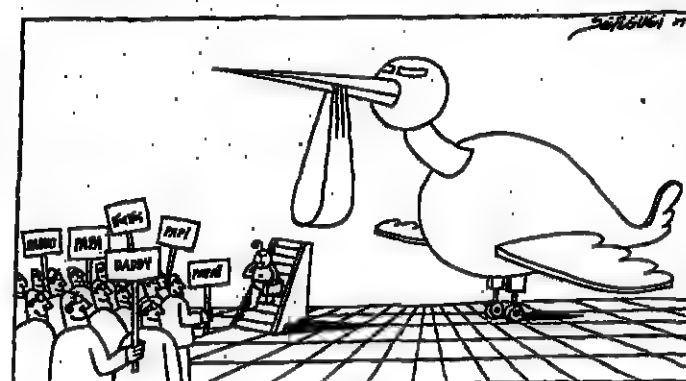
reances légales sont encore plus criantes. Dans une première catégorie de pays, la reconnaissance paternelle est un droit discrétionnaire du père indépendamment de tout consentement ou droit d'opposition de la mère et de tout contrôle a priori de véracité ou d'opportunité; dans une seconde catégorie (pays nordiques), lorsqu'une femme non mariée accouche d'un enfant, la paternité est établie soit par reconnaissance volontaire, soit par décision judiciaire; enfin, d'autres pays encadrent la reconnaissance paternelle en la soumettant au consentement ou au droit d'opposition de la mère (ou de l'enfant). C'est le cas par exemple en Belgique ou en Grande-Bretagne.

Des nuances importantes existent également sur l'exercice de l'autorité parentale, toujours en ce qui concerne les enfants naturels. « Certains pays excluent l'exercice conjoint de l'autorité parentale : le droit allemand a confié explicitement l'autorité parentale à la mère seule, même lorsque les parents sont d'accord et vivent ensemble. » En France la mère est automatiquement investie de l'autorité parentale sur l'enfant né hors mariage, mais cette autorité peut être exercée conjointement si les deux parents en font la demande ensemble auprès du juge des tutelles.

Une seconde série de différences concerne le statut de l'enfant procréé artificiellement. Si les législateurs ne sont pas intervenus en ce domaine, les pratiques ne sont pas les mêmes. En France toute trace du lien biologique entre les donneurs de sperme et l'enfant né par insémination artificielle est définitivement effacée. En RFA, en cas de non-reconnaissance d'un tel enfant par son père apparent, la paternité revient automatiquement au donneur. « La question du consentement du père social et de la révocabilité de ce consentement fait l'objet de controverses. »

Comme le notent les sages du Haut Conseil, il existe déjà des mécanismes de régulation des conflits au niveau communautaire, mais ceux-ci comportent beaucoup d'imperfections. Aussi le rapport préconise-t-il d'étudier rapidement des améliorations à leur apporter.

CHRISTIANE CHOMBEAU



de la démographie en Europe : l'effacement des différences, le second des « stratégies pour une politique familiale au regard de la situation des familles aujourd'hui » (le Monde du 6-7 août).

L'avis des enfants

Avec l'achèvement du marché intérieur européen et la libre circulation des personnes, on assistera probablement à un accroissement du nombre de couples binationaux et d'enfants ayant plusieurs nationalités. Inévitablement, les conflits parentaux transfrontières ne manqueront pas de se développer également, compte tenu de la très grande fragilité des couples actuels. Les « sages » ont donc étudié les différents législations et examiné les pratiques et les textes internationaux pouvant être utilisés en cas de litige.

Le rapport met en évidence des évolutions communes du droit dans

l'autorité parentale. Enfin, les pays tendent à établir une égalité entre tous les enfants (légitimes, légitimés, adoptés), du moins en ce qui concerne les droits successoraux.

De très grandes différences subsistent cependant entre les pays européens. Surtout dans la façon de traiter les enfants naturels. Pour ces enfants, la mère a une position clé car l'établissement juridique de la paternité passe nécessairement par la connaissance du nom de la femme qui a accouché et déclaré la naissance. « A défaut d'indication relative au nom de la mère, il est impossible au père, légitime ou naturel, d'établir sa paternité. » Or on constate qu'en France, au Luxembourg, et en Italie, des mères peuvent « accoucher sous X », autrement dit refuser de déclarer leur identité. De ce fait des enfants peuvent se trouver non seulement privés de leur filiation maternelle, mais aussi de leur filiation paternelle.

En ce qui concerne l'établissement de la paternité, les diffé-

MÉDECINE

Des musées et des théâtres fermés aux Etats-Unis

L'Amérique prend le deuil du sida

NEW-YORK (correspondance)

La Journée mondiale du sida (vendredi 1^{er} décembre) devait être aux Etats-Unis « un jour sans art : une Journée nationale de deuil et d'action en réponse à la crise du sida ». Le but : honorer la mémoire de ceux qui ont disparu, mais aussi — surtout — faire passer un message d'urgence. Plus de six cents institutions ont répondu à l'appel.

L'exploit n'est pas mince, tant il est difficile de faire bouger la communauté artistique dans son ensemble. Les sommes actuellement en jeu l'industrie et le commerce de l'art sont trop énormes : les grandes institutions (et leurs commanditaires) hésitent parfois à se marquer trop ouvertement en faveur des « groupes sociaux » jugés encore

« à haut risque ». Aussi chacun d'eux a-t-il rendu cet hommage de la manière qui lui semblait la plus appropriée.

A New-York, le célèbre centre théâtral de la Marna devait être fermé, tous troupes et enseignes éteints. Au Théâtre Jean-Cocoteau, interrompant la représentation de La vie est un songe le directeur artistique de la compagnie allait lire les noms de ses membres morts du sida. La majeure partie des théâtres envisageaient d'ailleurs d'observer ce soir une interruption de cinq minutes.

Un brasseur de 30 mètres de long et 2 mètres de large drapait, Cinquième Avenue, la façade du Musée Guggenheim qui était fermée. Une vitrine du Cooper Hewitt Museum (ouvert) était vide, hormis un panneau affichant simplement : « Silence = Mort ». Le Musée d'Art moderne organisait pour

21 heures un service commémoratif ouvert au public et gratuit. Au Metropolitan Museum, le portrait de Gertrude Stein par Picasso devait être déposé et remplacé pour la journée par un communiqué soulignant la saignée vitale que l'absence du tableau symbolise.

Le mouvement est national. Le Musée de Dailies a édifié un labyrinthe de murs noirs obligeant le visiteur à tout un itinéraire pour accéder à ses galeries avec, en continu, un texte expliquant la raison de ce détour. Aux alentours de midi et pendant dix minutes, presque toutes les galeries et les Musées de Pittsburgh Pennsylvanie devaient être à l'arrêt. Une galerie de Manhattan a envoyé un questionnaire à quinze mille personnes pour relever les noms et les œuvres des artistes morts du sida.

HENRI BEHAR

Selon deux études américaines

L'interféron Alpha est efficace dans le traitement de l'hépatite C

Décidément, 1989 restera l'année de l'hépatite C. Après l'identification en avril dernier du virus C (le Monde du 21 avril) et la mise au point, il y a quelques jours, d'un test de dépistage de la maladie (le Monde du 30 novembre), deux études publiées cette semaine dans l'hebdomadaire américain The New England Journal of Medicine montrent qu'un médicament, l'interféron alpha, pourrait avoir une certaine efficacité dans le traitement de l'hépatite C.

Ces deux essais thérapeutiques, l'un mené à l'université de Floride

et l'autre au National Institute of Diabetes, Digestive and Kidney Diseases, ont montré que ce médicament est capable de contrôler cette infection virale du foie et de prévenir la destruction des cellules hépatiques.

Environ la moitié des deux cent sept patients ayant participé à ces deux études ont répondu au traitement. Dans un cas sur deux, l'infection reprenait son cours à l'arrêt du traitement.

Ces résultats, à l'évidence encourageants, sont néanmoins prélimi-

naires. L'interféron alpha n'est pas un produit anodin (ses effets secondaires sont relativement nombreux et fréquents) et, en outre, l'observation de ces effets « rebonds », à l'arrêt du traitement, laisse penser qu'il faudra sans doute recourir à des doses plus fortes, administrées sur de plus longues périodes. Néanmoins, c'est la première fois qu'un médicament semble avoir une certaine efficacité contre le virus C de l'hépatite.

F. M.

PARIS

La conséquence des mesures contre les stationnements interdits

Moins d'abus, plus de bus

Les bus parisiens circulent mieux. La RATP note dans un communiqué que depuis la mise en place de mesures plus sévères contre les stationnements abusifs dans les rues de la capitale les autobus ont plus de facilité à respecter leur programme. Les horaires de passage sont plus réguliers, et le nombre de kilomètres non effectués pour cause d'embouteillages a considérablement diminué. Il était de 25 000 kilomètres par semaine en octobre.

Le 6 novembre, les consignes de rigueur données par le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, aux agents chargés de la circulation ont commencé d'être appliquées et, du 6 au 10 novembre, le nombre de kilomètres non effectués est descendu à 11 400, puis à 9 700 la semaine suivante et à 7 900 du 17 au 24 novembre.

Le préfet de police a cependant l'intention de mettre un terme « au moins provisoire » à la campagne de répression. Il le déclare dans une interview à France-Soir. Après avoir constaté l'augmentation de la vitesse moyenne sur certains axes, le boulevard de Sébastopol en particulier, parallèlement à l'accroissement des enlèvements (450 par jour en novembre contre 280 en octobre) et des procès-verbaux (15 000 par jour), il affirme vouloir « jouer la carte de la confiance ». Il a demandé aux forces de police de « cesser la campagne de sévérité accrue » à compter du 15 décembre.

A cette date, une campagne d'affichage dans Paris incitera les conducteurs à « se montrer raisonnables » et « une fois sur dix, un jour sur dix » à ne pas prendre leur voiture. Les services de M. Verbrugghe ont en effet calculé que si un Parisien sur dix renonçait un jour sur dix à sa voiture au bénéfice des transports en commun, la crise de la circulation serait résolue. Les résultats de cette campagne — affiches plus qu'un peu de douceur — seront examinés début janvier.

C. V.

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Un mort, un blessé grave

Les expéditions punitives de quatre vigiles lyonnais

LYON

de notre bureau régional

Quatre vigiles lyonnais ont été appréhendés par la section criminelle de la sûreté urbaine de Lyon, mardi 28 novembre, et présentés au juge Bertrand Nédau, jeudi 30 novembre (le Monde du 1^{er} décembre). Ils ont reconnu avoir torturé, dans la nuit du 24, un clochard, Abdellah Bouafia, qui devait succomber à ses blessures au petit matin, dans la banlieue de Lyon. Ils ont aussi reconnu une agression du même genre, dans l'Ardèche, le 15 novembre, contre un autre vagabond, Aissa Bettoua, qui, lui, a survécu.

Trois d'entre eux, Eric Fleury, Eric Bertrand et Alain Piérol ont été inculpés d'assassinat accompagné de tortures et d'actes de barbarie. Le quatrième, Guy Gallego a été inculpé de complicité.

Les quatre vigiles ont-ils cédé à une pulsion raciste, à un désir de « s'amuser mais pas vraiment de tuer », comme ils l'ont déclaré aux policiers, ou à un esprit de « croisade, (...) une guerre personnelle contre tous ces nuisibles, ces bouches inutiles », comme l'a souligné l'un d'entre eux ? Les enquêteurs hésitent non sans noter que les victimes, âgées, respectivement, de cinquante-neuf et quarante-deux ans, étaient toutes deux d'origine nord-africaine, et vivaient de mendicité.

Abdellah Bouafia, sans travail, sans ressources, passait le plus clair de son temps à mendier à la gare de Perrache. Chaque soir, il rejoignait la

maison de son père, à Oullins, dans la banlieue de Lyon, par le dernier bus. Il a été découvert à l'agonie, au petit matin du 25 novembre, dans une cour abritant quelques garages à Véniex. Il devait mourir une demi-heure plus tard. L'autopsie a révélé qu'il avait été battu à mort à coups de pied, de poing, et d'objets contondants.

La section criminelle de la sûreté urbaine de Lyon s'est d'abord demandée s'il s'agissait d'un règlement de comptes, d'une beuverie ayant mal tourné ou d'un crime raciste. En fait, les auteurs des coups mortels sont les quatre vigiles, employés par la société Sécurité technique lyonnaise, encore appelée Société de télé-surveillance lyonnaise, qui n'ont affiché ni haine raciale ni opinion politique, précisent les policiers.

Récidive

Ils ont été identifiés grâce au témoignage d'un chauffeur de bus qui, ce soir-là, Abdellah Bouafia, en état d'ébriété avancé, allongé sur le banc de l'arrêt, entre deux vigiles. Un autre témoignage a permis de faire progresser l'enquête : un collègue des quatre hommes indique que l'un d'entre eux s'était vanté d'avoir frappé un clochard : « Je lui en ai mis plein la tête, tu n'es pas près de le revoir... Je me suis même fait mal à la main. On l'a vraiment démené ».

L'expédition punitive, qui a duré près de six heures, avait commencé à Lyon. Vers minuit, Guy Gallego, vigile à la

gare de Perrache, s'en prend à Abdellah Bouafia et le frappe violemment. Alors que sa victime est déjà étourdie, Gallego demande à deux de ses collègues, dans la Loire, de le rejoindre : « Venez, j'ai un client pour vous ». Alain Piérol et Eric Bertrand, qui tenaient compagnie à Eric Fleury, de service dans un supermarché de cette ville, se mettent en route, sans promettre de revenir avec le « colis ». A Lyon, ils « chargent », en effet, Abdellah Bouafia dans le coffre de leur voiture et font demi-tour, sans Gallego, qui « devait » oblige, reste à son poste.

Sur un terrain vague proche du grand magasin, les trois hommes frappent leur victime à coups de poing et de barre de fer, puis l'abandonnent dans une cour déserte de Véniex.

Pendant les auditions, les quatre hommes ont reconnu avoir commis une agression du même genre près d'Annonay, en Ardèche. Un clochard, Aissa Bettoua, avait bien été retrouvé inanimé dans un champ, le 15 novembre. Mais en état de choc depuis quinze jours, l'homme, hospitalisé, avait presque perdu l'usage de la parole, et se trouvait dans l'incapacité d'exprimer quel que soit de cohérent. Sans la récidive du 24 novembre, il est vraisemblable que les agresseurs n'auraient pas été retrouvés. Les services de la sûreté urbaine de Lyon viennent de lancer un appel à témoins au cas où les quatre vigiles se seraient rendus coupables d'autres expéditions du même genre.

RAFAËLE RIVAIS

JUSTICE

Après la spectaculaire opération de police de mercredi

L'avocat kurde interpellé à la coopérative Longo Mai a été remis en liberté

M. Hussein Yildirim, avocat kurde de nationalité turque interpellé à la coopérative Longo Mai, a été remis en liberté. Quant aux trois Maliens interpellés, ils ont été placés en rétention administrative sous la menace d'un arrêté d'expulsion.

DIGNE

de notre correspondant

Interpellé lors de l'opération de police menée contre la coopérative agricole européenne Longo Mai (le Monde du 1^{er} décembre), pris de Forcequière (Alpes-de-Haute-Provence), l'avocat kurde de nationalité turque Hussein Yildirim a quitté librement le siège de la PJ de Marseille, jeudi 31 novembre vers 16 heures.

L'avocat, qui avait été entendu comme témoin dans l'affaire de l'assassinat de deux militants kurdes, Hussein Akagunduz, le 16 juin 1987 à Paris, et Guezéde Erkin, le 31 décembre à Coubron (Seine-Saint-Denis), a rejoint en début de soirée la coopérative Longo Mai où il séjourne depuis quelques semaines.

Rien n'a été retenu contre l'avocat et les responsables de Longo Mai affirment qu'il est parfaitement en règle avec la législation française.

Membre du Parti des travailleurs kurdes (PKK), longtemps inscrit au barreau d'Ankara, M. Hussein Yildirim fut le dernier avocat à défendre des opposants kurdes devant les tribunaux turcs. Il avait été le défenseur de mille cinq cents d'entre eux lors des fameux procès de masse avant d'être à son tour arrêté, emprisonné et torturé. Mais, en 1980, Amnesty International avait obtenu sa libération et son accueil en

Suède où il avait obtenu le statut de réfugié politique.

Commentant l'opération menée contre la coopérative agricole, les dirigeants de Longo Mai n'ont pas mâché leurs mots et notamment MM. François Bouchard, président du CEDRI Europe (Comité européen pour la défense des réfugiés et des immigrés), et Roland Perrot, deux des fondateurs de la coopérative arrivés de Paris dans la nuit.

Pour eux, c'est le CEDRI, seule organisation en Europe qui a soutenu la lutte des Kurdes contre le gouvernement, qui était visé. On a voulu, disent-ils, le compromettre au moment où a lieu, à Dusseldorf, le procès de vingt militants kurdes arrêtés en RFA.

Et Roland Perrot de s'enrichir : « C'est coulé de fil blanc. On veut disqualifier notre témoignage devant le tribunal de Dusseldorf. Mais je peux vous assurer que, malgré tout, je m'y rendrai car les Kurdes accusés ne sont rien d'autre que des résistants à l'oppression turque ».

Masse d'expulsion

Les responsables de Longo Mai ont même évoqué la possibilité d'une opération conjointe des services anti-terroristes allemands et français sous couvert de deux commissions rogatoires : « Il faut y voir la première application pratique des accords de Schengen », estiment-ils. Plusieurs des coopérateurs interrogés mercredi par les policiers font en effet état de documents entre les mains des enquêteurs qui portaient le sceau de la BK, la police anti-terroriste allemande.

« On nous a dit qu'un des repentis kurdes avait parlé de

Longo Mai aux policiers allemands. On nous a présenté des photos de Kurdes qu'on nous a demandé de reconnaître. On nous a interrogés sur les dissidences au sein du PKK », ont déclaré deux d'entre eux.

Restent les conditions dans lesquelles l'opération contre la coopérative a été organisée. MM. François Bouchard et Roland Perrot ont intervenus auprès des services du premier ministre mais également auprès des ministères de la justice et de l'intérieur : « Partout, on nous a répondu que le ministre n'était pas au courant de l'affaire. On nous a dit, mais il faudra nous expliquer comment un juge d'instruction peut organiser tout seul un tel déploiement de forces. C'est d'autant plus curieux que même le procureur de la République de Bobigny, que nous avons également appelé, n'était pas informé ».

Les coopérateurs de Longo Mai suivront l'évolution de l'affaire, mais pour l'heure leur principale préoccupation concerne le sort réservé à deux des trois Maliens, en situation irrégulière, interpellés la veille (le troisième, un mineur, a été remis en liberté). Placés en rétention administrative à la gendarmerie de Forcequière, ils sont sous la menace d'un arrêté d'expulsion qui pourrait être exécuté samedi 2 décembre. « Nous allons demander au ministre de l'intérieur de régulariser leur situation, ce sera la meilleure façon pour lui de réparer la préjudice que nous avons subi », a conclu M. Bouchard.

FRANÇOIS DE BOUCHONY

(1) Accord signé en 1985 entre la France, la RFA, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, pour assurer la sécurité des personnes lors de l'ouverture des frontières.

POLICE

La 58^e assemblée générale à Lyon

Les stupéfiants au cœur des débats d'Interpol

La 58^e assemblée générale annuelle d'Interpol, qui devait s'achever à Lyon, le vendredi 1^{er} décembre, a réuni quelques cinq cents délégués, représentant l'état-major des services de police de cent trente et un des cent cinquante pays membres (1). Un record de participation du sans doute à l'implantation, sur les bords du Rhône, du nouveau siège mondial de l'organisa-

tion, inauguré, lundi 27, par M. François Mitterrand (le Monde du 29 novembre). En se dotant d'un équipement informatique et d'un système de télécommunications ultra-performant, l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC) s'affirme, selon son président, M. Ivan Barbot, « prête à confirmer sa vocation universelle ».

LYON

de notre bureau régional

La religion du secret qu'Interpol pratique, avec un zèle parfois excessif, donne à ses assemblées générales, à huis clos, des allures de messe basse plus que de grand messe. A Lyon, cette règle de l'extrême discrétion n'a pas été transgressée. La lecture « clandestine » du rapport d'activité de l'année 1988, marqué du sceau « confidentiel » mais ne regroupant en fait que des graphiques, des statistiques, des tableaux de répartition des dépenses par services — présentés par M. Raymond Kendall, secrétaire général d'Interpol, ne donne pourtant pas le sentiment d'avoir affaire à un document stratégique. Le fait d'y apprendre (page 51) que, durant cette année, l'organisation a publié huit cent vingt-huit « notices internationales » dont quatre cent quatre-vingt-cinq, de couleur rouge, concernaient des individus à rechercher et à extraire, ou de constater (page 22) que le groupe TE (antiterrorisme) a eu à s'intéresser dans le même temps, à vingt-six homicides, cinq kidnappings et trente-huit attentats à la bombe, ne laisse guère, par exemple, de la violation d'informations sensibles. Il n'empêche : l'espionnage prévient.

Il faut donc se fier à M. Ivan Barbot, président d'Interpol, depuis novembre 1988 lorsqu'il affirme que le discours inaugural du président de la République a eu « une résonance très forte sur l'ensemble des travaux de l'assemblée ». Cet ancien patron de la police nationale indique que à côté d'un plan de rigueur budgétaire — « basé sur la clarté, l'équité mais aussi l'exigence, vis-à-vis des Etats contributeurs » —, il a fait adopter par l'assemblée deux résolutions « novatrices » insistant dans le droit fil des recommandations de M. Mitterrand. « La première charge le secrétariat général de bâtir, d'ici le mois de mars et en liaison avec d'autres organisations telles que l'ONU, un projet de centre international pour la formation des policiers aux techniques de lutte contre le trafic des stupéfiants, destiné prioritairement aux pays en voie de développement. La seconde impose aux conférences régionales (Afrique, Asie, Amériques, Europe) de faire figurer à chacun de leurs ordres du jour, l'étude de la coordination des moyens de lutte contre les atteintes aux droits de l'enfant. Les mauvais traitements, l'esclavage, la prostitution et autres crimes commis contre les enfants et adolescents doivent être l'objet d'une approche fine, précise et sans hypocrisie, de la part de notre organisation ».

De l'avenement de nombreux participants, ce n'est pas dans les séances plénières et les travaux en commissions qui réside le principal intérêt de ce sommet mondial des policiers. « L'essentiel se passe et se

dit lors des rencontres de couloirs et au cours de déjeuners ou de dîners qui permettent aux délégations de nouer des relations informelles et officielles et aux hommes de se connaître, confier ainsi l'un des vingt-quatre membres de la délégation française. Ces contacts directs peuvent être très utiles pour de futures collaborations, basées sur la confiance. Et un bon fil profite des AG pour enrichir son carnet d'adresses ».

Contacts

parallèles

S'ils enfreignent, assez paradoxalement, les principes d'Interpol — qui ne peut travailler avec les polices de ses pays membres que par l'intermédiaire des bureaux centraux nationaux (BCN), constitués de fonctionnaires détachés, et qui redoute toujours d'être court-circuité, — ces échanges multinationaux « sauvages » ont d'évidentes vertus culturelles. Le très officiel Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), dirigé par le commissaire Jacques Franquet, l'a compris depuis longtemps qui a profité du sommet lyonnais pour inviter à dîner les chefs de délégation de vingt-huit pays auxquels il apporte son aide. M. François Roussely, directeur général de la Police nationale, a ainsi pu prolonger avec ses homologues du Bénin, de Madagascar, de Somalie, de l'Equateur, du Sénégal ou de la Jamaïque, un dialogue qui débordait largement les problèmes de pure technique.

En séance, comme en coulisses, l'appel à un « travail collectif » contre la drogue — lancé, lundi, par M. Mitterrand, a toutefois cristallisé l'attention sur la lutte « antiterrorisme » qui mobilise déjà un quart des effectifs policiers du secréta-

riat général, soit vingt et un agents. « Cet appel est pour nous un encouragement à accentuer nos efforts. Il devrait renforcer la prise de conscience de tous les pays membres et les dissuader de pratiquer une rétention de certaines informations, préjudiciable à tous, remarque M. James Collier, qui vient de prendre la tête de la subdivision des stupéfiants. En outre, les nouveaux moyens logistiques dont nous disposons vont nous permettre une observation plus pointue des flux et une meilleure coordination avec les services de police concernés. En commission, nous avons exprimé le souhait que le principe des « livraisons surveillées » soit accepté par tous les pays membres, souvent encore réticents. Cette technique, qui consiste à prendre en filature, sans intervenir, des passeurs pour remonter jusqu'aux destinataires de la drogue, est en effet l'une des plus efficaces pour démanteler un réseau ».

Exposée à de nombreuses critiques, souvent violentes, Interpol paraît prête à relever un défi dont l'enjeu vient d'être solennellement souligné. Elle va constituer une banque de données concernant les filières de blanchiment de l'argent provenant, notamment, du trafic de drogue et cet ouvrage envisagé de prendre des mesures techniques pour endiguer les mouvements suspects de stimulants synthétiques. Face à une menace universelle, il lui reste à obtenir une mobilisation générale.

ROBERT BELLERET

(1) Les adhésions de la Bulgarie, du Cap-Vert et du Mozambique ont été refusées par l'assemblée générale qui a accueilli des « observateurs » tchécoslovaques, annonçant sans doute d'autres ouvertures vers l'Est.

CAMPUS

L'Université Senghor

Le projet d'université internationale de langue française au service du développement africain, installée à Alexandrie et dénommée Université Senghor, prend forme. Bénéficiant du nouveau concept « d'utilité publique internationale » forgé par M. René-Jean Dupuy, professeur au Collège de France qui en a constitué les structures, cette université a été officiellement en mai dernier à Dakar, lors de la conférence réunissant 43 chefs d'Etat et de gouvernements de la francophonie. Son financement repose sur un système d'économie mixte, relevant d'Etats ayant en commun l'usage du français, de fonds provenant d'institutions internationales, ainsi que de diverses sources privées (mécénat).

Son but est la formation de cadres des pays africains et promoteurs du développement, au sein de trois départements : nutrition et santé ; administration et gestion ; environnement. Un corps professoral composé de professeurs permanents et de professeurs associés dispensera son enseignement à des « auditeurs » ayant terminé leurs études de base (premier, deuxième, voire troisième cycle) et sélectionnés par concours.

Le projet, proposé par un conseil de quinze experts internationaux constitué par M. René-Jean Dupuy est financé par la Fondation Fiat France-Institut de France, que préside M. Giovanni Agnelli. Le Haut conseil de l'université a pour président M. Léopold Senghor, pour vice-présidents MM. Boutros Ghali, ministre d'Etat pour les affaires étrangères d'Egypte, et Maurice Duon, secrétaire perpétuel de l'Académie française. Le conseil d'administration est présidé, par M. Jean Dupuy assisté de M. Pierre Tabatoni, ancien chancelier des Universités de Paris et recteur de l'université Senghor.

J. M. D.

Recherche à l'étranger

Des bourses de recherche sont attribuées par la Direction générale des relations culturelles scientifiques et techniques du ministère des affaires étrangères, à des étudiants de toutes disciplines souhaitant passer une année de spécialisation à l'étranger. Des possibilités particulières s'offrent dans les pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) pour des étudiants de droit, d'ingénierie, de commerce et de gestion. D'autre part le « programme Lavoisier », permet d'obtenir les bourses dans les pays de la CEE, aux Etats-Unis ou au Japon.

► Ministère des affaires étrangères. Secrétariat d'Etat aux rela-

tions culturelles extérieures. Formation des Français à l'étranger 6 rue de Valenciennes, 75005 Paris.

Mintzberg-Crozier

Le débat entre le professeur canadien de management Henri Mintzberg et le sociologue français Michel Crozier sur le thème « Management moderne et efficacité des entreprises », organisé par le séminaire Concorde (Contradictions et dynamique des organisations) aura lieu le jeudi 14 décembre de 18 à 20 heures à l'Ecole nationale supérieure des Mines de Paris, Salle 1.108, 60 bd Saint-Michel, 75006 Paris.

► Inscriptions : Hervé Dumaz, Concorde, Centre de recherche en gestion, Ecole polytechnique, 1 rue Descartes, 75005 Paris. Tél. : 46-34-34-41.

PARIS TOUR EIFFEL

SALON DES ANTIQUAIRES

24 NOVEMBRE
3 DÉCEMBRE 89

QUAI BRANLY
Angle Pont d'Iéna

Tous les jours 11 h/19 h
samedis et dimanches 10 h/20 h
nocturne vendredi 24 novembre
jusqu'à 22 h hall chauffé
Métro : Bir Hakeim
ou RER : Champs de Mars

COMMUNICATION

Trois nominations sans surprise

- M. André Larquie devient PDG de RFI
- MM. Jean Maheu et François Giquel sont reconduits à Radio-France et RFO

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a élu pour trois ans, jeudi 30 novembre, M. André Larquie, conseiller de M. Michel Rocard, à la tête de Radio-France Internationale (RFI) et a reconduits MM. Jean Maheu et François Giquel à la présidence, respectivement de Radio-France et de RFO.

Votes contraints, jeudi 30 novembre, au CSA. Chargé de désigner administrateurs et présidents de Radio-France, de RFI et de la société de radio-télévision pour l'outre-mer (RFO), le « super » n'a pas pu procéder comme il l'avait fait jusqu'à présent pour les postes les plus importants de l'audiovisuel public, aux traditionnels appels à candidature et auditions. Les élus, il est vrai, étaient élus avant même que la partie ne soit connue.

Difficile, en effet, pour le CSA de se défaire et de ne pas confirmer à la tête de Radio-France et de RFI, MM. Jean Maheu et François Giquel, respectivement nommés en février et en avril pour achever le mandat de leurs prédécesseurs, l'un et l'autre démissionnaires. Remplacer deux personnalités aussi fraîchement choisies serait apparu comme un reniement ou comme une sanction imméritée. Le CSA a donc décidé de

procéder sans plus de formalités à l'élection des quatre administrateurs qu'il lui revient de désigner dans chacune des sociétés publiques, puis dans un nouveau vote, d'être parmi eux, les nouveaux PDG. MM. Maheu et Giquel, semble-t-il, ont obtenu une très large majorité, sans toutefois recueillir la totalité des voix des huit membres présents.

A RFI — pour la succession de M. Henri Tesson du Moncler, dont le mandat n'avait pas été renouvelé, — la situation était un peu différente, même si le jeu était tout aussi bloqué. La Voix de la France à l'étranger est la seule société de l'audiovisuel public dont le PDG est obligatoirement choisi par l'instance de régulation parmi les quatre administrateurs désignés par le gouvernement.

Soucieux de ne pas subir un complot comme en août dernier — M. Philippe Guillaume avait été désigné PDG d'A 2-FR 3 aux dépens des favoris du pouvoir, — le gouvernement avait cette fois soigneusement verrouillé le système. Il avait entouré la candidature déclarée de M. Larquie, conseiller de M. Michel Rocard à Matignon, de celle de trois personnalités soit inconnues, soit comme M. Bernard Mété — le Monsieur Eurêka — ayant publiquement fait savoir qu'il n'était pas candidat. Le CSA n'avait pas d'autre choix que de se soumettre ou de refuser de

voter. Il a choisi la première solution, au grand dam de M. Igor Barrière, qui a refusé de prendre part à des votes qu'il considérait comme des « sages » qui regrettaient en privé que le CSA n'ait pas choisi une attitude plus ferme. M. Larquie a donc obtenu cinq voix sur six possibles.

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) de RFI a immédiatement réagi. « M. Larquie a été réhabilité par le gouvernement tout comme M. Tesson du Moncler l'a été trois ans (...). La loi Lottin était manifeste en 1986, elle n'est pas meilleure aujourd'hui ».

[Né le 26 juin 1938 à Nay (Pyrénées-Atlantiques), ancien élève de l'École nationale d'administration (1965-1967) et de la même promotion que M. Jacques Lang, ministre de la culture, en tant que chef de mission avant de présider le conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra de Paris de 1983 à 1987. Depuis avril 1988, il est conseiller technique au cabinet de premier ministre, M. Michel Rocard, chargé des dossiers de la culture et de la communication.]

Le sort de la seconde agence de presse française

L'ACP à la merci de la puissance publique

En dépit de bilan depuis quelques jours, l'Agence centrale de presse (ACP) ne manquera pas, selon de bonnes fées, de se pencher à son chevet et à lui préconiser divers remèdes. M. Catherine Tasson, ministre déléguée chargée de la communication, a indiqué, en réponse à une question posée à l'Assemblée nationale le 29 novembre, que le gouvernement était prêt à examiner « les mesures d'accompagnement » nécessaires à la seconde agence de presse française. A condition qu'un projet économiquement viable soit formulé par l'administrateur judiciaire, M. Régis Vallot, et les parties concernées (actionnaires, salariés et clients). M. Tasson confirmait ainsi les termes de la récente lettre du premier ministre, M. Michel Rocard (le Monde du 30 novembre). L'intervention de l'ACP devait rencontrer M. Tasson dans la matinée du 1^{er} décembre, afin de se voir préciser les modalités de ces mesures ainsi que leur montant et les délais de leur application.

C'est peut-être aller vite en besogne. Compte tenu de l'état alarmant de l'ACP, qui ne dispose plus que de quelques jours de trésorerie, le gouvernement pourra tout au plus faire reporter le paiement des factures téléphoniques de l'agence et inciter les administrations publiques clientes de l'ACP à accélérer le versement de leur abonnement. Mais les véritables mesures d'accompagnement ne pourront intervenir que lorsqu'un plan de relance, économiquement viable, et surtout durable, aura été mis au point, sans doute début 1990.

Audition à l'Assemblée nationale

Mais pour les quelques semaines à venir, durant lesquelles le « fil » d'information de l'ACP doit continuer à vivre afin de permettre à l'administrateur d'élaborer le projet, chacun appelle les pouvoirs publics à la rescousse. Au cours de l'audition organisée jeudi 30 novembre par la

commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, il a été proposé de la situation de l'ACP, tous sont tombés d'accord.

Éditeurs de presse et parlementaires ont indiqué que la concurrence de l'ACP avec l'Agence France Presse (AFP) laissait au détriment de celle-ci une plus petite agence. Il faut donc que l'ACP démontre une nouvelle gamme de produits, les tests auprès du plus grand nombre de clients potentiels (médias mais aussi collectivités territoriales). « Il faut avoir une véritable politique de marketing », indique ainsi M. Jacques Saint-Cricq, président du Syndicat de la presse quotidienne régionale, président du conseil de la Nouvelle République de Centre-Ouest et administrateur de l'ACP. « Depuis dix ans, déclare-t-il, cette agence a travaillé dans le désordre dans ce domaine ». RTL a soutenu à nouveau un abandon de deux ans à l'ACP, cet engagement sera maintenu quelle que soit l'identité du repreneur, note par sa part M. Rémy Sautter, vice-président directeur général de RTL et administrateur de l'agence.

Quant à M. Jean Bistner, PDG de la Haute-Marne Libérée (Chaumont) et président du Syndicat de la presse départementale, il plaide pour la maintien du « fil » d'informations générales, moins coûteux que celui de l'AFP. Détail piquant : le Haute-Marne libérée n'est pas abonnée à l'ACP.

« Il n'y a malheureusement pas place pour deux agences généralistes en France, le marché des médias y est trop étroit », fait remarquer le PDG de l'AFP, M. Jean-Louis Guillemin. « Il est plus prudent de même dans d'autres pays ».

« Les quotidiens régionaux seraient très intéressés à participer à un nouveau tour de table, si un plan solide avec une offre bien définie de clients était mis au point », a précisé M. Saint-Cricq. Des lancements d'un tel plan, il manque « un opérateur, une volonté », a souligné M. Philippe Labrousse, délégué CFTD de l'ACP. Devant une telle absence, chacun a donc appelé l'État au chevet de l'ACP.

CHRISTIAN CHARTIER

YVES-MARIE LABÉ

M. Paretto suspend la création de son holding cinématographique

AMSTERDAM

Après avoir dû faire marche arrière à Paris en acceptant de rétroceder au groupe Rivaud le contrôle de Pathé-Cinéma, M. Giancarlo Paretto fait du surplace à Amsterdam, où il ambitionnait de concentrer l'essentiel de ses activités cinématographiques en Europe.

L'instrument de cette réorganisation devait être la société Bobel, un observatoire d'investissement dépendant de la société Paretto et rebaptisée Pathé-Communications dans le courant de l'été. Mais l'un des principaux représentants de l'homme d'affaires italien aux Pays-Bas, M. Jan Brainstroop, a déclaré, jeudi 30 novembre, que Pathé-Communications ne procéderait pas, d'ici à la fin de l'année, à l'importante augmentation de capital prévue (de 750 millions à 3 milliards de francs).

Or cette opération boursière compliquée à l'émission d'obligations, pour un montant de 1,2 milliard de francs, était censée permettre à Pathé-Communications d'acquiescer le circuit des salles britanniques et néerlandaises du groupe Cannon (propriété de M. Paretto) ainsi que plusieurs éléments d'actif de la compagnie française Pathé. La rétrocession contraindrait la majorité de Pathé-Cinéma au groupe Rivaud (le Monde du 19 novembre) par la suspension de l'opération boursière envisagée à Amsterdam.

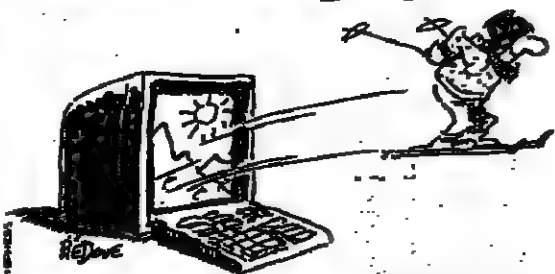
Mais M. Brainstroop a démenti cette interprétation, soulignant que le groupe Rivaud avait accepté de laisser à M. Paretto « le contrôle

opérationnel de Pathé ». Il n'est cependant plus question de l'intégration de Pathé-Cinéma par Bobel-Pathé-Communications.

S'agissant de l'augmentation du capital de Bobel, M. Brainstroop a précisé qu'elle était toujours à l'ordre du jour : « Reporter ne signifie pas annuler. Nous sommes en négociation avec plusieurs partenaires potentiels ». Mais la vigilance des autorités boursières néerlandaises (le Monde du 13 octobre) semble faire hésiter le groupe américain Time Warner à s'allier avec M. Paretto. Ce dernier a-t-on appris à source, en juin dernier, pour 90 millions de dollars (567 millions de francs) à une augmentation de capital du groupe Cannon portant ainsi sa participation à 63,5 %.

CHRISTIAN CHARTIER

Maxi neige, mini prix, minitel.



36 14 CONSOM

INFO PRIX - NEIGE

88 stations

HÔTELS, LOCATIONS, REMONTÉES MÉCANIQUES, ETC.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA CONSOMMATION

SPORTS

TENNIS : Tournoi des maîtres

Very Big Mac

En battant respectivement Aaron Krickstein et Michael Chang jeudi 30 novembre au Madison Square Garden de New-York, Ivan Lendl et John McEnroe se sont qualifiés à leur tour pour les demi-finales du Tournoi des maîtres. Les derniers matches de classement vendredi 1^{er} décembre devaient déterminer qui, de Stefan Edberg ou de Boris Becker, chacun d'eux rencontrera samedi 2 décembre.

New-York

de notre envoyé spécial

Solde avant : fermeture définitive ! Cette semaine qui aura habilement la devançant de commentaires en liquidation aurait pu tout aussi bien être placée sur le Madison Square Garden à l'occasion de ce Tournoi des maîtres, tant cette vingt-troisième édition de l'épreuve réservée aux huit meilleurs joueurs de l'année ressemble à un bouquet fané plus qu'à un bouquet final.

Il a suffi que mercredi 30 novembre, au soir de la troisième journée de compétition, John McEnroe soit face de son jeune compatriote Michael Chang pour qu'on retrouve l'ambiance électrique des grands jours. Ces deux-là sont comme l'eau et le feu, une opposition presque parfaite, gâcher contre droitier, champion sur le retour contre champion en devenir, boule de nerfs contre nerfs d'acier, l'Irlandais contre le Chinois.

Leur dernière confrontation ne remontait pas à plus d'un mois. Lors de l'Open de Paris-Bercy, John McEnroe s'est fait de son jeune compatriote le respect au dernier vainqueur des Internationaux de France. Eh bien ! Il a dû faire mercredi soir le chemin inverse, c'était Chang qui le forçait au respect. Certes John McEnroe s'est montré maître à jouer à New-York par un (54 % de première balle seulement) que lors du match parisien. Mais il a dû convenir que la vitesse de réaction et de déplacement de son jeune compatriote était excep-

tionnelle : « Depuis notre première rencontre à Roland-Garros en 1986, il a fait des progrès énormes. Et il n'y a pas beaucoup de joueurs sur le circuit qui sont aussi solides psychologiquement que lui, bien qu'il ait seulement dix-sept ans ». Pour preuve John McEnroe en volait le temps de réflexion (une vingtaine de secondes) que Chang finissait d'accorder, après avoir gagné le tirage au sort, pour décider s'il allait recevoir ou engager.

Bref, l'ancien champion du monde ne pensait sûrement pas se trouver embarqué dans une troisième manche de tous les dangers quand il avait composé le premier set en quatre-vingt-cinq minutes sur le score de 6-2. Il s'est très légèrement déconcentré à l'attaque de la deuxième manche alors qu'il aurait dû sentir que le danger n'était pas écarté : sur trois jeux de service, John McEnroe avait eu effet d'éclat cinq balles de break. Et ce défaut de vigilance l'a contraint à une longue et vaine course-poursuite : après avoir remonté de 1-4 à 5-5, il a perdu ce set 5-7 en concédant un deuxième break.

Le rôle des radars

« Il faudrait que j'améliore mon jeu de jambe, mon coup droit, mon revers, ma vitesse de réaction, ma volée et surtout mon service », avait dit Michael Chang en commentant sa défaite deux jours auparavant face à Ivan Lendl. Or, même si le poids de la balle du Tchecoslovaque n'est pas comparable à celui qui lui imprime l'Américain, il semblait que quarante huit heures avaient été suffisantes au numéro cinq mondial pour atteindre ses objectifs.

John McEnroe n'est-il alors souvenu des propos de Michael Chang au POB : « Je voudrais battre au moins une fois John dans ma carrière pour pouvoir le raconter à mes enfants » ? S'est-il dit qu'il ne voudrait pas avoir à raconter, lui, à ses enfants comment il s'est fait battre un jour à New-York par un jeune Chinois ? L'ancien champion du monde a pris un départ tonitruant dans la dernière manche. Il a mené 5-2. Et il servait pour le match. A 30-15 le retour de Chang

s'arrêta dans le filet. Cela faisait deux balles de match. Mais, bien que le radar qui surveille le carré de service n'ait pas sifflé pour signaler une faute, le juge de ligne a annoncé « out ».

Cela changeait tout. Et John McEnroe sentait maintenant qu'il ne devait pas desserrer d'un pouce son étreinte. Il alla donc parlementer avec le juge de ligne. Celui-ci décida d'accorder un set, c'est-à-dire deux nouvelles balles de service. Cela n'a pas été du goût de Chang ni du public. McEnroe défilait sa première balle dans un concert de sifflets. Elle était fautive. Le retour du second engagement était gagnant. Chang égalisait 30-30, et McEnroe était saisi par la peur de perdre. Deux montées hasardeuses au filet lui coûtèrent définitivement son service alors qu'il avait été à deux points de la victoire.

Quand il servit à nouveau pour le match à 5-4, John McEnroe n'avait toujours pas retrouvé sa sérénité, et Michael Chang était tout prêt de réaliser son rêve. Deux fautes directes de McEnroe lui ont donné deux premières balles de 5-5. Le gain allait-il rebondir à son aise le même « coup » qu'à Ivan Lendl à Roland-Garros ? Cela semblait dans l'ordre des choses. Mais au moment précis où il allait porter l'escouade, il a commis trois fautes monstrueuses. « Réductrices d'une fébrilité dont on ne le soupçonnerait pas, qui allaient sauver McEnroe au bout de deux heures trois quarts de combat ».

« Je vous assure que je ne suis pas paranoïaque, mais je suis sûr que ces machines de contrôle des services savent qui je suis et m'en veulent », avait noté au cours d'un précédent match John McEnroe. Les radars l'ont peut-être dans le collimateur, mais il est certain qu'après trois ans d'absence c'est bien le grand McEnroe qui est de retour au Madison Square Garden. Lui seul, mercredi soir, pouvait se sortir des griffes de Michael Chang. En tout cas ce n'est vraiment pas par hasard qu'à trente ans sonnés il se classe parmi les cinq premiers joueurs du monde avec l'ambition retrouvée de « chauffer » les plus haut classés.

ALAIN GRAUO

FOOTBALL : un club et la concurrence des programmes

Saint-Seurin brouillé par la télé

L'équipe de football de Saint-Seurin-sur-l'Isle — un village girondin de 2 500 habitants — poursuit son apprentissage dans le championnat de France de football de seconde division. Mais le maire, également président du club, s'inquiète de la concurrence des matches retransmis sur Canal Plus, qui risque de vider son stade.

SAINT-SEURIN-SUR-L'ISLE

de notre envoyé spécial

Un village de Gironde égaré parmi les vignes de Pomerol et de Saint-Émilion, bati sur les rives de l'Isle, à 50 kilomètres à l'est de Bordeaux, Saint-Seurin-sur-l'Isle, 2 500 habitants, quelques usines, une église, des Galeries saint-seurinoises très au fait de la « mode de Paris », un Hôtel des Voyages. Jusqu'au mois de juillet, le bourg semblait se contenter de cette gracieuse modernité. Seule la présence du champion olympique de saut d'obstacles Pierre Durand et de son cheval Jappeloup, qui s'entraîne au centre équestre de la commune, contribuait quelque peu à son renom. Mais c'était bien insuffisant pour rivaliser avec les voisins millésimés.

En accédant au championnat de France de football de seconde division, l'équipe locale a inscrit

l'ensemble du village dans le livre des records. Jamais une commune si modeste n'avait été représentée à ce niveau au côté de villes comme Rennes ou Le Havre. Jamais un club doté d'un budget si restreint (6,5 millions de francs) n'avait osé se mesurer à des concurrents dix fois plus fortunés. « Folie », protestent alors certains. « Une chance à saisir », réplique M. Marcel Berthomé, soixante-huit ans, qui cumule les fonctions de maire (sans étiquette) depuis 1971 et celles de président du club de football.

« Au chaud entre amis »

Six mois plus tard, le bilan est positif. L'équipe occupe la seizième place du groupe B de seconde division. Elle n'a jamais été ridicule face à des adversaires plus cotés, autre en moyenne deuxième du championnat. « Une chance à saisir », réplique M. Marcel Berthomé, soixante-huit ans, qui cumule les fonctions de maire (sans étiquette) depuis 1971 et celles de président du club de football.

Ainsi est-il actuellement confronté à un problème qui pourrait avoir des répercussions sur les finances de son club.

A compter du dimanche 3 décembre, et jusqu'à la fin du mois de février, les équipes de première division disputeront leurs matches le dimanche après-midi et non plus le samedi soir. Conséquence directe de ce changement : les rencontres traditionnellement retransmises par Canal Plus la veille de la journée de championnat (afin d'éviter la concurrence avec les autres matches) ne seront plus proposées aux abonnés le vendredi mais le samedi. Conséquence indirecte : les clubs de seconde division, qui jouent justement le samedi, auront bien du mal à convaincre leurs supporters de venir en stade.

« Cela nous fera perdre entre 40 % et 50 % de nos spectateurs. Les gens préféreront rester au chaud entre amis à regarder un match de vedettes à la télévision », se plaint M. Marcel Berthomé, qui regrette le « manque de concentra-

tion entre petits et grands clubs ». M. Jacques Thébaud, administrateur de la Ligue nationale de football, lui répond que les clubs inquiétés par cette concurrence ont la possibilité de changer à leur guise la date de leurs matches, autrement dit de jouer vendredi, samedi ou dimanche. Contre-attaque du maire de Saint-Seurin : « En milieu rural, les gens ne sortent pas le vendredi soir ».

M. Jacques Thébaud, lui, préfère parler de « léger préjudice » et promet d'évoquer le sujet avec les responsables de Canal Plus. Il rappelle aussi que les clubs de seconde division perçoivent chaque année d'importantes sommes d'argent (en moyenne 1,5 million de francs par an) provenant de la vente de ces images. M. Marcel Berthomé ne nie pas l'existence de ces dédommagements mais il comprend mal pourquoi il ne serait pas possible d'encadrer ces dividendes tout en garantissant les tribunes de son stade.

Philippe Broussard

Les résultats

TENNIS	
Tournoi des maîtres	
Journée du 30 novembre	
Groupe Rod Laver	
I. Lendl (Tch., n° 1) b. A. Krickstein (E.-U., n° 3) 6-3, 6-3, 6-3.	
J. McEnroe (E.-U., n° 5) b. M. Chang (E.-U., n° 8) 6-2, 5-7, 6-4.	
Groupe Ian Macrae	
B. Gilbert (E.-U., n° 7) b. A. Agnelli (E.-U., n° 6) 3-6, 6-3, 6-3.	
1 ^{er} entre parenthèses la nationalité et le classement pour le Grand Prix 1989 (les joueurs).	
SKI	
Coupe du monde	
Le Suisse Urs Kaelin a remporté, jeudi 30 novembre, la station plant de Waterville Valley (Etats-Unis), comptant pour la Coupe du monde de ski alpin. Premier Français, Franck Piccard a terminé à la quatrième place.	

THEATRE

L'OU

Amity & sans fare



Maggiani sur le qu

pour ceux qui ne veulent pas se laisser impressionner par les apparences, le Big Mac est une véritable révolution. C'est un hamburger qui a été conçu pour résister à la chaleur, à la pluie, au vent, à tout. C'est un hamburger qui a été conçu pour être mangé partout, à tout moment, avec tout le monde. C'est un hamburger qui a été conçu pour être le plus grand succès de McDonald's.

Le Big Mac est un hamburger qui a été conçu pour résister à la chaleur, à la pluie, au vent, à tout. C'est un hamburger qui a été conçu pour être mangé partout, à tout moment, avec tout le monde. C'est un hamburger qui a été conçu pour être le plus grand succès de McDonald's.

Le Big Mac est un hamburger qui a été conçu pour résister à la chaleur, à la pluie, au vent, à tout. C'est un hamburger qui a été conçu pour être mangé partout, à tout moment, avec tout le monde. C'est un hamburger qui a été conçu pour être le plus grand succès de McDonald's.

Le Big Mac est un hamburger qui a été conçu pour résister à la chaleur, à la pluie, au vent, à tout. C'est un hamburger qui a été conçu pour être mangé partout, à tout moment, avec tout le monde. C'est un hamburger qui a été conçu pour être le plus grand succès de McDonald's.

Le Big Mac est un hamburger qui a été conçu pour résister à la chaleur, à la pluie, au vent, à tout. C'est un hamburger qui a été conçu pour être mangé partout, à tout moment, avec tout le monde. C'est un hamburger qui a été conçu pour être le plus grand succès de McDonald's.

Le Big Mac est un hamburger qui a été conçu pour résister à la chaleur, à la pluie, au vent, à tout. C'est un hamburger qui a été conçu pour être mangé partout, à tout moment, avec tout le monde. C'est un hamburger qui a été conçu pour être le plus grand succès de McDonald's.

THÉÂTRE

L'Ouest, le vrai

La « Ballade de Calamity Jane » et « Not' bon Louis » brossent deux portraits sans fard : une ravageuse et un roi déchu



Odile Roire et Jean-Yves Chatalet

« Un hommage aux sous-prolétaires de l'Ouest, marins des prairies aux mains calleuses, mal rasés, mal nourris » — ainsi Jean-Pierre Léonardini annonce-t-il, dans la brochure-programme découpée en forme de bison, sa *Ballade de Calamity Jane*, « western théâtre-musical ». Et la photo de l'auteur nous montre un Léonardini de circonstance, buriné, couronné, noirci par les feux de la prairie, style « féroce infirme retour des pays chauds ».

Hollywood a doré la pihule en prêtant aux pauvres cow-boys les traits et la carrure d'un Gary Cooper, nous explique Léonardini. Et il cite le rôle du pauvre Wild Bill Hickok, joué en effet par le superbe Gary Cooper dans un film de Cecil B. De Mille où Barbara Stanwick interprétait Calamity Jane, *Une aventure de Buffalo Bill*, (Wild Bill Hickok, le plus proche copain de Buffalo Bill, était le bonhomme de Calamity Jane.)

Et c'est vrai, des centaines de westerns hollywoodiens ont trinqué la vie dans l'Ouest, du temps de l'implantation, sauf pour ce qui est des exterminations des Indiens. Mais en revanche, le tout premier film du même Cecil B. de Mille, *Le Mari de l'Indien*, montrait les choses avec une certaine vérité : ni les Indiens, ni les cow-boys, ni les immigrants, dans l'ensemble, n'y étaient défigurés, et de Mille tenait à cette vision de l'Ouest, car il a tourné deux remakes de ce film, en 1918 et 1931. Il y a aussi des westerns d'un ton juste, comme la *Revanche d'un homme nommé Cheval*, d'Irvin Kershner, ou

le *Gang des frères James*, de Walter Hill, sans compter les films « à part », les exceptions, telle la belle *Vengeance aux deux visages*, de Marion Brandou.

Pas tendre avec les Sioux

Mais le spectacle de Jean-Pierre Léonardini n'est pas seulement un salut amical à tous les « westerns du monde réel », il évoque aussi une autre branche du western, moins connue, le « western musical ». Car cette *Ballade de Calamity Jane*, en fait, deux auteurs : Anne Sylvestre a écrit la musique de la pièce et les chansons. Or il y a eu des westerns musicaux, appelés *horse operas*, qui étaient le plus souvent joués par des Noirs.

Calamity Jane, pseudonyme de Jane Canary ou Conarray, 1852-1903, sévissait donc dans le Montana, parmi les assistants de Buffalo Bill. Pas tendre avec les Sioux, bien résistante à l'alcool, elle était plus crâne que pas mal de cow-boys hommes. Elle était, en privé, une « vraie mère ». Aussi Viviane Théopoldine, qui met en scène la *Ballade de Calamity Jane* avec énergie et allant, a-t-elle bien raison de faire appel à deux actrices pour figurer cette virago-phénomène : Odile Roire, plutôt douce, et Anne Sylvestre elle-même, plutôt brusque.

Sur fond de pampas et de bisons, cette pièce drôle, pas bête, aux « couleurs naturelles », file un train d'enfer, conduite par Jean-Yves Chatalet en Wild Bill Hickok. Le clou de la soirée est un formidable

trio de « filles » de saloon, chanté par Christine Combe, Anna Kupfer et Elodie Bear. Ce numéro hors pair, comme les excellentes chansons d'Anne Sylvestre, sont comme chez eux au Bataclan, qui était le meilleur café-conc' de Paris lors de sa création en 1864.

Un procès étrange

L'action du premier acte est située au Temple, peu de jours avant l'exécution du roi. Mais les auteurs jonglent un peu avec les dates, puisqu'il semble que Louis XVI reprenne la leçon de Guilloin, venu lui proposer les plans de la machine destinée à remplacer la roue et la pendaison, machine mise au point par un chirurgien français, Antoine Louis, et un fabricant allemand de harpes, Schmitt. Or c'est le début d'octobre 1789 que Guilloin présente le projet à l'Assemblée.

Ensuite, il faut descendre quelques étages, et dans une salle plus grande du donjon nous assistons à un procès étrange : Louis XVI est la partie civile, les accusés sont Marat, Philippe Egalité, et le clerc d'huissier Stanislas Maillard, qui allait participer aux journées du 10 août et du début septembre 1792. Mais ici c'est l'invasion du palais de Versailles, le 6 octobre 1789, qui est reprochée aux accusés, et il est vrai que cette manifestation donna lieu à une enquête, à une intervention de la justice, alors que quelques semaines auparavant, les fureurs du 14 juillet et des jours suivants, qui n'étaient pas allées sans bavure, furent tenues pour de l'enthousiasme, des joies innocentes.

Dans ce château de Vincennes, où la pièce est jouée, Diderot et Mirabeau, entre autres, avaient été enfermés avant 1789, mais depuis 1784, ce n'était plus une prison.

Not' bon Louis est une œuvre très étrange. Louis XVI n'y est pas caricaturé, ni Marie-Antoinette, ni Marat. Comme si ces figures étaient saisies une fois en dehors de l'Histoire. En regard, les événements réels de ces années 1789-1793 semblent fantasmagoriques. Les acteurs de la Compagnie du Labyrinthe, mis en scène par Serge Sandoz, ont un jeu d'un relief, d'une finesse, étonnants : Delphine Rich (la reine), Charles Schneider (le roi), Pierre Poirat (Guilloin), Fabien Oréier (Hébert), Jean O'Connor (Marat), Thierry de Frocourt (Philippe Egalité), Stéphane Naigou (Maillard).

MICHEL COURNOT

► La *Ballade de Calamity Jane*, Bataclan, 20 h 45. Jusqu'au 31 décembre. Tél. : 48-08-21-11 et 47-00-30-12.

► *Not' bon Louis*, Donjon du théâtre de Vincennes, 20 h 30. Jusqu'au 17 décembre. Tél. : 43-07-03-57.

► Athénée-Louis Jouvét, 20 h 30. Jusqu'au 23 décembre. Tél. : 47-42-67-27.

VARIÉTÉS

Régine sur scène

Du 3 au 10 décembre, la reine de la nuit présente, à la Cigale un spectacle de ses chansons connues

Régine chante. Pendant ces derniers mois, elle s'occupait presque uniquement du fameux restaurant Ledyon, qu'elle a repris, non sans mal. A présent ça coule et ne suffit plus à canaliser son énergie. Elle ne se voit d'ailleurs pas en femme d'affaires et laisse les comptes et les papiers aux spécialistes. Elle fait ce qu'elle sait faire : « rendre les choses vivantes, vraies ».

Régine sait en tout cas émouvoir avec sa voix qui s'élève sans déronner, avec son panache, ses yeux qui démentent son rire, avec l'insolence de son humour. Régine, qui sait beaucoup de choses, sait aussi donner sans tricher l'émotion comme la déraison. Les chanteuses réalistes qui ne craignent pas de s'arracher le cœur, il n'y en a plus tellement. Il y a Régine. Je suis réaliste et positive. Pour mon métier, je vois beaucoup de monde, j'écoute les confidences, mais en même temps, j'adore et j'ai toujours adoré les filles des coins de la rue qui chantaient dans un entonnoir et vendaient des petits formats. Je me voyais comme ça quand j'étais gosse. Je ne peux pas dire à quel ça correspond. A l'exception de titre comme la *Grande Zou ou Pouchouli*, mon existence est le contraire de ce que je défends sur scène. Finalement, la chanson populaire, avec son côté émotionnel, fait flasher les gens, y compris les jeunes plongés dans le rock. Quand on leur demande qui les a

influencés, ils parlent toujours d'artistes traditionnels, genre Judy Garland pour les Américains. Moi, c'est Frédéric. Quand j'étais gosse, aux fêtes de famille — qui étaient rares, — je montais sur la table, mon père me demandait des titres et me donnait des sous. La femme du bougnat d'à côté se mettait à chanter et se lançait dans le répertoire Frédéric. Je faisais comme elle, je chantais *Tai qu'il est, il me plaît*. Et Chevalier, Tino, Charles Trenet. Je les connaissais tous. A Aix-en-Provence, je sortais du couvent, je me précipitais au casino où mon père jouait, il n'avait que ça à faire. Le samedi, je voyais deux fois toutes les stars de l'époque. Un jour, un Anglais de vingt-cinq ans m'a demandé si j'avais connu Piaf, et il a soupiré : « J'aurais voulu naître plus tôt ».

Chacun traduit à sa manière les chansons populaires, et moi, à la mienne, c'est quand je me balade en robe de chambre, pas maquillée. Me montrer telle quelle ne me gêne pas. Je me déguise pour faire la mondaine comme pour aller sur scène. J'aime ça. A tort ou à raison, la nuit n'est pas prise en considération. A tort selon moi.

Ces dernières années, j'en avais bavé, j'avais dû démolir l'univers que j'avais bâti et dans lequel je pensais être confortablement installée. Je courrais de pays en pays, je voyais plus mes amis, j'arrivais tout

juste à chanter. On a dit que je m'étais arrêtée pendant quinze ans, ce n'est pas exact. J'ai dix ans de tournées classiques en province, dans des endroits sinistres, où on n'a pas de place sur le plateau, où il y a des fuites d'eau dans l'unique loge, avec un seau en dessous. Et à minuit tout est fermé, tout est étouffé. Pour moi ce n'est pas possible. Je m'accrochais au téléphone. Quand le Sporting de Monte Carlo m'a proposé un show par an, habillée par André Levasseur, accompagnée par Aimé Barelli, bien sûr que j'ai empoigné ça. Ça a duré dix ans. Il m'est resté à peu près deux cents costumes.

Il y a cinq ans, j'ai décidé de me débarrasser de tout ce qui m'encombrait, même si ça me rapportait beaucoup d'argent. Il y a dix-sept ans, quand je suis arrivée, le Brésil était en plein boom économique, la fête dans la rue était permanente. Pour rien au monde à présent, je n'ouvrais un club là-bas, à côté de la misère.

Mon show de la Cigale est une évocation du Jimmy's. Le spectacle est épuré, les numéros présentent des situations précises, une histoire avec sa logique. Je m'intéresse surtout aux paroles. La musique est un ensemble ; je la chante comme je la ressens. Mon oreille traduit fidèlement ce qu'elle entend. Je prends des leçons depuis cinq ans avec Mme Charlot, mon mari y tient.

Je ne suis pas une chanteuse de salle de bain, il me faut les lumières, la scène, je n'aime que ça, je suis exhibitionniste. Et directe. Sans mystère. Je n'arrête pas de raconter ma vie, pourtant on raconte des trucs incroyables sur moi, sur les « grands » que je connais. Je connais plein de « petits », mais si je veux qu'on parle de moi, si je veux servir mon métier, je choisis de montrer ma photo avec une vedette, parce que celle avec le copain anonyme, elle ne passera pas et puis c'est tout.

Quand on me dit : « Vous avez une revanche à prendre sur votre jeunesse », on se trompe. Ma jeunesse a parfois été dure, j'ai vécu dans une période particulièrement difficile, mais je n'ai pleuré pas toutes les cinq minutes. Ce qui arrive, bon ou mauvais, on ne va pas en faire un plat. Si les gens de ma génération s'étaient arrêtés sur ce qui n'allait pas, il n'y aurait plus personne.

Naturellement, on n'est jamais complètement tranquille. Je ne suis pas bêtement méfiante, mais attentive, sur le qui-vive. Personne ne peut plus empêcher ça. Je ne pense jamais que j'ai réussi. Chaque matin, je me donne un coup de pied pour gagner la place de première. Je ne suis pas dominatrice, je suis une guerrière. On ne me prend plus au dépourvu.

Propos recueillis par COLETTE GODARD
► La Cigale — du 3 au 10 décembre. Soirée à 20 h 30. Matinée le dimanche à 16 heures.



Régine

OPÉRA

Un Barbier sans grande qualité

Contresens pour le retour de Rossini salle Favart

On est heureux de voir la salle Favart fonctionner, et avec un spectacle lyrique, preuve que certains crurent toujours à la vocation première de notre Opéra-Comique. Quelle œuvre y serait mieux à sa place que le *Barbier de Séville* ?

Domage que la production de l'Opéra de chambre de Varsovie soit si constatable, tant dans l'interprétation que dans la mise en scène. Les artistes que j'ai entendus faisaient, certes, partie de la distribution B, à l'exception de la Rosine A (Eugenia Rezier), au timbre assez large et grave comme il convient, qui chante cependant de manière un peu morne,

avec des vocalises pas toujours très justes dans l'air.

Un aimable petit comte Almaviva, au chant précautionneux, un gentil Figaro, sans beaucoup de voix et d'abattage, un Bartolo gâteux, un Basilio vintard, tous ces êtres sans épaisseur nagent dans une mise en scène de Jitka Stokalska (qui, elle, vaut pour les deux distributions), dépourvue de colonne vertébrale.

Impossible de retrouver la robuste santé de Rossini dans ces numéros d'opérette écoulée, ces mimiques assommantes qui viennent sans cesse se mettre dans les jambes des chan-

teurs, et la gestualité de ces personnages, de Bartolo en particulier réduit à un pantin grotesque.

Le blanc décor de tournée, assez simpliste, et les costumes amusants de Lucia Kossakowska donnent quelque piquant à cette soirée, soigneusement accompagnée par l'Orchestre Sinfonietta de Varsovie, que dirige un chef bolivar, Ruben Silva, sans grand dynamisme ou fantaisie.

J.L.

► Prochaines représentations les 1^{er}, 2 décembre (19 h 30) et 3 décembre.

10 REPRÉSENTATIONS
DU 6 AU 16 DÉCEMBRE, 20H45
DIM. 10.17H

FÉROÉ, LA NUIT.
MICHEL DEUTSCH
MISE EN SCÈNE
GEORGES LAUVAUDANT
LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

VIVEZ CHATEAU MONTPARNASSE

- 2 PIÈCES À PARTIR DE 1.250.000 FRS
- 3 PIÈCES 2.200.000 FRS

HABITABLES DE SUITE.
VISITE SUR PLACE :
LE SAMEDI DE 10 À 18 H
ET LE DIMANCHE DE 15 À 18 H
42, RUE RAYMOND LOSSEERAND
(PLACE DE CATALOGNE)

ME
michel bernard

CULTURE

MUSIQUES

Vent d'est sur Trapani

Un quatuor tchèque et un trio arménien en vedettes

TRAPANI (Sicile)

de notre envoyé spécial

Au moment où souffle sur l'est de l'Europe un grand vent de liberté, on a accueilli avec joie, au concours de Trapani, en Sicile, la victoire d'un quatuor tchèque et d'un trio arménien, devant plus de trente ensembles divers.

Une joie un peu assombrie par la décision du jury de ne pas décerner de premier prix et de placer les deux groupes au deuxième rang ex-aequo. Ce qui est dommage, car le quatuor Skampa, très jeune encore et parfait, certes, manifeste aussi bien dans Brahms que dans Dvorak et Janacek, un souffle lyrique, une sensibilité musicale, une qualité instrumentale, qui annoncent un vrai quatuor, presque à la manière des Takacs à leur première apparition à Evian. Le jury de la presse leur a d'ailleurs réservé le prix de la meilleure interprétation d'une œuvre romantique.

Très touchantes sont les Arméniennes aux yeux noirs du trio Oga-

niessien, toutes trois professeurs au Conservatoire Komitas d'Erevan. Mais quand elles jouent Mozart, Babadjanian ou Chostakovitch, ce sont de superbes conquérantes, au tempérament de feu, ce qui n'exclut nullement le sens de la ligne, la richesse de la polyphonie, et beaucoup de chatoiements sonores surtout chez la pianiste et chez la violoncelliste, la violoniste devant chercher à enrichir une sonorité un peu verte. A elles aussi a été attribué le Prix du jury de la presse pour l'interprétation d'une œuvre contemporaine.

D'excellent niveau également le jeune violoncelliste italien Alfredo Persichelli (troisième prix), puissant, généreux, superbe dans la Sonate en si mineur de Brahms, un peu mal à l'aise dans la Troisième Sonate, op. 69 de Beethoven, ainsi que son partenaire, le pianiste Buford Price, précis mais assez sec.

Deux duos piano et violon n'avaient guère leur place en finale. On leur aurait préféré, dans la même catégorie, Jan et Noriko Van Weijenberg-Murali (Belgique), au jeu encore

frêle, mais fin et vibrant. Et l'on regrette, comme Pierre Pierlot, le grand hautboïste français, que le jury n'ait gardé, pour la dernière épreuve, aucun des groupements d'instruments à vent, appelés pour une fois à concourir. Si le quintette à vent Tiepolo (Allemagne fédérale), qui a donné une interprétation fort spirituelle de la Kleine Kammermusik, op. 24 n° 2 de Hindemith ni surtout le duo clarinette et piano Dasan Mihely-Ivo Jancik (Tchécoslovaquie) après leurs interprétations très lyriques d'une Sonate de Brahms, pédales, pétarades de la Sonate de Poulenc. De vrais musiciens.

Il serait dommage que ces résultats découragent les bois et les cuivres de venir à Paris, car ce concours, organisé par les Pavarini avec une ténacité à toute épreuve, est le plus accueillant qui soit pour tous les genres de musique. Les artistes français, absents de cette édition, auraient certainement une belle carte à jouer ici, comme le Quatuor Ysaye en 1987.

JACQUES LONGCHAMPT

ROCK

Le feu galactique de Galaxie 500

C'est le genre de trio qu'on croise tous les jours dans les petites rues du Marais. Trois étudiants américains, deux garçons une fille, qui ont laissé les campus de Boston pour un tour d'Europe. Mais ils ne passent pas toutes les semaines à l'American Express pour toucher le mandat de pipas. Le soir, ils jouent du rock et on les paie.

A Paris, Dean Wareham (guitare, chant), Naomi Wang (basse), et Damon Krukowski (batterie) ont passé l'après-midi à visiter la pyramide de Pé et la soirée à jouer au New Moon, le joli petit club de la rue Pigalle.

Ils se connaissent depuis longtemps, rencontra au lycée, à New-York, retrouvés à l'université à Boston. Dean et Damon ont commencé à jouer au début des années 80 - des morceaux de Clash, on était

naïfs. Naomi a dessiné des rideaux de scène, puis s'est lancée à la basse, comme souvent quand il faut caser une fille dans un groupe.

Ils ont appelé leur groupe Galaxie 500, du nom d'un modèle de Ford des années 60, une voiture ignoble, en espérant évoquer un groupe disco du début des années 70. La conclusion logique est, bien sûr, que leur musique n'a strictement rien à voir avec ces deux références. Plutôt que de jouer vite et fort pour masquer leurs déficiences (même si Wareham est un guitariste intéressant), ils prennent leur temps sur des tempos moyens, lisent des mélodies réverses sur des suites d'accords simplistes.

Ils sont allés chercher très loin dans le temps ce qu'ils ne trouvaient plus sur place : un peu d'humour et d'innocence, d'intégrité, entre les

débuts de Soft Machine, le Velvet underground des premiers albums, et un peu plus tard, Jonathan Richman. En puis, sans trop le faire exprès, ils sont devenus pros. Ils viennent de sortir *On Fire*, chez Rough Trade : sur disque, ils trouvent quelques trucs de production (un petit solo de sax, une reprise inattendue, *Isn't it a Pity*, de George Harrison) qui animent un peu ce paysage immobile et charmant.

Ils professent pour certains groupes obscurs des années 60 la même dévotion que les cinéastes de la nouvelle vague pour Aldrich ou John Berry : « Regardez les *Thirteenth Floor Elevators*, ils ont fait un album merveilleux et ils ont disparu, c'est bien, non ? » Très bien, Galaxie 500 n'a plus qu'à disparaître.

THOMAS SOTINEL

► On Fire, disque, cassette, CD Rough Trade, distribution Virgin.

1.500.000 SPECTATEURS

PRIX DU MEILLEUR ACTEUR
PRIX SPECIAL DU JURY
PRIX DU CINEMA EUROPEEN 1989

GRAND PRIX DU FESTIVAL EUROPEEN
DE VIAREGGIO

MEILLEURE REALISATION FRANCAISE
PRIX GEORGES DE BEAUREGARD 1989

MEILLEURE CONTRIBUTION ARTISTIQUE
FESTIVAL DE TOKYO 1989

UN MONUMENT!



SABINE AZEMA

"L'art et rien d'autre"

VENTES

Les riches « Noces » de M. Tsurumaki

La vente d'un tableau de Picasso pour 300 millions de francs à un industriel japonais

C'est un industriel japonais, M. Tsurumaki, qui a acheté le 30 novembre, le tableau de Picasso, *Les Noces de Pierrette* vendu aux enchères à Paris.

M. Tsurumaki se trouvait à Tokyo, donnant son ordre d'achat par téléphone à une salle

TOKYO

de notre correspondant

Le nouveau propriétaire des *Noces de Pierrette*, M. Tsurumaki, âgé de quarante-six ans, fait partie de cette nouvelle vague d'entrepreneurs nippons qui ont amassé leur fortune en quelques années à la faveur de spéculations foncières et boursières. La somptueuse réception qu'il offrait jeudi soir, 30 novembre, dans un hôtel de Tokyo, tout en achetant par téléphone le Picasso, témoigne à la fois de son aisance et de solides appuis politiques : parmi les invités, on remarquait l'ancien premier ministre Takashita, compromis dans le scandale politico-boursier, Recruit.

La percée de M. Tsurumaki laisse perplexes. Et se présente à l'esprit le profil d'un autre de ces « jeunes loups » de l'économie nipponne : M. Ezoe, ex-président de Recruit, qui, à la tête d'une entreprise publiant des offres d'emploi, devenait en quelques années l'un des trente plus gros contributeurs du Japon et fut arrêté pour avoir soudoyé politiciens et hauts fonctionnaires.

Né dans une famille modeste de la province de Fukushima, M. Tsurumaki est « monté » à Tokyo après ses études secondaires pour y

créer une entreprise métallurgique. En 1978, il se lançait dans la promotion immobilière dans la région de Tokyo, où ces quatre dernières années les prix des terrains se sont envolés. C'est ainsi qu'il acheta un vaste terrain dans la préfecture de Oita (île du Kyushu) où il se propose aujourd'hui de construire un circuit automobile et un complexe touristique-sportif doté d'un musée, dont la pièce centrale sera les *Noces de Pierrette*.

« Nous n'avions pas de plafond »

« Nous voulons marier le sport et l'art », nous dit M. Takeshi Inaba, directeur général de Nippon Autopolis, société qui gèrera le complexe et a acquis le Picasso. Elle a été créée en juillet 1988, avec un capital de 800 millions de yens (pratiquement le prix du tableau). Un investissement, un peu lourd pour une entreprise à ses débuts ? « Non, nous avons les reins assez solides et nous emprunterons », rétorque M. Inaba.

Pou connu jusqu'à son achat de l'une des toiles les plus chères du monde, M. Tsurumaki avait cependant déjà fait parler de lui dans le monde des marchands d'art (il a commandé à acheter des tableaux il y a une dizaine d'années). Il sem-

blait déterminé à obtenir le Picasso. « Nous n'avions pas fixé de plafond aux enchères », poursuit M. Inaba.

M. Tsurumaki est désormais entré dans le club. Comme M. Shigeki Kameyama, marchand de voitures, lui aussi du Kyushu, qui a récemment acheté 26 millions de dollars, le *Miroir de Picasso*, chez Sotheby's, et surtout M. Yasunichi Morishita, cinquante-sept ans, qui vient de prendre une participation dans le capital de Christie's. Il a acheté, le 27 novembre à Londres, un autre Picasso, *La Maternité*, après avoir acquis au début du mois, à New-York, une toile du même artiste, *Am Lapin agile* (pour 43 millions de dollars). Aujourd'hui à la tête d'une galerie d'art de Tokyo, Aska International, M. Morishita a fait sa fortune sur le marché des prêts parallèles (à taux usuraux).

Il y a des pans d'ombre dans ses activités : il fut condamné (avec succès) en 1986, pour un petit scandale boursier ; l'année suivante, sa maison, à Tokyo, était la cible de tireurs mystérieux et, en 1988, il était poursuivi par la fisco pour fraude fiscale. Chez les marchands d'art internationaux, il a cependant la réputation de payer « rubis sur l'ongle ».

PHILIPPE FONS

Le fantôme d'Andy

La communion commence à l'heure, le parterre installé en bon ordre, avec sifflement de fournales et de costumes sombres. Un peu sombres pour 10 heures du matin. Mais quel ? Tokyo correspond, « Les enchères seront exprimées en yens », murmure Warhol vendu en yens avenue Montaigne, c'est exotique, mais mal commode. Seul avantage : on ne parle que de millions, ce qui vaut mieux. Sinon, on s'aperçoit plus vite encore que les *Ladies and gentlemen* du divin Andy se vendent mal, lentement, péniblement. A Tokyo, Mr Binoche paraît un rien dépité. Gros plan sur ses lunettes rondes. Du bzz, il fait un geste assez semblable à celui du pêcheur à la ligne qui fait frémir son fil quand ce ne mord pas. A Paris, les spectateurs bavardent, une jeune femme lit son journal, il n'y a rien à voir. Pas même les œuvres de Warhol, qui sont au Japon. Les deux téléviseurs diffusent des reproductions. La retransmission par satellite diffuse les sifflements, dont les couleurs sont fort différentes. On s'étonne. Warhol, le saint du cathodique, à son tour victime

de la télévision, trahi par elle, trahi par l'un de ses instruments favoris, serait-ce une revanche ? Non, c'est seulement le paroxysme du fantomatique, que, justement, Warhol a mis en images toute sa vie durant. Il n'y a pas de tableaux, il y a des simulacres de tableaux, que les « beautiful people » qui lisent jadis *Interview* hésitent à acheter. Mr Binoche perd patience. Il explique formellement à la planète qu'il vend de « vrais Warhol », « signés », des toiles que l'artiste avait exécutées lui-même. D'authentiques Warhol, en somme, c'est-à-dire d'authentiques dérisions de la vérité, d'incontestables évanescences, des leurres certifiés. N'empêche. Ces vrais faux portraits font peur. L'argent ne va pas vers ces illusions données pour telles.

Miracle : Warhol triomphe à titre posthume, parce que ses tableaux font fuir, parce qu'à mesure que se succèdent les numéros l'air se glace, la salle tombe dans la torpeur, les regards se font mornes, les gestes imprécis, les mots hésitants. « Cette très belle œuvre », s'évertue le

commissaire-priseur, en vain. Le doute s'est installé, le malaise gagne au fur et à mesure que l'artifice de la cérémonie éclate. On a voulu, avec des procédés warholiens, inventer une vente du siècle. Le spectre d'Andy apparaît à temps pour dénoncer le spectacle. A la vingt-sixième figure de la série, la dernière, la salle est somnambule.

Ensuite, en quelques minutes qui ont paru très longues aux spectateurs, et à Mr Binoche sans doute, les *Noces de Pierrette* ont été hissées presque jusqu'au record qu'il fallait battre, le « record du monde » aux olympiades de la dépense. On aurait pu faire mieux, paraît-il. Il se peut. Mais, pour cela, il aurait fallu proscrire le diable aux cheveux blancs. Car, de ces mésaventures de millionnaires, il n'y a qu'une leçon à tirer : c'est qu'il existe encore des œuvres dangereuses pour l'ordre de l'échange, des œuvres perverses qui éblouissent les boussoles et désorientent les calculs. On pouvait en douter, par ces temps d'anesthésie par l'argent. Nous voilà rassurés. Thank you, Andy !

PHILIPPE DAGEN

CIRQUE

Alexis Gruss Junior et la chanson

Le « Cirque à l'ancienne » célèbre son quinzième anniversaire avec des airs de Piaf, d'Henri Salvador et de Brel

Les gens du cirque sont des traditionalistes qui ont su maintenir à l'affiche leur nom, leur prénom, et même souvent leur spécialité à travers les générations : d'où les dynasties Althoff, Krone, Renz en Allemagne, Ofé, Togni en Italie, Knie en Suisse, Bouglione, Fratellini, Nancy et Gruss en France.

Le premier Gruss (André-Charles) à être entré sous un chapiteau était tailleur de pierre avant de se marier avec une danseuse de cordes, Maria Martinielli, et devenir écouyer. André-Charles Gruss et sa femme eurent un fils, Armand, lui aussi écouyer. Ses deux enfants, Alexis et André, fondèrent un petit cirque familial qui, au début des années 50, se transforma en Radio-Cirque. Alexis Gruss fit alors son chemin comme maître-écouyer hors pair chez Jean Richard et sous de nombreux chapiteaux européens.

André travailla comme Auguste avec les clowns, Alex et Rhum avant de s'associer avec son propre fils, Alexis Junior, dans le nouveau cirque Gruss.

L'idée d'Alexis Gruss Junior était de redonner vie, sans ébrécher, à toute une tradition oubliée de la piste. Le succès du « cirque à l'ancienne » a permis à Alexis Gruss Junior de continuer à collecter des numéros qui ne se trouvaient plus que dans les mémoires des saltimbanques, voire sur des gravures, et à en restituer l'esprit. De 1974 à 1989, Alexis Gruss Junior a ainsi créé plus de deux cents numéros, puisque son « cirque à l'ancienne » renouvelle son programme chaque année et développe à chaque fois un thème différent. Il y a trois ans, un hommage à Degas, Toulouse-Lautrec,

Fernand Léger, le douanier Rousseau, Chagall.

Cette année, Alexis Gruss Junior a conçu son spectacle autour de la chanson française, illustrée par un numéro (*On cherche un Auguste*, d'Edith Piaf), qui lui sert de prologue. Une quinzaine de chansons sont ainsi mises à contribution, tant pour des séquences de haute école que pour des numéros de jonglage, de main à main ou de trapèze volant. A noter la prestation de sept falabellas, c'est-à-dire des chevaux argentins ne mesurant pas plus de... cinquante centimètres au garrot, dans une séquence de fantaisie sur des musiques d'Henri Salvador.

CLAUDE FLÉOUTER

► Rue de Dijon, métro Bercy. Tél. : 40-19-03-74.

SANS VISA

s de M. Tsurumai

tableau de Picasso

mises à un industriel japonais

a. 1989, par 100 millions de dollars

b. 1989, par 100 millions de dollars

c. 1989, par 100 millions de dollars

d. 1989, par 100 millions de dollars

e. 1989, par 100 millions de dollars

f. 1989, par 100 millions de dollars

g. 1989, par 100 millions de dollars

h. 1989, par 100 millions de dollars

i. 1989, par 100 millions de dollars

j. 1989, par 100 millions de dollars

k. 1989, par 100 millions de dollars

l. 1989, par 100 millions de dollars

m. 1989, par 100 millions de dollars

n. 1989, par 100 millions de dollars

o. 1989, par 100 millions de dollars

p. 1989, par 100 millions de dollars

q. 1989, par 100 millions de dollars

r. 1989, par 100 millions de dollars

s. 1989, par 100 millions de dollars

t. 1989, par 100 millions de dollars

u. 1989, par 100 millions de dollars

v. 1989, par 100 millions de dollars

w. 1989, par 100 millions de dollars

x. 1989, par 100 millions de dollars

y. 1989, par 100 millions de dollars

z. 1989, par 100 millions de dollars

aa. 1989, par 100 millions de dollars

ab. 1989, par 100 millions de dollars

ac. 1989, par 100 millions de dollars

ad. 1989, par 100 millions de dollars

ae. 1989, par 100 millions de dollars

af. 1989, par 100 millions de dollars

ag. 1989, par 100 millions de dollars

ah. 1989, par 100 millions de dollars

ai. 1989, par 100 millions de dollars

aj. 1989, par 100 millions de dollars

ak. 1989, par 100 millions de dollars

al. 1989, par 100 millions de dollars

am. 1989, par 100 millions de dollars

an. 1989, par 100 millions de dollars

ao. 1989, par 100 millions de dollars

ap. 1989, par 100 millions de dollars

aq. 1989, par 100 millions de dollars

ar. 1989, par 100 millions de dollars

as. 1989, par 100 millions de dollars

at. 1989, par 100 millions de dollars

au. 1989, par 100 millions de dollars

av. 1989, par 100 millions de dollars

aw. 1989, par 100 millions de dollars

ax. 1989, par 100 millions de dollars

ay. 1989, par 100 millions de dollars

az. 1989, par 100 millions de dollars

ba. 1989, par 100 millions de dollars

bb. 1989, par 100 millions de dollars

bc. 1989, par 100 millions de dollars

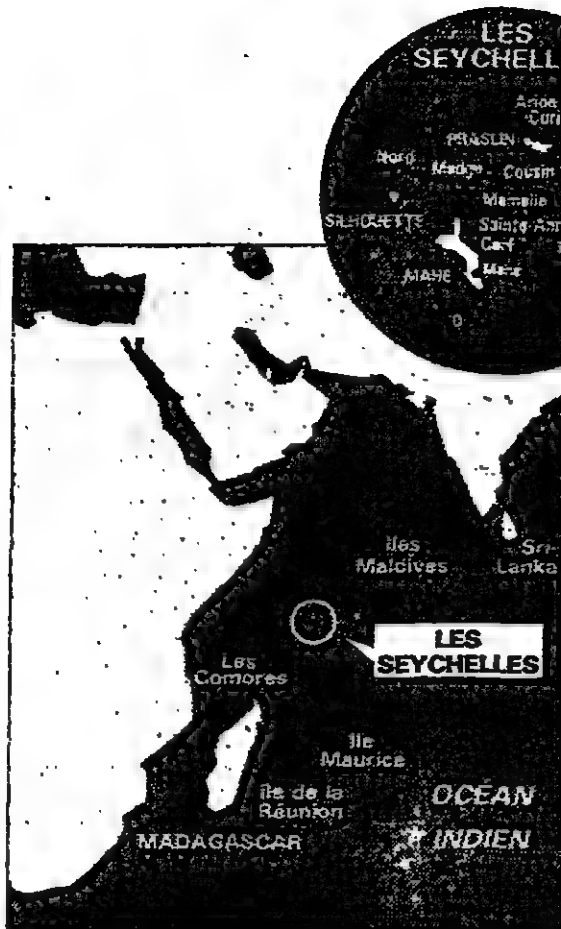
bd. 1989, par 100 millions de dollars

be. 1989, par 100 millions de dollars

bf. 1989, par 100 millions de dollars

bg. 1989, par 100 millions de dollars

bh. 1989, par 100 millions de dollars



Leçon de botanique dans l'océan Indien

A la rencontre d'un palmier exceptionnel, sur sa terre d'élection, Praslin, une île des Seychelles.



L'OIN de l'Afrique, à quel-que mille sept cents kilo-mètres à l'est de Zanzibar, plus loin encore des Indes. Au centre d'un océan, les Seychelles. Parmi les Seychelles, une île, Praslin, où sous l'auvent d'un bâtiment d'aéroport vingt-cinq parapluies noirs accrochés sur une ficelle attendent les passagers au cas où le débarquement se produirait sous la douche d'une averse tropicale. A Praslin, une réserve botanique unique au monde, la vallée de Mai. Dans la vallée de Mai, le coco de mer. Un arbre, un palmier, un phénacène végétal, *Lodoicea maldivica*.

J'arrive pour le voir, cédant à l'obsession botanique, à la détermination des monocotylédones, à la févère des palmyrides. Ma curiosité fait sauter à celle des empereurs romains et des mandarins de Chine.

Certes je le connais de long-temps, pour avoir vu sa photo, pour avoir lu sa description, pour l'avoir rencontré exilé dans des jardins botaniques, à Peradeniya, à Ceylan, à Singapour, à Bangalore. Mais je veux le rencontrer dans son paysage d'origine, dans son biotope de la nuit des temps, d'où il ne sort

que rarement, dans ses îles, Praslin et la voisine, Silhouette. Là où il a pris le loisir de s'inventer lui-même, au fil de millions d'années, dans l'extravagance de sa forme. Là où certains cocos de mer germés aux alentours de l'an mil vivent encore.

Je me présente tôt le matin à la réserve de la vallée de Mai dont l'entrée est gardée par un guichet. Où sont-ils ? Verts, dans la masse végétale verte des palmiers palmyrides, des lataniers et des pandanus. Je les avais imaginés sagement rangés sur une plaine de sable râté. Je les découvre dans des combes humides, des escarpements de blocs de granit. Dans un théâtre

dramatique de décombres végétaux. Non pas que le paysage éboulé soit d'origine. Il y a une cinquantaine d'années, des planteurs venus s'installer par là ont acclimaté de nombreuses espèces utiles ou ornementales devant leurs cases. Autrement dit, ont troublé le sanctuaire du coco de mer avec des graines parasites.

L'ambition des botanistes contemporains obéissant sans doute à la mode de restituer au site les qualités originales, antédiluviennes, pour autant que le déluge soit passé par ici, est d'évacuer les espèces récemment introduites. Est-ce nécessaire ? Le philodendron qui s'enroule autour du tronc d'un coco est-il innocente ? Je suis venu et reviens plusieurs fois de suite m'asseoir au pied des cocos de mer, obéissant à Confucius qui recommandait la durée du séjour, la compréhension du spectacle offert devant s'ensuivre. Je me suis assis à leurs pieds. J'ai ajouté ma patience dérisoire à celle de ces arbres atteints de mémoire infinie. Et ce que j'ai retenu, ce sont les feuilles.

Un monde si ancien...

Les troncs sont hors d'atteinte, dans un état presque minéral du végétal. Les feuilles seules portent les fruits. Les fruits sont énormes, deux mètres carrés. Verts, glauques, émeraude lorsqu'ils ont le cœur-soleil. Nervurés avec violence, dessinés de côtes charmes comme un éventail excessif.

Où, voilà un arbre agressif qui s'exprime avec un vocabulaire tout en majuscules : fruits énormes, âge d'Abraham, neuf cents ans, feuilles interminables, épaisses, dures, cas-

santes, métalliques. Qu'a-t-il à dire ? Un message à transmettre à la lumière que ses racines sont allées chercher dans les profondeurs du granit précambrien de l'île, vieux de six cents millions d'années ? Cette feuille à la membrane d'un cauchemar semble ne pas vouloir s'arrêter de croquer, remplir l'espace entier. Elle sort du tronc comme le monstre d'Allen de la poitrine du pilote spatial, mais avec lenteur, dans une gaine d'indurément, de dardet cotonneux. Serait-elle ? Oui, voilà le mot convenable. Ce n'est pas seulement le fruit qui évoque le sexe féminin et l'inflorescence le sexe mâle, c'est l'arbre tout entier qui se reproduit sans interruption à travers un lourd rêve végétal.

L'odeur de ce bois-est celle d'un lit. Le message est un message d'amour venu d'un monde endormi si ancien, si prévenant, qu'il sidère.

J'avais pris quelques photos, ça aide mais ça distrait. On croit avoir capturé une réalité dans la gélatine. On croit pouvoir se dispenser d'en savoir davantage sur un tel arbre, dès lors que l'on a capté son image. Et son instantané ne dit rien. On ne peut commencer de l'approcher qu'à l'insu.

Au cours d'un de mes séjours dans la vallée de Mai, j'ai rencontré Samy Fuchs, Suisse de Neuchâtel. Je l'avais pris pour un Anglais, qu'il m'en excuse, avec ses moustaches en croc et sa manière de rire bruyamment avec les coudes. Samy Fuchs aime les palmiers parce qu'il collectionne les timbres-poste représentant des palmiers. Il fait le tour du monde pour reconnaître *in vivo* ses sujets philatéliques. Nous parlâmes de palmiers tout un jour, comme l'on parle de ses enfants ou de ses amours.

Les cocos de mer sont bruyants. Leur feuillage tinte, claque, bruit comme l'armée de Macbeth en marche, comme un toit de tôle qui tente de s'échapper dans un coup de vent. J'en rêve la nuit.

Je croyais en avoir fini avec le sexe et le coco de mer lorsque j'ouvris une brochure grise intitulée *Identification du silphium d'A.T. Veron*, éditée en 1908 par E. Leroux, 28, rue Bonaparte, où il apparaît que le questionnement sur l'arbre étrange est ancien. Il remonte au septième siècle avant Jésus-Christ. Théophraste, le naturaliste de l'île de Lesbos, patron des péripatéticiens, héritier de la bibliothèque d'Alexandrie, indique dans son *Traté des plantes* que celle-ci est apparue « après une pluie épaisse ».

On ne la connaît que par la substance de son fruit, une pulpe, une pâte, une poudre, selon ses états, que l'on appelle *silphium* et à laquelle on attribue des vertus curatives et bien sûr aphrodisiaques. Les puissants s'en disputent la possession. Il savait qu'elle

arrivait de Cyrénaïque. Hérodote, Pline, Strabon considèrent chacun à leur tour l'origine de cette substance végétale que les empereurs de Rome conservent dans leur trésor, sans éclaircir l'énigme.

L'île du Paradis terrestre

Au seizième siècle, les navigateurs européens trouvent le fruit sur les plages des îles Maldives. Ils en concluent que l'arbre qui le produit pousse sous la mer. Belle idée, retour au rêve.

En 1768, deux vaisseaux français, une flûte, la *Digue*, et une goélette, la *Curieuse*, arrivent à Praslin. En descendant un certain M. Barré à qui revient l'honneur de faire entrer dans l'histoire le coco de mer. Il le voit, le reconnaît. C'est la fin de la légende. On presque.

En 1881, le général anglais Charles Gordon débarque à son tour aux Seychelles. Il reconnaît immédiatement dans le coco de mer l'arbre biblique de la Science du Bien et du Mal. Je lui accorde qu'il ait pu en être troublé lorsqu'il vit l'inflorescence mâle en forme de pénis et le fruit femelle dont les hémisphères se rejoignent en un mont de Vénus. La dérive imaginaire du général est irrésistible pour qui regarde les cocos de mer. L'idée qu'un arbre ait pu donner à Adam et Eve leur premier cours d'éducation sexuelle vaut bien de plus laborieuses spéculations. Gordon conclut avec logique que Praslin est l'île du Paradis terrestre.

Au bar du Lodge, je discute avec M. Saint-Ange (ce n'est pas un hasard), Prasinois d'origine. Il souscrit à la réflexion de notre ancêtre commun Adam au sortir

du Paradis : « Le travail est une malédiction, j'aime me rien faire ».

Le nom scientifique donné à la plante, *Lodoicea maldivica*, par Commerson, le naturaliste de l'expédition de Bougainville, participe à la confusion : emprunté à Laodice, la fille de Priam qui a laissé le souvenir d'une beauté exceptionnelle, et aux Maldives, l'archipel où l'on trouve sur les plages, au temps des découvreurs, les fruits qui l'avaient traversé l'océan Indien en flottant.

Un arbre promis à régner

La paresse de ce plumet palatin à pérégriner hors de son pâturage prasinois me rend perplexe. Voilà un arbre promis à régner par sa beauté, sa taille, son âge, sa puissance. Et l'histoire où il décide d'aller se planter. Et il reste sur son île, *locus solus*. Il refuse de partir. Cela se comprend, c'est la sagesse. C'est de cela sans doute qu'il tient ce caractère concentré, exagéré, presque amer, comme un pressentiment de ce que peut être l'éternité. Il n'a d'aise que chez lui.

Comme l'a fait remarquer le Suisse Charles Albert Cinghria, grand écrivain francophone du début de ce siècle : « ... et alors, on se penche de nouveau sur des terres où les palmiers magiques ». D'autres vont aux Seychelles pour la fabrication de sable qu'est la plage. Ils ont bien raison. Nulle part au monde, malgré quelques insidieuses vulgarités du tourisme, le sable ne s'accorde aussi complètement aux rochers de granit et, cela, la photographie l'exprime assez bien.

ALAIN HERVÉ

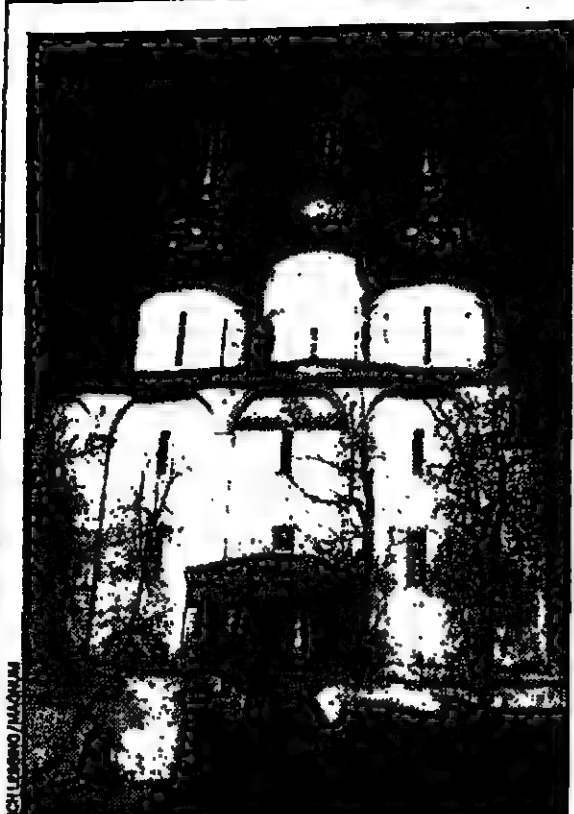
A bord d'Avianca destination soleil

Vous êtes au-dessus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous pouvez apercevoir la mer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Colombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses lignes.

Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine. Soleil d'un univers paradisiaque avec les plages de sable doré, abritées de cocotiers, les eaux bleues et transparentes, les îles dressées sur leur socle de corail et des milliers de poissons multicolores.



SANS VISA ESCALES



Musique russe

Ici, le registre change, le climat aussi. Chopska et bottes sont de rigueur pour un réveillon musical à Moscou. Pas n'importe quelle musique : le répertoire russe

uniquement, servi par les meilleurs orchestres classiques soviétiques dans la grande salle de concert, la salle Tchaïkovski, et au Bolchoï. Une occasion unique assurément. Œuvres

de Sofia Goubadoulina, un compositeur contemporain femme, en sa présence (direction Rojdestvensky; soliste, Guidon Kravtchik) le 27 décembre au Lise via pour le soir, de Glinka, au Bolchoï; récital de piano Slobodanik le 28; concert du grand orchestre symphonique le 29; le violoniste Spivakov et les Virtuoses de Moscou à l'affiche le 30; soirée de Nouvel An avec l'orchestre symphonique le 31. Des rencontres avec des interprètes soviétiques sont prévues ainsi que la découverte de Moscou (musées Glinka, Chelapine, trésors du Kremlin) et de ses environs, du monastère de Zagorsk notamment.

Du 26 décembre au 2 janvier, 7 850 F tout compris (vois, transferts, hôtel de 1^{re} catégorie, pension complète, un concert chaque soir, excursions) auprès de Lorient (15 bis, rue Jobbé-Duval, 75015 Paris, tél. : 48-66-17-13).

Beaux hôtels bas prix

Classiques cosmopolites et de bon ton caractérisent cette trilogie située au sommet de la hiérarchie hôtelière. Le groupe Ciga abaisse les prix de ses plus beaux établissements de

Venise, Rome et Vienne le temps de la trêve de Noël. Un cadeau en soi. Noël à Venise, ce peut être quatre nuits, les petits déjeuners, le séjour et le déjeuner de Noël (assortis d'une visite guidée de la ville et de l'entrée gratuite au casino et au Palais des doges) au Gritti Palace (2 300 F environ par personne en chambre double), au Danieli (2 000 F environ) ou à l'hôtel Europa et Regina (1 250 F environ).

Si l'on préfère les orgues de Saint-Pierre à celles de Saint-Marc, la chapelle Scintine à l'Accademia, on se déterminera entre l'Excelsior, sur la Via Veneto, et le Grand Hôtel surplombant la Piazza Esedra : quatre nuits, petits déjeuners, déjeuner de Noël, visite de Rome et des musées accompagnées d'un guide, 2 400 F par personne en chambre double.

Si, enfin, les festes de la Vienne impériale l'emportent sur la subtilité italienne, il faudra quand même choisir : deux nuits avec petit déjeuner, le séjour et la nuit de Noël offerte si elle est incluse dans le séjour, à l'hôtel Impérial (1 500 F environ) ou au Bristol (1 300 F environ). Les réservations pour tous ces établissements s'effectuent en appelant le numéro vert : 05-05-24-42.

Noël de Provence

Bain de Provence pour cette fête de Noël que l'on promet « familiale et chaleureuse », dans le fil de la tradition : fêtes et tambourins, gardians et bergers, crèches vivantes et quatre jours pour prendre l'accent.

Les Saintes-Maries-de-la-Mer, Aigues-Mortes, Le Grau-du-Roi, la maison de Tartarin à Tarascon, Arles avec le Salon des santonniers, les Baux-de-Provence, le pont du Gard, Uzès : une visite que l'on dirait par Daudet préparée.

Le 24 décembre, aux deux coups de 19 h 30, dans un mas provençal, « gros souper » de Noël. La table est recouverte de trois nappes blanches et décorée du bû de sainte Barbe pour les sept plats maigres et les treize desserts. Après, la messe de minuit, les orléans, la carpatine — un vin doux — et le cadeau de Noël. Le matin de Noël, promenade dans la garigue et cueillette de plantes aromatiques.

Du 21 au 25 décembre, 1 856 F (demi-pension dans un hôtel charmant au cœur de Nîmes, deux déjeuners, le souper de Noël, excursions et visites), auprès de Déambule (23, rue Fénélon,



30000 Nîmes, tél. : 68.29.50.64).

Dans le même esprit recommandons les Alpilles, un inventaire savoureux et érudit de Hervé Aliquot, mis en valeur par le coup de crayon de Marie-Hélène

Mouyon (éditions Aubanel, 206 p., 150 F) et notons que le 32^e Salon international des santonniers présente jusqu'au 14 janvier, à Arles, une centaine de crèches du monde entier (Office de tourisme. Tél. : 90-96-29-35).

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ***NN
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-13-48
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibus.

HOTEL LE MISTRAL **NN
13, rue des Belges - Tél. : 93-39-01-46
S. de L. w.c. tél. TV, insonorisé.
7 JOURS PENS. COMPL. : 1 590 F.
1/2 pens. : 1 250 F., y compris 1 excursion.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer, cuisine, grand confort.
20 CHAMBRES ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
46, boulevard Victor-Casta, 06000 NICE
Tél. 93-37-63-26 - Tél. 478418.
Téléphone 93-16-17-92.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-39-39-60
Plaisance, grand confort, piscine, grand jardin, chambre TV couleur, téléphone direct, minibus.

Montagne

06380 MOLINES-EN-QUEYRAS
HOTEL LA MAISON DE GAUDISSART
Stège sté de fond randonnée pour de plaisir (16) 92-45-83-33.

38380 ST-PIERRE-DE-CHARTREUSE
HOTEL SNACK BAR VICTORIA **
76-85-00-06. Location studios 2 à 5 personnes. D. WC, tél., cuisinière, 1 500 F à 1 800 F le samedi. Ski piste (tous conforts), fond, randonnée.
38380 ST-PIERRE-DE-CHARTREUSE (Isère).

06380 SAINT-VÉLAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc r.p. Site classé. Stat. village. Piste. fond. Piste lisse. Europe 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-92-08
App. et chambres avec cuisine. Grill de 650 à 1 500 F/pers./semaine.

BEAUREGARD, tél. 92-45-92-62
Au départ des pistes de fond, demi-pension à partir de 1 400 F/pers./semaine.

07510 USCLADES-RIEUTORD
SKI DE FOND-DETENTE-AIR PUR
SUR LE HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS
FERME DE LA BESSE 07510
USCLADES RIEUTORD. 75-38-80-64.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV, couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-64-92-55.

Provence

AD-EN-PROVENCE
HOTEL RESIDENCE
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.
Prestations de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 42-36-29-92.

Grande-Bretagne

LONDRES
RUSHMORE HOTEL 11 treborvir
Road, Exels Court, Londres SW15
Tél. : 19-44-1-370 - 3839/370 6505.
Fax : 19-44-1-3700274
A Londres pour les séjours de Noël, Rushmore, hôtel situé au cœur de Londres, vous offre des prix spéciaux (ch. 1 pers. : 530; 2 pers. : 540; ch. 3 pers. : 550) du 26/12/89 au 1/1/90.
Profitez de cette occasion et réservez au moins deux nuits par téléphone ou par fax.
(N.B. : Petit déjeuner compris).

Suisse

CH-1338 CHAMPEX-LAC VALAIS
Région Grand-Saint-Bernard
Paradis des promeneurs, du ski de fond, ski de piste. Un hôtel familial qui vous procure bien-être et détente.
Pens. compl. 7 jours : 450 à 590 FS (env. 1 800 à 2 500 FF). Demi-pens. : 400 à 540 FS (env. 1 400 à 2 100 FF).
HOTEL SPLENDEUR
Tél. : 1941/26/41145.

LEYSIN (Alpes vaudoises)
1400 m. Hôtel SYLVANA ***
(panorama), Chambres tout confort.
Prix selon saison à 50 m des pistes de ski.
Familie Bonelli. Tél. : 19-41 23/34 11 36.
Fax : 19-41 25/34 16 14.

TOURISME

SKI DE FOND HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. maxi) dans ferme du XVIII^e s., confortablement rénovée, charm. av. s. de bain, w.c., table d'hôte, mûre, jolies et légères, pain maison cuit au feu de bois.
Ambiance sympathique.
De 2 200 F à 2 700 F par pers. et sem. (compris, pension complète + vin, minceur et matériel de ski).
Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire :
LE CRET L'AGNEAU
25650 MONTRENOT

Il y a quelques lustres, un soi-disant chef français mourut à New-York après y avoir fait fortune en racontant qu'il était le « créateur » des crêpes Suzette. Ledit Henri Charpentier se trouvait aux Etats-Unis depuis 1905, soit à l'âge de vingt-trois ans. Et il avait raconté aux journalistes que, sept ans plus tôt, en 1898, à la terrasse du Café de Paris, à Monte-Carlo, il avait imaginé lesdites crêpes pour le prince de Galles, futur Edouard VII. Il aurait donc eu, à cette date, seize ans, l'âge d'un commis. Comment croire que les maîtres d'hôtel eussent laissé à un gamin le soin de servir le futur Edouard VII ?

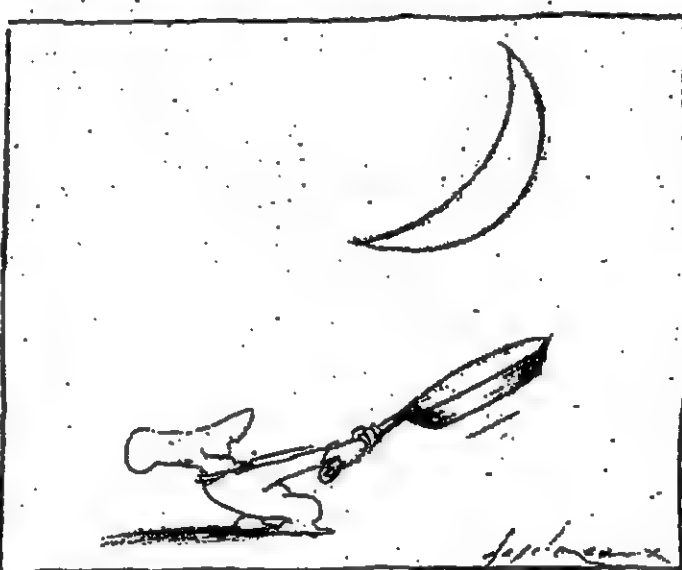
Mais l'anecdote, pour le fond, était sans doute vraisemblable, et le jeune Charpentier avait peut-être assisté à la scène : le futur roi d'Angleterre est en bonne fortune ; il se régale de ce dessert nouveau et sa compagnie plus encore. « Comment appelez-vous cela ? demande l'auguste convive. — Ce sont des crêpes, monsieur, à notre façon anglaise. — Eh bien ! ce

**Bergthotel
SCHATZALP**
Enchantement et féerie d'un hiver enneigé pour jeunes et moins jeunes.
Sur la face insaisissable du domaine skiable, au pied des glaciers.
Hôtel Belle Epoque alliant le charme rétro au confort le plus moderne.
CH 7270 Davos, Pâlys
Tél. 078 7270 1111

Aux quatre coins de France

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct, du producteur au consommateur.
Qualité et millésimes en sec et moelleux.
A LABAT-LABONNETTE, 64100 JURANÇON.
Tél. sur demande.

LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE
se sont associés pour que vous puissiez connaître votre CAVES ou vos vins communs (Bordeaux, Champagne, Bourgogne, val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs au GIE Club des Ecoles.
Lycée viticole, 71000 DAYATTE
Tél. : 83-85-80-82.



seront des crêpes Suzette ! » dit le prince en montrant sa compagne.

Une autre version veut que ces crêpes aient été créées de Dugnot, maître d'hôtel du célèbre restaurant Bigon, avenue de l'Opéra. Mais elle n'est pas plus sûre et moins jolie. Acceptons donc le parrainage de la jolie compagne d'un futur roi, la jolie Suzette. D'autant que la recette est, de par le suc de mandarine, typée méridionale !

La recette ? La voici, donc : une pâte à crêpes selon la classique formule 3 œufs et 4 verres de lait pour 250 g de farine, mais, en dernier lieu, on ajoutera le jus d'une mandarine, une cuillerée d'huile et une de curaçao, avant de laisser reposer plusieurs heures. Faire ensuite les crêpes, en poêle. Et avant de les servir brûlantes, les fourrer chacune d'un peu de beurre manié avec jus de mandarine et curaçao.

Voilà la « vraie » crêpe Suzette, nullement flambée, ni orange ni grand-mariérisée contrairement à l'usage. Encore, en France, n'en trouve-t-on guère sur les cartes. Elle a ceci de particulier qu'elle symbolise l'éclatance de la cuisine française pour les Anglo-Saxons, les Américains notamment. La crêpe Suzette pour ces touristes, c'est en gastronomie le tombeau de Napoléon, la tour Eiffel et les Folies Bergère tout ensemble !

LA REYNÈRE

LA TABLE Les crêpes dédiées à Suzette

Il n'empêche et c'est agaçant de voir chefs et restaurateurs (qui pourraient aussi bien afficher « crêpes flambées à la liqueur ») inscrire à leur carte sous le nom de crêpes Suzette autre chose que la formule authentique.

Tenez, il vient de s'ouvrir, 107, rue Monge, Paris 5^e, le Caprice de Monge. Le patron, qui m'adresse sa carte, y propose « les fameuses crêpes Suzette flambées au grand-marié ». Eh bien, non ! Si vous passez par là, « tenez » sa cuisine et donnez-moi votre avis. Elle est peut-être savoureuse. Mais cette erreur grossière de la carte ne m'invite pas à faire le voyage même si tous les plats de la carte sont « fabriqués » (sic) maison !

Un dernier mot : que boire sur ce dessert princier ? Du champagne, bien évidemment. Et la cuvée Belle Epoque (Perrier-Jouët) me semble alors tout indiquée.

On sait qu'à la chandeleur 1812 Napoléon avait tenu à faire des crêpes à Malmaison. Il croyait aux présages. Il réussit quatre crêpes (autant de batailles gagnées) mais manque la cinquième. Quelque temps plus tard, le jour de l'incendie de Moscou, il dit à Ney : « C'est ma cinquième crêpe ! ».

derba menzel

Le DJERBA/MENZEL, c'est quatorze maisons djerbiennes sur un cap, ayant huit cents mètres de front de mer et une forêt de palmiers.

C'est aussi le calme, la mer, les criques, une piscine chauffée, une cuisine franco-tunisienne raffinée et un service de grande qualité.

Adresse : B.P. 63 - 4116 MIDOUN - DJERBA - TUNISIE

Téléphone : (05) 57070

Tél. 51927

Télécopie : (05) 57124

Commandes votre CHAMPAGNE DES FÊTES

Priorité à la qualité
Expérience de la différence
Élaboré de l'ordre de châteaux
Cuvée appréciée des amateurs

CHAMPAGNE DU RÉDEPTEUR

Milieu 83
BLANC DE BLANCS BRUT
Toutes cuvées tarifs sur demande.
CL. DUBOIS « Les Alimouches »
51480 VENTEUIL (près Epervy)
Tél. : (16) 29-68-48-37.

SANS VISA JEUX

échecs

N° 1361

LA CONTRE-ATTAQUE

(Championnat de Tchecoslovaquie, Prague, septembre 1989)

Blancs : P. RAJA
Noirs : A. TCHERNINE
Défense : anti-indienne.

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. h4 h5 5. g3 g4 6. f3 f4 7. e2 e3 8. d2 d3 9. c2 c3 10. b2 b3 11. a2 a3 12. b3 c4 13. c4 d5 14. d5 e6 15. e6 f7 16. f7 g8 17. g8 h7 18. h7 g6 19. g6 f5 20. f5 e4 21. e4 d3 22. d3 c2 23. c2 b1 24. b1 a2 25. a2 b3 26. b3 c4 27. c4 d5 28. d5 e6 29. e6 f7 30. f7 g8 31. g8 h7 32. h7 g6 33. g6 f5 34. f5 e4 35. e4 d3 36. d3 c2 37. c2 b1 38. b1 a2 39. a2 b3 40. b3 c4 41. c4 d5 42. d5 e6 43. e6 f7 44. f7 g8 45. g8 h7 46. h7 g6 47. g6 f5 48. f5 e4 49. e4 d3 50. d3 c2 51. c2 b1 52. b1 a2 53. a2 b3 54. b3 c4 55. c4 d5 56. d5 e6 57. e6 f7 58. f7 g8 59. g8 h7 60. h7 g6 61. g6 f5 62. f5 e4 63. e4 d3 64. d3 c2 65. c2 b1 66. b1 a2 67. a2 b3 68. b3 c4 69. c4 d5 70. d5 e6 71. e6 f7 72. f7 g8 73. g8 h7 74. h7 g6 75. g6 f5 76. f5 e4 77. e4 d3 78. d3 c2 79. c2 b1 80. b1 a2 81. a2 b3 82. b3 c4 83. c4 d5 84. d5 e6 85. e6 f7 86. f7 g8 87. g8 h7 88. h7 g6 89. g6 f5 90. f5 e4 91. e4 d3 92. d3 c2 93. c2 b1 94. b1 a2 95. a2 b3 96. b3 c4 97. c4 d5 98. d5 e6 99. e6 f7 100. f7 g8 101. g8 h7 102. h7 g6 103. g6 f5 104. f5 e4 105. e4 d3 106. d3 c2 107. c2 b1 108. b1 a2 109. a2 b3 110. b3 c4 111. c4 d5 112. d5 e6 113. e6 f7 114. f7 g8 115. g8 h7 116. h7 g6 117. g6 f5 118. f5 e4 119. e4 d3 120. d3 c2 121. c2 b1 122. b1 a2 123. a2 b3 124. b3 c4 125. c4 d5 126. d5 e6 127. e6 f7 128. f7 g8 129. g8 h7 130. h7 g6 131. g6 f5 132. f5 e4 133. e4 d3 134. d3 c2 135. c2 b1 136. b1 a2 137. a2 b3 138. b3 c4 139. c4 d5 140. d5 e6 141. e6 f7 142. f7 g8 143. g8 h7 144. h7 g6 145. g6 f5 146. f5 e4 147. e4 d3 148. d3 c2 149. c2 b1 150. b1 a2 151. a2 b3 152. b3 c4 153. c4 d5 154. d5 e6 155. e6 f7 156. f7 g8 157. g8 h7 158. h7 g6 159. g6 f5 160. f5 e4 161. e4 d3 162. d3 c2 163. c2 b1 164. b1 a2 165. a2 b3 166. b3 c4 167. c4 d5 168. d5 e6 169. e6 f7 170. f7 g8 171. g8 h7 172. h7 g6 173. g6 f5 174. f5 e4 175. e4 d3 176. d3 c2 177. c2 b1 178. b1 a2 179. a2 b3 180. b3 c4 181. c4 d5 182. d5 e6 183. e6 f7 184. f7 g8 185. g8 h7 186. h7 g6 187. g6 f5 188. f5 e4 189. e4 d3 190. d3 c2 191. c2 b1 192. b1 a2 193. a2 b3 194. b3 c4 195. c4 d5 196. d5 e6 197. e6 f7 198. f7 g8 199. g8 h7 200. h7 g6 201. g6 f5 202. f5 e4 203. e4 d3 204. d3 c2 205. c2 b1 206. b1 a2 207. a2 b3 208. b3 c4 209. c4 d5 210. d5 e6 211. e6 f7 212. f7 g8 213. g8 h7 214. h7 g6 215. g6 f5 216. f5 e4 217. e4 d3 218. d3 c2 219. c2 b1 220. b1 a2 221. a2 b3 222. b3 c4 223. c4 d5 224. d5 e6 225. e6 f7 226. f7 g8 227. g8 h7 228. h7 g6 229. g6 f5 230. f5 e4 231. e4 d3 232. d3 c2 233. c2 b1 234. b1 a2 235. a2 b3 236. b3 c4 237. c4 d5 238. d5 e6 239. e6 f7 240. f7 g8 241. g8 h7 242. h7 g6 243. g6 f5 244. f5 e4 245. e4 d3 246. d3 c2 247. c2 b1 248. b1 a2 249. a2 b3 250. b3 c4 251. c4 d5 252. d5 e6 253. e6 f7 254. f7 g8 255. g8 h7 256. h7 g6 257. g6 f5 258. f5 e4 259. e4 d3 260. d3 c2 261. c2 b1 262. b1 a2 263. a2 b3 264. b3 c4 265. c4 d5 266. d5 e6 267. e6 f7 268. f7 g8 269. g8 h7 270. h7 g6 271. g6 f5 272. f5 e4 273. e4 d3 274. d3 c2 275. c2 b1 276. b1 a2 277. a2 b3 278. b3 c4 279. c4 d5 280. d5 e6 281. e6 f7 282. f7 g8 283. g8 h7 284. h7 g6 285. g6 f5 286. f5 e4 287. e4 d3 288. d3 c2 289. c2 b1 290. b1 a2 291. a2 b3 292. b3 c4 293. c4 d5 294. d5 e6 295. e6 f7 296. f7 g8 297. g8 h7 298. h7 g6 299. g6 f5 300. f5 e4 301. e4 d3 302. d3 c2 303. c2 b1 304. b1 a2 305. a2 b3 306. b3 c4 307. c4 d5 308. d5 e6 309. e6 f7 310. f7 g8 311. g8 h7 312. h7 g6 313. g6 f5 314. f5 e4 315. e4 d3 316. d3 c2 317. c2 b1 318. b1 a2 319. a2 b3 320. b3 c4 321. c4 d5 322. d5 e6 323. e6 f7 324. f7 g8 325. g8 h7 326. h7 g6 327. g6 f5 328. f5 e4 329. e4 d3 330. d3 c2 331. c2 b1 332. b1 a2 333. a2 b3 334. b3 c4 335. c4 d5 336. d5 e6 337. e6 f7 338. f7 g8 339. g8 h7 340. h7 g6 341. g6 f5 342. f5 e4 343. e4 d3 344. d3 c2 345. c2 b1 346. b1 a2 347. a2 b3 348. b3 c4 349. c4 d5 350. d5 e6 351. e6 f7 352. f7 g8 353. g8 h7 354. h7 g6 355. g6 f5 356. f5 e4 357. e4 d3 358. d3 c2 359. c2 b1 360. b1 a2 361. a2 b3 362. b3 c4 363. c4 d5 364. d5 e6 365. e6 f7 366. f7 g8 367. g8 h7 368. h7 g6 369. g6 f5 370. f5 e4 371. e4 d3 372. d3 c2 373. c2 b1 374. b1 a2 375. a2 b3 376. b3 c4 377. c4 d5 378. d5 e6 379. e6 f7 380. f7 g8 381. g8 h7 382. h7 g6 383. g6 f5 384. f5 e4 385. e4 d3 386. d3 c2 387. c2 b1 388. b1 a2 389. a2 b3 390. b3 c4 391. c4 d5 392. d5 e6 393. e6 f7 394. f7 g8 395. g8 h7 396. h7 g6 397. g6 f5 398. f5 e4 399. e4 d3 400. d3 c2 401. c2 b1 402. b1 a2 403. a2 b3 404. b3 c4 405. c4 d5 406. d5 e6 407. e6 f7 408. f7 g8 409. g8 h7 410. h7 g6 411. g6 f5 412. f5 e4 413. e4 d3 414. d3 c2 415. c2 b1 416. b1 a2 417. a2 b3 418. b3 c4 419. c4 d5 420. d5 e6 421. e6 f7 422. f7 g8 423. g8 h7 424. h7 g6 425. g6 f5 426. f5 e4 427. e4 d3 428. d3 c2 429. c2 b1 430. b1 a2 431. a2 b3 432. b3 c4 433. c4 d5 434. d5 e6 435. e6 f7 436. f7 g8 437. g8 h7 438. h7 g6 439. g6 f5 440. f5 e4 441. e4 d3 442. d3 c2 443. c2 b1 444. b1 a2 445. a2 b3 446. b3 c4 447. c4 d5 448. d5 e6 449. e6 f7 450. f7 g8 451. g8 h7 452. h7 g6 453. g6 f5 454. f5 e4 455. e4 d3 456. d3 c2 457. c2 b1 458. b1 a2 459. a2 b3 460. b3 c4 461. c4 d5 462. d5 e6 463. e6 f7 464. f7 g8 465. g8 h7 466. h7 g6 467. g6 f5 468. f5 e4 469. e4 d3 470. d3 c2 471. c2 b1 472. b1 a2 473. a2 b3 474. b3 c4 475. c4 d5 476. d5 e6 477. e6 f7 478. f7 g8 479. g8 h7 480. h7 g6 481. g6 f5 482. f5 e4 483. e4 d3 484. d3 c2 485. c2 b1 486. b1 a2 487. a2 b3 488. b3 c4 489. c4 d5 490. d5 e6 491. e6 f7 492. f7 g8 493. g8 h7 494. h7 g6 495. g6 f5 496. f5 e4 497. e4 d3 498. d3 c2 499. c2 b1 500. b1 a2 501. a2 b3 502. b3 c4 503. c4 d5 504. d5 e6 505. e6 f7 506. f7 g8 507. g8 h7 508. h7 g6 509. g6 f5 510. f5 e4 511. e4 d3 512. d3 c2 513. c2 b1 514. b1 a2 515. a2 b3 516. b3 c4 517. c4 d5 518. d5 e6 519. e6 f7 520. f7 g8 521. g8 h7 522. h7 g6 523. g6 f5 524. f5 e4 525. e4 d3 526. d3 c2 527. c2 b1 528. b1 a2 529. a2 b3 530. b3 c4 531. c4 d5 532. d5 e6 533. e6 f7 534. f7 g8 535. g8 h7 536. h7 g6 537. g6 f5 538. f5 e4 539. e4 d3 540. d3 c2 541. c2 b1 542. b1 a2 543. a2 b3 544. b3 c4 545. c4 d5 546. d5 e6 547. e6 f7 548. f7 g8 549. g8 h7 550. h7 g6 551. g6 f5 552. f5 e4 553. e4 d3 554. d3 c2 555. c2 b1 556. b1 a2 557. a2 b3 558. b3 c4 559. c4 d5 560. d5 e6 561. e6 f7 562. f7 g8 563. g8 h7 564. h7 g6 565. g6 f5 566. f5 e4 567. e4 d3 568. d3 c2 569. c2 b1 570. b1 a2 571. a2 b3 572. b3 c4 573. c4 d5 574. d5 e6 575. e6 f7 576. f7 g8 577. g8 h7 578. h7 g6 579. g6 f5 580. f5 e4 581. e4 d3 582. d3 c2 583. c2 b1 584. b1 a2 585. a2 b3 586. b3 c4 587. c4 d5 588. d5 e6 589. e6 f7 590. f7 g8 591. g8 h7 592. h7 g6 593. g6 f5 594. f5 e4 595. e4 d3 596. d3 c2 597. c2 b1 598. b1 a2 599. a2 b3 600. b3 c4 601. c4 d5 602. d5 e6 603. e6 f7 604. f7 g8 605. g8 h7 606. h7 g6 607. g6 f5 608. f5 e4 609. e4 d3 610. d3 c2 611. c2 b1 612. b1 a2 613. a2 b3 614. b3 c4 615. c4 d5 616. d5 e6 617. e6 f7 618. f7 g8 619. g8 h7 620. h7 g6 621. g6 f5 622. f5 e4 623. e4 d3 624. d3 c2 625. c2 b1 626. b1 a2 627. a2 b3 628. b3 c4 629. c4 d5 630. d5 e6 631. e6 f7 632. f7 g8 633. g8 h7 634. h7 g6 635. g6 f5 636. f5 e4 637. e4 d3 638. d3 c2 639. c2 b1 640. b1 a2 641. a2 b3 642. b3 c4 643. c4 d5 644. d5 e6 645. e6 f7 646. f7 g8 647. g8 h7 648. h7 g6 649. g6 f5 650. f5 e4 651. e4 d3 652. d3 c2 653. c2 b1 654. b1 a2 655. a2 b3 656. b3 c4 657. c4 d5 658. d5 e6 659. e6 f7 660. f7 g8 661. g8 h7 662. h7 g6 663. g6 f5 664. f5 e4 665. e4 d3 666. d3 c2 667. c2 b1 668. b1 a2 669. a2 b3 670. b3 c4 671. c4 d5 672. d5 e6 673. e6 f7 674. f7 g8 675. g8 h7 676. h7 g6 677. g6 f5 678. f5 e4 679. e4 d3 680. d3 c2 681. c2 b1 682. b1 a2 683. a2 b3 684. b3 c4 685. c4 d5 686. d5 e6 687. e6 f7 688. f7 g8 689. g8 h7 690. h7 g6 691. g6 f5 692. f5 e4 693. e4 d3 694. d3 c2 695. c2 b1 696. b1 a2 697. a2 b3 698. b3 c4 699. c4 d5 700. d5 e6 701. e6 f7 702. f7 g8 703. g8 h7 704. h7 g6 705. g6 f5 706. f5 e4 707. e4 d3 708. d3 c2 709. c2 b1 710. b1 a2 711. a2 b3 712. b3 c4 713. c4 d5 714. d5 e6 715. e6 f7 716. f7 g8 717. g8 h7 718. h7 g6 719. g6 f5 720. f5 e4 721. e4 d3 722. d3 c2 723. c2 b1 724. b1 a2 725. a2 b3 726. b3 c4 727. c4 d5 728. d5 e6 729. e6 f7 730. f7 g8 731. g8 h7 732. h7 g6 733. g6 f5 734. f5 e4 735. e4 d3 736. d3 c2 737. c2 b1 738. b1 a2 739. a2 b3 740. b3 c4 741. c4 d5 742. d5 e6 743. e6 f7 744. f7 g8 745. g8 h7 746. h7 g6 747. g6 f5 748. f5 e4 749. e4 d3 750. d3 c2 751. c2 b1 752. b1 a2 753. a2 b3 754. b3 c4 755. c4 d5 756. d5 e6 757. e6 f7 758. f7 g8 759. g8 h7 760. h7 g6 761. g6 f5 762. f5 e4 763. e4 d3 764. d3 c2 765. c2 b1 766. b1 a2 767. a2 b3 768. b3 c4 769. c4 d5 770. d5 e6 771. e6 f7 772. f7 g8 773. g8 h7 774. h7 g6 775. g6 f5 776. f5 e4 777. e4 d3 778. d3 c2 779. c2 b1 780. b1 a2 781. a2 b3 782. b3 c4 783. c4 d5 784. d5 e6 785. e6 f7 786. f7 g8 787. g8 h7 788. h7 g6 789. g6 f5 790. f5 e4 791. e4 d3 792. d3 c2 793. c2 b1 794. b1 a2 795. a2 b3 796. b3 c4 797. c4 d5 798. d5 e6 799. e6 f7 800. f7 g8 801. g8 h7 802. h7 g6 803. g6 f5 804. f5 e4 805. e4 d3 806. d3 c2 807. c2 b1 808. b1 a2 809. a2 b3 810. b3 c4 811. c4 d5 812. d5 e6 813. e6 f7 814. f7 g8 815. g8 h7 816. h7 g6 817. g6 f5 818. f5 e4 819. e4 d3 820. d3 c2 821. c2 b1 822. b1 a2 823. a2 b3 824. b3 c4 825. c4 d5 826. d5 e6 827. e6 f7 828. f7 g8 829. g8 h7 830. h7 g6 831. g6 f5 832. f5 e4 833. e4 d3 834. d3 c2 835. c2 b1 836. b1 a2 837. a2 b3 838. b3 c4 839. c4 d5 840. d5 e6 841. e6 f7 842. f7 g8 843. g8 h7 844. h7 g6 845. g6 f5 846. f5 e4 847. e4 d3 848. d3 c2 849. c2 b1 850. b1 a2 851. a2 b3 852. b3 c4 853. c4 d5 854. d5 e6 855. e6 f7 856. f7 g8 857. g8 h7 858. h7 g6 859. g6 f5 860. f5 e4 861. e4 d3 862. d3 c2 863. c2 b1 864. b1 a2 865. a2 b3 866. b3 c4 867. c4 d5 868. d5 e6 869. e6 f7 870. f7 g8 871. g8 h7 872. h7 g6 873. g6 f5 874. f5 e4 875. e4 d3 876. d3 c2 877. c2 b1 878. b1 a2 879. a2 b3 880. b3 c4 881. c4 d5 882. d5 e6 883. e6 f7 884. f7 g8 885. g8 h7 886. h7 g6 887. g6 f5 888. f5 e4 889. e4 d3 890. d3 c2 891. c2 b1 892. b1 a2 893. a2 b3 894. b3 c4 895. c4 d5 896. d5 e6 897. e6 f7 898. f7 g8 899. g8 h7 900. h7 g6 901. g6 f5 902. f5 e4 903. e4 d3 904. d3 c2 905. c2 b1 906. b1 a2 907. a2 b3 908. b3 c4 909. c4 d5 910. d5 e6 911. e6 f7 912. f7 g8 913. g8 h7 914. h7 g6 915. g6 f5 916. f5 e4 917. e4 d3 918. d3 c2 919. c2 b1 920. b1 a2 921. a2 b3 922. b3 c4 923. c4 d5 924. d5 e6 925. e6 f7 926. f7 g8 927. g8 h7 928. h7 g6 929. g6 f5 930. f5 e4 931. e4 d3 932. d3 c2 933. c2 b1 934. b1 a2 935. a2 b3 936. b3 c4 937. c4 d5 938. d5 e6 939. e6 f7 940. f7 g8 941. g8 h7 942. h7 g6 943. g6 f5 944. f5 e4 945. e4 d3 946. d3 c2 947. c2 b1 948. b1 a2 949. a2 b3 950. b3 c4 951. c4 d5 952. d5 e6 953. e6 f7 954. f7 g8 955. g8 h7 956. h7 g6 957. g6 f5 958. f5 e4 959. e4 d3 960. d3 c2 961. c2 b1 962. b1 a2 963. a2 b3 964. b3 c4 965. c4 d5 966. d5 e6 967. e6 f7 968. f7 g8 969. g8 h7 970. h7 g6 971. g6 f5 972. f5 e4 973. e4 d3 974. d3 c2 975. c2 b1 976. b1 a2 977. a2 b3 978. b3 c4 979. c4 d5 980. d5 e6 981. e6 f7 982. f7 g8 983. g8 h7 984. h7 g6 985. g6 f5 986. f5 e4 987. e4 d3 988. d3 c2 989. c2 b1 990. b1 a2 991. a2 b3 992. b3 c4 993. c4 d5 994. d5 e6 995. e6 f7 996. f7 g8 997. g8 h7 998. h7 g6 999. g6 f5 1000. f5 e4

NOTES

a) On 4. Fd2, Fg7, 5. Fg2, d5; 6. Cf3, 0-0; 7. 0-0, g6; 8. Dd3 (Tukmakov-Short, Rotterdam, 1988) ou 8. Cc5 ou 8. Dc2.
b) Dans cette « défense ouest-indienne », les Blancs peuvent essayer de prendre un avantage immédiat sur l'aile-d par 8. a3, Fd7; 9. b4 (9. a5, 10. b5 et 11. c5; 10. bxc5, bxc5; 11. Tb1).
c) Cédant au F-R la case f8.
d) Après 10. a3, Ff8; 11. b4, Cb7; 12. Fb2, c5; 13. bxc5, bxc5; 14. Tb1, Dg7; 15. Cf3, Cxd5; 16. dxc5, Cx7; 17. f4, Ta8; 18. Dc2, Cb6; 19. a4 les Blancs peuvent égaliser par 19... d4! (Gelfand-Goldin, Moscou, 1989).
10. Cc4-c5, b6; 11. Ff4 (ou 11. a3, Fd6;

12. b4, Cb5 (11... Ff8 et 12... c5, sous plus simples); 12. Fd2, Fb6; 13. Dc2, c5; 14. Df5, Cb6; 15. Cg4, Cxg4; 16. Dxc4, Td4; 17. Dc5, Txc5; 18. Cc5, Fxg5; 19. Dxc2, Fxg4; 20. Fg3, Cg6 aboutit à la nullité (D. Gurevitch-A. Tchernine, New-York, 1988).
e) On 10... Cc4; 11. Cc3 avec trois C sur la colonne e! Tchernine préfère éviter le clouage du Cf6 (si 10... Ff8; 11. Fg5 et la pression sur le pion d5 commence à devenir sensible (12. Cc3).
f) Les Blancs tentent de profiter de l'affaiblissement du roque ennemi et engagent une violente offensive.
g) 14. g5, Cc4; 15. Gxh6 n'est pas clair (15. Cf5 non plus).
h) Une contre-attaque des cases centrales andalousiennes, mais il est évident que le grand maître soviétique commence à se sentir assez d'être attaqué de cette manière.
i) Une filière réaction. 15. Fxd5 ne mène à rien : 15... Cxd5; 16. Cxd5, Cxd5; 17. Fxd5, Cxd5; 18. Fxd5, Cxd5; 19. Fxd5, Cxd5; 20. Fxd5, Cxd5; 21. Dd1, Dxd4 il est clair qu'elle donne aux Blancs un jeu convenable. 15. g5 est toujours à envisager.

j) Maintenant si 16. g5, Txc3! (et non 16... c4?; 17. Cxg4; 17. Fxg3 (ou 17. Dxc3, Cc4); 18. Dc5, a6, etc.
k) Une situation peu agréable pour le Noir mais il n'y a rien d'autre : si 18... Rg5?; 19. Dc3 mat et si 18... Rf6?; 19. Dc3 mat.
l) Mieux que 19. Dc4+; Rd6!; 20. dxc5+; Cxc5; 21. Td1+; Rg7; 22. Dc2, Dd4; 23. b4, Dxc4+.
m) Parant 20. Dd6 mat.
n) Sans crainte la suite 21. f6+, gxf6; 22. gxf6, Rd8; 23. f7, Td7; 24. Fxh6, Dd7! (et non 24... Fxh6?; 25. f8=D+, Fxh6; 26. Txc8+, Td8; 27. Dxc7, Fd7; 28. Fg2, exd4 si d'autres continuations comme 21. Ff4, Dd7 et 21. Td4, exd4. Quel sang froid !
o) La contre-attaque des Blancs intervient opportunément : il faudra une dizaine de coups au minimum pour réduire la frénésie offensive des Blancs.
p) Si 24. Fd3, Rd8!
q) Les Blancs ne vont pas entrer dans le jeu de leur adversaire (si 25... Cxb8; 26. Txd3+) et ne reprendront même pas le f8!
r) Si 26. Rg3, Cxb8.
s) Menace 28... g4+; 29. Rxc4, Cx6+ avec gain de la D.

t) Menace mat.
u) Si 31. Td4, Dd3+; 32. Rg1, d2!
Solution de l'étude n° 1360.
An. Kuznetsov (1967).
(Blancs : Rb8, Th2, Fc7, Pa3, c4, d3; Noirs : Ra8, Fb1, Pa4, a2, b7, e7, f6, g7.)
On voit tout de suite le mat sur la huitième rangée par 1. Fb6, 2. Td2 et 3. Td8. La difficulté est dans l'encadrement de ce plan, compte tenu également de la promotion 1... a1=D et la T blanche ne peut bouger.
1. Fb6! (si 1... a1=D; 2. Tg2, Dxc3; 3. Tg8 mat), d2! (continuant si 2. Fb6, a1=D; 3. Td2, g4+; 4. Rb7, Fd3; 5. Tg2, Dd1+ et 6... Dxc2+); 2. Fxc5! (car si 2... a1=D; 3. Td5, Dxc3; 4. Ta5 mat), b1; 3. Rb4, d2! (et non 3... a1=D; 4. Tg2); 4. Fd6!, a1=D; 5. Td2, Fd3; 6. Td3, Dd1+; 7. Rg7 (g6), Dg2+; 8. Rf7 (f6) mat et 9. Td8 mat.
Voici la solution de l'étude n° 1357 Shalun et Golev (1989) parue dans le Monde du 4 novembre. A la suite d'une erreur, dont nous prions les lecteurs de bien vouloir nous excuser, elle n'a pas été publiée le 11 novembre. (Blancs : Rh5, Td6 et al., Cg2; Noirs : Rh5, Ta8, Fd3, h2).
1. Ta8-e1, h1=D+; 2. Cb4+; Dxd4!; 3. Rh4, d2; 4. Td1-e5+, Rf4; 5. Td4-e5+, Rf4; 6. Td4-e5+, Rf4; 7. Td4-e5+, Rf4; 8. Td4-e5+, Rf4; 9. Td4-e5+, Rf4; 10. Td4-e5+, Rf4; 11. Td4-e5+, Rf4; 12. Td4-e5+, Rf4; 13. Td4-e5+, Rf4; 14. Td4-e5+, Rf4; 15. Td4-e5+, Rf4; 16. Td4-e5+, Rf4; 17. Td4-e5+, Rf4; 18. Td4-e5+, Rf4; 19. Td4-e5+, Rf4; 20. Td4-e5+, Rf4; 21. Td4-e5+, Rf4; 22. Td4-e5+, Rf4; 23. Td4-e5+, Rf4; 24. Td4-e5+, Rf4; 25. Td4-e5+, Rf4; 26. Td4-e5+, Rf4; 27. Td4-e5+, Rf4; 28. Td4-e5+, Rf4; 29. Td4-e5+, Rf4; 30. Td4-e5+, Rf4; 31. Td4-e5+, Rf4; 32. Td4-e5+, Rf4; 33. Td4-e5+, Rf4; 34. Td4-e5+, Rf4; 35. Td4-e5+, Rf4; 36. Td4-e5+, Rf4; 37. Td4-e5+, Rf4; 38. Td4-e5+, Rf4; 39. Td4-e5+, Rf4; 40. Td4-e5+, Rf4; 41. Td4-e5+, Rf4; 42. Td4-e5+, Rf4; 43. Td4-e5+, Rf4; 44. Td4-e5+, Rf4; 45. Td4-e5+, Rf4; 46. Td4-e5+, Rf4; 47. Td4-e5+, Rf4; 48. Td4-e5+, Rf4; 49. Td4-e5+, Rf4; 50. Td4-e5+, Rf4; 51. Td4-e5+, Rf4; 52. Td4-e5+, Rf4; 53. Td4-e5+, Rf4; 54. Td4-e5+, Rf4; 55. Td4-e5+, Rf4; 56. Td4-e5+, Rf4; 57. Td4-e5+, Rf4; 58. Td4-e5+, Rf4; 59. Td4-e5+, Rf4; 60. Td4-e5+, Rf4; 61. Td4-e5+, Rf4; 62. Td4-e5+, Rf4; 63. Td4-e5+, Rf4; 64. Td4-e5+, Rf4; 65. Td4-e5+, Rf4; 66. Td4-e5+, Rf4; 67. Td4-e5+, Rf4; 68. Td4-e5+, Rf4; 69. Td4-e5+, Rf4; 70. Td4-e5+, Rf4; 71. Td4-e5+, Rf4; 72. Td4-e5+, Rf4; 73. Td4-e5+, Rf4; 74. Td4-e5+, Rf4; 75. Td4-e5+, Rf4

AGENDA

VENDREDI 1^{er} DECEMBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

VENDREDI

Jazz Band (1978, v.o.), de Pupi Avati.

16 h : Quand se leva le jour (1987, v.o.), de John Ford, 19 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POISSON (42-78-57-57)

VENDREDI

Révoltes, Révolutions, Cinéma : Auf

nicht gehen (1988, v.o., s.t. anglais -

traduction simultanée), d'Helge Rüdiger.

14 h 30 : Les Batailles de l'Est (1983, v.o., s.t.), de So Yamamura.

17 h 30 : Le Nègre Angélique (1949, v.o.,

traduction simultanée), de Maurice S. Landau, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

VENDREDI

Le Paris des dérivés du XX^e siècle :

Marguerite Duras : les Mains nées

(1979) de Marguerite Duras, le Nègre

Né (1978) de Marguerite Duras, de Gé-

rald Blain, 16 h 30 ; Alexandre Sol-jenitsyne

(1983) de Jean-Claude Carrière, 18 h 30 ;

Michel Tournier : Michel Tournier

vu par Gérard Blain (1983) de Gé-

rald Blain, 16 h 30 ; Jacques Prévert :

Aubervilliers (1945) de E. Lora, les

Portes de la nuit (1942) de Marcel

Carné, 20 h 30 ; Actualités anciennes.

THÉÂTRES

AMANDIERS DE PARIS (43-68-42-17). O. La

Belou du monde occi-

dental : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-08-77-71). O. La

Roulette : 20 h 45.

P. P. A. R. T. E. M. I. N. T. - T. H. É. Â. T. R. E. (6^e ÉTAGE) (42-25-03-19). O. La

Demande en mariage et les Météores du

désert : 20 h.

ARCANES (43-38-19-70). Saison de

nouveaux : 20 h 30.

ATLANTIS (46-06-11-90). Chemin

d'une âme : 20 h 30.

ATELIER (46-08-49-24). L'Avenir : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). O. La

Belle G. Béreud. Ode maritime : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE PÉNICHE DOCTEUR

PARADIS (42-08-58-89). Histoire

du Digne : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (43-39-34-80). Wozz

Albert : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-68-60-24). L'Amour

est un jeu : 20 h 45.

CITÉ DE LA GARE (42-78-52-51). L'Héroïque

Santé de Camille Bour-

neux : 21 h 45.

CITÉ DE LA PLACE (LES CAFÉS DU

18^{ème}) (42-77-19-90). On joue... l'auSpectacle dans divers cafés du XVIII^e :

20 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU CHAUDRON

(43-23-97-04). O. Je m'voyais

dès : 20 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA

TEMPÊTE (43-28-36-30). Salle L.

Station debus : 20 h 30. Salle R. Post-

Scriptum : Je sème : 21 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Les

Vivants et les morts : 21 h.

CENTRE GEORGES-POISSON (42-78-57-57). O. Les

Deux Voies de Jean Cocteau : 18 h 30.

O. Fonti romaines : 20 h 30.

CENTRE MANIPALA (46-81-01-80). Les

Femmes de Traché : 21 h.

CINQ DIAMANTS (46-80-51-31). Quand

la bulle s'écroule : 20 h 30. Café

Moka : 22 h.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE

(46-89-38-89). Grande salle.

Bottanini : 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Valse

à la Polka : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

(47-20-06-24). O. J'ai 2 mots à vous

dire : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22)

La Comédie de l'amour : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-16-00-15). O. L'Amazone

: 20 h 30.

DÉJAZET-T.L.P. (42-85-30-31). Et

pendent ce temps les Japonais travail-

lent : 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Les Ton-

ton's farouches : 21 h.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). L'An

d'été des trois lunes : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes

Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on

nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUTHRIE (47-42-56-82). Point

de feu sans fumée : 20 h 45.

ELDORADO (42-49-06-27). O. La Belle

Otero : 15 h et 20 h 30.

ESPACE FLANDRE (46-39-94-58). Mémor

isations : 20 h 30.

ESPACE JENNAPLES (1). Le Petit

Moulin de M. Feytaud : 20 h 30.

ESPACE MARAIS (46-84-08-31). Le

Jeu de l'amour et du hasard : 19 h 30.

La Mouette : 21 h 30.

GAIÉTY-MONTMARTRE (43-22-18-18). Faut

pas tuer maman ! : 20 h 45.

GALERIE 66-THE ENGLISH THEATRE

OF PARIS (43-26-63-61). True West :

20 h 30.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-80-09). Histoire

d'un rêve : 20 h 15.

Apostrophes-nous : 22 h.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (ES-

PACE NORD) (48-78-78-00). O. Hémé-

lus : 20 h.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-89-61). Mémor

isations : 20 h 30.

O. Position de travail : 20 h 30. Une

femme seule : 22 h 15.

GYMNASIE MARIE-BELL (42-48-78-79). L'Ex-

trême de ma vie :

20 h 30.

HOTEL LUTÉCIA (SALON SAINT-GERMAIN) (46-44-55-10). O. Menu

Phaïr : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cante-

rienne chère : 19 h 30. Le Léon :

20 h 30. L'improvisation du Palais-Royal :

21 h 30.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-63-93-88). Les

Furberies de Scapin : 20 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-89). Mol.

Fruyberch : 21 h.

LA MIELLE GRILLE (47-07-42-11). La

Belle de la maréchale : 20 h. Mélo

de Vassou : 21 h 30. Théâtre royal

Donne Vieil 1909-1943 : 18 h 30.

O. Thermidor-Termis : 20 h.

MADELINE (42-85-07-09). Port-

Royal : 21 h.

MAIRIE (42-78-03-63). L'Avenir :

20 h 45.

MARIE STUART (46-06-17-80). Faut

présenter Faut : 20 h 30. La borie

et moi : 21 h 45.

MATHURIN (PETIT) (42-28-20-74). De

Sacha G. G. : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). O. Les

Palme de M. Schütz : 21 h.

MATHURINS (PETIT) (42-65-90-00). Un

éléphant dans le jardin : 19 h.

MICHEL (42-85-35-02). Vite

une femme ! : 21 h 15.

MICHOUDS (42-85-23). Spectacle

Pist-Coteau : Humour d'amour : 18 h.

Pist-Coteau : 20 h 30.

MOGADOR (48-78-75-00). Tango

Argentin : 20 h 30.

MONTMARTRE (43-22-77-74). Le

Super : 21 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). Les

hommes naissent tous

égo : 21 h.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFEYARD

(43-31-11-90). O. Ph-Ph : 20 h 30.

NOUVEAUX (47-70-52-76). Le

Grand Standing : 20 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-82). Je ne

suis pas Rapoport : 20 h 45.

PALAIS DE JUSTICE 1^{re} CHAMBRE DE

LA COUR D'APPEL (43-26-31-02). O. L'Ultime

Violence : 21 h.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS)

(48-03-11-38). Un amour de théâtre :

20 h 30.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-80). Dans

la nuit le Soleil : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-58-81). Un

h à la page : 20 h 45.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-88). Vite

Luce : 21 h.

POCHE-MONTMARTRE (46-48-52-97)

Salle L. Monseigneur Somp :

20 h 45. Salle E. Vite d'un père à son

fils : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). La

Peste : 20 h 30.

RAMELGH (42-88-44-44). Mémor

isations : 18 h. Buffo : 20 h 30.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). O. Les

Enigmes : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Comment

devenir une mère juive en dix

heures : 20 h 45.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Voulez

vous Super Star ? 19 h 30. Les

Spectacles : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-33). Mémor

isations : 20 h 30.

SPOTLIGHT (46-85-32-89). En atten-

dant... Feytaud ! Par la fenêtre, Feu le

mère de Madame : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-38-10). Le

Chien : 20 h 30.

T.L.D. (LES DÉCHANGÉS) (42-36-00-02). Gille

de Rai : 20 h 15.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SER-

REAU (48-46-49-77). Pourquoi

n'est-ce pas ? 20 h 45.

THÉÂTRE DE FORTUNE (43-56-75-34). O. Pas

de chier et pas de mar ! : 21 h.

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première

sont relatés sans indication

entre parenthèses.)

ALCESTE. Théâtre du Temps (43-55-10-88). (dim. lun.) 20 h 30

(29).

ANTIGONE. Chocley-ric. Théâtre

Paul-Eugène (49-00-62-79). Mer-

credi, jeudi, vendredi, samedi à

20 h 30 ; dim. 17 h (dimanche).

L'AVARE. En langue des signaux.

Vincennes. International Visual

Theatre (43-06-68-69). Mercredi,

jeudi, vendredi, samedi à 20 h et

samedi à 18 h (29).

LES DEUX VOIES DE JEAN COG-

TEAU. Centre Georges-Poisson

(42-74-42-15). 45-33-66-70. Mer-

credi, jeudi, vendredi, dimanche à

18 h 30 ; samedi et lundi à 20 h 30

(29).

FRAGMENTS FORAINS. Saint-

Denis. Théâtre Gérard-Philips (42-43-17-17) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (29).

JE M'VOYAIS DÉJÀ. Cartouche.

Aubier du Chaudron (43-29-07-04).

42-74-42-15. 45-33-66-70. Mer-

credi, jeudi, vendredi, samedi à

20 h 30 ; dim. 17 h (29).

MENU PLAISIR. Hôtel Lutécia.

Salon Saint-Germain (48-44-36-36).

42-74-42-15. 45-33-66-70. Mer-

credi, jeudi, vendredi, samedi à

20 h 30 ; dim. 17 h (29).

LE PRINCE TRAVESTI. Molière

(Théâtre 71) (46-56-43-65) (dim.

soir, lun. mar.) 20 h 30 ; dim. 18 h

(29).

LES ÉMIGRÉS. Roseau Théâtre

(42-71-30-20). 20 h 30 ; dim. 17 h

(30).

LE BALADIN DU MONDE OCCI-

dental. Amandiers de Paris (43-68-42-17) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (31).

HAMILLET. Grande Halle de la

Villette (42-74-42-15). 45-33-66-70

(dim. soir, lun. mar.) 20 h 30 ; dim. 17 h

(31).

ULTIMA VIOLENCIA. Palais de jus-

tice. 1^{re} chambre de la cour d'appel

(43-26-31-02) (dim. soir, lun. mar.)

20 h 30 ; dim. 17 h (31).

HUS CLOS. Lucienne Forum. Centre

national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim. 21 h 30) (32).

LA BISLE : UNE HISTOIRE

NÉCESSAIRE À L'HOMME. Crypte

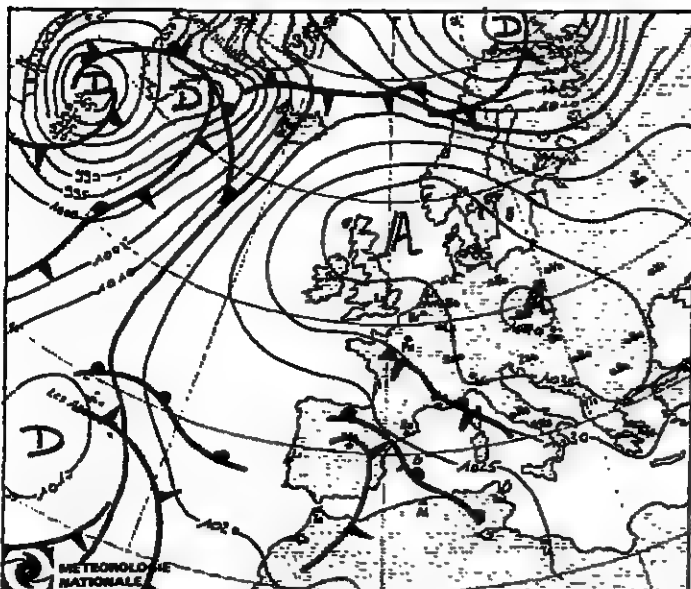
Saint-Agnès. Salle Saint-Eustache

(42-21-09-48). samedi, mardi à

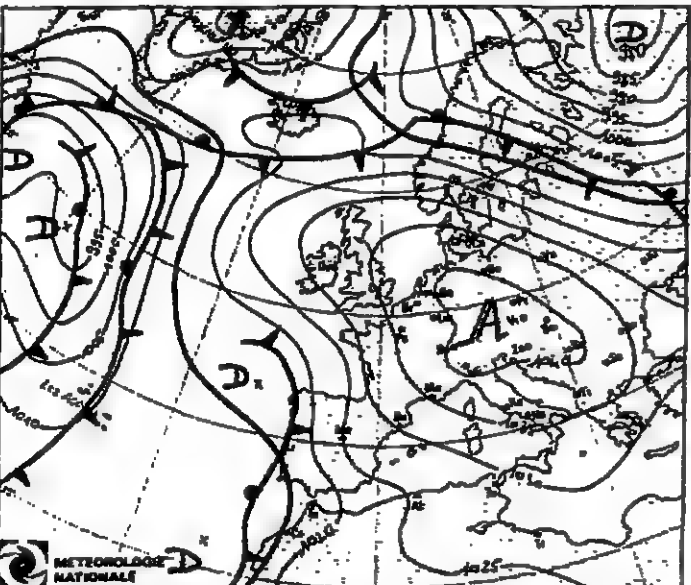
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1^{er} DÉCEMBRE 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 3 DÉCEMBRE 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 1^{er} décembre à 0 heure et le dimanche 3 décembre à 24 heures.

Les conditions anticycloniques vont persister sur l'ensemble du pays jusqu'à la fin du week-end. Le temps sera donc généralement bien ensoleillé, surtout à partir de dimanche, mais il y aura encore du brouillard et de nombreuses gelées.

Samedi : brouillard et soleil, nuages sur le Languedoc-Roussillon.

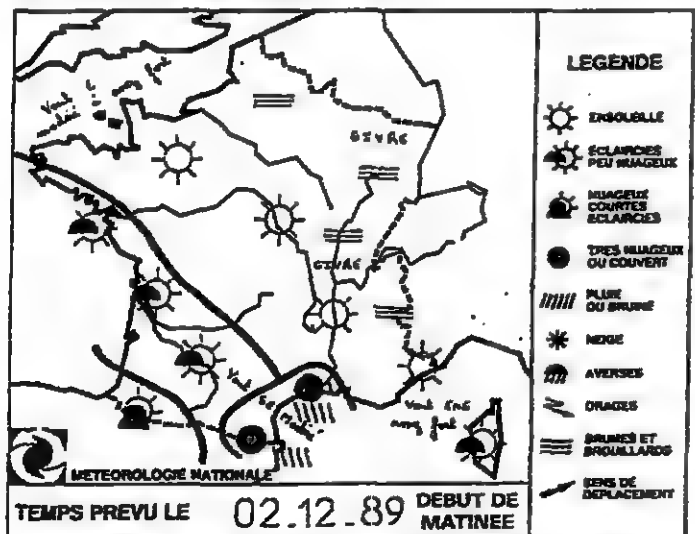
Sur une grande moitié nord-est du pays, c'est-à-dire de la Normandie au Massif Central et à la Corse et jusqu'aux frontières du nord et du nord-est, les gelées seront nombreuses et fortes. Les nuages, il fera en effet sur toutes ces régions entre 0 et -8 degrés avec des températures atteignant même -10 degrés sous abri vers les Alpes. Pris de la Méditerranée et en Corse, il fera plus doux (4 à 8 degrés). Les brouillards seront également fréquents et forts. Toutefois, ils devraient se dissiper sur la plupart des régions et ne persister localement que dans le nord-est du pays. Une fois ces brouillards dissipés, le

temps sera bien ensoleillé, mais restera tout de même encore froid : 2 à 8 degrés en général, mais pas plus de zéro si le brouillard dure toute la journée. Sur les autres régions, soit de la Bretagne aux Pyrénées et au littoral du Languedoc-Roussillon, le ciel sera passagèrement nuageux.

Dimanche : régression des brouillards, encore des nuages sur le Languedoc-Roussillon.

La journée de dimanche sera semblable à celle du samedi. Les brouillards seront encore présents le matin, surtout sur l'est du pays, mais se dissiperont en général pour ne persister que très localement l'après-midi. Comme la veille, les nuages resteront nombreux sur le Languedoc-Roussillon et le littoral provincial. Partout ailleurs, le ciel sera dégagé et le temps très ensoleillé. Le vent de sud-est se renforcera de la Bretagne au sud-ouest et du Languedoc.

Les températures maximales seront en légère baisse par rapport à la veille et les minimales seront sans grand changement.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre le 30-11-1989 à 6 heures TU et le 1 ^{er} -12-1989 à 6 heures TU			
le 1 ^{er} -12-1989			
FRANCE	TOUTS	LOS ANGELES	25 9 D
ALGER	17 5 D	LUXEMBOURG	2 -3 D
BARCELONE	14 8 N	MADRID	15 11 P
BELGRADE	10 3 D	MARSEILLE	22 6 D
BIRMA	9 4 C	MILAN	0 -3 B
BOMBAY	3 -4 B	MONTREAL	-4 -16 C
BRAZILIA	7 1 D	MOSCOW	-6 -6 C
BUEENOS AIRES	13 -5 B	NAGASAKI	23 16 P
CAIRO	6 -3 D	NEW YORK	7 -4 A
CANBERRA	7 1 D	OSLO	0 -8 B
CHONGQING	13 -5 B	PARIS	19 12 C
COLUMBO	6 -3 D	PRAGUE	11 -4 D
COPENHAGEN	12 -4 D	ROME	11 -1 D
DARWIN	12 -2 D	SARAJEVO	30 23 P
DELHI	12 2 D	STOCKHOLM	2 -7 A
DURBAN	13 4 D	TOKYO	13 7 D
HAARLEM	13 4 D	TURIN	19 10 N
HANKOW	13 4 D	VIENNE	6 -5 B
HONGKONG	13 4 D	WARSZAWA	3 -8 D
KUALA LUMPUR	13 4 D	ZAGREB	13 7 D
LAHORE	13 4 D		
LONDON	13 4 D		
LYON	13 4 D		
MADRID	13 4 D		
MALACCA	13 4 D		
MANGALORE	13 4 D		
MARSEILLE	13 4 D		
MELBOURNE	13 4 D		
MUMBAI	13 4 D		
NAGASAKI	13 4 D		
NEW DELHI	13 4 D		
NEW YORK	13 4 D		
OSLO	13 4 D		
PARIS	13 4 D		
PRAGUE	13 4 D		
ROME	13 4 D		
SARAJEVO	13 4 D		
STOCKHOLM	13 4 D		
TOKYO	13 4 D		
TURIN	13 4 D		
VIENNE	13 4 D		
WARSZAWA	13 4 D		
ZAGREB	13 4 D		

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATELIE

Les harkis

Le Poste metra en vente générale, le lundi 11 décembre, un timbre à 2,20 F. « Hommage aux harkis, soldats de la France. »

Le harki est un militaire servant dans une milice supplétive (harkis). Lors du recensement de 1968, cent quarante mille harkis, Français musulmans réfugiés en France, sont dénombrés.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné par Alain Rouhier d'après un logo de Michel Clave, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

► Vente anticipée les 9 et 10 décembre à Paris, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste « premier jour » ouvert au ministère de la Solidarité, 8, avenue de Ségur, 7^e ; le 9 décembre, de 8 heures à 18 heures, à Paris-Louvre R9, 32, rue du Louvre, 1^{er} ; et au bureau de poste de Paris-Ségur, 5, avenue de Saxe, 7^e ; de 10 heures à 17 heures, au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard, 15^e.

► Vente anticipée les 9 et 10 décembre, à Arles (Bouches-du-Rhône), au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la Commanderie de l'ordre de Malte-Sainte-Luce ; le 9 décembre, de 8 heures à midi au bureau de poste d'Arles. A Marseille (cacher sans mention « premier jour »), les 9 et 10 décembre, au bureau temporaire ouvert à la Maison des associations 33, la Canabière, 1^{er}.

► Dédicace : Michel Clave sera présent sur le stand du Monde des philatélistes, le jeudi 21 décembre, de 14 heures à 16 heures, lors de la quinzième commerciale du Carré Marigny (avenue Gabriel à Paris).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chauchat, 75009 Paris. tél. : (1) 42-47-99-08.



Près de 3 millions de francs pour ce bloc de trente-six du « Black Penny »

► Le Monde des philatélistes de décembre. — De nombreux timbres-poste sont parus dans le monde, en 1989, à l'occasion du centenaire de la naissance de Charlie Chaplin. Le Monde des philatélistes de décembre, qui vient de paraître, fait le point sur cette thématique appelée à connaître le succès. Au sommaire de ce numéro, également : la seconde partie d'une étude sur la naissance du « Black Penny » à l'effigie de Victoria, premier timbre émis au monde, en Grande-Bretagne, en 1840. Noter qu'un bloc de trente-six pièces de ce timbre, dans une version particulière vient d'être adjugé au cours d'une vente organisée par Harmsers de London le 7 novembre 308 000 livres sterling, environ 3 millions de francs (le Monde des philatélistes, 100 pages, en vente en kiosque 18 F.).

► Une carte pour la Guadeloupe. — Jusqu'au 23 décembre tous les bureaux de poste commercialisent une carte postale originale au prix de 10 F. Le produit de cette vente servira à reconstruire des classes

En filigrane

d'écoles en Guadeloupe, où 80 % des établissements scolaires ont été détruits après le passage du cyclone « Hugo » en septembre. Une association, Ministère des PTE pour la Guadeloupe, se propose de recueillir et d'utiliser des dons qui peuvent être adressés à : CCP 16-42 R 75900 Paris Chèques.

► Le courrier du Père Noël. — Chaque année, de nombreux enfants (ou leurs parents) écrivent au Père Noël et mettent leur lettre dans les boîtes aux lettres. Ces lettres sont dirigées sur le Centre des recherches du courrier de Libourne, qui se transforme pour un temps en secrétariat du Père Noël et répond à chaque enfant (adresses complètes et lisibles de rigueur donc). Cette tradition, née en 1964, rencontre un énorme succès : puisque 280 000 lettres individuelles et 8 240 envois groupés provenant des écoles ont suscité l'envoi de 170 500 cartes « Père Noël » en 1988 (un modèle différent tous les ans) en réponse aux lettres individuelles et 212 700 à destination

CARNET DU MONDE

Naissances

— M. Philippe PELLETIER et M^{me} née Françoise POITRAT, Marie, Claire, Jeanne, Antoinette, Pierre (7), Laure et Fanny.

ont la joie d'annoncer la naissance de Augustin, Paris, le 24 novembre 1989.

— M^{me} Louise Baillet a la douleur de faire part du décès de son époux, Armand BAILLET, survenu le 24 novembre 1989.

L'inhumation aura lieu au cimetière de la Piro-Lachaise, à 10 h 15, le 7 décembre 1989.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Ehrmann, M. et M^{me} René Ehrmann et leurs enfants, André, Violaine-Sandrine-Daphné, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Jean EHRMANN, née Madeleine Lebel,

rappelee à Dieu, le 27 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale.

— M^{me} Jean-Pierre Jude, son épouse, Nicolas, Raphaëlle, Virginie, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Nicole Pras-Jude et Sabine, M. Michel Jude et ses enfants, M^{me} Louis Guyon-Gellia, M. André Jude et ses enfants,

Les familles Aguilon, Chaverman, Guyon-Gellia, Salama, Laote, ont la douleur de faire part du décès de docteur Jean-Pierre JUDE, survenu à Cannes, le 27 novembre 1989.

L'inhumation a eu lieu le mercredi 29 novembre, au vieux cimetière de Manosque.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. R.A. Sanguolo, son épouse, Laurence, Véronique et Catherine Teller, ses filles, leurs conjoints et ses petits-enfants, Les familles Girard, Nouzille, Bajarjard, Et tous ses amis ainsi que ses proches, ont la douleur de faire part du décès de docteur Michèle SANGIULO, née Forquet, chirurgien-dentiste, rappelee à Dieu le mercredi 29 novembre 1989.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale.

Une messe de souvenir sera célébrée à l'église de Notre-Dame d'Aix-les-Bains, le samedi 2 décembre, à 9 h 30.

— Bar-Yam, New-York, Dijon. M. Alter LIBERMAN

est décédé, le 17 novembre 1989, à l'âge de quatre-vingt ans, des suites d'une longue et cruelle maladie.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Holon, selon les dernières volontés du défunt.

De la part de : M^{me} Alter Liberman, son épouse, Le docteur et M^{me} Romane Liberman, ses enfants, Gauthier et Clara Liberman, ses petits-enfants.

— Les familles Magnier, Moreau, Rolland, Baral et Cordero font part du décès de M. Maurice MAGNIER, le 22 novembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 25 novembre, dans la plus stricte intimité familiale, à Entrecaux (Var).

« La Poussette », Entrecaux, 83570 Carcès.

— M. et M^{me} Claude Naccache et enfants, M. et M^{me} Claude Khayat et enfants, M. et M^{me} Raoul Madar et enfants, M. et M^{me} Raoul Bouboul, M^{me} Odette Bouboul, M. et M^{me} Edouard Naccache, Les familles parentes et alliées, font part du décès de leur très chère et regrettée, M^{me} Hélène NACCACHE, née Moutonnet-Bouabré.

Les prières de fin de semaine auront lieu le samedi 2 décembre 1989, à 11 heures, à L'ENJO, 6 bis, rue Michel-Ange, Paris-16^e.

— M. R.A. Sanguolo, son épouse, Laurence, Véronique et Catherine Teller, ses filles, leurs conjoints et ses petits-enfants, Les familles Girard, Nouzille, Bajarjard, Et tous ses amis ainsi que ses proches, ont la douleur de faire part du décès de docteur Michèle SANGIULO, née Forquet, chirurgien-dentiste, rappelee à Dieu le mercredi 29 novembre 1989.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale.

Une messe de souvenir sera célébrée à l'église de Notre-Dame d'Aix-les-Bains, le samedi 2 décembre, à 9 h 30.

— Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de Roland PULLEN, journaliste australien, survenu à Paris, le 29 novembre 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 décembre, à 11 heures, à l'église anglicane Saint-Georges, 7, rue Anguste-Vacquerie, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes. L'incinération du corps aura lieu à une date ultérieure.

— M. A. Spivac, Simon et Elise Spivac, Maya et Nicolas, Sonamas Sir, Et toute la famille, font part du décès de Sarah SPIVAC, née Pressacchi.

L'enterrement a eu lieu le 1^{er} décembre 1989, au cimetière du Montparnasse.

62, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris, 1 bis, rue Saint-Julien-le-Pauvre, 75005 Paris.

— Niort (79), Saint-Savinien (17), M. Yves Thire, son épouse, M. et M^{me} Christophe Thire-Poujade, Valérie et Stéphanie Thire, la comtesse de Mocqueneq, sa mère, le comte Hugues de Mocqueneq, son frère et ses enfants, M^{me} Louis Bourriaud et Daniel Cunill, ses sœurs et leurs enfants, Les familles Thire, de Mocqueneq et Bourriaud, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Yves THIRE, née Marie-Françoise de Mocqueneq, des suites d'une longue maladie, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale en l'église de Saint-Savinien (Charente-Maritime), le 30 novembre 1989.

— M. R.A. Sanguolo, son épouse, Laurence, Véronique et Catherine Teller, ses filles, leurs conjoints et ses petits-enfants, Les familles Girard, Nouzille, Bajarjard, Et tous ses amis ainsi que ses proches, ont la douleur de faire part du décès de docteur Michèle SANGIULO, née Forquet, chirurgien-dentiste, rappelee à Dieu le mercredi 29 novembre 1989.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale.

Une messe de souvenir sera célébrée à l'église de Notre-Dame d'Aix-les-Bains, le samedi 2 décembre, à 9 h 30.

Anniversaires

— En ce vingtième anniversaire de la mort de Jean-Sébastien CARBONEL, une fervente pensée est demandée par sa famille à tous ceux qui l'ont aimé et qui se souviennent.

Communications diverses

— Noël des bêtes abandonnées, Fondation assistance aux animaux, dimanche 3 décembre 1989, à Paris, tour Eiffel, port de La Bourdonnais, Les bateaux parisiens. Sur la Seine, le 3 décembre, deux bateaux-mouches à qui joueront les arches de Noël, les chiens et les chats, tous vaccinés, tatoués et stérilisés, vous y attendront.

— Expressions francophones, organisateur des francophonies d'acteurs, a le plaisir de vous informer de la remise de la médaille de chevalier de l'Ordre national du Mérite, à M. Charles JOYON, président du jury national des francophonies d'acteurs d'Evry, par M. Daniel Moreau, directeur du Conseil supérieur de la musique, le jeudi 7 décembre 1989, à 19 heures, à la galerie Mod'Art, 9, rue Saint-Sabin, 75011 Paris.

— Au niveau des lacs, il y aurait encore assez peu de différence avec nos concurrents.

4, rue du Dragon, PARIS 6^e, TEL. 45 44 59 47, 12, rue des Mathurins, PARIS 8^e, TEL. 45 42 23 85, 42, rue de Valenciennes, PARIS 11^e, TEL. 42 34 23 85, 84, rue de Courcelles, PARIS 17^e, TEL. 42 27 23 49.

Chard's FINEST ENGLISH SHIRTS

Vendredi 1^{er} décembre : 12 h à 19 h Samedi 2 - Dimanche 3 : 10 h à 19 h

EXPOSITION INTERNATIONALE

VENTE - ÉCHANGE MINÉRAUX

FOSSILES PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PULLMAN St-JACQUES 17, bd St-Jacques, 75014 PARIS Métro Saint-Jacques

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03.

Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques : 87 F Abonné et actionnaire : 77 F Communications diverses : 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 1^{er} décembre

TF 1	21.30 Le retour d'Arène Lupin. 22.30 Journal et Météo. 22.35 Magazine : 52 ^e sur la Une. 23.30 Variétés : Et puis quoi encore ! 0.35 Journal et Météo. 0.55 Série : Mémoires. 1.20 Des agents très spéciaux. 2.05 Info revue.	21.30 Le retour d'Arène Lupin. 22.30 Journal et Météo. 22.35 Magazine : 52 ^e sur la Une. 23.30 Variétés : Et puis quoi encore ! 0.35 Journal et Météo. 0.55 Série : Mémoires. 1.20 Des agents très spéciaux. 2.05 Info revue.
A 2	20.35 Panique aux Caraïbes. 21.30 Apostrophes. 22.30 Magazine : 52 ^e sur la Une. 23.30 Variétés : Et puis quoi encore ! 0.35 Journal et Météo. 0.55 Série : Mémoires. 1.20 Des agents très spéciaux. 2.05 Info revue.	21.30 Le retour d'Arène Lupin. 22.30 Journal et Météo. 22.35 Magazine : 52 ^e sur la Une. 23.30 Variétés : Et puis quoi encore ! 0.35 Journal et Météo. 0.55 Série : Mémoires. 1.20 Des agents très spéciaux. 2.05 Info revue.
FR 3	20.35 Magazine : Thalassa. L'épopée Tabarly, de Jean Lohseu. La dynastie Fan-Duick.	21.30 Le retour d'Arène Lupin. 22.30 Journal et Météo. 22.35 Magazine : 52 ^e sur la Une. 23.30 Variétés : Et puis quoi encore ! 0.35 Journal et Météo. 0.55 Série : Mémoires. 1.20 Des agents très spéciaux. 2.05 Info revue.

Samedi 2 décembre

TF 1	13.15 Magazine : Reportages. 14.25 La Une est à vous. 15.45 Tiercé à Saint-Cloud. 16.55 La Une est à vous (suite). 17.30 Trente millions d'amis. 18.05 Série : Mémoires. 18.35 La roue de la fortune. 20.00 Journal, Météo, Loto. 20.35 Variétés : Georges Brassens... un copain d'abord. 21.30 Magazine : 52 ^e sur la Une. 22.30 Journal et Météo. 23.30 Série : Mémoires. 0.05 Journal et Météo. 0.30 Série : Mémoires. 1.00 La nuit de la science. 1.50 La nuit de la science.	22.40 Magazine : Musicales. 23.40 Magazine : Sports 3.
A 2	13.20 Championnat de France d'orthographe. 14.05 Série : La loi est la loi. 15.00 Sports passion. 17.25 Aventures-voyages. 18.15 RMC. 18.20 Les chevaux du week-end. 18.30 Un duo explosif. 19.00 Championnat de France d'orthographe. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Champs-Élysées. 21.30 Sport : Tennis. 22.30 Journal et Météo. 23.30 Journal et Météo. 0.05 Sport : Tennis (suite). 0.25 Solzante secondes.	13.05 Magazine : 24 heures. 14.00 Complot à Manille. 15.30 Documentaire : Les silences... 16.00 L'opéra du bout du monde. 17.30 Magazine : Canalimmo. 18.00 Décade pas Bunny. 19.30 Flash d'informations. 20.30 Sport : Football. 21.30 Flash d'informations. 22.45 Concert : Neville brothers. 23.40 Magazine : Exploits. 0.00 Cinéma : la Femme en noir. 0.30 Cinéma : la Femme en noir. 1.30 Cinéma : la Femme en noir.
FR 3	14.00 Magazine : Territoires. 14.30 Magazine : Contact. 15.00 Magazine : Fantazie. 16.00 Drevet vend la mèche. 17.00 Flash d'informations. 18.00 Le 19-20 de l'information. 19.00 Dessin animé : Kimbo. 20.05 Jeu : La classe. 20.35 Samodynamite. 21.35 Journal et Météo. 22.20 Magazine : Le divan. Invité : Jeanne Longo.	13.05 Magazine : 24 heures. 14.00 Complot à Manille. 15.30 Documentaire : Les silences... 16.00 L'opéra du bout du monde. 17.30 Magazine : Canalimmo. 18.00 Décade pas Bunny. 19.30 Flash d'informations. 20.30 Sport : Football. 21.30 Flash d'informations. 22.45 Concert : Neville brothers. 23.40 Magazine : Exploits. 0.00 Cinéma : la Femme en noir. 0.30 Cinéma : la Femme en noir. 1.30 Cinéma : la Femme en noir.

36 15
FM

Le service Multimédia
expert de l'emploi des cadres

Dimanche 3 décembre

TF 1	7.45 Jardins avec Nicolas. 8.00 Club Dorothée dimanche. 10.10 Hifi NRJ-TF1. 10.55 Magazine : Les animaux du monde. 11.25 Magazine : Auto-moto. 12.00 Jeu : Tournesol, manège. 12.30 Météo et Journal. 13.20 Série : Un fil dans la Meïla. 14.15 Série : Rick Hunter. 15.10 Variétés : Nando Dingo. 15.40 Tierscé à Autz. 16.20 Dessins animés : Disney parade. 17.35 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 18.00 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. 19.55 Loto sport. 20.00 Magazine : Météo et Tapé vert. 20.35 Cinéma : Vol au-dessus d'un nid de coucou. 21.30 Cinéma : Vol au-dessus d'un nid de coucou. 22.30 Cinéma : Vol au-dessus d'un nid de coucou. 23.30 Cinéma : Vol au-dessus d'un nid de coucou. 0.05 Cinéma : Vol au-dessus d'un nid de coucou. 0.30 Cinéma : Vol au-dessus d'un nid de coucou.	23.40 Sexy clip. 0.20 Variétés : You can dance. 1.00 Rediffusions.
LA SEPT	20.30 Danse : La fiancée aux yeux de bois. 21.30 Documentaire : Les trois trajectoires d'Armand Gatti. 22.30 Documentaire : Les chameaux de la dot. 23.30 Cinéma : le Rayon vert. 0.05 Cinéma : le Rayon vert. 1.05 Cinéma : le Rayon vert.	23.40 Sexy clip. 0.20 Variétés : You can dance. 1.00 Rediffusions.
FRANCE-CULTURE	20.30 Radio-archives. 21.30 Musique : Black and blue. 22.40 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code.	23.40 Sexy clip. 0.20 Variétés : You can dance. 1.00 Rediffusions.
FRANCE-MUSIQUE	20.30 Concert (donné le 16 novembre à Stuttgart) : Russian et Ludmila, concert de Glinka. 21.30 Concert (donné le 16 novembre à Stuttgart) : Russian et Ludmila, concert de Glinka. 22.30 Concert (donné le 16 novembre à Stuttgart) : Russian et Ludmila, concert de Glinka. 23.30 Concert (donné le 16 novembre à Stuttgart) : Russian et Ludmila, concert de Glinka. 0.05 Concert (donné le 16 novembre à Stuttgart) : Russian et Ludmila, concert de Glinka. 0.30 Concert (donné le 16 novembre à Stuttgart) : Russian et Ludmila, concert de Glinka.	23.40 Sexy clip. 0.20 Variétés : You can dance. 1.00 Rediffusions.
A 2	8.30 Magazine : Câlins-matin. 8.55 Dessin animé : Les Rikiki au pays du père Noël. 9.00 Connaître l'islam. 9.15 Émissions israéliennes. 9.30 Foi et tradition des chrétiens orientaux. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe, en l'église de Saint-Véran (Hautes-Alpes). 12.05 Dimanche Martin. 13.00 Journal et Météo. 13.20 Dimanche Martin (suite). 14.55 Série : Mac Gyver. 15.50 L'école des fans. 16.35 Feuilleton : Un château au soleil.	23.40 Sexy clip. 0.20 Variétés : You can dance. 1.00 Rediffusions.
LA 5	8.30 Dessins animés. 10.00 Variétés : Perfecto. 10.30 Série : L'homme qui valait 3 milliards. 11.30 Série : L'homme de l'Atlantide. 12.30 Documentaire : Beauté sauvage. 13.00 Journal. 13.35 Série : Madame le juge. 15.10 Téléfilm : Le cercle fermé. 17.00 Magazine : Télé-matches dimanche. 18.00 Série : La cinquième dimension. 18.30 Série : Riptide. 19.00 Journal images. 19.30 Riptide (suite). 20.00 Divertissement : Tout le monde est gentil. 20.30 Divertissement : Tout le monde est gentil. 21.00 Divertissement : Tout le monde est gentil. 21.30 Divertissement : Tout le monde est gentil. 22.00 Divertissement : Tout le monde est gentil. 22.30 Divertissement : Tout le monde est gentil. 23.00 Divertissement : Tout le monde est gentil. 23.30 Divertissement : Tout le monde est gentil. 0.00 Divertissement : Tout le monde est gentil. 0.30 Divertissement : Tout le monde est gentil.	23.40 Sexy clip. 0.20 Variétés : You can dance. 1.00 Rediffusions.
FR 3	8.00 Amuse 3. 9.00 Magazine : Racines. 9.25 Magazine : Racines. 10.30 Magazine : Rencontres. 11.30 RFO hebdo. 12.00 Magazine : Rencontres. 12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports loisirs.	23.40 Sexy clip. 0.20 Variétés : You can dance. 1.00 Rediffusions.



Le Monde
de la
Révolution française

Pour en savoir plus sur les hommes, les événements et les idées de la Révolution.

MENSUEL : 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

N'oubliez pas votre culture, n'imposez pas vos lectures !

Laissez-le libre de choisir, offrez-lui un

CHEQUE-LIRE

Une autre façon d'offrir des livres en France

en librairie

100 1350

[illegible][illegible][illegible]

1957
 1958
 1959
 1960
 1961
 1962
 1963
 1964
 1965
 1966
 1967
 1968
 1969
 1970
 1971
 1972
 1973
 1974
 1975
 1976
 1977
 1978
 1979
 1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025
 2026
 2027
 2028
 2029
 2030
 2031
 2032
 2033
 2034
 2035
 2036
 2037
 2038
 2039
 2040
 2041
 2042
 2043
 2044
 2045
 2046
 2047
 2048
 2049
 2050
 2051
 2052
 2053
 2054
 2055
 2056
 2057
 2058
 2059
 2060
 2061
 2062
 2063
 2064
 2065
 2066
 2067
 2068
 2069
 2070
 2071
 2072
 2073
 2074
 2075
 2076
 2077
 2078
 2079
 2080
 2081
 2082
 2083
 2084
 2085
 2086
 2087
 2088
 2089
 2090
 2091
 2092
 2093
 2094
 2095
 2096
 2097
 2098
 2099
 2100
 2101
 2102
 2103
 2104
 2105
 2106
 2107
 2108
 2109
 2110
 2111
 2112
 2113
 2114
 2115
 2116
 2117
 2118
 2119
 2120
 2121
 2122
 2123
 2124
 2125
 2126
 2127
 2128
 2129
 2130
 2131
 2132
 2133
 2134
 2135
 2136
 2137
 2138
 2139
 2140
 2141
 2142
 2143
 2144
 2145
 2146
 2147
 2148
 2149
 2150
 2151
 2152
 2153
 2154
 2155
 2156
 2157
 2158
 2159
 2160
 2161
 2162
 2163
 2164
 2165
 2166
 2167
 2168
 2169
 2170
 2171
 2172
 2173
 2174
 2175
 2176
 2177
 2178
 2179
 2180
 2181
 2182
 2183
 2184
 2185
 2186
 2187
 2188
 2189
 2190
 2191
 2192
 2193
 2194
 2195
 2196
 2197
 2198
 2199
 2200
 2201
 2202
 2203
 2204
 2205
 2206
 2207
 2208
 2209
 2210
 2211
 2212
 2213
 2214
 2215
 2216
 2217
 2218
 2219
 2220
 2221
 2222
 2223
 2224
 2225
 2226
 2227
 2228
 2229
 2230
 2231
 2232
 2233
 2234
 2235
 2236
 2237
 2238
 2239
 2240
 2241
 2242
 2243
 2244
 2245
 2246
 2247
 2248
 2249
 2250
 2251
 2252
 2253
 2254
 2255
 2256
 2257
 2258
 2259
 2260
 2261
 2262
 2263
 2264
 2265
 2266
 2267
 2268
 2269
 2270
 2271
 2272
 2273
 2274
 2275
 2276
 2277
 2278
 2279
 2280
 2281
 2282
 2283
 2284
 2285
 2286
 2287
 2288
 2289
 2290
 2291
 2292
 2293
 2294
 2295
 2296
 2297
 2298
 2299
 2300
 2301
 2302
 2303
 2304
 2305
 2306
 2307
 2308
 2309
 2310
 2311
 2312
 2313
 2314
 2315
 2316
 2317
 2318
 2319
 2320
 2321
 2322
 2323
 2324
 2325
 2326
 2327
 2328
 2329
 2330
 2331
 2332
 2333
 2334
 2335
 2336
 2337
 2338
 2339
 2340
 2341
 2342
 2343
 2344
 2345
 2346
 2347
 2348
 2349
 2350
 2351
 2352
 2353
 2354
 2355
 2356
 2357
 2358
 2359
 2360
 2361
 2362
 2363
 2364
 2365
 2366
 2367
 2368
 2369
 2370
 2371
 2372
 2373
 2374
 2375
 2376
 2377
 2378
 2379
 2380
 2381
 2382
 2383
 2384
 2385
 2386
 2387
 2388
 2389
 2390
 2391
 2392
 2393
 2394
 2395
 2396
 2397
 2398
 2399
 2400
 2401
 2402
 2403
 2404
 2405
 2406
 2407
 2408
 2409
 2410
 2411

FRANCE
MUSIQUE

THE NEW YORK TIMES BESTSELLER

CHEESE-BAIT

A NOVEL

by [illegible]

Illustration of a book with a face on the cover.

On verra. Mais pour l'heure faisons confiance à la mémoire des calendriers, heureusement encore assez vive pour se souvenir et nous faire nous souvenir des devoirs que nous avons envers la fête. Ainsi donc, vite, la fête !

C'est une dame d'outre-Manche qui l'ouvre. Elle s'explique sur le champagne et deux ou trois bonnes et mauvaises manières que nous habitons, nous les gardiens des bulles (page 27). Rencontre, à Anvers, avec l'un des plus fameux diamantaires de son temps. Une histoire à multiples facettes (page 28).

Ah ! les douceurs de l'Empire : marmelades, chutneys et thés lointains, à Londres, dans les rayons de Fortnum et Mason (page 29). Et puis voici André Daguin, mousquetaire et champion des cuisines du terroir (page 30). Du bord du Léman maintenant d'où arrivent les grands souffles de La Havane: Davidoff, en froid avec Cuba, laisse deux seigneurs du cigare, les Gérard, prendre de l'avance et gagner des territoires (page 33).

Retour en France, à Grasse, où, près des cuves dans lesquelles se pâme le jasmin, Georges Vindry relate la longue, longue histoire des parfums (page 34). Du chocolat, pour finir, avec le très savoureux Robert Linxé, haut expert en douceurs et cacao fin (page 35).

REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE : GÉRALD RONDEAU

OUTRE-MANCHE

DAME CHAMPAGNE

Serena Sutcliffe a décroché en 1976 le titre assez enviable de « Master of wines ». Elle nous parle ici des Français et de leur goût pour les bons et moins bons champagnes.

Dieu sait à quel point on n'entre ni sans mal ni sans perdre quelques illusions dans le monde, plus qu'humain, du vin. Mais du moins le temps d'une vie peut-il suffire à la découverte de l'essentiel. Rien de tel avec les vins de Champagne, reflets d'une hérédité plus complexe. A la fois parce qu'ils se sont, depuis longtemps, totalement transformés, Dom Pérignon ou pas, en quelque chose qui n'a, pour parler simplement, plus rien à voir avec le vin. Ensuite, parce que le champagne impose les étendards des grandes marques, qui défendent, certes, haut et fort ses couleurs, mais qui interdisent aussi la remontée vers les cépages, les lieux-dits et les hommes de la vigne, qui ailleurs représentent la vraie richesse des choses du vin.

Parce qu'elle a découvert tout cela avant, et donc mieux que personne, il convient d'écouter avec attention M^{me} Serena Sutcliffe. Cette citoyenne britannique à peine moins anglaise que sa reine entreprend, à l'instant, un étrange et bien séduisant combat au service de l'effervescence tricolore. Une lutte qui pourrait passer comme étant au service des intérêts de l'Hexagone, si l'on n'y décelait, malgré tout, l'élitisme au service d'une certaine idée, insulaire, de la démocratie, cette philosophie éclairée nous révélant, à distance, les charmes et les dangers de notre savoir-faire viticole.

Comment entre-t-on, femme, au service du vin des hommes ? Pour M^{me} Sutcliffe, il y eut, avant toute chose, une hérédité hors du commun, sorte de bohème marchande et industrielle revenue s'ancrer à l'issue de la seconde guerre mondiale au plus profond de la campagne anglaise. Une mère née, comme ses parents, dans une Chine qui n'était pas encore populaire ; un père de longue ascendance norvégienne, des grands-parents et des oncles écrivains, et une maison « avec une cave immense mais, comme ils avaient peu d'argent, presque vide » : ce fut, sinon l'apprentissage précoce du vin, du moins l'ouverture gustative et culturelle sans laquelle il est souvent difficile, parvenu à l'âge adulte, de trouver une réelle plénitude sensorielle.

Il y eut aussi, bien sûr, l'indispensable appel de la France et cette arrivée à Paris, trop belle pour qu'on hésite longtemps à la rapporter. « C'était en juillet 1965, confie-t-elle, en souriant dans le petit matin de Londres. J'arrivais seule avec mes valises, perdue, dans un petit hôtel. J'ai tout laissé alors pour me promener dans les rues. Il y avait là, pour vous, c'est banal, mais ça ne l'était pas pour

moi, une boutique Nicolas. Je suis entrée, j'ai acheté une bouteille de savigny-lès-beaune et je suis rentrée pour la boire, seule, dans ma chambre. Ce fut mon repas. J'avais de la chance : c'était un millésime 61. »

La chance n'était pas vraiment une nouveauté. Il faudrait, dans le désordre, citer cette mère « au palais incroyable, dotée d'une mémoire sensorielle sans équivalent, capable de reconnaître sans le définir le moindre défaut d'un vin ». « Si j'ai eu en héritage la moitié ou le tiers de ses capacités, dit-elle, je suis au-delà de la norme et vraiment comblée. »

Où encore ce grand-père, rentré de Chine dans les années 50 pour faire découvrir à sa petite-fille les joies de la table et les richesses du continent. « Lorsqu'il lui arrivait de commander une « bouteille de vin » au restaurant, cela signifiait obligatoirement une bouteille de champagne. En réalité, fidèle à sa marque comme il était d'usage pour les gens de sa génération, cela signifiait une bouteille de « Veuve ». S'il n'y avait pas de Veuve Clicquot disponible, l'occasion s'en trouvait légèrement ternie, et c'était toujours alors un soupir de soulagement quand la famille voyait arriver l'étiquette orange. »

Aujourd'hui, le grand-père n'est plus. La Veuve est toujours vivante. Et la petite-fille en remontrant à son aïeul. Car qu'il d'autre qu'elle oserait aujourd'hui écrire, en introduction à l'un des plus intéressants ouvrages connus sur le champagne (1), que sa rédaction tient pour l'essentiel à « la musique de la procession et de la troisième messe de la Nativité telle qu'elle aurait pu être célébrée dans la cathédrale de Reims en 1361 » ? « Ce plain-chant envolturant était la reconstitution exacte du rite de Reims, mais exécuté dans la cathédrale de Lincoln ; Reims n'a malheureusement plus le jubé et le déambulatoire qui permettaient de faire chanter la messe comme il y a six siècles. Ces sonorités me hantent encore, maintenant que le livre est achevé. »

Il y eut, c'était dans les années 60 ou 70, une première aventure professionnelle. Celle qui était déjà tombée amoureuse des vins français gagnait alors sa vie à traduire l'anglais en français, et l'inverse. Elle le fit d'abord en Europe du Nord, puis à Paris, au siège de l'UNESCO. Mais sans doute, vin ou pas, ne peut-on pas durablement lutter contre sa nature et ce fut bien vite le retour sur la base londonienne. « C'est bien parce que j'étais incroyablement amoureuse de vos vins que je ne



suis pas restée en France, dit-elle encore. Week-ends et vacances, je connaissais toutes les régions viticoles. J'avais découvert la vigne et les vignes, appris à vendanger et à tailler... Mais entrer dans le métier, pour moi, c'était indispensablement venir travailler à Londres qui demeure, qu'on le veuille ou non, le plus grand centre de distribution de tous les vins du monde. »

On n'embauchait pas volontiers une femme en Grande-Bretagne, dans les années 70, pour s'occuper d'importation de vins. Ou, plus exactement, il fallait bien du courage alors pour faire remarquer que la valeur dans ce domaine ne tenait en rien au genre. Du très enviable titre Master of Wines, décroché en 1976, à, treize années plus tard, un poste enviable de consultant en vins dans un bureau design à deux pas de Marble Arch, M^{me} Sutcliffe a fait du chemin. Suffisamment déjà pour écrire quelques best-sellers à l'intention des Américains et un ou deux ouvrages traduits en français dans lesquels elle exprime, sans fard, ses jugements féminins sur les vins bourguignons. C'est aujourd'hui au tour du champagne de passer à ce petit jeu, quelquefois méchant, souvent acide et pour nous toujours désarmant de la critique à la sauce anglaise.

Mauvais vins et dîners guindés

Dit-on jamais la vérité à propos des vins de Champagne ? Mme Sutcliffe, sur ce thème, ne mâche nullement ses opinions. « Il n'y a en France qu'une toute petite minorité de personnes qui connaît véritablement le champagne, confie-t-elle. J'ai longtemps été très étonnée de voir à quel point on pouvait servir dans les plus grandes occasions des champagnes véritablement infects. Il y a d'abord les dîners guindés parisiens où les maîtres de maison s'ingénient à offrir le merveilleux champagne « d'un-ds-derniers-petits-vignerons-qui-le-fait-lui-même ». Tout le monde devrait pourtant savoir que l'excellence ne peut provenir, pour des raisons œnologiques et techniques, que des grandes maisons champenoises. »

Il y a aussi, pour M^{me} Sutcliffe, ces situations curieuses, et quelque peu déplacées, qui voient les plus grands des châteaux bordelais prendre plaisir à offrir à leurs hôtes, au terme de dégustations mémorables autant que tanniques, les vins effervescents « les moins intéressants qui soient ». Tout se passe au fond pour elle comme si la France n'avait pas, encore, fait le parcours initiatique indispensable à tout propos sensé sur les vins en général, et plus encore sur ceux-là. « Je n'ai pas été peu fière, raconte-t-elle sans malice, d'apprendre que c'est l'Angleterre qui en 1870 a réussi à convaincre la maison Pommery de faire le premier champagne brut, un millésimé 1874. » Elle dit aussi à quel point elle fut impressionnée par la franchise des grandes maisons champenoises lorsqu'elle leur fit part de sa volonté de connaître, de saisir leur démarche et leurs soucis, leurs petites méthodes et leurs profonds secrets.

Reste l'essentiel : les leçons, et surtout la morale, tirées de cette balade dans la mousse du temps qui passe, dans les fermentations infinies.

A en croire Mme Sutcliffe, il n'y a aucune fatalité des vins de Champagne. Ou, pour mieux dire,

ceux-ci ne seraient pas au fond plus difficiles à saisir que les grands ligériens, les meilleurs bourguignons, les bordelais ou les vrais alsaciens. « Dans toutes les conférences que j'ai pu donner sur ce sujet en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, j'ai cherché avant toute chose à montrer, bouteilles à l'appui, les incroyables différences existant entre les grandes marques. Contrairement à ce que l'on pense trop souvent, l'effervescence n'est pas une barrière infranchissable, interdisant, par exemple, de remonter vers les cépages, les lieux ou les vignes. Je soutiens, bien au contraire, que c'est un élément qui, lorsqu'il est pris en compte comme il convient, exacerbe les qualités et les défauts. » Elle plaide ainsi pour une approche en deux temps des champagnes. D'abord objective (d'où vient-il, de quoi est-il fait, a-t-il un âge connu ?), subjective ensuite, où il convient, toute honte bue, d'oser exprimer ses sensations et ses goûts.

« Avec le champagne, le vocabulaire est insuffisant, dit-elle. On ne sait dire, au fond, qu'une chose : ça pétille. Il faut réussir à inventer d'autres mots. Il faudrait aussi une fois pour toutes savoir résister aux prix trop bas. Je suis véritablement effrayée lorsque je vois certains tarifs pratiqués par les grandes surfaces. Moins de 50 francs ! C'est incompatible avec la qualité et très mauvais, à terme, pour l'ensemble des vins champenois. » Un exemple devrait suffire, selon elle, à démontrer les dangers du « dumping » dans le luxe : celui du sherry qui, depuis vingt ans, a perdu en Grande-Bretagne et ses prix et sa qualité d'autant. Cette défense et illustration du haut de gamme n'est pas totalement étrangère à la notion de partage, « puisque, soutient Mme Sutcliffe, le champagne se démocratise ». Elle correspond toutefois à un discours très critique sur « les vignerons individuels qui souvent n'ont pas les stocks suffisants pour assurer une production suivie de qualité » et sur les coopératives, accusées, en substance, d'incitation constante à la baisse des cours.

On connaît la jolie formule de Mme Lily Bollinger. Alors qu'on lui demandait dans quelles circonstances elle était amenée à boire ses propres vins, la fondatrice de ce qui demeure l'une des plus belles maisons champenoises aurait répondu : « J'en bois quand je suis heureuse et quand je suis triste. Parfois, j'en bois quand je suis seule. Quand j'ai des invités, j'estime que c'est une obligation. Je le savoure quand je n'ai pas faim, et j'en bois quand j'ai faim. Sinon, je n'y touche jamais — à moins d'avoir soif. » L'Angleterre du dix-neuvième siècle avait, comme toujours, fait plus court avec ce mot : « Je ne bois du champagne qu'en deux occasions : lorsque j'ai du gibier pour dîner, et lorsque je n'en ai pas. »

Franco-anglaise dans l'âme, sur le point de retrouver la trace de ses ancêtres dans la région rémoise, Serena Sutcliffe est au diapason de tout cela. Et, après avoir remercié ceux qui l'ont aidée à comprendre le champagne, elle prend soin, Angleterre et hérité obligent, d'ajouter qu'au fond elle « pense savoir l'aimer de naissance » !

JEAN-YVES NAU

(1) Serena Sutcliffe vient de publier Champagne aux éditions Flammarion, 224 pages, 395 francs.

BULLES HAUT DE GAMME

Pas plus que la fête le champagne ne peut être dissocié de l'argent. « On se paye une bouteille de champagne alors qu'on s'offre un verre de vin », explique Jean Bardet. C'est dire à quel point il y a ici quelque chose de trop facile à prodiguer des conseils. Un ajoutons aussi que ces vins n'ont de sens que lorsqu'ils atteignent l'excellence et que cette excellence existe presque toujours avec les grandes marques, ou plus exacte-

ment avec les bouteilles haut de gamme des grandes marques.

Sans nier que l'on puisse, ici ou là, trouver quelques rarismes, bonnes surprises auprès des caves coopératives ou des petits propriétaires, on ne peut ignorer qu'à la différence de tous les autres vins de France c'est la marque qui, en Champagne, impose sa loi. Cet impérialisme est si réel que, pour peu qu'on y prête attention, on découvre bien vite que le champagne, le plaisir qu'il donne et la connaissance que l'on peut en avoir imposent, tout anoblement mis à part, la fidélité à une marque.

Il ne reste donc plus, bien souvent, au critique qu'à choisir dans son dictionnaire des synonymes les termes les plus laudatifs pour qualifier ce qui,

passé un certain seuil, ne dépote plus jamais. Et, à l'image des « grands châteaux » du bordelais, l'initiation au champagne impose à l'amateur débutant un parcours dans le monde complexe des « grandes maisons » champenoises, qui, pour la plupart, appartiennent à quelques multinationales du luxe ou de l'agro-alimentaire.

Faute de temps ou de moyens, mais avec l'aide d'un dégustateur averti, le parcours initial pourrait se borner à quelques vins de chez Krug, Moët, Henrich ou Cécquet. On citera aussi sans prendre aucun risque Pol Roger et Louis Roederer ou Taittinger. Mais, pour saisir l'acharnement à rester indépendant dans l'excellence, on soulignera surtout l'importance de la maison Bollinger, avec une mention pour ses bou-

teilles « RD » (« récemment dégorgées »), procédé qui confère souvent une superbe vinosité à l'effervescence.

Trois conseils, pour finir : ne pas se passionner, outre mesure, pour la mode actuelle des champagnes rosés ; ne pas tenter d'associations (périlleuses et rarement réussies) avec les mets ; et garder un œil sur les vieilles bouteilles dans lesquelles la mousselle languit réservée parfois de belles émotions.

J.-Y. N.

* On lira avec intérêt l'Eclair d'un bonheur où l'historien Jean-Pierre Devroey s'aventure des sources du champagne au VI^e siècle à Reims jusqu'à sa rencontre avec Dom Pérignon au XVII^e siècle. (La Manufacture, 210 pages, 195 F.)

COORDINATION :
Michèle Champenois,
Jean-Pierre Quilès.
RÉALISATION :
Christine Cissel.
CONCEPTION VISUELLE :
Open Studio.
ICHOGRAPHIE :
Sophie Malaxie.
PHOTOGRAPHIES :
Gérard Roudseau.



Ce cuisinier-mousquetaire a toujours su à quel moment il convenait de donner de l'accent pour protéger les fourneaux de son terroir.

La cuisine des terroirs ? C'est la cuisine des grands-mères. Ou plus exactement, dit André Daguin avec un malicieux sourire, c'était la cuisine des aïeules, car aujourd'hui la femme estime probablement que le folklore la vieillit.

Mais, avant tout, la cuisine des terroirs c'est la cuisine du sol, de ses produits, et de l'histoire de ce sol à travers l'histoire avec un H majuscule.

Elle est immortelle, répliquent alors ses témoins, même si elle a des temps d'oubli entre d'heureuses périodes. Et puis c'est aussi une question de promotion (on dirait aujourd'hui de médiatisation !). André Daguin admet qu'il y eut des terroirs mieux « ouverts », grâce aux voies de communication, comme la Provence.

Jusqu'à la dernière guerre, à Paris, les restaurants de folklore étaient à 80 % provençaux ; et, pour les Parisiens comme pour les touristes de partout, la voie de pénétration vers la France profonde était celle de la route PCA (Paris - Côte d'Azur), avec des points chauds : la Bourgogne, Lyon, La Pyramide de Fernand Point à Vienne et Pie à Valence. C'est vers 1930 que la voiture automobile est devenue un moyen touristique. Quelques années plus tôt, Curzon et Marcel Rouff avaient entrepris la publication des petits volumes itinéraires de leur *France gastronomique*. Et le Prince des gastronomes, en créant le mot « gastronomade », ouvrait la porte aux découvertes de plats oubliés, de terroirs inconnus, de cuisines quasi totalement tributaires des climats, des récoltes, des coutumes et des anecdotes de l'histoire.

La Gascogne, alors, n'était certes pas région de passage, ni l'Armagnac une eau-de-vie internationalement célèbre, à l'image du cognac. Encore moins ses paysages et ses richesses historiques. Et pourtant le cloître gothique flamboyant de Condom, le petit village fortifié du treizième siècle de Larressingle, les vestiges de la villa gallo-romaine de Séviac, l'ancienne bastide de Mirande, les stalles exceptionnelles de la cathédrale Sainte-Marie d'Auch valaient, et valent encore aujourd'hui, le détour. Mais justement. Auch en Gascogne, capitale de ce terroir d'Armagnac dont les fleurons, foie gras en tête, sont, si l'on ose écrire, sur toutes les langues, Auch est aujourd'hui enfin connue des touristes du monde entier.

Et, pour les gourmets. Auch se prononce André Daguin ! André Daguin : un hôtelier, un cuisinier, mais, mieux encore, un restaurateur et un illustrateur de la cuisine de son terroir.

D'accord ! Mais pour l'état civil ? Eh bien, sachez que son grand-père, en 1834, était chef de cuisine en cet *Hôtel de France* que le premier *Guide Michelin* (en 1900) cite déjà en lui accordant une étoile et en signalant ce que l'on y peut compter dépenser par jour : « Pour une chambre moyenne, le service, la bougie, le petit déjeuner du matin, le déjeuner et le dîner, moins de 10 francs » ! En 1926, le fils du cuisinier achète l'hôtel où André, le petit-fils, naîtra en 1935 :

« Je suis né dans la cuisine de l'hôtel, ou presque », aime à plaisanter André qui, bercé des ronrons du fourneau, ira perfectionner le B.A.-Ba paternel un peu partout, à Londres et à Paris, avant de revenir à son tour à l'*Hôtel de France* et, en 1959, de s'y installer en maître. C'est là que

naîtront ses trois enfants : Arnaud, actuellement propriétaire et chef du restaurant *Les Platanes* à Biarritz ; Ariane, qui a monté aux États-Unis une fabrique artisanale de foie gras ; Anna, enfin, actuellement à l'école hôtelière de Lausanne.

C'est là aussi qu'il retrouvera la cuisine de son enfance, les produits jamais oubliés du terroir, le goût de les mettre en valeur, ce qui l'a conduit tout naturellement à les exalter en « accentuant l'accent pour, selon sa formule, « les mieux faire goûter sans les pervertir ». Je ne sais plus qui écrivait que, de nos jours, d'Armagnac serait rugbyman. André Daguin, qui dans sa jeunesse avait fait du ballon ovale, fonce avec la fougue d'un mousquetaire lorsqu'il s'agit de défendre le bon de son terroir. Le sincère.

Leçons de cassoulet

Mousquetaire, de reste, il l'est, puisque membre éminent de cette confrérie fondée en 1952 à l'ombre du château de Castelmore, là où est né d'Armagnac, en plein pays d'Armagnac. Aussi, lorsqu'il fut proposé comme parrain d'une promotion de l'école hôtelière de Toulouse, ne recommanda-t-il pas aux futurs cuisiniers d'oublier quelque peu ce qu'ils avaient appris pour aller prendre des leçons particulières de cassoulet ? Car, alors, on n'apprenait point le cassoulet à Toulouse. Un comble !

Et, ce récent midi où nous déjeunions à L'Aquitaine de la rue de Dantzig, le restaurant de ses amis Massia, en arrosant la salade de canard aux cèpes de Tuc à Houec (un tursan de propriétaire tout simple et net), nous évoquions ces vins « de pays » : le fronton, le madiran, généralement mélangés de cépages divers qu'il engagea ses « copains » vigneron à vinifier d'un cépage unique. Un cépage typique de la région. C'est ainsi que la carte des vins de l'*Hôtel de France* propose un fronton qu'ici au lieu du mélange de cabernet, gamay et autre merlot aux noms multiples (cot ici, malbec là...) on nomme négrette, un fronton donc de pur négrette et spécialement vinifié pour cette cuvée Daguin.

Ces produits du terroir et ceux venus d'ailleurs au fil des siècles, comme la morue (le stockfish de la marine à voile pénétrant l'intérieur des terres par voie navigable), le saumon de l'Adour venant depuis les eaux nordiques frayer par ici, les fèves venues de Perse en passant par l'Espagne des Maures... Daguin sait les sublimer.

C'est en bavardant, un jour, que je remarquai que le mot cassoulet est vieux sinon comme le monde, du moins comme la terre du village d'Issel et de laquelle on fabriquait les casseroles : cassoles d'Issel... Prononcez-le un peu vite et avec l'accent et cela donne cassoulet ! Donc, ledit cassoulet existait bien avant que Colomb ne découvre l'Amérique et que ses marins n'en ramènent les haricots. Alors ? Avec quoi les premiers cassoulets ? Et Daguin de s'exclamer, avec la voix triomphante des surprises heureuses : « Mais avec des fèves fraîches, bien sûr ! »

Et au printemps suivant il lançait le cassoulet aux fèves fraîches. « Papa » Troigros, invité, a dû

FOIE DE DAGUIN

raconter cela à son fils Pierre. D'autres exemples de cette passion d'André pour une approche moderne du terroir : nous étions dans un chai de distillation de l'armagnac. Un matin, à l'heure du machon. Et la table bien garnie.

« Mais, dis-je, cela donne soif... »
« Sers-toi mon vieux ! »

Ce disant, il remplissait son verre de l'eau-de-vie tiède encore coulant de la cannelle de la cuve — « la blanche », comme ils disent là-bas ! Je préférai m'abstenir, mais, au départ, le vigneron m'offrit une bouteille de cet armagnac encore tout neuf et virginal. De retour à l'*Hôtel de France*, je donnai la bouteille à André.

« Garde-la pour moi, dans quelques années... »

« Tu es fou, ça se boit de suite ! »

« Bon. Alors mets-la à la glacière, et j'en boirai un verre ce soir avec ton saumon de l'Adour si bien fumé par tes soins. Après tout, cela vaut peut-être la vodka ! »

Et c'est maintenant une tradition, à l'*Hôtel de France*, de boire « la blanche » glacée avec le poisson fumé. Ces anecdotes et bien d'autres ont conduit André Daguin à imaginer un foie gras cuit en carapace de choucroute dont l'acidité particulière sied fort bien au « fauve » du foie de canard, par exemple. Ou encore cette simple glace aux pruneaux à l'armagnac. Avec aussi le défilé des maigres. Mais, là, nous touchons un brillant problème.

Oies et canards bien gavés — je veux dire artisanalement — on les sacrifie ensuite, dans les fermes du Gers, pour honorer leur foie. On détachait ailes et cuisses pour les mettre à cuire. Restait la carcasse que l'on mangeait grillée (et que l'on dit « oscille » ou « demoiselle » selon la tradition familiale). Mais ce n'est pas tout ! Ces volatiles adultes, gavés, ayant donné leur foie rose et gras... Entre deux couches de graisse, cette belle tranche de viande rouge, savoureuse tant qu'elle est fraîche et prélevée sur une carcasse froide (et non point déossée à chaud), c'est peut-être le meilleur d'eux-mêmes : le maigre, « jou maigre » (prononciation gasconne), le maigre comme on dit depuis que ce délice a perdu sa nationalité gasconne pour devenir européen, voire international.

Et c'est là le drame ! Parce qu'un beau jour de 1966, se souvenant de ce rite ancestral, Daguin a mis (j'allais écrire « commis ») le maigre à sa carte, celui-ci est devenu, en restauration, l'exemple type de la falsification. On en trouve partout venu de n'importe où, de n'importe quel canard de très basse cour, congelé ou surgelé — bref, indigne du régal gascon qu'il doit être.

Alors notre mousquetaire de guenle échange sa larderie contre la rapière de Charles de Castelmore... « C'est d'origine, j'ambie de cigogne », comme eût rimé Rostand. Et, de taille et d'estoc, de poêle et de broche, avec ce grand éclat de rire sans

lequel il ne saurait y avoir, en appétit, de grandes batailles gagnées, il s'insurge ! Il défend « jou maigre », il défend les foies gras d'oie et de canard de la tradition, il défend le terroir. Battant le rappel des forêts, des rivières, des vergers ; mariant leurs produits aux saumons de l'Adour, aux truffes du Périgord, aux fromages du Béarn, il attaque la facilité et la tricherie.

Sa carte de l'*Hôtel de France* est, à elle seule, une promenade dans le terroir gascon en même temps qu'un plaisir d'humour : quatorze variations sur les foies gras sous ce titre : « Et si le gras ne l'était pas ? » Puis « Sous le gras, le maigre », huit propositions de maigres. Sans compter « Les confits et leur descendance ».

Et, sur la carte des vins, cette remarque si pertinente que l'on s'étonne que messieurs les sommeliers ne la répètent point à satiété : « Buvez les grands crus dans les petites années et les petits crus dans les grandes années. »

Ce sera moins onéreux pour votre bourse, plaisant à votre palais. Et cela est parfaitement pensé.

D'Armagnac, Daguin ? Non ! Les quatre mousquetaires à lui tout seul ! La finesse d'Armagnac, quelquefois un peu roublarde (le « pruneau à géométrie variable » sur sa carte des desserts) ; la rigueur d'Athos (vrai poulet du Gers grillé aux deux moutardes) ; le panache de d'Artagnan à chaque ligne de la carte ; l'appétit de Porthos, enfin, à la « table d'hôte de l'oie et du canard », un menu « à la tête du client, qui se raconte mais ne s'écrit pas ». Oui, la bonne humeur de Porthos c'est aussi l'image de sa cuisine.

Alors, oubliant ses bonheurs, oubliant qu'il est le président de la chambre de commerce d'Auch, le haut-parleur ici et là de son folklore, on l'aime, ce bonhomme de Daguin, pour ce qu'il est avant tout : l'ambassadeur d'une cuisine de tradition qui peut être nouvelle sans ridicule. On l'aime parce que, mieux encore, lorsqu'il en parle, il est l'ami !

C'est pourquoi l'on dit volontiers là-bas « la bande à Daguin » de quelques restaurateurs et restaurateurs.

J'ai plaisir ici à indiquer au lecteur les plus chers à mon cœur : il y a *Coscuela* (3, place de l'Église, à Plaisance-du-Gers) ; il y a *Hinguette Méliet* (La Table des cordeliers, à Condom) ; il y a enfin *Pierrette Sarraz* (rue de Nogaro, à Saint-Martin-d'Armagnac) et son *Auberge de Bergerayre*. Il y a, à la voisine, le Toulousain Lucien Vanel (22, rue Maurice-Fournelle, en la « ville rose »).

Il y a, à Paris, *Le Carré des Enfants* (14, rue de Castiglione) et la cuisine d'Alain Dutournier, toujours remarquablement fidèle à ses origines. Et il y a enfin *Christiane Massia* (L'Aquitaine et Le Restaurant du marché, rue de Dantzig), la Médisine de cette cuisine du terroir.

Il les aime. Eux l'adorent. Sacré Daguin !

ROBERT J. COUNTRYE

MIRACLES EN TERRE SAINTE

Le marché de la conserve des pâtisseries gras est en pleine expansion. La France (70 % de la production mondiale) est à la fois le premier consommateur et le premier exportateur de foies et de confits d'oies et de canards. La structure de la production est comparable à l'activité du bâtiment : les six premières entreprises couvrent les deux tiers de l'offre.

Une offre, hélas, souvent médiocre. Roger Lamazère, originaire de Toulouse, entend bien relever la « charge ». Il s'insurge sur ce « marché » à grand bruit ; à travers une unité de production « basée à Périgueux, qui diffuse sa « collection » sous l'étiquette « Saveurs du palais » : truffes conservées dans la graisse d'oie, foies mi-cuits ou en conserve, confits de canards et d'oies affinés en pots de grès, cassoulet au confit à la crème de haricot, saucisse de Toulouse en boyaux naturels. Voilà qui sont bel et bon

du Sud-Ouest. (Roger Lamazère B.P. 2012, 24002 Périgueux Cedex. Tél. : 53-07-07-77 - liste de points de vente sur demande). Souhaitons que le savoir-faire établi du magicien de la truffe, soit — durablement — à la hauteur du « faire-savoir » de ses partenaires.

Sans être un cordon-bleu, le ménage pour tout aussi bien mettre en œuvre la très bonne préparation du foie gras cru donnée par le Larousse gastronomique, selon la recette du même Roger Lamazère. Pour ce faire, elle se procurera un beau foie, pas trop gros, lisse et rond, en provenance du Sud-Ouest, chez Piatremont-Lambert (110, rue Montmartre, 75002 Paris. Tél. : 42-33-30-50) où elle trouvera également truffes et gibiers hexagonaux.

Le foie cru est en vente également chez Gérard et Agnès de Viviers, à l'enseigne « Landes et Gascogne » (14, avenue

du Maine, 75015 Paris. Tél. : 42-22-04-05) qui offrent aussi un très beau choix de conserves : foies, filets d'oie en confit, gâteaux et rillets de canard. Quelques vins, dont un amusant Domaine de Cassagnoles, vin de pays des côtes de Gascogne.

Fournisseur de Maignon, Ryst Dupeyron (79, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. : 45-49-80-93), originaire du vieux village de Larressingle près de Condom, produit un foie d'oie naturel, cuit au sel, et des armagnacs dans les vieux millésimes. Ouvert tous les jours — et le soir jusqu'à 23 heures.

Lajarrige, restaurateur, présente une sélection de produits artisanaux du Gers : foie pré-cuit à la vapeur, garbure, et de bons plats à emporter tels que cassoulet et pastis landais. Bonne sélection de vins. (Lajarrige, 38, avenue de Suffren, 75015 Paris. Tél. : 43-20-55-55). Daniel Hallé, à l'Énothèque

(20, rue Saint-Lazare, 75009 Paris. Tél. : 49-78-06-78), chère, avec parcimonie, une « canne prestige » de Château Montaus, un madiran exceptionnel, vieill en fûts neufs.

A la Maison de la truffe, une idée-cadeau incongrue : huile, vinaigre et moutarde aromatisés à la truffe ! Mais les meilleures adresses, à Paris et à Lyon, des produits du terroir gascon sont les boutiques de Michel Dubernet (2, rue Augereau, 75007 Paris. Tél. : 45-55-50-71 - Forum des Halles. Tél. : 42-33-88-46 et Les Quatre temps à la Défense. Tél. : 47-73-70-02 - A Lyon, 35, rue de la Bourne. Tél. : 78-57-73-11) installés à Saint-Sever (Landes) : foies frais mi-cuits ou en conserve, confits, pâtés, jambons, charcuteries dont la savoureuse rosette béarnaise, emballée dans la « peau » ou tripe « culinaire ».

J.-C. R.

A LONDRES

GUIN

LES DOUCEURS DE L'EMPIRE

Rencontre chez Fortnum and Mason, à Londres, avec Peter Wenham, gardien des marmelades et des thés sacrés de la vieille Angleterre.

Mais oui ! Il a l'œil rieur et la bouche gourmande. On est surpris de le trouver si jeune, plutôt bien fait de sa personne, avec des épaules sportives et une démarche souple dans son habit sévère, veste noire et pantalon rayé. Car la responsabilité qu'il exerce avec une feinte désinvolture est, à y bien songer, écrasante.

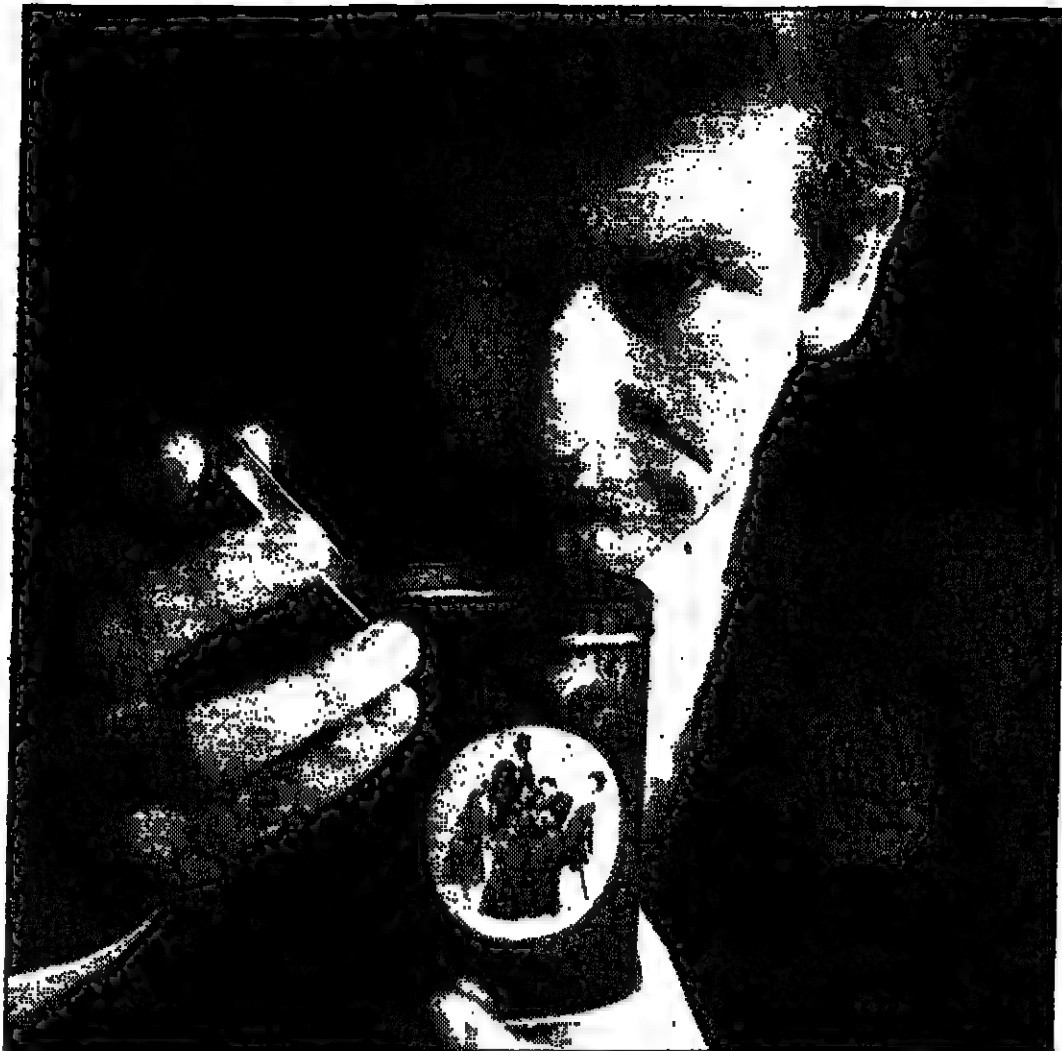
Peter Wenham supervise les achats de tout le rayon des nourritures terrestres de l'émminente compagnie Fortnum and Mason : à ce titre, il est un des gardiens de la gastronomie britannique et règne sur le rez-de-chaussée aux vitrines arcimboldesques de la vieille maison de Piccadilly. C'est là que se pressent dans une cohue de bonne compagnie les amateurs de biscuits et de marmelades, de thés et d'épices savantes, de jambons et de pâtés en croûte, de vins et d'alcools de malt aussi. Toute une Angleterre moins victorienne que galante que font épisodiquement revivre pour nous des cinéastes viveurs et parfois inspirés.

C'est aux alentours de cet âge d'or, il y a bientôt trois siècles, que le jeune William Fortnum, alors valet de pied chez la reine Anne, fonda la maison, aujourd'hui vénérable, de Fortnum and Mason avec la complicité de ce Mason dont on comprend qu'il fit l'apport immobilier, Fortnum étant l'entrepreneur. Le délicieux commerce n'était à l'origine qu'un négoce de bonbons, dont on faisait, dit-on, grande consommation à la maison

de la reine, à la fin présumée que les demoiselles n'égaraient point leur vertu dans d'obscurs corridors. Deux générations plus tard, la maison ayant étendu sa compétence à toutes sortes de provisions de bouche toujours destinées à la maison de la reine, Charles Fortnum obtenait une retraite anticipée de sa charge de valet - sous un prétexte de santé - afin de mieux se consacrer aux affaires.

Quand il fut rappelé au palais quelque dix-neuf ans plus tard, la maison était florissante. L'East India Company n'y était pas pour rien : ses envois de thés de toute espèce, d'épices et de condiments étaient venus renforcer la flatteuse réputation que F & M s'était acquise avec ses volailles et sa venaison en gelée, ses pâtés, ses gâteaux au brandy et ses fruits frais ou confits. La diversification des produits avait aussi gagné à F & M une nouvelle clientèle dans le voisinage : on traitait et livrait à Pall Mall, St James Square et Cleveland Row, où vivaient dans un luxe de bon ton ducs et marquis, princes et comtes, généraux et particuliers fortunés, peu avarés de bais et de réceptions.

Le malheur des uns fait souvent le bonheur des autres : les guerres napoléoniennes qui mirent l'Europe à feu et à sang ne nuirent point au négoce de F & M. La troupe vivait sur l'habitant, mais officiers et gentilshommes se faisaient expédier de Londres des cantines où les jambons, langues, fromages le disputaient au miel, fruits secs, épices et



céréales. A leur retour du continent, ils se rassemblaient dans des clubs où ils purent évoquer des souvenirs héroïques et restaurer leurs forces par la grâce des mets livrés par F & M.

Dans la foulée, la maison s'était fait une spécialité de traiteur : pas un rassemblement public ou privé, pas un couronnement, pas une course à Ascott ou Derby, pas une régata à Cowes ou à Henley qui se passât de son canard aux petits pois, de ses perdrix, de sa tortue des Indes occidentales ou de son faisan aux truffes. Le vin n'avait pas encore gagné les palais britanniques à sa cause,

mais le porto et le sherry coulaient à flots. F & M est alors au sommet de sa gloire. Charles Dickens lui-même en a porté témoignage dans un texte consacré à une journée aux courses : « Il n'y eut jamais de derby comparable à celui-ci... jamais autant de cavaliers, de gens venus par le train, de jolies dames en calèche, de paniers de Fortnum and Mason... »

La guerre de Crimée et les guerres coloniales virent F & M réitérer son soutien à la cause de

OLIVIER BOISSIERE.
(Lire la suite page 35.)

UNE COLLECTION PRESTIGIEUSE DE 10 PIÈCES (EN OR OU EN ARGENT)



Les deux premières monnaies officielles des XVI^{es} Jeux Olympiques d'Albertville et de la Savoie



Ces pièces de collection, en OR ou en ARGENT, contribueront au succès des Jeux Olympiques d'hiver et au rayonnement du sport dans le monde. UNE PREMIERE dans l'histoire monétaire française : chaque pièce en OR porte une valeur faciale de 500 F ; la valeur faciale de la pièce en ARGENT est de 100 F.

Devenez le possesseur privilégié des premières monnaies officielles olympiques. Chaque pièce en OR est vendue 3 000 F, chaque pièce en ARGENT, 250 F. Les autres pièces de la série seront disponibles, 2 par 2, tous les 6 mois.

Vous pouvez vous procurer les pièces :
• à La Monnaie de Paris : Galerie de vente
2 rue Guénégaud - PARIS 6^e
• à l'Etablissement Monétaire - Voie Romaine - PESSAC (Gironde)
• dans les agences du Crédit Lyonnais,
• à La Poste, dans tous les bureaux,
• à la Trésorerie Générale au chef-lieu de chaque département.
Vente par correspondance :
Monnaie de Paris, 11 quai de Conti 75270 PARIS Cedex 06
Minitel : 36 14, code MODEPA.

Je désire recevoir gratuitement votre dépliant sur les 2 premières pièces olympiques en Or ou en Argent (écrire en capitales).
La MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti.
75270 PARIS cedex 06.



NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____

TERRE SAINTE

de Jérusalem, 1989-1990, les
officiers de la Monnaie de Paris
ont été honorés par la République
française. Les pièces de la série
sont en or et en argent. Les pièces
en or ont une valeur faciale de
500 F, les pièces en argent de
100 F. Les pièces de la série
sont disponibles à la Monnaie de
Paris, 11 quai de Conti, 75270
Paris Cedex 06. Les pièces de la
série sont également disponibles
dans les agences du Crédit
Lyonnais, à La Poste, dans tous
les bureaux, et à la Trésorerie
Générale au chef-lieu de chaque
département. Vente par
correspondance : Monnaie de
Paris, 11 quai de Conti, 75270
Paris Cedex 06. Minitel : 36 14,
code MODEPA.



Abraham Fischler achète, taille et vend des diamants « depuis plusieurs générations ». Une histoire à multiples facettes.

On m'appelle « le Padrino ». Je suis à la tête du plus grand gang du monde. Abraham Fischler marque une pause, goûte l'effet de ses paroles. On perçoit de la tendresse et du défi dans la voix du président du Conseil supérieur du diamant d'Anvers, le très respectable Hoge Raad voor Diamant. Il y a soixante-quatre ans, Abraham Fischler venait au monde dans l'une de ces maisons — ou sans doute une autre, puisque toutes ou presque ont été détruites pendant la guerre — que le regard embrasse de la fenêtre du huitième étage, Shupestraat, numéro 15, où se trouve le siège de Fischler Diamonds. Comme il nous l'avait déjà dit au téléphone : « Je suis dans le diamant depuis plus de soixante ans. Profession : diamantaire ; parents : diamantaires ; progéniture : diamantaire... »

A Anvers comme ailleurs dans le diamant, la tradition se transmet de père en fils, immuable. Pour lui, pourtant, tout s'est soudain brisé il y a exactement quarante-neuf ans. Il a quinze ans lorsque toute sa famille est déportée à Auschwitz. Lui seul survit par miracle. C'est la fuite à travers la France, l'Espagne, le Portugal où il s'embarque en qualité de matelot à bord d'un bateau qui le conduit à Cuba. Il en savait déjà suffisamment sur les diamants, pour se lancer dans le « business » avec d'autres rescapés d'Anvers. « Les Cubains sont merveilleux, gais et exubérants, mais ils n'aiment guère le travail. Ils ont une philosophie très simple : si tu travailles, tu meurs. Si tu ne travailles pas, tu meurs aussi. Alors pourquoi travailler ? C'est peut-être vrai, mais ce n'est pas bon pour le diamant. Dès la fin de la guerre, tous les diamantaires qui s'étaient réfugiés à Cuba sont rentrés à Anvers. J'ai été l'un des derniers à quitter l'île. »

Sous l'œil des « Security men »

C'est en rentrant en Belgique qu'il crée le fameux « gang Fischler » : « J'ai réuni les cousins qui avaient survécu et nous nous sommes mis au travail. » Lui-même fonde une famille : six garçons et une fille viennent au monde. Sur les onze membres de la famille Fischler, trois sont aujourd'hui installés aux États-Unis, les autres ont préféré rester à Anvers. En cette veille de shabbat, les juifs orthodoxes en caftans noirs ou bleu marine, longues barbes et chapeaux, se hâtent dans un périmètre... de trois cents mètres carrés. Pelikanstraat, Rijfstraat, Hovenierstraat... Le quartier des diamantaires, derrière la gare centrale, bien gardé depuis qu'il y a huit ans un attentat a tué trois enfants, fait des centaines de blessés, des millions de dollars de dégâts. Les « security men » musclés contrastent avec les silhouettes sombres qui avancent, la mallette de cuir solidement amarrée à la ceinture par une chaîne qui s'emmêle dans les tsitsit katzn (ornements religieux que les juifs orthodoxes portent à la taille). Pour tous ceux-là, le vendredi, il faut conclure les affaires avant 15 heures.

Abraham Fischler se sent à la fois très proche de ces orthodoxes et vaguement étranger. Il est leur représentant auprès des autorités belges, il les côtoie tous les jours puisqu'il cumule les fonctions

de président du Conseil européen du diamant et de président de la Bourse du diamant. Mais il ne partage pas leur foi. « J'ai été élevé de manière très religieuse, dit-il, mais voyez-vous, après ce qui est arrivé à ma famille, je crois que si Dieu existait, ce serait un assassin. Ma mère avait trente-huit ans quand ils sont venus la chercher. Nous étions huit, une famille de huit, tous sont partis en fumée, sauf moi. Il ne se passe pas une journée sans que je pense à eux. » Alors, ses comptes avec Dieu, il les règle le moment venu, comme il dit. « En attendant j'ai une seule philosophie : être humain », conclut-il. Il n'en dira guère davantage sur lui-même, sauf qu'il ne se rend jamais en Allemagne, lui qui parcourt le monde entier.

Il parlait du diamant et surtout de la Belgique, d'Anvers, cette ville où il fait bon vivre. « C'est une ville avec un port et non un port avec une ville comme Rotterdam. » Il rend hommage au gouvernement belge qui a aidé à la construction du quartier après l'attentat. « Presque tous les diamants bruts qui ne sont pas vendus à Londres par le trust De Beers le sont à Anvers. Il n'y a pas de TVA sur les transactions entre commerçants », explique Abraham Fischler. Il ajoute que l'industrie du diamant est la cinquième du royaume de Belgique et que la vente des diamants taillés représente 7 % des exportations du pays. « Les amateurs de bonne taille viennent se fournir à Anvers. Ce sont surtout les Européens et les Japonais. Il y a quelques années, les Américains représentaient notre principal débouché ; aujourd'hui, ce sont les Japonais. Ils sont très riches, ils paient cash, ce qui est rare. On réalisera cette année à Anvers un chiffre d'affaires d'environ 15 milliards de dollars, et si vous considérez que dans le monde diamantaire, en général, le chiffre d'affaires tourne autour de 18 ou 19 milliards de dollars, vous voyez qu'Anvers brasse 70 % à 80 % des affaires. »

Retour en arrière sur l'itinéraire ordinaire du diamant. « 80 % environ de la production mondiale de diamants sont utilisés à des fins industrielles », commence Abraham Fischler.

Impitoyable sélection : on ne garde pour la joaillerie que les pierres les plus pures, celles qui s'approchent de la perfection. Se débarrasser ensuite du préjudice selon lequel tous les diamants viennent d'Afrique du Sud. Certes, ce pays est encore le premier producteur mondial de « brut », mais le Zaïre arrive immédiatement après et fournit actuellement un tiers de la production mondiale. Selon Abraham Fischler, l'Union soviétique est également bien placée, même si l'on ne connaît pas les chiffres exacts dont les Russes gardent jalousement le secret. Pour des raisons de morale politique, les Soviétiques nient en particulier travailler avec le trust sud-africain De Beers, ce qui est un pieux mensonge.

Les premiers diamants russes ont été découverts en petite quantité, en 1829, dans l'Oural, mais ce sont les gisements de Sibirie, mis à jour dans les années 50, qui représentent la véritable richesse du diamant soviétique. « Des diamants superbes, estime Abraham Fischler, et, contrairement à ce que l'on a pu dire, les Soviétiques ont une maîtrise parfaite de la taille du diamant. » Sans entrer dans le détail de l'exploitation des gisements de diamants, il est fascinant de savoir que, pour obtenir

L'HOMME AUX CARATS

un gramme de diamant, il faut traiter 20 000 kilos de roche diamantifère ! De fait, le poids du diamant s'exprime en carats. Ce terme vient du mot grec *keration*, qui signifie le fruit du caroubier (il existe d'autres interprétations : le mot carat pourrait venir de l'arabe ou de l'italien...). On utilisait, en effet, à Byzance, les pépins de la caroube comme unité de poids pour les perles et les pierres précieuses car ils pesaient tous 0,2 gramme. Un diamant de 1 carat représente donc 0,2 gramme. En 1911, apparaît le centième de carat, le point (un point = 0,002 gramme). Jusqu'au dix-huitième siècle, les diamants venaient tous d'Inde. Puis on en trouva au Brésil. Enfin, la découverte de gisements le long du fleuve Orange, en 1866, marque le début de la ruée sur le diamant en Afrique du Sud.

« Bonne chance et bénédiction »

Raccourci historique : c'est l'Anglais Cecil Rhodes (qui donna son nom à la Rhodésie, l'actuel Zimbabwe) qui fonda la De Beers Company. Il acheta sa rivale, la Kimberley Central Mining Company, prenant de la sorte, à la fin du dix-huitième siècle, le contrôle du commerce du diamant au niveau international. Aujourd'hui encore, la De Beers assure ce contrôle à 80 %. « Cela lui permet de jouer un rôle de stabilisateur sur le marché mondial du diamant », explique Abraham Fischler. Autrement dit, la stabilité des prix par un apport contrôlé des pierres sur le marché. C'est à Londres que la De Beers trie les pierres pour en fixer la valeur commerciale, à la Central Selling Organisation (CSO).

Les diamants acquis à Londres — sans compter les quelques 20 % vendus en dehors de la CSO — défilent ensuite dans les bureaux et les Bourses. Anvers en possède cinq. Pour pénétrer dans la Bourse voor Diamanthandel, il faut être membre de l'une des vingt Bourses du monde entier — de Johannesburg à Tel-Aviv, en passant par Bombay et Paris. Abraham Fischler nous ouvre le chemin grâce à la carte magnétique qui lui sert de sésame. Sous le haut plafond qui date du début du siècle sont alignées les longues tables sévères en bois. La Bourse d'Anvers est un immense préau où se concluent des affaires à concurrence de plusieurs milliards. Sans que circule un seul document... ni un seul chèque. Quand un « deal » est passé, on se serre la main et l'on prononce deux mots en yiddish : « Mazal Ubracha » (bonne chance et bénédiction). Quelle que soit la nationalité des contractants, ce sont les termes qui marquent la conclusion d'un accord. Indiens, Arabes ou Japonais, tout le monde les connaît.

Autrefois, la langue du diamant était le yiddish ; de plus en plus, c'est l'anglais, surtout depuis la percée des Japonais sur le marché. « La confiance est la base du commerce du diamant. La plupart du temps, le prix est fixé, l'affaire est faite, mais le paiement ne sera effectué que quatre à cinq semaines plus tard. » Sur le mur de droite, justement, des panneaux de bois affichent les noms de ceux qui ont été exclus de la Bourse pour avoir manqué à leur parole... ou tout simplement parce qu'ils n'ont pas payé leur cotisation, ajoute

le président. Lorsqu'un nombre est exclu, il l'est dans le monde entier et, dans les vingt places, son nom figurera à l'affichage. « Nous avons nos propres tribunaux pour prononcer les jugements. Pas forcément des exclusions. Parfois, il arrive que deux personnes aient conclu un accord, puis qu'il y ait litige sur le prix, par exemple. Les autorités belges ne pouvaient pas comprendre ce système sans contrats écrits, alors elles nous ont demandé de former nos propres tribunaux. Elles se contentent d'écouter nos décisions. » Au tableau d'affichage, on peut lire également des avis de recherche : « Perdu diamant... ». Comment cela est-il possible ? Abraham Fischler répond avec malice : « C'est si petit, on peut en laisser échapper sans s'en apercevoir. »

Il est difficile de fixer le prix d'un diamant car, axiome numéro un et sans doute le seul, tout diamant est unique. « Chaque pierre est aussi un coup de poker, explique Abraham Fischler. Vous ne pouvez jamais vraiment dire à l'avance ce qu'il restera d'une pierre après la taille. Elle peut d'un seul coup voler en éclats entre vos doigts lors du travail... C'est aussi une question de choix. Certaines personnes préfèrent garder une pierre plus grosse en éliminant moins d'impuretés, d'autres taillent jusqu'à la perfection. C'est comme un architecte qui tire parti d'un terrain. » Anvers est réputée pour ses tailles d'excellente qualité. La forme la plus classique — le brillant — a cinquante-sept facettes. Il existe aussi la poire, la baguette, la marquise, le carré... Mais, grâce aux techniques modernes, on peut faire pratiquement n'importe quoi. « Quand le pape est venu en Belgique, on lui a offert sa tête en diamant, raconte Abraham Fischler. Le roi Baudouin a la sienne. » Le premier tailleur de diamants aurait été localisé à Bruges en 1460 ! Pourquoi la Belgique ? « C'est tout simple. Il y avait dans notre pays toute une colonie de Portugais. Ils échangeaient les diamants venus par bateau du Brésil contre du drap et des broderies. » Et il ajoute avec un clin d'œil : « En plus, le climat est avec nous. Dans un pays où il pleut trois cent vingt jours par an, que voulez-vous faire ? »

Il existe aujourd'hui des écoles — cinq à Anvers — où l'on apprend la taille du diamant. Mais, en général, la tradition se transmet de père en fils... ou en fille. « Quand une jeune fille veut se faire un peu d'argent de poche, elle aide à la taille des diamants dans la maison paternelle pendant les vacances », raconte Abraham Fischler. Autrefois, il fallait près d'un semaine de travail pour tailler une seule facette. Au dix-neuvième siècle, les meules étaient parfois actionnées par des chevaux. Les premières tailles à vapeur font leur apparition après 1840. Puis, au début du vingtième siècle, l'électricité prend le relais.

Et si vous demandez à Abraham Fischler pourquoi le commerce du diamant est traditionnellement juif, il aura cette assez savoureuse réponse : « Savez-vous pourquoi il y a davantage de juifs violonistes que pianistes ? Parce que, pour transporter un piano... Le diamant, c'est pareil. C'est beaucoup moins lourd que l'or. Alors, pour un peuple qui a dû fuir souvent... »

MARIE-FRANCE CALLE

DIX FOIS PUR A LA LOUPE

Choisir un diamant est affaire de goût et bien entendu de moyens. D'aucuns préféreront à prix égal une pierre plus grosse et moins pure ou moins bien taillée. Certains s'en tiendront au classique avec le brillant rond et ses cinquante-sept facettes, d'autres préféreront la marquise qui ressemble à un calisson d'Aix, la taille émeraude carrée, la poire, l'ovale ou même le cœur.

En revanche, ce qu'il faut savoir, c'est qu'un diamant bien taillé — quelle que soit sa forme — est un accumulateur de lumière. Celle-ci doit se refléter d'une facette à l'autre et ressortir par le dessus. Un diamant taillé trop épais laisse échapper une partie de cette lumière. La cou-

leur, deuxième critère d'importance dans le choix d'un diamant, en conditionne également le prix. La meilleure chose pour un diamant est de n'en avoir point.

La Confédération internationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des diamants, perles et pierres (CIBJO) a établi une échelle de couleurs qui va du blanc exceptionnel plus au teinté (jaune très pâle). Entre ces deux extrêmes se trouvent le blanc exceptionnel, le blanc extra-plus, le blanc extra, le blanc, le blanc nuancé et le légèrement teinté. Restent la pureté et le poids. On dit qu'un diamant est « pur à la loupe dix fois » lorsqu'aucune inclusion n'est discernable

avec une loupe grossissant dix fois. Quant au poids, ce sont les fameux carats.

Quel que soit le diamant que vous achèterez, tous les diamantaires vous le diront, il ne doit pas être conçu comme un investissement. C'est avant tout un bijou et un cadeau. Et un vecteur de symbole.

Ainsi la baguette de fiançailles revient-elle à l'honneur et avec elle le diamant, symbole de l'amour. Ne disait-on pas que les pointes des flèches de Cupidon étaient en diamant ? La tradition de la baguette de fiançailles remonte à l'an 1477, date à laquelle l'archiduc Maximilien d'Autriche offrit une baguette en diamant à la princesse Marie de Bourgogne. Plus prosaïquement, et

celle des statistiques, on sait qu'en règle générale, l'achat de la baguette de diamant correspond à un mois de salaire du fiancé...

Pour en savoir plus sur le diamant, on peut visiter le musée d'Anvers. Situé au cœur du quartier des diamantaires, il a été inauguré en 1988 par le prince Albert de Belgique. On peut y suivre l'itinéraire du commerce du diamant et celui de l'utilisation de la précieuse pierre en joaillerie à travers les âges, à partir de 1447, date à laquelle il fit son apparition à Anvers. (Musée du diamant, Lange Herentstraat 31-33, tél. 3-231 86 45. Ouvert tous les jours de 10 à 17 heures.)

M.F.C.

[illegible]

À LA LOUPE

LONG JOHN. LE SCOTCH WHISKY DES PASSIONNÉS.



HAVANE
DE PÈRE B

recommandé
par les experts
de la presse

Long John



150 ANS DE PASSION.

Vous saurez apprécier et consommer avec modération.

BORDS DU LÉMAN

HAVANE DE PÈRE EN FILS

Ça a fumé récemment à Genève
entre Zino Davidoff et la Cubatabaco.
Les Gérard, eux, sont restés sereins.



L'été 1989 laissera un souvenir amer sur les bords du Léman. Occupés par la célébration du cinquantième de la mobilisation de 1939, les autorités helvétiques n'ont pu éviter que leur territoire soit le théâtre d'une guerre étrange : celle du havane, entre Zino Davidoff et la Cubatabaco. Drôle de guerre en vérité, faite de déclarations, de communiqués, de menaces, le premier accusant les Cubains de créer un « marché parallèle », au risque de « tuer la poule aux œufs d'or ». Des arguments qui comptent à Genève ! Le calme est revenu ces dernières semaines, lorsque le front s'est déplacé de Genève à La Haye, où l'affaire a été portée devant la Cour internationale de justice.

Un épais rideau de fumée — propice aux négociations — entoure, depuis le 19 octobre, les deux protagonistes, après la signature d'un armistice à Madrid. Genève retrouve sa vocation, accueillante et paisible, détestant la fureur et la surenchère. Et avance une explication : Zino Davidoff, à quatre-vingt-trois ans, n'aurait plus qu'un rôle secondaire dans une entreprise multinationale, cédée en franchise à la Cubatabaco, à des capitaux américains. De son côté, la Cubatabaco, soucieuse de contribuer à l'équilibre de la balance extérieure cubaine, développe une politique de prix élevés à travers la promotion du Cohiba. Ce qu'elle reproche précisément à Zino Davidoff avec sa série de « châteaux », dont la vente aurait considérablement baissé ces derniers temps. Ceci expliquant peut-être cela : une guerre commerciale sur fond de chasse aux devises, plus rares par temps de perestroïka.

Gérard père — nous ne connaissons pas son prénom — grand du cigare à Genève, comme on est grand d'Espagne à Madrid — ne commentera pas ces questions d'épicerie. Il reconnaît à Zino Davidoff un rôle historique dans la connaissance et la promotion des cigares cubains depuis la guerre, tout en regrettant une insuffisante éducation du public : « Les gens fumaient, mais ne dégustaient pas », dit-il, prisonniers d'une image, d'une mode relancée par les figures historiques de la révolution cubaine et relayée en Europe, dans les milieux des affaires, du spectacle et de la politique. Edgar Faure, grand amateur de havanes, répondit un jour à des étudiants contestataires : « Ils sont de bonne provenance, c'est mon ami Che Guevara qui les sélectionne chaque année, et me les envoie ».

Le travail du « Rezagador »

Gérard père et Vahé Gérard, son fils, trente ans, se refusent à entrer dans le jeu du snobisme : « Le prix d'un cigare ne fait pas sa qualité ». Leur établissement à Genève — une large vitrine dans un angle du hall du Noga Hilton — discrètement signalé sur une rue perpendiculaire au lac, est particulièrement sobre. Et, mis à part une extraordinaire sélection, exclusivement en provenance de Cuba, les seuls objets en vente dans cette boutique sont des coupe-cigares, des étuis, des humidificateurs et un coque briquet à gaz en forme de lampe à souder. Ni cravates, ni parfum, ni cognac grillés — Gérard ».

« Ma vie a été sacrifiée au plaisir du havane », semble regretter un peu ce personnage étonnant, direct, paradoxal et sympathique. Son métier, « un art », dit-il encore, n'est pas celui d'un simple commerçant. On l'imagine bien plus comme un marchand de tableaux à l'ancienne, capable de découvrir un talent caché, de l'aider à s'épanouir et de faire partager sa conviction. Sans négliger ses intérêts, bien entendu. Un travail artisanal en quelque sorte, comparable à celui du planteur de tabac — le verguero — qui sélectionne la graine, la plante et la repique dans les vergues. Travail artisanal encore que celui de l'éclairage (desbotonado) qui consiste à séparer du plant le bouton floral, ou de la confection des manojos (engavillado), une fois les feuilles cueillies et séchées. Tout au long de la chaîne de fabrication, l'homme joue un rôle essentiel : le tireur (rezagador) qui choisit les capes, ou le maître-cigariériste qui les roule, et encore le sélectionneur qui procède aux assemblages, tous — du paysan à l'ouvrier des fabriques — exercent avec un soin jaloux un savoir-faire ancestral,

inchangé depuis des décennies. Les Gérard, père et fils, s'inscrivent dans cette tradition et, à l'autre bout de la chaîne, en assurent le « faire savoir ».

Ils ont apporté la révolution dans le havane », dit d'eux Pierre Salinger, qui raconte que John Kennedy, à la veille de l'opération de la baie des Cochons, avait fait réquisitionner quelques milliers des meilleurs puros disponibles aux États-Unis. Vahé Gérard, la trentaine conquérante, est présenté par son père comme « l'élève qui a dépassé le maître ». Pour lui la sélection des variétés de cigares s'accomplit comme un véritable travail de création qui ne se fait pas, comme l'affirme à son propos Daniel Barenboim — lui-même grand amateur — sans « un don dans le sang ». Ce don — à l'évidence — Vahé, fils prodigue, le possède et en développe avec faconde les multiples facettes.

Professionalisme est le maître-mot de ce jeune homme, qui depuis dix ans, avec son père d'abord, puis seul, rencontre chaque année les directeurs de fabriques et arpente la Vuelta Abaja, de Pinar del Rio à San Juan, qu'il connaît mieux que le Valais ! Il philosophe volontiers sur le cigare, « véritable outil de communication » entre les hommes et dont « l'ultime conquête, d'ici à la fin du siècle, sera la femme ». Incontestablement, Vahé Gérard maîtrise à merveille le langage du havane, non pas celui des pédants qui prônent l'usage exclusif de la cape claire, mais un discours tolérant et efficace, qu'il n'hésite pas à appeler l'« école Gérard ». Comme son père, il salua en Davidoff un « initiateur » qu'il associe à Alfred Dunhill, chez qui il séjourna à Londres pour apprendre le métier. Là, il a découvert le tic, typiquement anglais, qui consiste à faire craquer un cigare près de l'oreille pour apprécier son hygrométrie. Vieille pratique de l'époque où le Royaume-Uni consommait surtout des cigares de la Jamaïque à la maturation différente. Aussi bien rejette-t-il, en bloc, toutes les manies concernant la coupe, l'allumage, le maintien de la bague.

A la question : « Jusqu'où doit-on fumer un havane ? », il répond : « Jusqu'au bout de son plaisir ». Vahé Gérard, agacé, se fait alors professeur : « Le cigare doit être gras, huileux même, et présenter sur la cape des traces de son origine végétale ». Il convient donc, pour en conserver la souplesse, de le maintenir — tel un parfum — dans sa boîte de cèdre d'origine, placée dans un humidificateur grand format, breveté d'ailleurs par Gérard père et fils. Le plaisir du havane s'apprécie soit dans les quinze jours de sa fabrication — c'est le privilège des Cubains — lorsque les essences, seulement juxtaposées, se décomposent dans le palais du fumeur, soit après plusieurs mois, voire plusieurs années si la sélection a été rigoureuse.

Le cigare a fait l'objet, à ce stade, d'un mariage qui se traduit, en bouche, par une saveur poussiéreuse et boisée et une odeur « ambrée ». Cette étape, qui correspond au premier tiers du cigare, est appelée par l'école Gérard : le « foia ». Il précède des arômes poivrés et une odeur plus épaisse qui marque le passage au « divin ». C'est le deuxième tiers du cigare. Selon les années et les espèces, les senteurs florales prennent leur essor : la bouche reste plaisante et l'esprit est agile. C'est le sommet du plaisir qui peut offrir un grand cigare. Puis la transition se fait brutale entre le « divin » et le « purin » : les senteurs florales s'estompent ; les odeurs végétales dominent. Elles peuvent être agressives, ou rester discrètes, si le mariage a été contrôlé avec attention. Pour ce faire, les Gérard ont aménagé, à faible distance de leur boutique, un « saint des saints », protégé tel une banque suisse, dont la salle des coffres — numérotée — est un gigantesque entrepôt, habillé de bois de cèdre. Là mûrissent plusieurs dizaines de milliers de cigares, dans leur conditionnement d'origine, légèrement espacés en quinconce pour permettre ventilation et constance hygrométrique, produites par un système de contrôle d'ambiance très sophistiqué. Un soixantaine de bons clients ont même le privilège de disposer d'un coffre privé, anonyme, où Gérard père et fils affinent le meilleur de leur sélection.

Choisir un cigare n'est pas chose aisée. Certaines marques, certaines variétés — parmi les centaines produites à Cuba — ont imposé leurs modules, leurs saveurs et leurs arômes. Leur mode aussi. Pour choisir en connaissance de cause,

encore faut-il connaître. C'est cet idéal de connaissance que Gérard père et fils, à travers la saga familiale dans laquelle Mmes Gérard, mère et fille, sont aussi fortement impliquées, s'efforcent de faire partager. Leur propos exclut toute visée autoritaire : « Il y a un cigare pour chaque personnalité, à chaque moment de la journée », affirme le père, qui avoue rallumer à jeun le double corona qu'il a entamé en se couchant ! Au lieu de simplifier la quête de l'amateur, cette affirmation complique singulièrement son choix. Et rend essentiel le rôle de conseil, dans lequel les Gérard excellent, loin des feux de la rampe.

Les mystères de La Havane

A l'inverse de Zino Davidoff, dont la stratégie commerciale, fondée sur une image très forte, avait pour unique objectif de créer un « réflexe Davidoff », quels que soient les prix des cigares et — à la limite — leur provenance. Ses « crus » inspirés du Bordelais — les lafite, les margaux, les haut-brion, les mouton-rothschild — n'avaient d'autre objectif que d'ancrer cette image de prestige. Analogie très astucieuse, mais sans rapport avec la réalité. Certes le 8-9-8 de Partagas, issu de terrains de plaine assez frustes, est bien différent du Hoyo de Monterrey, produit dans les vallées sinueuses, où s'élabore un arôme sucré et un bouquet parfumé. Mais plus essentielle encore est la situation de la feuille sur la tige, selon qu'il s'agit des pousses premières, qu'elle est placée au sommet de la plante, au contact des tapados — grands voiles de coton qui protègent la future cape du soleil — ou encore située en milieu de plante, avec laquelle on confectionne la tripe. C'est ensuite le mélange entre plusieurs provenances et parfois plusieurs récoltes qui donne, en réalité, leur caractère aux cigares de Cuba. S'il fallait absolument rechercher une analogie, c'est plutôt de la fabrication — de l'assemblage — des cognacs qu'il faudrait s'inspirer. Un jeu auquel se livrent volontiers deux restaurateurs parisiens, Gérard Allendou (La Cagouille) et Daniel Hallé (L'Enoché) lors de dégustations comparées. Mais plus encore qu'en cognac, les cigares « unitaires » sont l'exception et jamais la règle. La

fabrication des cigares, à Cuba, est d'ailleurs entourée de grands mystères.

A Pinar-del-Rio, on ne visitera guère que l'école des vergueros où, sous l'œil malicieux d'un vieux maître, de jeunes et ravissantes cigariéristes apprennent à rouler les capes sur la planchette traditionnelle, à défaut de leurs cuisses soyeuses, sous l'œil attentif des touristes qui effectuent le pèlerinage. Le visiteur ne sera pas admis à entrer dans la salle de tri, où l'on procède à l'écotage — première opération industrielle après la phase agricole — qui requiert attention et vigilance. Tout au plus, pourra-t-on lire au-dessus de l'entrée du vaste atelier où travaillent en musique une centaine d'ouvriers : « Ici nous combattons l'individualisme et nous voulons la mort de toutes les traditions ». Curieuse et contradictoire affirmation, alors que de l'aven même d'un professeur de l'école des vergueros : « A Pinar-del-Rio, le temps s'est arrêté il y a trois siècles ». L'avenir du havane, aujourd'hui, va se jouer à travers la stratégie commerciale de la Cubatabaco. Davidoff, et Dunhill dans une moindre mesure, parce qu'ils disposent — ou disposaient — du privilège d'une griffe spécifique, ont tenté avec succès, au moins jusqu'à ces derniers temps, d'agir sur la demande en spécialisant l'offre, de manière sans doute excessive. Aux antipodes de cette conception, Gérard père et fils, en étendant l'offre, par une sélection la plus large des meilleurs cigares et en procédant à une formation des consommateurs par le bouche à oreille, ont rendu ce dernier, à l'évidence, beaucoup plus exigeant. A une politique de marque, ils ont préféré — et sont en train d'imposer — une politique de produits. Question de génération ?

Mais les autorités cubaines, sur la trace de Zino Davidoff, font désormais du Cohiba le nouveau fer de lance de leur politique commerciale, haut de gamme. Composés de mélanges de plusieurs récoltes millésimées, les différents modules de Cohiba entendent être « les meilleurs cigares du monde ». Et à ce titre, les plus chers. Gérard père et fils ne voient pour l'instant dans cette offensive aucune raison de modifier leur conception du métier. Ne viennent-ils pas de parrainer l'entrée du havane dans le cercle fermé de Tradition et Qualité ? Il est vrai que pour eux, « le havane n'est pas une mode, mais une culture ».

JEAN-CLAUDE RIBAUT.

BOITES A CIGARES

Il n'y a pas de rituel particulier pour accéder à la Boutique GÉRARD père et fils, 19, quai du Mont-Blanc à Genève (Tél. 022-732-85-11), située dans le hall de l'Hôtel Noga Hilton. Encore faut-il un peu de temps devant soi. Vos hôtes ne vous feront pas grief de quelques ignorances, peut-être même serez-vous admis d'emblée à l'école Gérard ? Vous aurez alors le privilège de déguster sur place, avec un peu de rhum blanc, « la feuille indienne », récompense des médailles, délices des réveries architecturales de l'air... », au dire du poète cubain José

Martí. Selon le diagnostic qui sera établi, et votre propre choix, vous repartirez peut-être, comme lors de mon premier pèlerinage, avec une boîte de « Short Churchill » de Flor de Cano et des superbes Lundales de Rafael Gonzalez. Attention, la dame n'admet pas plus de cinquante cigares.

A Paris, la Boutique Gérard (22, avenue Victor-Hugo 75016, Paris, tél. 44-01-81-41) ne présente pas exclusivement les « Châteaux Davidoff ». Vous y ferez des trouvailles intéressantes, dans les limites autorisées par la

SEITA. La Civette (157, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. 42-61-61-07) est une adresse rassurante, aussi bien pour les débutants que pour les habitués. Au quotidien, pour les urgences, le tabac George-V assure tous les dépannages — y compris le samedi — dans un très beau choix et de bonnes conditions de conservation. (22, avenue George-V, 75008 Paris, tél. 47-23-44-78).

Deux journalistes, excellents amateurs de havanes, Bernard Le Roy, du Nouvel Observateur, et Maurice Sautin, de l'Événement du jeudi,

viennent de publier chez Flammarion la Grande Histoire du cigare : un ouvrage magnifiquement illustré et informé, dans lequel vous saurez tout de la naissance de l'épipée, des terroirs de culture et des grands maîtres du cigare. Il comporte un banc d'essai passionnant des grands cigares et un index fort détaillé et bien utile. Un ouvrage de références — attendu — absolument indispensable pour tout curieux et amateur. 200 pages quadrécro-mé, 350 F.

J.-C.R.

1991/10/15



MÉMOIRE DE PARFUMS

A Grasse, au cœur de son musée, Georges Vindry explique pourquoi le parfum est le rare moyen que nous avons de lutter contre l'érosion du temps.

JE suis entré en parfumerie comme on entre en religion. Et comme souvent les néophytes, Georges Vindry s'est passionné pour ce nouveau savoir qu'il lui fut donné de découvrir un peu par hasard. « Mon histoire, dit-il, c'est la rencontre d'un projet et d'une destinée. » Le projet, c'est celui, maintes fois avorté, maintes fois ressuscité jusqu'à son accomplissement en 1978, de créer un musée de la parfumerie. La destinée, c'est autre, la rencontre avec François Carnot, le fils du président de la République Sadi Carnot, assassiné à Lyon en 1894 : il fut l'instigateur de ce projet.

Georges Vindry a vingt-cinq ans lorsqu'il arrive à Grasse, où il est nommé conservateur du Musée d'art et d'histoire que Carnot a créé en 1918. Il est immédiatement sollicité pour « réfléchir » à la création d'un musée de la parfumerie. « Rien ne me prédestinait à m'occuper de parfumerie. Mon itinéraire, comme on dit aujourd'hui, est celui d'un historien de l'art qui, par nécessité, est devenu un archéologue et un ethnographe de l'art. » Car c'est dans les greniers, sur les marchés aux puces, qu'il lui faudra trouver les témoignages de cette mémoire collective que constitue l'histoire du parfum. « Un musée de la parfumerie, dit-il encore, doit montrer l'évolution d'un phénomène de société qui a engendré des créations artistiques et des mécanismes industriels et économiques. »

Le monde des parfumeurs auquel il n'appartient pas, lui est favorable d'emblée « parce que, explique-t-il, le musée s'est donné pour tâche de constituer la mémoire de cette profession. Les industriels, les parfumeurs, sont des gens qui fabriquent et qui créent. Leur métier n'est pas d'engranger leur histoire, mais de gérer leur présent et de préparer l'avenir. »

A l'ethnographie donc le soin de partir à la recherche des parfums oubliés, d'en décrypter le sens au cours des siècles et selon les contrées, de rendre compte des rituels qui accompagnent la toilette, l'utilisation des pommades, des onguents, d'expliquer le sens du maquillage et de la parure selon les civilisations.

A l'histoire de l'art de se pencher sur la forme et la matière des flacons qui eux aussi évoluent, ces « contenants » au moins aussi importants dans l'histoire du parfum que le contenu. A l'histoire enfin d'expliquer pourquoi le parfum est né en Méditerranée, pourquoi Grasse en est devenue le centre en France... « Quel que soit le régime social, politique ou religieux d'une société, ancienne ou actuelle, explique Georges Vindry, on y trouve la parfumerie. Et ce au sens large du terme, à savoir : le maquillage, le cosmétique, la toi-

lette. Il y a eu des périodes puritaines, pourtant rien n'est venu à bout de la parfumerie. »

Le conservateur du musée de Grasse affirme que s'il s'agit là d'un phénomène de société indissolublement lié au monde occidental et proche-oriental, il est en train de partir à la conquête de l'Extrême-Orient, le Japon comme il se doit. « Le Japon n'est pas un pays de parfumerie par tradition, dit-il. Le code social très strict qui consiste à ne pas déranger l'harmonie de son voisin a traditionnellement interdit le port du parfum qui pouvait être trop violent. En revanche, le maquillage, qui est sans odeur, a été porté à un degré très codifié. » Cela étant, les Japonais, qui réservaient traditionnellement l'usage des parfums à des fins domestiques ou à la vie de la cour, sont en train de prendre au vingtième siècle une revanche économique certaine. Ils sont non seulement d'excellents consommateurs de parfums, mais encore des producteurs hors pair.

Dans les sociétés occidentales, Georges Vindry voit l'usage du parfum comme un phénomène irréversible. « Ce qui peut changer, dit-il, c'est le parfum lui-même, comme le maquillage : le phénomène, lui, ne changera pas. » L'explication est d'ordre psychanalytique. « Il y a deux choses, poursuit Georges Vindry. D'abord, la parfumerie permet de prolonger, de modifier ou de transformer la personnalité profonde de l'individu qui l'utilise. Et puis, pour ce qui est du maquillage et de la toilette, contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce ne sont pas des choses fuyées. C'est une toute petite réponse, mais tout de même l'un des rares moyens que nous ayons de lutter contre l'érosion du temps, c'est-à-dire contre la mort. C'est pourquoi il s'agit d'un phénomène viscéralement lié aux préoccupations de toutes les sociétés, car le grand problème de l'homme, c'est la mort. »

Sans doute n'est-ce pas contradictoire, le parfum apparaît souvent dans les sociétés antiques — mais cela a-t-il changé ? — comme un attrait de l'amour. Ainsi dit-on que « dans les harems persans et turcs, on faisait prendre, une année durant, des bains avec de la myrrhe et des pigments, aux vierges choisies pour le harem royal. » Chez les Grecs, même si les philosophes ont raillé les femmes qui abusaient de fards « qui les enlaidissaient » et de parfums « inutiles », il semble bien que « les aromates aient été indispensables aux plaisirs amoureux ». Les Romains se seraient habitués à l'usage des parfums sous l'influence grecque. « Un fait est certain, dit Georges Vindry, le monde romain a consacré aux parfums, sous toutes leurs formes, une place considérable. Dans les lieux religieux d'abord, où tous les cultes prescrivaient encens et

parfums, dans les pratiques funéraires ensuite, où les substances parfumées faisaient partie des frais habituels ; enfin, dans la vie privée, notamment dans toutes les habitudes liées au bain. »

Quant à l'islam, il aurait été de tout temps étranger au puritanisme introduit au début du Moyen Âge en Occident par les Pères de l'Eglise. « On prête même à Mahomet, rapporte Georges Vindry, une phrase selon laquelle ce qu'il chérissait le plus était les femmes, les enfants et les parfums. Ceux-ci participent au jardin du paradis promis aux vrais croyants et le musc y tient une place de choix. » Le monde arabe a largement contribué dès le huitième siècle à l'essor de la parfumerie ; la raison en est simple : les Arabes possédaient une longue expérience de la médecine et de la chimie, deux sciences très proches de la parfumerie.

Les mauvais millénaires

Selon Georges Vindry, « le mouvement scientifique issu de cette période très active de la civilisation arabe consacra une place de choix à certaines opérations de laboratoire réunies sous le nom d'al-kimyâ, terme d'où nous avons tiré, au Moyen Âge le vocable occidental d'alchimie, puis de chimie. Cet emprunt, beaucoup plus ancien que celui du mot al-cohol, dont nous avons fait alcool, montre l'importance du rôle de synthèse et de transmission de certaines connaissances joué par les Arabes, et accessoirement par les médecins juifs en liaison avec l'Italie et l'Espagne. »

Ce sont les Arabes encore qui, avant de tomber dans un certain occultisme à partir du douzième siècle, ont perfectionné et véhiculé les techniques d'extraction héritées de l'Antiquité, pratiquement disparues en Occident au cours du haut Moyen Âge.

L'Occident connaît un essor irréversible de la parfumerie au quinzième siècle. C'est aussi la montée de la bourgeoisie, autrement dit d'une classe riche. Or le parfum a toujours été — et restera — un produit cher. Georges Vindry est catégorique : « La parfumerie ne peut pas être autre chose que chère. » Et d'ajouter : « Dans l'inconscient collectif, le parfum est lié à l'idée d'agrégation à la partie la plus distinguée et la plus cultivée de la société. Vrai ou faux ? Le parfum cher durera en tout cas tant qu'il y aura des gens pour l'acheter. »

Le raisonnement n'est pas aussi brutal qu'il y paraît. Si le parfum de qualité est cher, c'est que sa production nécessite une grande quantité de produits naturels. Et pas seulement. Bien des substances végétales utilisées pour la confection d'un parfum doivent être cueillies et traitées à la main. Le jasmin, par exemple, se cueille fleur à fleur et seulement à l'aube ou aux premières heures de la matinée. Il en va de même de certaines espèces de roses. Il y a aussi les bonnes et les mauvaises années dans les récoltes de fleurs. « Rien ne peut mieux être comparé aux vins que les parfums », affirme Georges Vindry. Mais, en parfumerie, un mauvais millénaire signifie des pertes immenses.

« Dans la région de Grasse, dit-il, les importations de substances naturelles sont de plus en plus importantes. La main-d'œuvre manque et les terrains rapportent davantage aux promoteurs immobiliers qu'aux horticulteurs. » Il existe pourtant des contraintes « intelligentes » comme il dit, car certains parfumeurs tiennent à avoir des roses ou du jasmin de Grasse. « C'est le cas de Chanel, qui a passé un contrat avec un horticulteur. Le parfumeur s'engage à acheter toute la récolte ; l'horticulteur, de son côté, s'engage à maintenir la qualité des fleurs. »

Comment cette petite ville située à 350 mètres d'altitude et à 33 kilomètres de Nice est-elle devenue le centre du parfum français ? Détour historique. Au Moyen Âge, Grasse était le centre économique de la Provence orientale. Comme dans beaucoup de villes de France, on y comptait essentiellement des tanneries. Mais Grasse disposait de surcroît de capitaux et de gens compétents, et son cuir était particulièrement

fin. Lorsque, au seizième siècle, la découverte du Nouveau Monde sonne le glas de la prépondérance méditerranéenne, la France tente de déposséder les petites républiques italiennes du monopole qu'elles exercent sur les produits de luxe. C'est ainsi que François I^{er} introduit à Lyon les techniques de la soie. Il en va de même de la parfumerie. « Elle aurait pu se développer à Montpellier, explique Georges Vindry. Cette ville avait tout pour cela et notamment une excellente faculté de médecine et de pharmacie, donc le matériel nécessaire aux distillations. »

Montpellier se lance dans la parfumerie dès le quinzième siècle, mais le climat trop rude l'empêche de produire sur place les substances végétales nécessaires. La ville envoie sa flotte les quêter en Italie et au Proche-Orient, une opération qui sera abandonnée parce que trop coûteuse. On cherche alors sur la côte un microclimat. « Cela aurait pu être Hyères, explique Georges Vindry. Mais Grasse avait l'avantage d'offrir de bons capitaux, une main-d'œuvre abondante et d'être un centre économique encore très lié à l'Italie. A Grasse les premiers parfumeurs ont été des pharmaciens et des bailleurs de fonds. » Et puis il y avait les tanneries. « Elles ont représenté un plus sur tout lorsque le gant parfumé est devenu un rituel social aux quinzième et seizième siècles. Tous les corps de métier portaient des gants, mais il existait à aussi des distinctions de classe. Il y avait les gants que l'on portait le matin, ceux de l'après-midi, ceux du soir. Marie de Médicis possédait trois cents paires de gants ! » Si le gant est parfumé, ce n'est pas seulement par raffinement. Les peaux tannées conservaient une odeur, et on les parfumait pour s'en débarrasser.

Lorsque la mode du gant parfumé passa, Grasse conserva ses parfumeries. Preuve, comme le souligne Georges Vindry, que ce n'était pas là la raison du succès de la petite ville. « Les Grasseois ont été d'excellents botanistes, affirme-t-il. Ils ont su par exemple adapter le jasmin, qui ne poussait qu'en Inde, au climat plus froid de leur ville, grâce à une méthode de greffe très sophistiquée. Ils ont aussi acclimaté très tôt l'orange de parfumerie, la tubéreuse, certaines variétés de roses. » Enfin, Grasse a développé sa propre technique d'extraction : l'enflourage. C'est de ce moyen original que parle Patrick Süskind dans son livre *Le Parfum* : « Il y en a trois : l'enflourage à chaud, l'enflourage à froid et l'enflourage à l'huile. Ils ont sur la distillation beaucoup d'avantages, et ils s'emploient pour obtenir les parfums les plus fins : le jasmin, la rose et la fleur d'orange. » Georges Vindry n'a rien cependant contre l'utilisation des produits de synthèse qui ont fait leur apparition en parfumerie au début du siècle, bien au contraire. « C'est François Coty qui fut le grand innovateur en la matière. Je ne vois pas les produits de synthèse comme de mauvais ersatz, dit-il, mais comme des tuteurs autour desquels viennent s'enrouler les substances naturelles. » Du reste, on ne pratique plus l'enflourage à Grasse depuis plusieurs années, car cela reviendrait trop cher.

Seul le musée en garde la mémoire... On peut y voir aussi d'anciens alambics, des laboratoires reconstitués exactement à l'image de ce qu'ils furent aux siècles passés. Même la couleur des tuyaux — les verts, les gris, etc. — n'est pas laissée au hasard. « Chaque couleur indiquait la substance que transportait le conduit, il en est encore ainsi aujourd'hui », explique Georges Vindry. On peut aussi y admirer la merveilleuse collection de flacons si importants dans l'histoire du parfum.

Au début du siècle, ils ont inspiré entre autres René Lalique. Hector Guimard, l'architecte des bouches du métro parisien... Un musée qui sent bon et où il fait bon flâner. « Voyez-vous, dit Georges Vindry, en le parcourant avec satisfaction, je reste un homme de musée, mais qui a une petite place dans le monde de la parfumerie. » Et il tient à rendre hommage à sa femme qui fut tout au long de ces années une collaboratrice fidèle et bénévole. « Nous sommes la preuve d'une collaboration exemplaire, dit-il. Elle a apporté sa sensibilité féminine car dans un domaine comme celui-ci, un homme ne suffit pas. »

MARIE-FRANCE CALLE

FRAGRANCES XVIII^e SIÈCLE

En renouant avec la tradition des gants parfumés, Jean-François Laporte fait une incursion irrésistible dans l'histoire des parfums et de leur usage. Cet ancien artisan parfumeur qui fut pendant plus de vingt ans ce que l'on appelle un « nez » dans de grandes maisons de parfumerie a beaucoup travaillé pour mettre au point sa propre gamme. Dans les alambics, on s'en doute, mais aussi à la Bibliothèque nationale où il a puisé ses inspirations et tracé les détails historiques qui lui ont permis de recréer dans ses boutiques l'ambiance des cabinets de parfums du dix-septième siècle.

Le résultat est là : une conception intelligente, pensée du parfum. « La tradition doit être conser-

vée, dit-il. La parfumerie actuelle s'oriente vers la distribution mondiale. Je cherche au contraire à préserver l'exclusivité de mes nouvelles créations. »

Ainsi les deux boutiques qu'il vient d'ouvrir à Paris recréent-elles uniques, il y tient beaucoup. Ce sont de charmants boudoirs où s'harmonisent les ors, les gris, le rouge framboise. On ne peut s'empêcher de penser en y pénétrant aux vers de Baudelaire, homme qui aimait les parfums s'il en fut ! Il est des parfums frais comme des chairs d'enfants... »

Les fragrances qui s'exhalent des flacons de Jean-François Laporte ont un premier abord quelque chose d'étrange qui alerte l'esprit. Rien d'étonnant.

M.-F. C.

* Boutiques « Maître Parfumeur et Gantier » : 84 bis, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 45-44-61-57.

5, rue des Capucines, 75001 Paris. Tél. : 42-86-35-13.

Prix des eaux de toilette entre 280 et 330 F. Prix des gants entre 300 et 1 000 F (collection de gants d'après-midi, du soir, de nuit).

On peut se procurer les eaux de toilette par correspondance (il faut compter un délai de dix jours) en écrivant à l'adresse de l'une des deux boutiques.

CHOC
MAISO

ES DOUCEURS

A PARIS

CHOCOLATS MAISON

Courte mais vibrante histoire
du chocolat à travers la passion
que nourrit pour lui Robert Linxé.

La fève de cacao est un phénomène que la nature n'a pas répété. On n'a jamais trouvé autant de qualités réunies dans un aussi petit fruit.», écrivait le grand naturaliste et explorateur Alexandre de Humboldt au retour de ses longs périples en terre d'élection du miracle en question, l'Amérique tropicale. Comme la pomme de terre ou le froment, comme le poivre ou la truffe, le cacao est l'un de ces prodiges qu'une providence fertile et factieuse a semés, cryptés, dans le destin des hommes, leur laissant la douce charge d'en lever le mystère.

Le cacaoyer — *Theobroma*, Linné — est un arbre fragile à fleurs jaunes et à fruits de même couleur, les cabosses, constituées d'une trentaine de grains amers, les fèves, qui mûrissent deux fois par an. Récoltées, elles séchent et fermentent, leur couleur fonce et leur goût s'adoucit. Du Venezuela, de l'Equateur, du Brésil, de Côte-d'Ivoire, la matière première parvient en Europe, aux Etats-Unis, en Australie. Les Suisses, les plus gourmands du monde (plus de dix kilos par personne et par an), s'offrent deux fois plus de chocolat que les Français ; et pourtant, l'artisanat chocolatier s'est installé à Bayonne dès 1761, et à Berne en 1792 seulement.

Ce sont des juifs chassés d'Espagne qui posèrent au Pays basque français les premières d'une industrie qui n'aurait pu imaginer s'établir au pays des Rois catholiques. Herman Cortes n'avait-il pas entrepris les profits à tirer du commerce de ce cacao goûté au Mexique dont il avait fait une terre espagnole ? A Bayonne, on broie le chocolat à la machine à vapeur dès 1780, et on compte vers 1820 une vingtaine de chocolateries de luxe ; c'est à Bayonne que naquit un bon siècle plus tard le très excellent Robert Linxé.

Cet homme parle du chocolat comme Giraudoux évoquait la Grèce antique ou Bernard Blier son maître Jouve. Avec l'émotion volubile et prosaïque de celui qui a vu et deviné, qui travaille et présente, qui sait ne pas avoir encore tout découvert. Au reste, Robert Linxé n'est pas de ces experts désormais plus connus par leur faconde que par leur art, et s'il doit beaucoup au cacao, il lui laisse volontiers la façade. Ce n'est pas par hasard que son commerce s'appelle simplement *La Maison du chocolat*.

Robert Linxé, s'il a dans son verbe la métaphore fleurie de l'émervillé, préfère pour le produit qu'il manufacture et qu'il vend la sobre discrétion du classique.

Il avait appris le violon, et tenait de son père le goût du vin et des foies gras. Robert Linxé suit les cours du plus étonnant établissement d'enseignement qui soit, malheureusement disparu, l'Ecole internationale du

chocolat de Bâle. La Suisse, décidément puissance tutélaire d'une industrie lancée en moins d'un siècle par François-Louis Cailler à Corsier et par Philippe Suchard à Serrières, par Jean Tobler et Rodolphe Lindt à Berne, par Alexis Séchaud à Montreux, par Charles-Amédée Kohler et par Daniel Peter.

Longtemps cuisinier et traiteur, Robert Linxé ouvre La Maison du chocolat il y a douze ans, avec son épouse et une associée. Il emploie aujourd'hui une quarantaine de personnes dans ses trois magasins, et prévoit l'ouverture d'un quatrième à New-York, sur Madison Avenue, pour l'automne prochain. Il faut aller, à sa suite, regarder se faire dans le laboratoire du sous-sol les trente-deux sortes de bonbons de chocolat, de la main d'ouvriers aux gestes ténus, grillant, décomant, tamisant. A côté, dans une cave réfrigérée sur terre battue, attendent les ballots de matière première, ce cacao Valrona fait de gosses vénézuéliennes et malgaches, tandis que vieillissent non loin quelques millésimes choisis de phélan-ségur et de corton-charlemagne.

On ne va pas à La Maison du chocolat pour déguster mais pour offrir, fût-ce à soi-même, l'immense plaisir d'avoir une boîte emplies de ces parallépipèdes point trop volumineux mais si denses qu'il n'est pas absurde de croquer en fermant les yeux. Qui résistera au « bachelus » et au « mogambo », au « goudon » et au « negresco » ? Personne. Robert Linxé a littéralement inventé des saveurs, mêlant en toute subtilité le chocolat au citron ou au fenouil, en a réinventé d'autres, conjuguant avec le cacao la framboise ou l'amande. Aucune fioriture dans la décoration, les différentes sortes de bonbons se ressemblent d'ailleurs tant qu'il fait une longue et voluptueuse pratique pour les reconnaître à la vue. Leur couverture, quasi identique et incroyablement fine, couronne des mélanges auxquels il n'est pas ajouté un seul gramme de sucre, et qui suggèrent un abandon sans honte et sans mémoire tout à la volupté de l'instant présent.

Bien que très lié à Jean-Claude Vrinat, le maître de Taillevent, Robert Linxé ne fournit point de restaurants, mais l'on pourra rencontrer chez lui Robert Badinter ou Philippe Noiret, Jean-Paul Goude ou Francis Huster, acheteurs parmi d'autres de quelques-uns de ces dix mille kilos de chocolat que l'on vend ici entre le 20 novembre et le 20 janvier. C'est dire que Robert Linxé ne s'émue guère de l'insupportable succès de la chocolaterie belge en France par succursales multiples interposées, qui n'a, il faut le reconnaître, rien à voir avec ce qu'il propose, ni quant au goût ni quant au prix.



Avec le chocolat, on ne saurait boire que de l'eau, qui convient seule à l'impétuosité du transport qui accompagne la dégustation. La faculté nous enseigne en plus que le chocolat, riche en vitamine A, contient de la théobromine, un euphorisant. Energétique, il fit l'ordinaire au pôle d'Amundsen, de Scott et de Nansen, et l'on sait à présent qu'à défaut d'être aphrodisiaque, il ne fait aucun tort au foie. Et puis, contrairement au café, le chocolat a le goût de l'enfance, et ce n'est pas le moindre de ses mérites.

OLIVIER BARROT.

Le meilleur ouvrage sur le chocolat, son histoire, son usage, est celui de Sylvie Girard, *Guide du chocolat et de ses dérivés* (Messidor, 150 F). Le *Guide des croqueurs de chocolat* (Orban, 79 F) note les spécialités de 170 artisans chocolatiers de France.

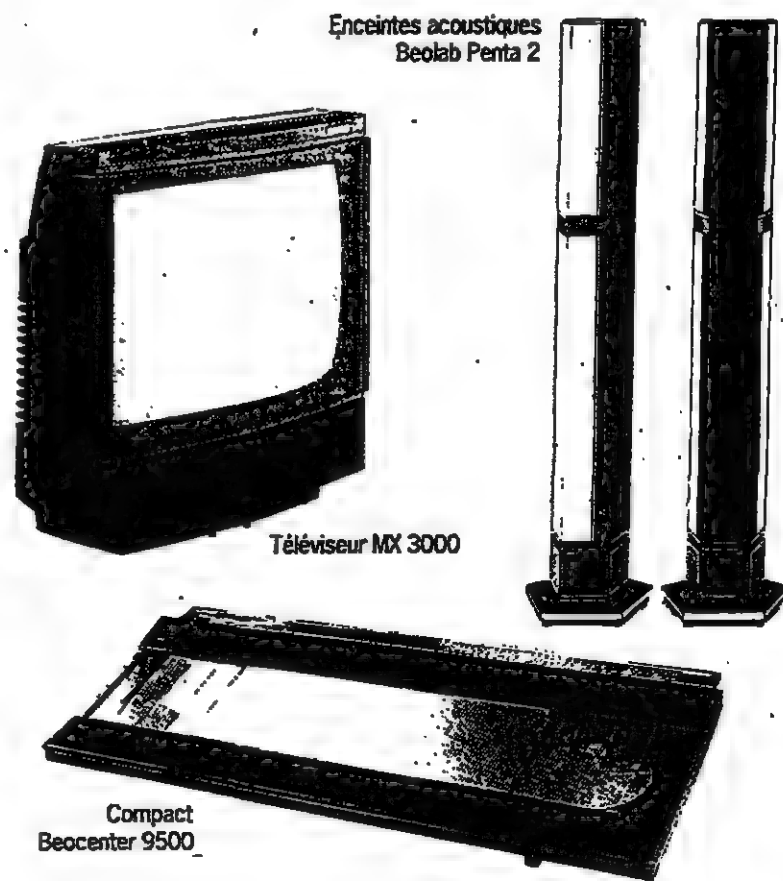
La Maison du chocolat a trois boutiques à Paris :

226, rue Faubourg Saint-Honoré ; 52, rue François-I^{er} et 9, boulevard de la Madeleine.

Le Musée de la publicité (18, rue de Paradis, 75010 Paris - Tél. : 42-26-13-09) présente la publicité du chocolat des origines aux années 1920, tous les jours de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 janvier.

"La forme est le beau,
et tout ce qui est le beau manifeste le vrai".

Victor Hugo.



Bang & Olufsen

L'architecture intérieure du son et de l'image.

Espace 82

87-89, rue de la Boétie
75008 Paris
Tél. : 42 89 28 57

LES DOUCEURS DE L'EMPIRE

(Suite de la page 29.)

L'Empire : malles et paniers au chiffre de la maison s'agrippèrent sur les océans, briguebalaient chez les Zoulous et les Boers, minèrent la rébellion chinoise et portèrent jusqu'au bout du monde les réconforts de l'épicerie de la Couronne à ses infatigables compatriotes. La maison gagna en retour beaucoup d'argent et un peu de leur gloire. F & M crût et prospéra si bien qu'à l'issue de la première guerre mondiale la boutique s'était mue en un bel immeuble, une sorte de petit grand magasin voué au commerce de luxe dans toutes ses expressions, la marque F & M s'appliquant à toute une série de produits allant de l'habillement féminin au mobilier moderne et antique et jusqu'au parfum.

Aujourd'hui et malgré le rajeunissement du décor, il règne dans les étages un petit air d'abandon et de désuétude, à l'exception des comptoirs de parfums ponctuels de fort jolis verres de Lalique et d'un rayon de sous-vêtements féminins froufrounants de soie mauve. Au rez-de-chaussée, c'est la foule. Le département fait la moitié de son chiffre d'affaires annuel dans les dix semaines qui précèdent Noël. Des tas de boîtes et de bocaux s'empilent à des hauteurs vertigineuses. En vingt ans de maison, Peter Wenham en a vu d'autres. Les « bons vieux garçons » qui ont précédé à son initiation et lui ont transmis leurs secrets ne sont plus de ce monde. Son rôle s'est déplacé avec le progrès : le contrôle de qualité qu'il exerce sur les « non-périssables » ne se borne plus à goûter tel pickle ou telle confiture. Il s'agit de s'assurer de la composition du produit — il y a un laboratoire spécialisé à cet effet — et d'en maintenir la qualité irréprochable.

Dans ce domaine, il est clair que seule une fabrication quasi artisanale en est le garant. Pour la confiture de roses, ce n'est pas compliqué, les fournisseurs ne sont pas légion. « La confiture est exclusivement faite avec la rose anglaise — Mascara ». Si l'année est

mauvaise pour la rose, nous n'aurons pas de confiture. » Pour le pudding, c'est moins clair. Bien qu'il s'en vende quelque cent mille pour Noël, on prétend qu'il se fait encore à la main. Faut-il le croire ?

On ne traite plus comme naguère dans un voisinage immédiat déserté de ses habitants et converti en bureaux. Mais on expédie encore des paniers de victuailles de par le monde. Et si le cœur vous en dit, vous pouvez en saisir un au passage et emmener une rouquine aux yeux bleus pique-niquer aux bords fleuris de la Serpentine, dont on sait qu'elle incite au péché. A moins que les temps des déjeuners sur l'herbe ne soient révolus.

Car F & M, ne serait-ce pas qu'une survivance, une nostalgie ? A y bien songer, il se dégage de l'honorable maison un sentiment indéfinissable qui tient du ridicule et du voluptueux. Au-delà des comptoirs et de leurs délectables produits, le décor exhibe à la fois des boiseries véritables patinées par le temps et de vrais bois vernis de Germanie depuis le refoulement de la maison ; il y des tableaux de genre, des portraits engoncés, des navires de guerre bondissant sur des flots tumultueux, un Trafalgar triomphant dont on ne remarque que la palade callipyge de l'avant-plan (une malheureuse naufragée française sans doute), un Bougainville chaste et pur ; il y a d'incompréhensibles lustres de verroterie et des moquettes vieux rose.

Alors il arrive au continental ce qui doit arriver : il éprouve l'impression d'être face à un Christmas pudding, tel une poule devant un couteau. On a beau lui avoir donné la recette : « Il est déjà cuit, mais il doit être réchauffé une heure et demie au bain-marie ! Il s'accompagne de beurre au brandy. » Où ? Comment ? Il n'y a pas de crème (anglaise) ? Il se sent soudain étrangement étranger. Décroché. Exclut.

OLIVIER BOISSIÈRE.

Le Monde en librairie

LA FRANCE DES LIBERTÉS

par Philippe Boucher et Elisabeth Suvire

Cet ouvrage décrit les six familles de libertés, présente leur application dans la vie de tous les jours à partir d'exemples concrets et propose des exercices autour de ces exemples. Le savoir-faire pédagogique d'un grand éditeur scolaire et la richesse documentaire d'un grand quotidien.

Éditions NATASHA L'ÉDITEUR
160 pages, 125 F.

L'ARBRE DU MAGE

Texte de Louis Aragon, dessins de Jacques Baudouin

Une histoire surprenante, mystérieuse, fantastique, étonnante, merveilleuse, d'un arbre magique, d'un arbre qui change de forme, d'un arbre qui change de couleur, d'un arbre qui change de vie.

Éditions NATASHA L'ÉDITEUR
24 pages, 45 F.

LA GUERRE GÉNÉ

La guerre d'Algérie

LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

A l'heure des bouleversements de l'audiovisuel et des luttes des créateurs en Europe, un livre indispensable pour comprendre la logique et les ressorts de l'univers médiatique.

Éditions LA DÉCOUVERTE LE MONDE
283 pages, 95 F.

L'ANNÉE DES LETTRES 1989

L'ANNÉE DES LETTRES

Réalisée par l'équipe du « Monde des livres » sous la direction de Pierre Lepape, avec une préface de François Bott, ce livre dresse le bilan de la production éditoriale de l'automne 1987 au printemps 1989.

Éditions LA DÉCOUVERTE LE MONDE
235 pages, 95 F.

L'ANNÉE 1988 DANS LE MONDE

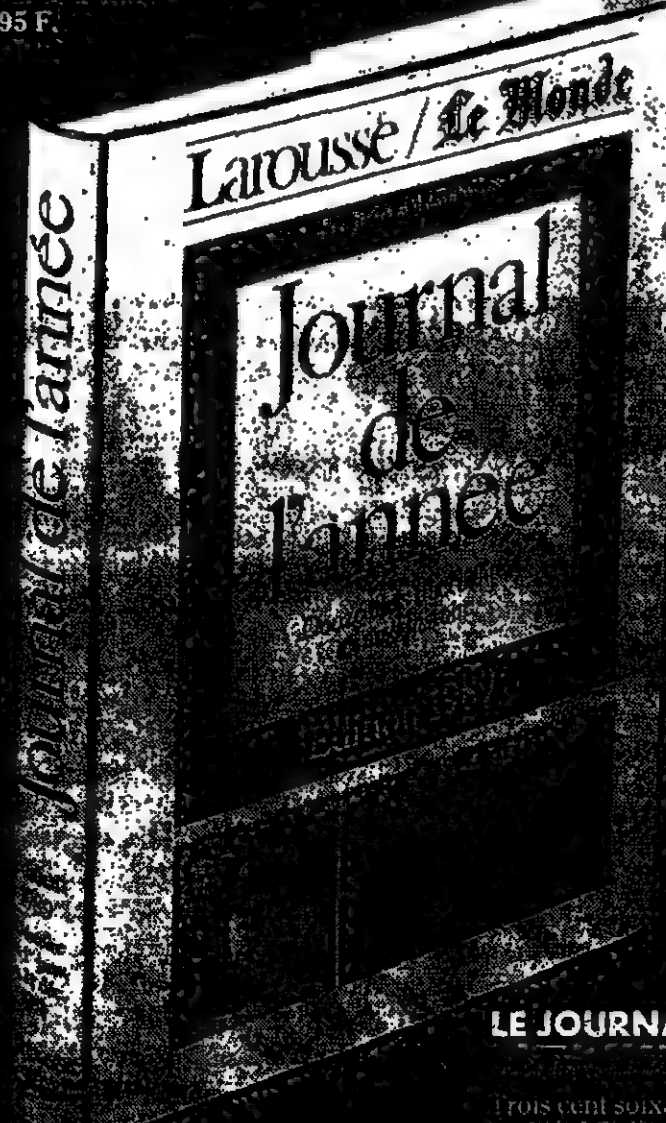
Cet ouvrage rassemble les chronologies mensuelles parues dans « le Monde », enrichies d'un index détaillé. Préface d'André Fontaine.

Éditions GALLIMARD LE MONDE, collection « FOLIO ACTUEL »
237 pages, 21,50 F.

LE JOURNAL DE L'ANNÉE

Trois cent soixante-cinq jours de choix, d'évolution, d'histoire, restitués sous la plume des meilleurs spécialistes. Édition 1989.

Éditions GALLIMARD LE MONDE
384 pages, 195 F.



L'avenir des va être

Le monde de demain sera-t-il meilleur ? C'est la question que se posent les auteurs de cet ouvrage. Ils y répondent en analysant les tendances actuelles de la société et en proposant des scénarios possibles pour l'avenir.

38 Accord entre Ferruzzi et l'URSS
PTT : révision des salaires en 1990

39 Europe 93
44 Le XXIX^e Salon nautique international

45 Vivre la copropriété au quotidien
46-47 Marchés financiers et Bourse

BILLET

Bombe à retardement

En changeant de casquette au cours de la nuit de négociations du jeudi 30 novembre, les partenaires sociaux, gestionnaires des régimes d'assurance-chômage et de retraite complémentaire, ont trouvé une solution à leurs problèmes financiers. Il y avait une bombe à retardement. Elle a maintenant changé de camp. L'UNEDIC ne peut sans risque continuer à accumuler les créances gigantesques — on parle d'une somme théorique de 80 à 100 milliards de francs dues à la nécessité d'honorer le paiement des cotisations à l'ARRCO ou à l'AGIRC au moment du départ en retraite des chômeurs. A terme, le régime d'assurance-chômage se serait trouvé dans une situation financière intenable. Le choix opéré par les partenaires sociaux présente donc l'avantage de ramener l'UNEDIC dans le droit commun des entreprises, tout en soulageant immédiatement les comptes de l'ARRCO. Toutefois, la bombe n'est pas désamorcée par cette opération comptable. Les régimes de retraite auront de toute manière à supporter le paiement des retraites des cotisés de chômeurs de ces quinze dernières années sans avoir reçu, et de loin, toutes les cotisations correspondantes. A l'horizon 2000, le problème commencera à se poser sérieusement, même si les plus optimistes estiment que d'ici là les masses brassées par les régimes de retraite auront permis d'atténuer le choc. La même menace existe pour le régime viellissement de la Sécurité sociale qui souffre tout autant des conséquences du chômage mais dont le sort n'a pas été évoqué. Dans l'immédiat, la « manne » de l'UNEDIC permet d'alléger les efforts qui seront demandés aux actifs, principaux bénéficiaires de l'opération, et aux retraités de l'ARRCO. De son côté, le régime d'assurance-chômage est fragilisé : toute augmentation du nombre des chômeurs se traduira aussitôt par des charges accrues. Mais on peut se demander si ce n'est pas quand même l'UNEDIC qui, ayant assés ses rapports avec les régimes de retraite, n'a pas fait, à terme, le meilleur affaire. Contrairement aux apparences.

J.-M. N. et A. L.
Lire ci-dessous

Sur fond de désorganisation croissante de l'économie

Les maigres résultats des réformes en Tchécoslovaquie

Contrairement à la RDA, dont la structure économique était restée immobile jusqu'aux récents événements, la Tchécoslovaquie s'était engagée depuis 1985 sur la voie des réformes. Mais sans déblocage politique, les mesures de libéralisation, appelées à Prague « reconstruction » ne pouvaient mener très loin.

« Il existe une certaine angoisse que l'objectif même de la réforme ait été mal défini », sous-entend-il. Il y a quelques mois le professeur Václav Komárek, un homme dont on évoque le nom pour le poste de premier ministre. « Nous craignons que ce qui est en préparation ne puisse pas fonctionner de manière rationnelle », ajoutait-il. De fait, à l'exception d'un début de mobilité de l'emploi, les résultats de la perestroïka tchécoslovaque pour l'anée sont vraisemblablement bien maigres.

Si la croissance économique doit être légèrement inférieure à 2 % (le plan prévoyait 2,2 %), la pro-

duction industrielle, pour sa part, a stagné. Il est presque certain qu'interviendra un déclin général de l'investissement et de la construction, ainsi qu'une augmentation des capacités de production inutilisées dans l'industrie », notait la revue *Business International*. La seule parade à la désorganisation croissante de l'économie a été la décision, le 15 mai dernier, de geler tous les nouveaux projets d'investissement jusqu'au 31 décembre.

Cette année encore, c'est principalement dans le secteur agricole que de bons résultats devraient être enregistrés : un paradoxe pour un pays de longue tradition industrielle, qui n'emploie que 7,5 % de sa population active dans le secteur primaire. « C'est l'expérience des réformes avec le maintien dans la rigueur », commentait pudiquement un observateur occidental. Il est vrai que compte tenu du souci du gouvernement de limiter le recours aux emprunts à l'étranger, peu de ressources sont disponibles pour la modernisation. Avec une dette brute en devises estimée à 5,5 milliards de dollars, soit 33 milliards de francs, la Tchécoslovaquie est l'un des pays d'Europe socialiste les moins endettés.

Les élections à la tête des deux mille deux cent quarante-six entreprises d'Etat, entamées en janvier dernier, sont encore loin d'être achevées. Si, dans certains cas, les scrutins ont permis l'accession de figures nouvelles à la tête des firmes tchécoslovaques, dans de nombreux autres, ils n'ont représenté qu'un coup d'épée dans l'eau. Ainsi, le nouveau président de l'importante firme chimique Chemopetrol, M. Zelenka, n'est autre que l'ancien directeur du département du développement au ministère de l'Industrie de Bobême. De même, la déconcentration entreprise dans l'industrie textile, pour l'instant, des résultats bien pâles. Le combat de la Slovaquie, la Tchécoslovaquie, démentit-il y a quelques années, ne vient-il pas de se reconstituer il y a quelques semaines ?

La réalité du chômage

S'il fallait trouver un domaine privilégié dans lequel les réformes économiques tchécoslovaques se sont concrétisées, celui de l'emploi serait sans doute le meilleur. Le chômage, épouvantail qui ne laisse personne dans de nombreux pays socialistes, est devenu réalité en 1989 en Tchécoslovaquie, et l'on compte cent seize départements ministériels et combinats rayés des structures du pays. En attendant une éventuelle reconversion, les travailleurs qui ont perdu leur poste de travail sont indemnisés selon un barème dégressif, qui

s'étale sur un an ou moins. L'apparition de véritables chômeurs non indemnisés n'interviendrait donc pas avant quelques mois. Elle ne devrait pas manquer de susciter des remous sociaux dans ce pays dont la population a déjà participé massivement à une grève générale le 27 novembre.

Alors que les dirigeants au pouvoir, jusqu'à ces dernières semaines, pensaient pouvoir laisser en attendant qu'une impulsion définitive soit donnée par Moscou, les dirigeants économiques qui émergent actuellement ne sont pas qu'à moitié réformateurs. Ainsi, M. Komárek a beaucoup travaillé à Moscou avec MM. Olek Bogomolov et Nikolaus Chmelik, qui figurent parmi les plus radicaux des économistes soviétiques. Quant au programme économique du groupe d'opposition Forum civique, il reflète les prises de position très libérales des économistes du pays. « Le rétablissement de l'économie exige un marché sans intervention bureaucratique, combinant différentes formes de propriété », indique le texte.

Si les bouleversements politiques s'accroissent, il semblerait que des réformes économiques radicales puissent entrer rapidement en application. D'autant plus que contrairement à la RDA, où il n'existait pour l'instant aucune base solide pour l'évolution de l'économie, celles-ci ont déjà été jetées en Tchécoslovaquie. Au cours des deux dernières années, le pays a autorisé l'existence des sociétés mixtes et adopté une loi de protection des investissements.

Au début de l'année prochaine, une nouvelle loi bancaire créant une « véritable » banque centrale et un réseau de banques commerciales devrait entrer en vigueur. Un des principaux problèmes de la Tchécoslovaquie semble résider, sans même évoquer l'obsolescence du matériel industriel, dans le manque de spécialisation du pays. Alors que ses résultats commerciaux se détériorent (l'excédent enregistré avec les pays capitalistes n'atteignait plus que 200 millions de dollars l'an dernier), la Tchécoslovaquie n'a que peu de produits compétitifs à offrir. Le pays se situe dans les secteurs de la chimie et de la métallurgie fine. « Il y a des industries dans tous les secteurs. Le pays produit en théorie au moins 80 % des biens nécessaires au fonctionnement d'une société moderne », souligne un économiste occidental. Malgré les réformes, la voie de la compétitivité et de l'internationalisation risque d'être longue.

FRANÇOISE LAZARE
(Lire également page 3
l'article de Sylvie Kaufmann.)

La contribution de la CEE à Varsovie

Aider les paysans ou favoriser les consommateurs polonais ?

La Communauté et singulièrement la France sont décidées à contribuer activement à la modernisation de l'agriculture polonaise.

Ce ne sont pas là des paroles en l'air, même si vues de Varsovie les actions concrètes entreprises par l'Ouest ne sont guère perceptibles. Tel est le message que M. Henri Nallet, ministre français de l'Agriculture et président en exercice du conseil des ministres des Douze, est venu transmettre, jeudi 30 novembre à ses interlocuteurs polonais.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Ce séjour de M. Nallet a permis de mieux identifier les besoins immédiats et futurs des Polonais. Et de comprendre que l'enjeu des réformes en cours pour lesquelles l'aide occidentale est sollicitée est autant politique qu'économique.

Il s'agit en amont de la production comme ce val de faire sauter les monopoles des sociétés d'Etat qui étranglent l'agriculture polo-

naise. Tel est sans doute l'objectif prioritaire du premier ministre M. Tadeusz Mazowiecki et de ses amis de Solidarité, au premier rang desquels M. Artur Balasz, ministre chargé du développement rural, dont les propos ne coïncident pas toujours. — M. Nallet s'en est aperçu, — avec ceux de son collègue Janicki, vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture en titre, qui est le président du Parti paysan, ancien allié des communistes du POUF.

Qu'attendent exactement les Polonais de la CEE ? « Tout, et que nous leur disions ce qu'il convient de faire », résume une personnalité française. Cependant, la réponse n'est pas évidente, comme en témoignent les appréciations contrastées sur l'aide alimentaire fournie depuis l'été par la CEE. « Je suis contre l'aide alimentaire en tant que paysan et en tant que vice-président de la Diète, car elle perturbe les marchés de notre pays », souligne M. Josef Sliasz, président de Solidarité rurale, un grand diable aux cheveux en bataille, tout droit sorti d'un film de Wajda.

PHILIPPE LEMAITRE
Lire la suite page 38

INSOLITE

La rancune de Peugeot

Automobiles Peugeot tire de singuliers enseignements du long conflit qui, en septembre et octobre, a perturbé la production de ses usines de Mulhouse et de Sochaux. La grosse automobile vient d'assigner devant le tribunal administratif de Besançon les municipalités d'Audincourt et de Béthoncourt (Doubs), dirigées par des communistes rénovateurs. Au début de la grève, celles-ci avaient voté une subvention de 60 000 francs, l'autre une de 50 000 francs au profit du fonds de solidarité créé par les syndicats. Motif invoqué : ce fonds n'a pas de statut juridique et la décision des élus, qui a « dépassé l'intérêt commun », doit donc être annulée. La firme, qui a peut-être un compte à régler avec M. Serge Patenelli, maire d'Audincourt et coauteur en 1975 d'un livre intitulé « Peugeot, le dynamisme s'accroît », n'exclut pas de poursuivre d'autres communes qui, elles aussi, ont accordé des aides financières.

Sur sa lancée Peugeot va-t-il attaquer en justice tous les particuliers qui, individuellement, ont versé quelques francs au profit des grévistes ?

Grâce aux apports de l'assurance-chômage

L'avenir des retraites complémentaires va être assuré à moindre coût

Après dix heures de négociations gigognes, les partenaires sociaux sont parvenus vendredi 1^{er} décembre à se mettre d'accord sur le versement par l'UNEDIC (assurance-chômage) des cotisations-retraite des chômeurs à l'ARRCO (association des régimes complémentaires de l'ensemble des salariés) et à l'AGIRC (retraite des cadres). Ils ont renouvelé jusqu'au 1^{er} janvier 1993 la convention ARRCO.

Patronat et syndicats, hormis la CGT, ne boudaient pas leur plaisir, vendant aux premières heures de la matinée. Par un simple jeu d'écritures entre l'assurance-chômage et les régimes de retraite complémentaire, ils venaient de régler à au moins jusqu'à 1993 — le dossier de l'ARRCO. Celle-ci, qui redoutait les cotisations de retraite des chômeurs lorsque ces derniers parviennent à l'âge de la liquidation de leurs droits, percevra

désormais chaque trimestre ce qui lui est dû (le Monde du 29 novembre). Résultat : au lieu de verser 890 millions de francs à l'ARRCO en 1990, l'UNEDIC devra lui consacrer 3,628 milliards. Quant à l'AGIRC, elle est assurée de ne rien perdre et verra sa situation précisée en 1990.

Dès lors, l'évolution financière de l'ARRCO a pu être définie sans trop de difficultés. Grâce à la « manne » de l'UNEDIC, le taux d'appel des cotisations obligatoires sera maintenu à 120 % en 1990 avant de passer à 123 % en 1991 et 125 % en 1992 (la partie au-delà de 100 % n'ouvre pas de droits à la retraite). En son absence, les cotisations à l'ARRCO auraient dû subir (dès 1990) une revalorisation de cinq points de ce paramètre.

Avis favorable des syndicats

Par ailleurs, il a été décidé de fixer des taux identiques pour les cotisations facultatives alors que le rendement (14,20 % actuellement,

soit 14,20 francs de pension pour 100 francs de cotisation) se réduira au préjudice des retraités à 14,05 % en 1990, 13,90 % en 1991 et 13,80 % en 1992. La CGT a refusé le texte mais tous les autres syndicats ont émis un avis favorable. Ils ne le ratifieront définitivement qu'en début de semaine prochaine.

En accord avec le CNPF, ils ont d'autre part réitéré leur appel au gouvernement pour qu'il maintienne au-delà de mars prochain son financement (12,6 milliards de francs cette année) destiné à compenser l'impact de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans sur les régimes complémentaires.

Entre le paiement des cotisations et la contribution des chômeurs versés à l'ARRCO en 1990 et ensemble 2,8 milliards supplémentaires à l'ARRCO en 1991. L'excédent financier que le régime d'assurance-chômage pouvait espérer décaler au cours des deux prochaines années, évalué à 10 milliards à structure inchangée, en sera diminué d'autant. Il restera

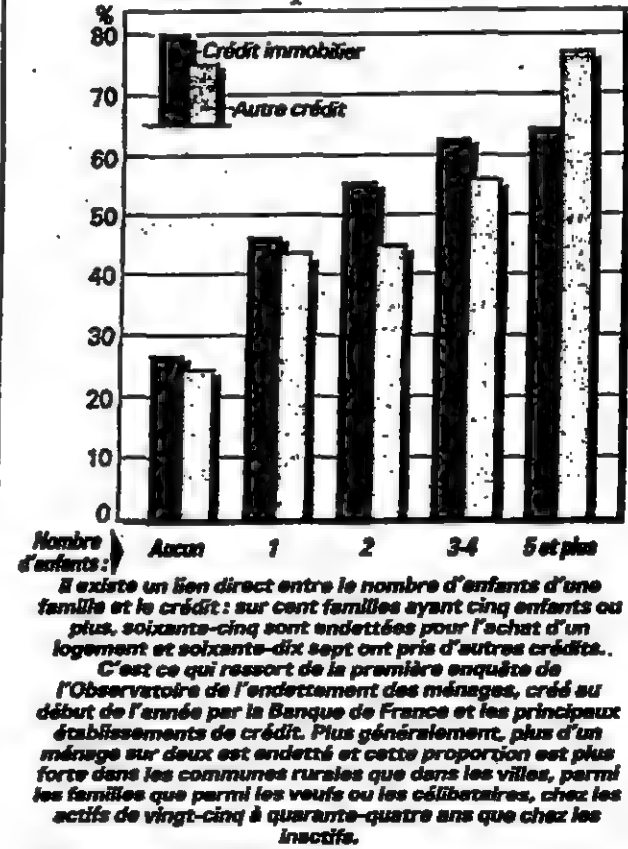
une marge de 3,9 milliards, environ, qui ne sera pas suffisante pour améliorer à la fois l'indemnisation des chômeurs, comme le demandent les organisations syndicales, et réduire le taux de cotisation, ainsi que le souhaite le CNPF.

L'UNEDIC, qui comptait sur le retour à une trésorerie positive l'année prochaine, continuera à connaître des découvertes momentanées. Outre le remboursement de sa dette, de l'ordre de 8 milliards, ceux-ci rendront sa gestion plus coûteuse que prévu.

Opposé au principe de ce « transfert », la CGT ne signera pas l'accord. Interrogé par cette manœuvre — inexplicable — et « étrange » de transfert, le CFTC a toutefois rejoint FO et la CFDT qui estiment avoir trouvé une bonne solution. Quant à la CGC, rassurée sur le sort qui sera réservé à l'AGIRC, le régime de retraite complémentaire des cadres, elle a donné ses reproches de la précédente séance.

ALAIN LEBEAUME et
JEAN-MICHEL NORMAND

Les familles nombreuses sont les plus endettées



LONGINES

LE TEMPS POUR GAGNER



Collection Lindbergh

EUROPE 93

Une cellule pour coordonner l'action gouvernementale

Les maîtres de musique du SGCI

On évoque rarement les effets de l'intégration européenne sur les administrations nationales. L'extension de la « matière » communautaire a pourtant propulsé au rang de rouage indispensable de l'appareil d'Etat, une administration au sigle quelque peu mystérieux, le SGCI (Secrétariat gé-

ral du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne). Cette cellule, placée théoriquement sous l'autorité directe de Matignon, est chargée d'élaborer les positions défendues par la France dans les négocia-

tions multiples qui se déroulent en permanence, à Bruxelles, à tous les niveaux. Son pouvoir d'influence est méconnu, il n'en est pas moins réel. Et la présence à sa tête d'Elisabeth Guigou, collaboratrice de l'Elysée pour les questions européennes, n'est pas étrangère à sa montée en puissance.

Chaque fois qu'une délégation française pénètre dans le célèbre immeuble Charlemagne qui, à Bruxelles, abrite les réunions des Douze, elle dispose d'instructions claires et précises. La position qu'elle s'appuie alors à exposer n'a été arrêtée ni aux finances ni au Quai d'Orsay. Pas davantage au cabinet de Mme Edith Cresson, pourtant en charge des affaires européennes.

Au 41, quai Branly, hébergé dans les locaux du ministère du commerce extérieur, le SGCI a tout concédé. Cette structure légère est au service du premier ministre. Elle rassemble une centaine de fonctionnaires, pour l'essentiel de rang élevé, venus des quatre coins de la machine administrative et cooptés.

Fait étonnant rare : se trouvent réunis au sein d'un même service, travaillant en bonne intelligence, un représentant du corps des Mines, un ingénieur du génie rural, un inspecteur des finances,

un diplomate du Quai d'Orsay, un conseiller de la Cour des comptes et un sous-préfet ! Leur mission est on ne peut plus limpide : s'assurer de l'unité de vues des membres du gouvernement français sur chaque dossier traité à Bruxelles. Ou, du moins, en prévision des négociations, forger une position commune.

Une chambre acoustique

Pour prévenir tout dérapage, éviter la cacophonie, la méthode employée par le SGCI est simple : la centralisation à l'extrême. Aucun fonctionnaire n'est habilité à participer à une discussion communautaire, de quelque importance qu'elle soit, sans en avoir préalablement averti ce service.

Aucune consigne ne peut être expédiée à l'un des trente conseillers, membres de la représentation permanente à Bruxelles (notre

ambassade auprès des institutions de la Communauté) sans avoir été estampillée par Elisabeth Guigou, ou l'un de ses deux adjoints - Thierry Bert et Pierre Sellal. Une trépassée en effet le SGCI. « Des que la Commission fait une proposition, nous en sommes les seuls destinataires du courrier communautaire », déclare Thierry Bert. « Nous épluchons les documents, estimons quels sont les ministres concernés, et organisons les réunions pour ajuster les vues. » Ces discussions en interministériel restreint tournent parfois à l'aigre.

Une confortable autorité

Le secrétaire général-adjoint se souvient d'empoignades féroces entre fonctionnaires de l'agriculture et des finances au printemps 1988. Les premiers étaient résolument hostiles à une baisse d'ampleur des prix agricoles, sa politique monétaire comme bon lui semble, informait le Quai Branly moins qu'à son tour.

Conseillère à l'Elysée pour les questions européennes

Elisabeth Guigou, femme d'influence

La présidence française de la Communauté qui s'achève est un peu la sienne. Conseillère de l'Elysée pour les questions européennes et d'économie internationale depuis octobre 1982, plus spécialement chargée de la « cellule européenne » dès 1984, Elisabeth Guigou a endossé sans état d'âme une responsabilité écorçante. Celle de faire avancer de façon significative trois dossiers que le président Mitterrand juge décisifs pour l'évolution de la construction européenne. La préparation du grand marché unique et son épilogue, le volet fiscal, bien sûr. Mais également le projet de charte sociale et la réactivation du chantier de l'union économique et monétaire.

Le sommet européen de Strasbourg, les 8 et 9 décembre, se prononcera sur les progrès réalisés. La proximité de cette échéance n'ébranle guère cette proche collaboratrice de M. François Mitterrand dont la blonde apparence est faiblement fragile et l'assurance en acier... Tout au plus évoque-t-elle avec quelque inquiétude l'ordre du jour du sommet dont elle coordonne la préparation depuis bientôt un an. Les événements à l'Est risquent de sérieusement le perturber...

A quarante-deux ans, Elisabeth Guigou est devenue l'une des figures les plus en vue, les plus influentes également, du petit monde des affaires euro-

peennes. Car, outre ses fonctions à l'Elysée, elle dirige depuis novembre 1985 le SGCI. Et d'est sous sa houlette qu'un groupe d'experts de haut niveau a planché cet automne sur les problèmes posés par la réalisation de l'union économique et monétaire. Le rapport Guigou, fruit de ces travaux, devrait servir de base de réflexion à la conférence intergouvernementale chargée de mettre en branle ce délicat processus.

Elisabeth Guigou ne manque pas vraiment d'activités. De pouvoir non plus. Sa trajectoire est plutôt impressionnante, elle ne l'ignore pas. Depuis sa sortie de l'ENA en 1974, haut fonctionnaire brillant, née à Marrakech - son père y dirigeait une conserverie artisanale d'olives et d'abricots - elle a, pied au plancher, brulé les étapes. En 1979, jeune administrateur civil à la direction du Trésor, elle est nommée attachée financière à Londres. Elle y reste deux ans. De retour à Paris en juillet 1981, elle intègre en février 1982 le cabinet du ministre de l'économie, Jacques Delors, alors ministre de l'économie et des finances du second gouvernement Mauroy. Elle n'attend pas six mois avant d'être happée par l'Elysée à la recherche de spécialistes des

Sous le signe de la « nouvelle gauche »

Elisabeth Guigou ne manque pas vraiment d'activités. De pouvoir non plus. Sa trajectoire est plutôt impressionnante, elle ne l'ignore pas. Depuis sa sortie de l'ENA en 1974, haut fonctionnaire brillant, née à Marrakech - son père y dirigeait une conserverie artisanale d'olives et d'abricots - elle a, pied au plancher, brulé les étapes. En 1979, jeune administrateur civil à la direction du Trésor, elle est nommée attachée financière à Londres. Elle y reste deux ans. De retour à Paris en juillet 1981, elle intègre en février 1982 le cabinet du ministre de l'économie, Jacques Delors, alors ministre de l'économie et des finances du second gouvernement Mauroy. Elle n'attend pas six mois avant d'être happée par l'Elysée à la recherche de spécialistes des

mécanismes de change. La comète Guigou est lancée.

Son engagement politique, Elisabeth Guigou l'a placé assez tôt sous le signe de la « nouvelle gauche », tient-elle à expliquer. Elle échère d'abord à la Con-

« Un côté redoutable »

« Elle sait parfaitement tirer les marrons du feu pour le président sur des dossiers vraiment importants. Elle a un côté redoutable », explique un familier des affaires européennes. Elle s'est en tout cas acquittée avec toute l'adresse requise de son rôle d'interface entre le chef de l'Etat et M. Jacques Chirac, premier ministre, pendant les deux ans de cohabitation. « J'actionne la sonnette d'alarme quand on risque de s'engager sur des voies que le président n'aurait pas approuvées », explique-t-elle. On a parfois analysé sa nomination à la tête du SGCI, service de Matignon, à l'automne 1985, comme une idée de l'Elysée destinée à préparer la cohabitation...

Quand on lui demande si elle n'en fait pas trop, Elisabeth Guigou répond par un léger sourire. « Sur les questions européennes, il y a suffisamment de travail pour tout le monde », assure-t-elle, fermement.

C. M.



Un rapport sur la politique agricole commune

La FNSEA dénonce les distorsions de concurrence

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) dresse un bilan négatif de la politique agricole commune. Le rapport remis récemment au conseil national de la Fédération fait état de « déséquilibres [qui] ont, dans la plupart des cas, joué au détriment de l'agriculture française ».

De 20% de la population active en 1962, date de création de la politique agricole commune (PAC), la population agricole est tombée à 7% en 1989. Pendant ce temps, la PAC s'est affirmée comme un des piliers de la construction européenne, en dépit des critiques formulées par la FNSEA. M. Raymond Lacombe, président de la Fédération, tire la sonnette d'alarme en dénonçant les handicaps de l'agriculture française dans le marché européen.

En matière fiscale, il souligne le manque d'homogénéité des mesures appliquées par les pays. Ainsi, la TVA est « dans certains pays, conçue comme un instrument de soutien à l'agriculture » (RFA et Belgique), l'impôt foncier est « deux à six fois plus lourd en France qu'ailleurs » et la pression fiscale concernant les droits de mutation est beaucoup plus lourde dans l'Hexagone que dans les autres pays européens.

La FNSEA dénonce aussi les dispositions concernant la protection sociale des salariés qui faussent la concurrence, et notamment le poids des cotisations sociales patronales par rapport au salaire minimum. Elle estime que la Commission européenne, lorsqu'elle accorde des aides directes, « n'a pas une connaissance claire de la situation » et « s'en tient le plus souvent aux déclarations des Etats ».

L'agriculture française n'est pas mieux placée en ce qui concerne les échanges intracommunautaires,

estime la FNSEA. Les montants compensatoires monétaires (MCM) (1) ont fait que « tous les pays à monnaie faible ont été handicapés par les pays à monnaie forte ». D'autre part « nous avons des situations cumulatives de règlements nationaux (...) qui cherchent à protéger notre production intérieure ou à entraver les importations », déclare M. Lacombe.

La situation est, selon lui, la même dans tous les pays. Il cite notamment le cas de la RFA qui a utilisé des normes restrictives sur la fabrication de la bière (édictees en 1916) pour entraver les importations de bière française. En 1984, la Cour européenne de justice a cependant tranché en faveur de la France en estimant que les normes de pureté avancées par Bonn n'étaient plus valables.

La FNSEA dénonce aussi l'absence de respect des normes sanitaires. Ainsi, les Belges ou les Néerlandais, en interprétant à leur manière les règlements en matière d'anabolisants, autorisent l'utilisation de produits proscrits par la France (par exemple les Listérias dans le fromage).

La Fédération agricole estime que l'on doit lutter contre les distorsions de concurrence en harmonisant les politiques nationales. Pour y parvenir, la France doit utiliser, « mieux qu'elle ne le fait aujourd'hui », ses possibilités d'intervention.

Ces propositions montrent que la FNSEA a éclairci sa position quant au grand marché européen de 1993. A l'issue du congrès de mars 1989, des membres de la Fédération avaient en effet déploré l'absence de perspectives de leur Fédération dans l'optique du grand marché de 1993.

(1) Les MCM ont été créés en 1971 pour neutraliser, dans les échanges agricoles, les différences de prix qui, d'un Etat à un autre, résultent des variations monétaires.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde
Droits de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bouve-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72
TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS
3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F
6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F
1 an 1 360 F 1 388 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAVÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

(Publicité)

AVIS D'INSERTION

Construction du centre de secours de Sucy-en-Brie

Par délibération du 26 juin 1989, le Conseil de Paris a déclaré d'intérêt général la construction d'un nouveau centre de secours à Sucy-en-Brie.

Cette décision et le dossier, qui lui sont annexés, comportant une fiche de présentation et d'opportunité, un devis estimatif, une évaluation des besoins d'un centre de secours et des plans, sont tenus à la disposition du public du 18 décembre 1989 au 19 janvier 1990 inclus, entre 9 h-12 h et 14 h-17 h, les jours ouvrables (du lundi au vendredi) :

- à la Préfecture de police. Sous-direction des affaires immobilières et mobilières (pièce n° 4021), escalier C, 4^e étage, île de la Cité (entrée rue de Lutèce) 75195 PARIS RP
- à la Ville de Paris. Direction de la construction et du logement. Bureau des mutations immobilières pièces n° 5136 et 5138 (5^e étage) 17, boulevard Morland 75004 PARIS.

conséquence d'un réaménagement des mécanismes communautaires de soutien. Les seconds n'y étaient pas défavorables, lutte contre l'inflation oblige. Jusqu'à présent, le SGCI a plutôt joué offside de service.

Le terrain est déminé à Paris, les différents n'éclosent donc pas à Bruxelles. Parfois, les conciliateurs sont dans l'impossibilité de conclure, « soit que l'arbitrage est de nature essentiellement politique », explique Thierry Bert, soit que le litige se révèle des plus sérieux. Le service boîte alors en touche. Il se dessaisit du dossier pour l'expédier au cabinet du premier ministre, et, sur les points les plus sensibles, à l'Elysée.

« Le système a prouvé son efficacité », indique Pierre Sellal, cette coordination n'existe pas partout. Il est notoire, par exemple, que la délégation allemande donne souvent ses homologues par ses prises de positions discordantes. L'omniprésence du SGCI, post-frontière incontournable sur la ligne Paris-Bruxelles, ne manque pas d'agacer certains. La direction du Trésor, qui entend bien mener sa politique monétaire comme bon

réactivation du chantier de l'union économique et monétaire oblige, le SGCI est devenu une administration de plus en plus à la mode. Elisabeth Guigou affirme recevoir tous les jours des offres de service.

« Nous sommes attirés parce que nous sommes très proches des instances de décision politique », estime Pierre Sellal, et parce que nous avançons sur un terrain totalement neutre. Toutefois l'Europe n'est pas uniquement faite de grands desseins. « Il y a une marge entre l'image qu'on a du SGCI, un commando qui réalise des coups sur des dossiers stratégiques, et le train train. On peut passer sa journée à batailler pour un compromis sur les concessions tarifaires à accorder à la Suisse pour les asperges à queue verte, ou à débattre sur le comportement au feu des meubles rembourrés », avertit néanmoins un jeune fonctionnaire.

Reste que le SGCI est un réel centre d'influence. Au Quai Branly, il est d'usage de dire aux visiteurs que le SGCI ne fait pas la politique européenne de la France. Aux nouveaux arrivants, on avoue qu'il contribue à la façonner...
CAROLINE MONNOT

EN BREF

Le conseil de Paris a déclaré d'intérêt général la construction d'un nouveau centre de secours à Sucy-en-Brie.

Cette décision et le dossier, qui lui sont annexés, comportant une fiche de présentation et d'opportunité, un devis estimatif, une évaluation des besoins d'un centre de secours et des plans, sont tenus à la disposition du public du 18 décembre 1989 au 19 janvier 1990 inclus, entre 9 h-12 h et 14 h-17 h, les jours ouvrables (du lundi au vendredi) :

- à la Préfecture de police. Sous-direction des affaires immobilières et mobilières (pièce n° 4021), escalier C, 4^e étage, île de la Cité (entrée rue de Lutèce) 75195 PARIS RP
- à la Ville de Paris. Direction de la construction et du logement. Bureau des mutations immobilières pièces n° 5136 et 5138 (5^e étage) 17, boulevard Morland 75004 PARIS.

FÊTES

GRANDES GRIFFES ET PETITS PRIX

Quelle bonne idée ne vous propose-t-on pas chez David Shiff et le Club des 10 ? Des bons d'achat de 500 ou de 1 000 F à offrir à vos amis. Au bout de 10 bons, le 11^e vous sera offert, gratuitement... Que bricole-t-on dans ces magasins, toujours situés au premier étage ? De grandes griffes : Dior, Cartier, Jacques Rath... mais à des prix parfois jusqu'à 50 % moins cher qu'ailleurs, et cela aussi bien pour la mode masculine que féminine. Jugez vous-même, le grand carré de cachemire, frangé de quatre côtés, à l'impression cachemire à 4 900 F, les 6 paires de chaussettes Burlington pour 250 F, le coffret contenant une cravate et une pochette à 300 F... 4, rue Marbeuf et 38, faubourg Saint-Honoré à Paris.

KHANH HOMME, ENTRE AUTRES...

Le dépôt, Khanh Homme est l'endroit rêvé pour celles et ceux qui aiment s'habiller bien, mais sans trop dépenser ! Oui, les prix fabuleux sont une habitude de cet endroit. Vous pouvez trouver monsieur, un costume en pure laine, de style prince de galles, en plusieurs coloris, à 990 F, vous madame, trouvez la marque « Stéphane Amis » avec de splendides tailleurs en laine allant de 590 F à 990 F ! C'est également facile de trouver des idées cadeaux, tels les châles en laine à 790 F, les chemises en cuir à partir de 100 F, sans oublier l'éternel choix de cravates, de poils à col en V et en lamé à 170 F seulement ! 6, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris 1^{er} étage.

UN PARADIS POUR LES ENFANTS !

La Sucre d'Orge est un véritable paradis pour les enfants. Se spécialise-t-elle ? L'enfance, et au sens large du terme. Vous pouvez y trouver des objets de décoration de Noël pour leurs chambres comme de ravissantes couronnes de 180 à 280 F, des peluches, de la plus simple à la plus insolite. La Sucre d'Orge peut aussi vous créer des déguisements sur commande, c'est bon à savoir ! 8, rue Lejempet à Vincennes. Tél. : 43-74-56-19.

CHANGEZ DE TÊTE !

Claude Maxime, une femme unique dans le monde de la coiffure mais qui a aussi plusieurs cordes à son arc, dont une livre à paraître d'ici trois mois ! Poétique, Claude Maxime s'est inspirée des tons d'automne qu'elle parvient de quelconques manières blondes de fin d'été, voilà une idée parmi toutes celles que propose le maître des lieux avec sa dynamique et sympathique équipe. Chez Claude Maxime on

TROIS LIVRES !

Le premier livre est une vraie petite perle qui s'appelle *Elles et moi* (Solar 65 F). Il s'agit d'un recueil de réflexions sur les femmes, ces femmes que Sacha Guity aimait tant et dont il disait *Si les femmes avaient combiées on les regretterait, elles s'en iraient plus vite !* Le second : *L'Égypte et le temple d'Ammon à Karnak* (MAA, Éditions 320 F) c'est un « beau livre » avec beaucoup d'illustrations mais c'est surtout le temple mis à plat et restitué par ordinateur à l'aide d'images simulées. Une somptuosité pour tous les archéologues en herbe et autres amateurs de grand art ! Vous êtes prêts de consacrer le dernier avec modération, car il s'agit de *Liquoreux* (Ramsay, 450 F). Encore un « beau livre », sans doute n'a-t-on jamais réalisé un travail aussi complet sur cette petite chose délicate qu'est la liqueur.

LA SOIE EN TABLEAU !

Toujours à la recherche de ce qu'il y a de plus beau, la galerie Jacques Gautier a découvert une jeune Vénitienne, Annamaria Cappeller, et qui a tout compris ! Retrouvez cette lumière mystérieuse dont Venise a le secret, dans ses créations peintes sur soie, qui sont aussi magnifiques à regarder qu'à porter, pièces uniques à partir de 800 F. Annamaria Cappeller propose aussi une collection de cravates extraordinaires à 1 200 F pièce : 36, rue Jacob, 75006 Paris.

DELICIEUSES SENTEURS

Pour vous madame, voici une sélection de parfums dans des habits de fête ! Jean-Louis Scherret continue à pousser la sophistication à l'extrême et propose le parfum qui porte son nom, dans un vaporisateur, précieux, à six facettes, or et noir, et dans un coffret blanc immaculé, 350 F. Charlie fait des cadeaux. Oui, pour Noël, Charlie offre soit un collier et bracelet de « perles fines », soit un miroir double face, chaque fois accompagné de 100 ml de Charlie, au prix de 195 F, prix habituel de la seule eau de toilette ! Femme de Rochas est fidèle à elle-même depuis 1944 ! C'est à dire envoiement et sensuelle, mais elle change de « packaging » et se trouve aujourd'hui dans un écrin de dentelle noire. Superbe ! Coloris de Benetton, le jeune parfum fruité et fleuri, est présenté dans un coffret contenant une eau douce, 50 ml, avec 15 billes de bain parfumées, de toutes les odeurs, bien sûr 145 F ! Habentia, le parfum des années folles, s'offre pour Noël, non seulement dans sa forme la plus noble, l'extrait, mais aussi en lait et crème pour le corps, en gel douche et en savon, puisque Habentia est aussi une ligne pour le bain ! Kenzo de Kenzo, aux notes fleuries, s'offre dans une bonne imprimée de pétales de rose contenant une eau de toilette dans son vaporisateur « laro », 250 F. Turbulence de Revillon propose un adorable coffret, qui

LES PLUS BELLES FILLETTES !

Pour être la plus jolie petite fille, pas de doute, Kidz and Co est l'endroit idéal pour cela ! Cette boutique est spécialisée dans les vêtements pour fillettes de 0 à 12 ans grâce à une ravissante collection, proposée à des prix vraiment compétitifs, puisque le petit chemisier blanc, en coton mélangé, avec des fleurs brodées mais ne coûte que 190 F ! Pour les fêtes, voici de superbes robes, smokées à la main, en velours frappé, rouge et marine, le 4 ans à 490 F. Toujours en velours, des barboteuses avec collette en dentelle à 400 F, voici encore des cardigans en laine mélangée à motifs fleuris, brodés mais, le 4 ans à 219 F, existe en rouge, vert et marine, et encore beaucoup d'autres choses ! 20, avenue du Maine, 75015 Paris ; 66, rue de la Tour, 75016 Paris. Tél. : 42-22-27-09.

OPÉRA STYLOS

Cadeaux - Biquets etc...
Le Spécialiste du stylo

**MONT
BLANC**

28, bd des Italiens, 75009 Paris
☎ 47.70.26.52
Tous les jours de 9 h 30 à 19 h

**PIERRE
CLARENCE**

La boutique Pierre Clarence, un espace tout entier consacré à la chemise et à ses accessoires : cravates, ceintures, pochettes et encore beaucoup d'autres idées de cadeaux.

Boutique Pierre Clarence
116, rue La Boétie, Paris 8^e

MICHEL SWISS

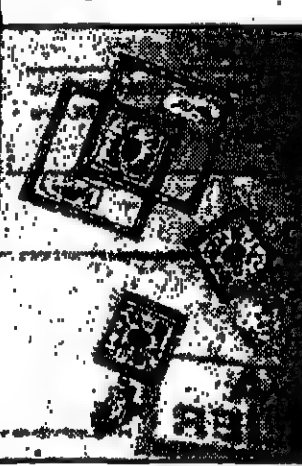
vous accorde
les mêmes
remises exceptionnelles
qu'aux touristes étrangers

PARFUMS
ACCESSOIRES HAUTE COUTURE
PRODUITS DE BEAUTÉ
MAROQUINERIE
PORCELAINE

16, rue de la Paix
75002 Paris 2^e étage
Tél. : 42.51.61.71
Du lundi au Samedi
de 9 h à 18 h 30
sans interruption

**TOUTES
LES GRANDES MARQUES**

EMAUX et ÉMERAUDES
de
JACQUES GAUTIER



Broche bronze argent avec une émeraude sertie dans du cristal sur argent : 4 500 F et boucles d'oreilles pendantes OMAI en or de perles originales 36, rue Jacob 75006 Paris. 42-40-84-33

CHOCARNE



Puisqu'ils sont
aussi élégants
que douilletts
offrez-leur

costumes, vestes,
pardessus, pantalons,
chemises, pulls, cravates,
vêtements de peau,
les meilleures griffes parisiennes
se choisissent à

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

Ça vient de sortir

Chocolats divins !

Des truffes comme vous n'en n'avez jamais vus ! Elles sont signées du chocolatier Pierre Konig de Metz et ont de subtils arômes de miel, de whisky, de miel, de cognac... une vraie symphonie pour la palette ! 155 F les 450 g, en vente par correspondance, tél. : 16-87-50-41-33, mais aussi, à Melun, Metz, Nancy, Strasbourg et Thionville. Mais si vous n'avez pas le temps de commander, voici la solution : des chocolats qui ont une ligne de chocolat Lindt : « Nuit Magique », « Marquise de Rosan », « Les Pyrénées », des chocolats qui donnent la frisson ! Grandes surfaces.

Daum, ça n'en finit pas !

C'est une véritable explosion de créativité chez Daum depuis l'arrivée, à sa tête, de Clotilde Haas ! Cette maison, se réveille grâce à des artistes tels que Starck, Fassiano ou Hilson McCombie. Ces deux derniers proposent de servir, chacun, leurs lignes de bijoux : Daum, Fassiano, lui, propose une silhouette d'homme en forme de broche ou de pendentif en pâte de verre bleue, tandis que McCombie nous aime avec ses canots sous plusieurs formes et relâchées d'or. Superbes, évidemment !

Trois livres

Le premier livre est une vraie petite perle qui s'appelle *Elles et moi* (Solar, 65 F). Il s'agit d'un recueil de réflexions sur les femmes, ces femmes que Sacha Guity aimait tant et dont il disait *Si les femmes avaient combiées on les regretterait, elles s'en iraient plus vite !* Le second : *L'Égypte et le temple d'Ammon à Karnak* (MAA Éditions, 320 F) c'est un « beau livre » avec beaucoup d'illustrations, mais c'est surtout le temple mis à plat et restitué par ordinateur à l'aide d'images simulées. Une somptuosité pour tous les archéologues en herbe et autres amateurs de grand art ! Vous êtes prêts de consacrer le dernier avec modération, car il s'agit de *Liquoreux* (Ramsay, 450 F).

Alexandre dans la rue !

Alexandre de Paris, le plus grand coiffeur du monde, qui connaît aussi bien le cuir chevelu de Grégoire Gorbou que celui de l'impératrice Zita, va passer par les yeux de Lia Taylor et la voix de la Callas ! Bref, l'incontournable des cinéastes a connu toutes les gloires sauf celle d'une boutique à son nom, mais voilà chose enfin faite. Une boutique pour laquelle Alexandre est associé avec le brodeur Lesage pour des accessoires de chemin qui vous traversent ici en compagnie d'autres collections classiques d'Alexandre de Paris. 235, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

La nouvelle antiquité

Olivier Watalet n'est encore qu'un jeune homme et voilà qu'il a déjà sa galerie au 11, rue Bonaparte à Paris ! Il faut dire que ce jeune homme a un flair sûr et certain pour les beaux objets des années quarante à nos jours ! Bref, il vous propose des antiquités. Exposition consacrée à Daniel Aronau jusqu'au 16 décembre.

Etes-vous bricoleur ?

Pas importe si vous êtes bricoleur ou non, grâce au Salon du bricolage et de la décoration, on le devient forcément ! Tout ce que l'on peut imaginer dans le genre : tours à bois, lits escamotables et autres machines à coudre à pices s'y trouvent. Du 1^{er} au 10 décembre, Porte de Versailles.

Spécial miam, miam

A court d'idées pour le réveillon ? Allez en chercher chez le traiteur Vignes-Demarens qui n'en manque pas et qui, de surcroît, nous propose : dindonne de Périgord, chapons de Bresse, terrine d'escargots, foie gras au torchon et desserts à l'ancienne ne sont que quelques exemples qui feront de votre table la meilleure de Paris ! 105-107, rue de Saint-Hippolyte, 75006 Paris. Tél. : 45-49-04-13.

GUNNAR F.

La moto
l'Inde de votre intérieur

Des cadeaux
de Maharadjas !

OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI
de 10 h 30 à 19 heures
12, rue de Sévigné, 75004 Paris
Métro Saint-Paul - Tél. : 40-27-01-72

Sucre d'Orge



8, rue Lejempet
94300 VINCENNES
Tél. : 43-74-66-19

**FESTIVAL
DU LEZARD**

sacs - maroquinerie de poche

LA BAGAGERIE

45 48 86 48

45 48 86 48

مكتبة المصطفى

ENQUÊTE : LES JE

Malgré la tyrannie de la curiosité scientifique concrètes : lancer de l'informatique sur les rebelles à la culture grande enquête.

LES ESC

Il y a seize écoles
France. Elles délin-
Un dossier à lire
particularités des

LE RET

Alerte! Interdite plus d'enseignement de l'éducation à la sexualité

DES

Des livres et de
pour les vacances

L'AGENDA

L'AGENDA

Gants

HELION GANTIER

HOMMES - FEMMES
Maison fondée en 1826
22, rue TRONCHET-
75008 PARIS.

Libres

Vous possédez des livres
enrichir ? Vous avez
même passion. Contactez-
moi. (1) 46-80-41-01.

Modèles

POURQUOI PAS VOUS

Ouvrez, sympathique, l'envie
de changer vos tantes, pour
celle qui crève le cœur.

SANIT ALICE

pour standard nombreux pour
coupe-travaux (40 P.)
coupe-permanents (80 P.)
coupe-permanents (100 P.)

Minéraux

Vendredi 1^{er} décembre :
- 12 h - 13 h.

10 h à 19 h
EXPOSITION INTERNATIONALE
VENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUX
PIERRES PRÉCIEUSES
BIJOUX - FOSSILES
HOTEL PULLMAN
SANT-JACQUES
17, 18 Saint-Jacques 75014
PARIS - RP St-Jacques

MEUBLEMENT SAINT ALGOUR
14, rue des Deux-Sœurs,
Paris 10 (M^o Gare du Nord,
ou Gare de l'Est).
Des meubles uniques seront
apportés en fonction de
votre style, de la nature et
de la taille de votre salon
vieux. Pour prendre A.V. et
téléphoner au 40-37-17-00.

Piano
Part. vend piano digital
Technique 47 composite, ali-
né 20 kg, 12 000 F.
42-01-78 000 F.

ASSOCIATIONS

Appels

PSYCHOTHÉRAPIE
 Jacques Anselme
 01-42-20-20-50 (17A 23)
 01-42-20-20-51 (17A 23)
 93 MOULIN, MONTROUGE 92

**DEMANDE D'INFORMATION ET
 DÉPOSÉ DES LOCALITÉS**
 Chantal Lecoq
 01-47-00-00-00 (19)
 01-47-00-00-01 (19)
 01-47-00-00-02 (19)
 01-47-00-00-03 (19)
 01-47-00-00-04 (19)
 01-47-00-00-05 (19)
 01-47-00-00-06 (19)
 01-47-00-00-07 (19)
 01-47-00-00-08 (19)
 01-47-00-00-09 (19)
 01-47-00-00-10 (19)
 01-47-00-00-11 (19)
 01-47-00-00-12 (19)
 01-47-00-00-13 (19)
 01-47-00-00-14 (19)
 01-47-00-00-15 (19)
 01-47-00-00-16 (19)
 01-47-00-00-17 (19)
 01-47-00-00-18 (19)
 01-47-00-00-19 (19)
 01-47-00-00-20 (19)
 01-47-00-00-21 (19)
 01-47-00-00-22 (19)
 01-47-00-00-23 (19)
 01-47-00-00-24 (19)
 01-47-00-00-25 (19)
 01-47-00-00-26 (19)
 01-47-00-00-27 (19)
 01-47-00-00-28 (19)
 01-47-00-00-29 (19)
 01-47-00-00-30 (19)
 01-47-00-00-31 (19)
 01-47-00-00-32 (19)
 01-47-00-00-33 (19)
 01-47-00-00-34 (19)
 01-47-00-00-35 (19)
 01-47-00-00-36 (19)
 01-47-00-00-37 (19)
 01-47-00-00-38 (19)
 01-47-00-00-39 (19)
 01-47-00-00-40 (19)
 01-47-00-00-41 (19)
 01-47-00-00-42 (19)
 01-47-00-00-43 (19)
 01-47-00-00-44 (19)
 01-47-00-00-45 (19)
 01-47-00-00-46 (19)
 01-47-00-00-47 (19)
 01-47-00-00-48 (19)
 01-47-00-00-49 (19)
 01-47-00-00-50 (19)
 01-47-00-00-51 (19)
 01-47-00-00-52 (19)
 01-47-00-00-53 (19)
 01-47-00-00-54 (19)
 01-47-00-00-55 (19)
 01-47-00-00-56 (19)
 01-47-00-00-57 (19)
 01-47-00-00-58 (19)
 01-47-00-00-59 (19)
 01-47-00-00-60 (19)
 01-47-00-00-61 (19)
 01-47-00-00-62 (19)
 01-47-00-00-63 (19)
 01-47-00-00-64 (19)
 01-47-00-00-65 (19)
 01-47-00-00-66 (19)
 01-47-00-00-67 (19)
 01-47-00-00-68 (19)
 01-47-00-00-69 (19)
 01-47-00-00-70 (19)
 01-47-00-00-71 (19)
 01-47-00-00-72 (19)
 01-47-00-00-73 (19)
 01-47-00-00-74 (19)
 01-47-00-00-75 (19)
 01-47-00-00-76 (19)
 01-47-00-00-77 (19)
 01-47-00-00-78 (19)
 01-47-00-00-79 (19)
 01-47-00-00-80 (19)
 01-47-00-00-81 (19)
 01-47-00-00-82 (19)
 01-47-00-00-83 (19)
 01-47-00-00-84 (19)
 01-47-00-00-85 (19)
 01-47-00-00-86 (19)
 01-47-00-00-87 (19)
 01-47-00-00-88 (19)
 01-47-00-00-89 (19)
 01-47-00-00-90 (19)
 01-47-00-00-91 (19)
 01-47-00-00-92 (19)
 01-47-00-00-93 (19)
 01-47-00-00-94 (19)
 01-47-00-00-95 (19)
 01-47-00-00-96 (19)
 01-47-00-00-97 (19)
 01-47-00-00-98 (19)
 01-47-00-00-99 (19)
 01-47-00-00-00 (19)

Sessions et Stages

FORMASTAGE
 organise une formation
 diplômée et reconnue
 par l'Etat.
 Export Europe,
 d'une durée de 1 507 h,
 donne un niveau BAC 2 et
 une expérience. Inscription
 immédiate, vous contacter
 au 42-03-42-07.

Prix de la 4^{ème} 4^{ème} FTTC (25 places) sous sa coproduction.
 Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
 Chantal Lecoq
 01-47-00-00-00 (19)
 01-47-00-00-01 (19)
 01-47-00-00-02 (19)
 01-47-00-00-03 (19)
 01-47-00-00-04 (19)
 01-47-00-00-05 (19)
 01-47-00-00-06 (19)
 01-47-00-00-07 (19)
 01-47-00-00-08 (19)
 01-47-00-00-09 (19)
 01-47-00-00-10 (19)
 01-47-00-00-11 (19)
 01-47-00-00-12 (19)
 01-47-00-00-13 (19)
 01-47-00-00-14 (19)
 01-47-00-00-15 (19)
 01-47-00-00-16 (19)
 01-47-00-00-17 (19)
 01-47-00-00-18 (19)
 01-47-00-00-19 (19)
 01-47-00-00-20 (19)
 01-47-00-00-21 (19)
 01-47-00-00-22 (19)
 01-47-00-00-23 (19)
 01-47-00-00-24 (19)
 01-47-00-00-25 (19)
 01-47-00-00-26 (19)
 01-47-00-00-27 (19)
 01-47-00-00-28 (19)
 01-47-00-00-29 (19)
 01-47-00-00-30 (19)
 01-47-00-00-31 (19)
 01-47-00-00-32 (19)
 01-47-00-00-33 (19)
 01-47-00-00-34 (19)
 01-47-00-00-35 (19)
 01-47-00-00-36 (19)
 01-47-00-00-37 (19)
 01-47-00-00-38 (19)
 01-47-00-00-39 (19)
 01-47-00-00-40 (19)
 01-47-00-00-41 (19)
 01-47-00-00-42 (19)
 01-47-00-00-43 (19)
 01-47-00-00-44 (19)
 01-47-00-00-45 (19)
 01-47-00-00-46 (19)
 01-47-00-00-47 (19)
 01-47-00-00-48 (19)
 01-47-00-00-49 (19)
 01-47-00-00-50 (19)
 01-47-00-00-51 (19)
 01-47-00-00-52 (19)
 01-47-00-00-53 (19)
 01-47-00-00-54 (19)
 01-47-00-00-55 (19)
 01-47-00-00-56 (19)
 01-47-00-00-57 (19)
 01-47-00-00-58 (19)
 01-47-00-00-59 (19)
 01-

(continued)

NUMÉRO
DE DÉCEMBRE 1977
17 F
En vente chez
votre marchand
de journaux

ENQUÊTE :

LES JEUNES ET LA SCIENCE

Malgré la tyrannie des maths et la dictature de la section C, l'enseignement répond plutôt mal à la curiosité scientifique des enfants. Aux théorèmes, ces derniers préfèrent les expériences concrètes : lancer des micro-fusées, observer les étoiles, découvrir la botanique sur le terrain, ou l'informatique sur leur « PC ». L'école et plus généralement la société française seraient-elles rebelles à la culture scientifique ? *Le Monde de l'éducation* répond à cette question à travers une grande enquête.

■ LES ESCAE

Il y a seize écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE) en France. Elles délivrent toutes le même diplôme, mais chacune a un « label » qui lui est propre. Un dossier à lire pour connaître les modalités de recrutement, le coût des études et les particularités des « Sup' de Co ».

■ LE RETOUR DES PUNITIONS EN CLASSE

Alerte ! Interdites depuis la fin du dix-neuvième siècle, les punitions sont de retour. De plus en plus d'enseignants avouent y recourir, le plus souvent à la demande des parents. *Le Monde de l'éducation* a rencontré des professeurs et des parents pour faire la lumière sur ce sujet tabou.

■ DES IDÉES POUR LES FÊTES

Des livres et des disques pour les jeunes de sept à soixante-dix-sept ans. Une sélection de films pour les vacances scolaires.

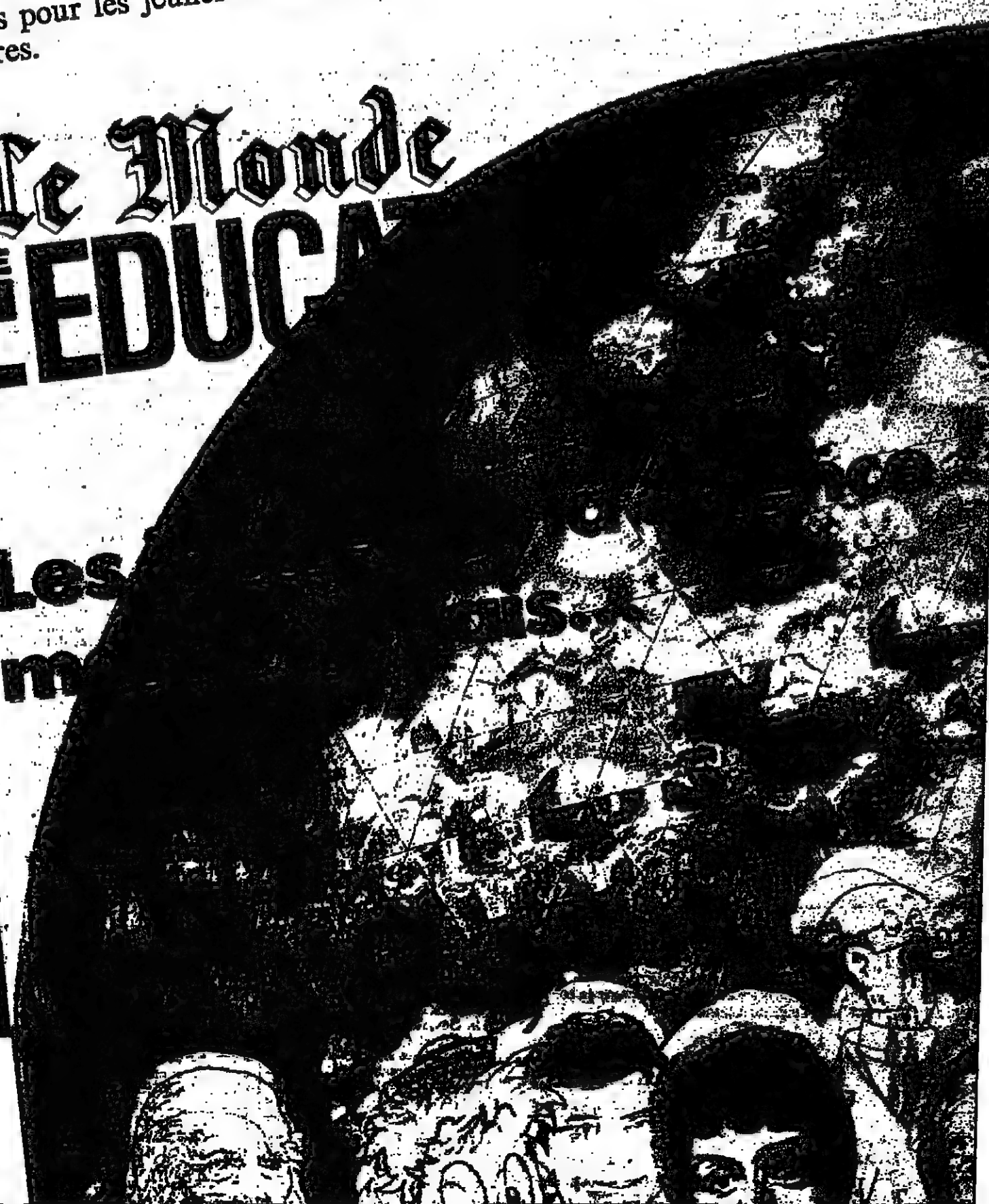
Le Monde
DE
L'ÉDUCATION

Les
m...

NUMÉRO
DE DÉCEMBRE 1989

17 F

En vente chez
votre marchand
de journaux



L'AGENDA

GARTE
GELIN GANTIER

MINÉRAUX

ASSOCIATION

AFFAIRES

Le XXIX^e Salon nautique international de Paris

Cap sur l'Europe

Le XIX^e Salon nautique international de Paris se tient porte de Versailles du 1^{er} au 11 décembre. C'est l'occasion de faire le point sur les différents marchés du nautisme. Les chantiers français se tournent désormais résolument vers l'Europe. Exportant déjà plus de 40 % de leur chiffre d'affaires, ils nouent des alliances industrielles et commerciales tous azimuts.

Le 16 novembre dernier, le chantier naval de plaisance Jeanneau, l'un des deux chefs de file de la profession aux côtés de Bénéteau, signait un accord de coopération avec le groupe Ferretti Craft de Bologne, numéro un italien du bateau à moteur habitable (motor-yacht). But de l'accord : la création d'une filiale commune, Yachting-Yacht, qui présentera une gamme complète de nouveaux modèles, construits chez Jeanneau, le style, la ligne et la décoration étant fournis par Ferretti. Un chiffre d'affaires de 100 millions de francs est attendu pour le premier exercice, avec, pour commencer, une vedette de 27 pieds (8 mètres), présentée au Salon nautique de Paris cette année.

Ferretti, c'est le numéro un italien du « motor yacht », et un peu le Rolls-Royce de la spécialité. Créée en 1968, cette société vient de décoller brutalement, avec un chiffre d'affaires passé de 27 millions de francs en 1985 à près de 200 millions de francs en 1989, employant deux cents salariés qui ont fabriqué 110 unités dans l'année, et une prévision de 230 millions de francs de chiffre d'affaires pour 1990. Comme on le voit, ces esquifs, d'une longueur de 34 à 36 pieds (10,50 mètres à 13 mètres). Et d'un prix moyen largement supérieur à 1 million de francs, ne sont pas destinés aux petits revenus, de même que la première coproduction franco-italienne, qui dépassera légèrement 500 000 francs, avec un moteur de 365 chevaux ou deux de 200 chevaux. Mais en même temps, Jeanneau étend sa gamme basse, en rachetant la petite société Ocoteau, bien connue des pêcheurs et promeneurs du dimanche, qui fabrique à Oléron des bateaux de pêche et des dinghies de 4 mètres à 6 mètres, avec un chiffre d'affaires de 20 millions de francs, un effectif de quarante à cinquante personnes, et un résultat net de 6 %, obtenu après un dépit de bilan il y

a quelques années et une reprise efficace par Philippe Goblet.

Pour Jeanneau, dont le capital est contrôlé par ses quinze cents employés de Vendée, ces deux opérations ont pour but de porter son chiffre d'affaires de 770 millions de francs en 1988-1989 (dont 670 millions de francs pour le bateau de plaisance et 100 millions de francs pour les Microcars), à un milliard de francs en 1992, avec l'ambition de devenir un des trois premiers européens du motonautisme, et le numéro un mondial de la voile, pas moins. Chez Bénéteau (800 millions de francs de chiffre d'affaires en 1988-1989, dont 750 millions de francs pour la plaisance), on nourrit les mêmes ambitions, à savoir devenir, en 1992-1993, 35 % du marché dans la zone Europe (contre 21,5 % actuellement), 15 % dans la zone Amérique, où une filiale de production est déjà installée, et 18 % dans la zone Pacifique.

De tous ces éléments, il faut retenir trois choses : l'obsession de l'horizon européen, l'excellente situation de l'industrie française de la construction navale de plaisance et la faveur croissante du motonautisme.

Réglementation commune

L'Europe, est, certes, déjà une réalité pour les chantiers français, mais avec un handicap, à savoir une position très minoritaire sur les bateaux à moteur, où la concurrence des États-Unis, le plus grand producteur mondial, et de l'Italie, très axée sur la spécialité, est redoutable. L'Europe, c'est aussi une réglementation commune pour la sécurité et la construction des navires, où la France a pris une certaine avance, ce qui a permis à sa Fédération des industries nautiques de jouer un rôle important dans la présentation à la Commission de la CEE d'un projet de directive sur la construction des navires de plaisance, effectuée par le Conseil international des fédérations. Ce projet est largement inspiré par la réglementation française.

La bonne santé de notre industrie nationale est illustrée par quelques chiffres significatifs. En 1988, les chantiers ont réalisé un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs (+ 3,4 %), la progression atteignant 11 % pour les vingt principaux chantiers, ce chiffre était ramené à 5,4 % par les voiliers, 25 % par les navires à moteurs, 9 % par

les pneumatiques et 12 % par les planches à voile. En 1988, vingt-trois mille navires neufs ont été immatriculés en France, le meilleur score depuis 1983, 10,5 % de plus qu'en 1987, les résultats de l'année 1989 devant être du même ordre. Un nouveau record a été battu sur le marché de l'occasion avec trente-sept mille quatre cents unités, soit 62 % du total des immatriculations contre 42 % il y a dix ans : les coques en plastique durent longtemps et changent souvent de mains. En conséquence, la demande intérieure totale (neuf + occasion), en baisse depuis cinq ans, a retrouvé, en 1988, son niveau de 1981 (soixante mille quatre cents unités).

Si on y ajoute la location, dont le chiffre d'affaires a doublé en cinq ans, à plus de 260 millions de francs, on constate que la vague de croissance qui gonfle la conjoncture française continue à porter vigoureusement la navigation de plaisance dans notre pays, que ce soit en 1989 comme en 1988, l'exercice 1990 s'annonçant lui aussi très favorable, avec des prévisions d'augmentation de 15 % de leur chiffre d'affaires pour le plus-part des chantiers.

Le motonautisme attire de plus en plus les particuliers, comme nous l'indiquons l'an dernier : tourner une clé de contact pour décoller les chevaux du moteur est bien plus commode que tirer péniblement des bords contre le vent, et le souci du confort gagne de plus en plus la navigation (c'est vrai également pour la voile). Pour rattraper le retard évoqué précédemment, les chantiers français mettent les bouchées doubles et, au besoin, s'allient à l'étranger, comme Jeanneau avec Ferretti. Le seul ombre au tableau est que presque tous les moteurs sont importés de l'étranger, la facture dépassant 500 millions de francs par an à l'heure actuelle.

Moteurs de « 205 » marinisés

Toutefois, on note le développement de la fabrication de moteurs hors-bord, sous licence japonaise Yamaha à Saint-Quentin, et le soutien industriel que s'apprête à apporter le groupe Peugeot à une courageuse petite firme de La Rochelle, Seemorgue, qui a marinisé, avec succès, des moteurs Diesel de voitures « 205 ».

Quant aux échanges extérieurs, ils sont véritablement « splendides » : les chantiers français exportent près de 47 % de leur production, détenus, ainsi, un des records nationaux avec un excédent commercial de 900 millions de francs. La CEE absorbe 54 % de nos exportations, dont 28 % pour la Grande-Bretagne et 8 % pour la RFA.

La location, enfin, marche de plus en plus fort, essentiellement pour les bateaux lourds et coûteux, difficiles à amortir pour un particulier propriétaire. Ami Kavan, numéro un français qui s'apprête à dépasser les 70 ans, a vu son chiffre d'affaires passer en deux ans de 50 à 100 millions de francs (150 millions prévus en 1990, avec une flotte de deux cent cinquante voiliers de 9,50 mètres à 15,50 mètres et le renforcement de sa position en Méditerranée, numéro un sur la Grèce et la Turquie).

Cette filiale de la Compagnie internationale des wagons-lits qui, avec son autre filiale, Moorings, est devenue le numéro un mondial de la location, avec un demi-milliard de francs de chiffre d'affaires et cinq cents unités, est un des grands clients de Bénéteau et Jeanneau, pour leurs grands bateaux (Oceanis 320 à 500, Sundance et Sun Odyssey de 51 pieds). Elle a réclamé, et obtenu, des modifications radicales sur certains équipements indispensables à la croisière et une amélioration drastique des facilités de maintenance, que les chantiers ont, en grande partie, répercutées sur les fabrications destinées aux particuliers : eux aussi ont fini par prendre goût au confort.

FRANÇOIS REMARD

Les industries nautiques de la Communauté, des États-Unis et du Japon (1987)

	Flotte de plaisance (milliers d'unités)	Population (milliers d'habitants)	Nombre de personnes par bateau	Nombre d'entreprises	C.A. industries et services nautiques (millions de F)	Nombre d'emplois
Allemagne fédérale	829	61 080	74	2 440	4 890	20 000
Belgique	8	9 831	1 232	100	320	2 000
Danemark	40	5 121	129	270	803	4 500
Espagne	100	38 668	387	1 500	327	5 000
France	690	54 296	79	2 430	5 630	11 150
Grèce	67	9 966	149	475	355	4 400
Irlande	10	3 541	355	200	200	1 000
Italie	556	57 221	103	2 000	2 017	19 400
Luxembourg	—	370	—	—	—	—
Pays-Bas	398	14 572	37	1 035	2 226	3 350
Portugal	25	10 230	410	200	200	1 000
Royaume-Uni	676	56 763	84	850	5 608	20 100
Total CEE	3 399	321 679	95	11 500	22 576	91 900
États-Unis	14 567	243 000	17	24 800	99 195	650 000
Japon	248	122 000	492	—	2 400	—

Sources : ICOMIA Boating Industry Reports 1988
* Ces chiffres sont estimés.

Le chiffre d'affaires est exprimé en millions de francs, au cours des changes moyen de 1987. De façon générale, les chiffres de ce tableau doivent être comparés avec prudence : les critères d'immatriculation (si tant est qu'il y ait immatriculation des navires de plaisance) varient d'un pays à l'autre ; le champ de l'activité plaisance peut parfois inclure le secteur des ports de plaisance.

Le marché de la planche à voile dans la zone des turbulences Tiga veut rester au sommet de la vague

La société française Tiga, l'un des leaders mondiaux de la planche à voile, vient de vivre la situation d'un planchiste au cours d'une compétition à Hawaï : sur une déferlante, si celui-ci est habile, il se laisse glisser sur la pente pour prendre de la vitesse et pour mieux remonter vers le sommet de la vague. S'il commet une erreur, il tombe et perd toutes ses chances dans l'épreuve.

Quatre ans après sa création, Tiga prétendait, en 1986, à la première place du marché mondial avec 52 000 planches vendues. Mais, depuis ce sommet, elle a traversé une tempête à côté de laquelle les conditions d'une compétition de funboard à La Torche ne sont que paisible clapot.

Patrick Dussosoy, le PDG de la société, explique avec franchise les raisons de sa situation : « Une à trois fois par jour, notre existence était remise en cause. Un client tardait à payer. Un fournisseur changeait les conditions de paiement. Les banques et les établissements de crédit ne nous accordaient plus les facilités promises. Nous ne pouvions alors plus faire tourner notre usine de Béthune, ni commander à ceux qui fabriquent nos voiles, nos accessoires ou nos vêtements de sport ».

Un marché de renouvellement

Pourquoi ce manque de confiance ? Probablement parce que le marché de la planche à voile avait perdu l'image dynamique de ses débuts, il y a une dizaine d'années. Il a pratiquement diminué de moitié depuis le record des 120 000 planches vendues en 1981.

« Le marché français, premier marché mondial, est arrivé à saturation en cinq ans. Il ne s'agit plus d'un marché de renouvellement, contrarié par la longévité inhabituelle pour des articles de sport, des premiers modèles », explique Patrick Dussosoy.

Le bilan de cette saison donne, au contraire, des raisons d'espérer. Selon les observations des centres spécialisés (bases de loisirs, écoles de voile), la pratique a augmenté d'un bon tiers et touche maintenant les jeunes adolescents et les adultes à l'esprit sportif. Et ce résultat n'est pas uniquement imputable au beau temps, car les chiffres de ventes d'accessoires (voiles, harnais, combinaisons) sont excellents.

Après avoir été confronté à la baisse du marché, Tiga a rencontré une série de difficultés qui ont été à l'origine de la méfiance des financiers. Une crise technologique, d'abord, en 1978. L'échec d'un projet de fabrication de modèles haut de gamme coûtait près de 10 millions de francs de pertes en trois ans : « Constaté par une entreprise chimique, nous avons produit des planches en résine époxy qui ne résistaient pas aux contraintes des vagues ».

La crise suivante est provoquée par la véritable « bombe » que lance en 1988 le concurrent, sinon le « frère-ennemi », la société Bio-Sports (que Patrick Dussosoy a quittée avec Pierre Fricoux en 1981 pour fonder Tiga). Bio-Sports propose des planches haut de gamme à des prix 30 % inférieurs à ceux de la concurrence. Tous les fabricants sont touchés, et Tiga en premier, qui ne vend plus que 38 500 planches en 1988 contre 44 800 en 1987, alors que son point d'équilibre est de 41 000.

Les cadres de l'entreprise ne s'entendent pas sur les mesures à prendre pour réagir. Les directeurs commerciaux et financiers quittent le navire et le directeur de l'usine de production est remplacé. Pour Patrick Dussosoy, c'est une « crise de management quasiment normale » dans une entreprise qui a comme un rythme de croissance élevé et qui doit faire face à des choix drastiques.

Plan de restructuration

Il lance alors un plan de restructuration important. Les effectifs de l'usine de Béthune passent de 123 en moyenne en 1987 à 53 en 1989.

Le temps de main-d'œuvre sur une planche descend de 2,78 heures en janvier 1988 à 1,13 heure en septembre 1989. Tout cela sans aucun investissement, par simple réorganisation des postes de travail. Les salaires et les charges baissent de 30 %, les frais fixes diminuent d'autant malgrés les investissements pour le lancement d'une gamme de vêtements de sport. Le stock est réduit de moitié.

Ce plan de restructuration touche aussi le marketing : le contrat avec le Club Méditerranée est modifié parce qu'il n'apporte pas de retombées commerciales suffisantes. L'équipe de compétition est réorganisée. Elle a largement contribué à transformer l'image de Tiga, proche de loisirs, à ses débuts, vers une image beaucoup plus sportive.

Les actionnaires accompagnent ce plan de restructuration d'une nouvelle augmentation de capital de 6,3 millions de francs, dont 4 millions serviront à l'achat de la technologie et des machines de la marque allemande Sealboard. Ils confirment ainsi leur confiance à une entreprise qui respecte les objectifs de son plan de restructuration.

Mais est-ce parce qu'ils constatent que, en perdant près de 9 millions en 1988, Tiga a vu s'envoler près de 10 % de son chiffre d'affaires que les financiers ne partagent pas l'optimisme de Patrick Dussosoy sur le redressement du marché et la relance de la marque ? Conforté par les excellents résultats de ses planches dans les compétitions, Patrick Dussosoy estime pourtant que la gamme Tiga a sa place sur le marché, à

côté des planches Bio qui misent sur la facilité et à côté de la gamme de la marque allemande Fanatic, surtout présente dans le haut de gamme.

« Il a suffi que certains financiers ne nous aient pas pour que nous ne puissions réaliser en 1989 l'objectif que nous nous étions raisonnablement fixé : des profits de 6 millions de francs. Il nous a manqué des crédits de campagne pour l'hiver, puisque nous sommes une activité saisonnière, ainsi que la possibilité de financer certaines exportations. Mais, en passant de 46 à 31 millions de francs, la diminution de notre endettement montre que l'entreprise Tiga est redevenue saine ».

Constantin que Tiga doit trouver un partenaire industriel important pour convaincre des financiers méfiants à l'égard d'une PME aux possibilités limitées de croissance dans un secteur en légère baisse, Patrick Dussosoy signe en novembre 1989 un accord de coopération avec le groupe SHIRO, un conglomérat commercial de Hong Kong, un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs. Ce groupe possède 60 % de la volière Neri Fryde, la plus importante du monde pour les voiles de planches.

Le premier résultat de cet accord sera sensible aux consommateurs dès 1990, puisqu'ils disposeront sur la gamme Tiga de ces fameuses voiles transparentes en monofil, aussi légères que maniables. Tiga répondra ainsi à la concurrence de Bio et de Fanatic qui possèdent leur propre volière (les marques UP et ART).

Cet accord a évidemment un volet financier. En apportant 4 millions de francs (une augmentation de capital réservée), le groupe acquiert 19,95 % des actions Tiga et entre au conseil d'administration. Cela donnera à la volière chinoise la possibilité de mieux s'implanter en Europe.

L'accord avec le groupe SHIRO donne une dimension nouvelle à l'entreprise qui, par une nouvelle augmentation de capital, voit ses actionnaires (1) injecter dans l'entreprise 13 millions de francs en quinze mois. La nouvelle gamme de planches profite de la mise au point d'un nouveau matériel, la Duratène, qui leur fait gagner du poids et augmenter leurs performances. Et le point d'équilibre peut être largement fixé à moins de 30 000 planches.

Patrick Dussosoy espère avoir aujourd'hui regagné la confiance des banques. Tiga s'apprête à « surfer » la vague de 1990 du haut de ses 110 millions de francs de chiffre d'affaires pour tenir ainsi sa place dans le marché mondial de la planche à voile où la France détiendrait toujours le premier rang.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Le groupe DEFI pour 16 %, l'Européenne de banques pour 7 %, Rothschild pour 7 %, M. Dumesnil pour 10 %, et un groupe de particuliers.

AVERTISSEMENT

ÉTUDIANTS

LA BOURSE

LE BULLETIN-REPONSE PARAITRA DANS LE MONDE DU SAMEDI 2 DÉCEMBRE 1989

(numéro daté dimanche 3 / lundi 4 décembre 1989)

*Bac + 3 minimum obtenu courant 1990

En raison d'impératifs techniques, il nous est impossible de publier comme prévu, le bulletin de participation : LA BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS le mercredi 28 novembre 1989. Sa publication est reportée au samedi 2 décembre 1989 (LE MONDE daté dimanche 3 / lundi 4 décembre 1989).

Nous vous rappelons qu'il est également possible d'obtenir ce bulletin de participation en écrivant à l'adresse suivante (**):

Le Monde
CAMPUS
6 EUROPE 1

LA BOURSE AUX STAGES
DU MONDE CAMPUS
BP 152
93261 LES LILAS CEDEX

**timbre remboursé sur simple demande

Les syndics, délégués

Les syndics, délégués... (Text continues on the right page, partially cut off)

AFFAIRES

CONSUMMATION ET HABITAT

Vivre la copropriété au quotidien

Chantal et Michel B. ont emménagé l'an dernier dans un petit quatre-pièces (73 m² et non 80 m² comme on le leur avait dit, mais enfin !) dans le 11^e arrondissement de Paris. Malgré un apport personnel raisonnable (un petit héritage, plus un « dou » modeste mais généreux du père de Chantal, plus le produit de la vente d'une chambre de service achetée il y a quelques années), ils sont lourdement endettés : les mensualités de remboursement dépassent 7 000 francs (près de 40 % de leurs deux salaires nets). Ils ont un peu plus de trente ans, et, avec Alexandre, quatre ans, il devient impossible de vivre dans le micro-département sans aucun confort qu'ils occupent depuis leur rencontre (avec un « pipi-room » posé à mi-étage, dans l'escalier). Louer même un trois-pièces était impossible, vu les loyers demandés. Ils se sont lancés, avec l'idée, devenue classique, qu'acheter ne leur coûterait pas plus cher que de rester locataires.

Ils s'étaient inquiétés du montant des charges, trimestrielles, qui leur avait paru supportable. Pour leurs vingt-quatre millions (1), cela représentait 600 à 800 francs par mois (le chauffage est individuel, mais il y a un jardinier) ; il faut y penser à l'avance, car la facture, quand elle arrive, s'élève à 2 000 francs environ.

Dès leur installation, les problèmes ont commencé. Ils aiment les grandes pièces et ont tout de suite décidé d'abattre une cloison pour faire place au canapé-banquette dont ils rêvaient. Comme ce n'était pas compris dans les « améliorations » prévues par leur prêt chavirant (réfection de la salle de bain, de la cuisine...), ils n'ont pas fait appel à l'entreprise qui assurait le reste, mais ont trouvé par relations un « bricoleur » travaillant au noir qui a, c'est vrai, fait un travail très propre. Très propre, certes, mais pas sérieux du tout. Il ne s'agissait pas de faire disparaître un mur porteur, mais une simple cloison, et cet homme incompétent n'a pas jugé utile de remplacer la cloison manquante par un « fer » de soutien. Résultat : le voisin du dessus a vu sa propre cloison commencer à se fendre ; elle est tombée n'est aperçu que la porte ouvrant dans sa propre cloison, était bloquée ; ils se sont retrouvés, inquiets, sur le pallasson de Michel et Chantal, demandant des explications. Le syndic est venu, l'architecte de l'immeuble aussi, et il a fallu recommencer les travaux, et dédommager les voisins. Les parents de Michel les ont aidés, cette fois, mais cela a coûté plus cher.

L'aventure de Michel et Chantal n'est pas unique. Plus souvent qu'on ne le croit, les nouveaux copropriétaires ignorent tout des précautions à prendre dans un immeuble collec-

tif et commettent des erreurs — toujours coûteuses après coup — dues à leur manque d'information. Chaque époque de construction a respecté des « règles de l'art » différentes, et seul un professionnel ou un amateur très averti sait comment intervenir sans dégâts. Ainsi, on ne peut impunément déplacer la cuisine ou les WC : il faut qu'une colonne d'évacuation d'eaux usées existe à l'endroit voulu, et on ne peut détourner les eaux de la cuisine, et encore moins celles des WC, dans une chute d'eau pluviale.

Au-delà de cette aventure, nos deux jeunes accédants à la propriété ont découvert qu'en achetant cet appartement ils étaient devenus membres d'une collectivité, où ils auraient des droits, mais aussi des devoirs. Cette affaire réglée, ils n'ont pas pour autant porté beaucoup d'intérêt à la vie de la copropriété et n'ont jamais trouvé vraiment le temps de lire les documents envoyés par le syndic pour préparer l'assemblée générale. Ils n'y ont d'ailleurs pas assisté, car elle se tenait un samedi après-midi, en juin, et ils avaient d'autres projets. Ils n'ont même pas envoyé leur pouvoir. Le procès-verbal de l'assemblée les a laissés tout aussi indifférents. L'immeuble leur avait paru en bon état, peintures de l'escalier et du hall d'entrée refaites, et on leur avait dit qu'ils n'auraient pas de surprises.

Quatre types de majorité

Et puis ils ont reçu la facture d'un premier appel de fonds pour la réfection de la toiture. Renseignements pris, il y en aura en tout pour 300 000 francs et leur quote-part s'élève à... 19 200 francs, payables en trois fois, au fur et à mesure de l'exécution des travaux. La catastrophe. Et encore, elle est limitée, car ils n'ont que vingt-quatre millions à déboursier. Pierre et Judith W., trois pâtés de maisons plus loin, qui se sont lancés « à l'aveugle » dans un immeuble dans une arrière-cour où il n'y a que trois appartements, voient poindre le même problème : la toiture est en mauvais état, mais en admettant que le coût global soit identique ils en auront pour plus de 270 000 francs ! Judith est catégorique : « Je ne paierai pas ».

Nombreux sont ceux qui réagissent comme Judith. Ils se trompent. Ils devraient payer si l'assemblée générale de la copropriété a voté ces travaux. La décision de réfection d'une toiture est prise à la majorité simple des présents et représentés, car c'est de l'entretien.

La loi de 1965 sur la copropriété (2) est complexe et est devenue des copropriétaires. Elle a institué quatre types de majorité,

selon la nature des décisions, et non selon le volume des investissements engagés :

La majorité simple (art. 24) est celle du nombre de copropriétaires « présents et représentés » (ceux qui ont envoyé leur pouvoir). Elle est de règle pour toutes les décisions simples, en particulier les dépenses d'entretien. Aucun quorum n'est exigé pour qu'une assemblée puisse se tenir, mais, lorsqu'il s'agit de travaux d'entretien importants, syndic et entreprises ne sont pas chauds chauds pour se lancer si seulement le tiers des copropriétaires sont représentés : une majorité simple n'aurait guère de signification. Surtout, que les opposants ou les absents ont deux mois pour contester en justice la décision prise. Même si, à terme, ils doivent perdre le procès intenté, le coût des travaux aura renchéri, les déviances constatées se seront aggravées, et tout le monde y perdra.

La majorité qualifiée (art. 25) est celle des voix de tous les copropriétaires. Elle est requise pour la désignation ou la révocation du syndic, pour les modalités de réalisation ou d'exécution de travaux obligatoires (le revêtement des façades, par exemple), pour la réalisation de certains travaux d'amélioration visant aux économies d'énergie (le changement de la chaudière pour une plus performante, par exemple), pour la pose d'une système collectif de chauffage. À défaut de décision, une assemblée ultérieure peut décider de ces travaux à la majorité simple.

La double majorité (art. 26) est celle des voix de l'ensemble de la copropriété, représentant au moins les deux tiers des voix. Elle est nécessaire chaque fois qu'il y a « transformation, addition ou amélioration » (la pose d'un ascenseur, par exemple).

L'unanimité (dernier paragraphe de l'article 26) est requise pour « décider l'aliénation des parties communes ou la cession de la destination de l'immeuble ».

On n'en finirait pas d'énumérer tous les cas de figure qui peuvent se présenter au cours de la vie d'un immeuble. Le seul moyen de défendre au mieux ses intérêts propres tout en sauvegardant le patrimoine commun est de s'intéresser de près à ce qui se passe dans cette collectivité faite de gens qu'on n'a pas choisis et qui ne vous ont pas choisis. L'idéal, bien sûr, est la copropriété homogène, composée de membres aux revenus voisins, aux goûts à peu près semblables. Ce n'est pas toujours le cas, surtout au cœur des grandes villes, où des copropriétaires plus fortunés sont prêts à investir massivement pour remettre en état le plus possible l'immeuble dans lequel ils viennent de s'installer. Les anciens copropriétaires, souvent petits retraités, ont de mal

à suivre, tout comme les jeunes « accédants » dont l'essentiel des ressources passe au règlement des mensualités de remboursement des emprunts. Seule la négociation au coup par coup, au jour le jour, permet de trouver un rythme d'investissement compatible avec les ressources de chacun.

Perte de son âme de locataire

Cette négociation constante exclut évidemment l'indifférence au sort collectif, qui est la grande plaie de la copropriété. Très souvent, le copropriétaire conserve une âme de locataire, refusant de voir qu'il est devenu partie prenante de toutes les décisions et responsable, à l'égard de ses voisins, de la bonne marche de l'ensemble. Et, dans le grand public, l'idée qu'un immeuble (collectif ou une maison individuelle) a besoin d'un entretien permanent n'a pas encore fait son chemin. Chacun sait qu'une voiture doit être régulièrement révisée. Le réflexe n'est pas acquis pour le patrimoine bâti.

Corollaire de cette indifférence, l'absentéisme aux assemblées générales, qui se traduit inévitablement par des décisions mal prises, sinon par une absence de décisions.

Autre difficulté, que l'on constate très fréquemment, l'existence d'un copropriétaire procédurier, chicanes par vocation, qui ne cesse d'engager procès sur procès, obligeant le syndic des copropriétaires à se défendre et à faire travailler plus que de raison son avocat spécialisé. Tous ces procès ralentissent l'exécution des décisions et... en renchérissent le coût.

Enfin, il faut compter avec les copropriétaires bailleurs, qui ont des locataires. Parfois, ils gèrent eux-mêmes leurs biens, et leur compétence en la matière est très variable. Dans le meilleur des cas, ils s'intéressent au bon entretien de l'immeuble et envoient au moins leur pouvoir, avec leurs instructions. Dans le pire, ils refusent tout ce qui pourrait leur coûter le moindre centime. Très souvent, ils donnent leur bien en gestion à un admi-

nistrateur de biens, mais il est rare que celui-ci se déplace pour les assemblées générales, envoyant pourtant la plupart du temps fort scrupuleusement un pouvoir.

Les copropriétaires occupants sont en général beaucoup plus intéressés par le devenir de l'endroit où ils vivent quotidiennement. Mais,

s'ils parviennent en général à se mobiliser lors de décisions importantes (pose d'un ascenseur, réfection des escaliers...), ils ne vont que rarement jusqu'à souhaiter faire partie du conseil syndical, qui contrôle, lorsqu'il existe, l'activité du syndic. C'est dommage.

JOSÉE DOYÈRE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Les conseils d'administration de la Compagnie Financière Drouot et de Patrimoine Participations du 17 novembre 1989 ont arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1989.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DROUOT

Le résultat de l'exercice 1988-1989 s'élève à 63,7 millions de francs contre 29,7 millions de francs pour l'exercice 1987-1988. Cette progression du résultat s'explique par l'augmentation de bénéfices distribués par la filiale Patrimoine Participations. Il sera proposé à la prochaine assemblée générale le paiement d'un dividende unitaire hors avoir fiscal de 6,30 F (5 F en 1987-1988) pour chacune des 6 189 039 actions anciennes. Ce dividende ne concerne pas les 773 629 actions nouvelles résultant de l'augmentation de capital d'août 1989.

LE PATRIMOINE PARTICIPATIONS

Le résultat de l'exercice 1988-1989 s'élève à 76,1 millions de francs contre 101 millions de francs en 1987-1988. Ce résultat s'explique par une dotation exceptionnelle aux provisions pour dépréciation sur titres et par le fait que les actions Compagnie du Midi reprennent la réévaluation des apports Axat Assurances Holdings n'ont en droit qu'un demi-dividende. Il sera proposé à la prochaine assemblée générale le paiement d'un dividende unitaire hors avoir fiscal de 9 F contre 8 F l'année précédente. Informations complémentaires Minitel 36-16 AXA.



Banque européenne d'investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer à Luxembourg
Capital : 228.800.000.000 d'ECU

EMPRUNT 9,20 % NOVEMBRE 1989 DE F 1 MILLIARD NOMINAL

REPRÉSENTÉ PAR 200.000 OBLIGATIONS DE F 5.000 NOMINAL

Prix d'émission : 99,94 %, soit F 4.997 par obligation
Date de jouissance et de règlement : 11 décembre 1990

Intérêt annuel : 9,20 %, soit F 460 par titre
payable le 11 décembre de chaque année

Taux de rendement actuariel au règlement : 9,43 %

Durée : 9 ans

Amortissement normal : Les obligations seront amorties en totalité le 11.12.1998 par remboursement au pair. Avant ce terme, il sera procédé en fonction des conditions du marché, au cours des 4 premières années à des amortissements annuels par rachats en Bourse, portant au total sur un maximum de 64.000 obligations de manière à amortir : 22.000 obligations la première année, 16.400 obligations la deuxième année, 13.000 obligations la troisième année, 12.000 obligations la quatrième année.

Amortissement anticipé : Intérêt par remboursement. Autorisé par rachats en Bourse, possibilité d'offres publiques d'achat d'obligations.

Régime fiscal : S'agissant d'un emprunt émis en France et, de plus, en vertu de l'article 28 de la loi de finances rectificative du 32 juillet 1986, les intérêts du présent emprunt, versés à des bénéficiaires ayant ou non leur domicile fiscal en France, sont exonérés de la retenue à la source.

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Cotation : à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information qui a reçu le visa BE-620 du 21.11.1989 de la Commission des Opérations de Bourse est publiée par l'Agence Économique et Financière du 20.11.1989.

Les syndics, défauts et qualités

L'image des syndics de copropriété n'est pas des meilleures. Regroupés dans la plupart d'entre eux dans deux grandes organisations professionnelles nationales, la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB) et la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM), ils cumulent presque toujours leurs fonctions tantôt avec celles d'administrateurs de biens, tantôt avec celles d'agents immobiliers, tantôt avec celles d'experts immobiliers, tantôt avec celles d'architectes ou de promoteurs-construction. On trouve de tout chez ces professionnels, qu'ils adhèrent à la CNAB, à la FNAIM ou à une autre organisation, ou qu'ils n'appartiennent à aucune : de très grandes colonies (plus de cent mille salariés), de tout petits (moins d'une dizaine) ; des très bien organisés, informés, dévoués, documents administratifs et comptables en temps voulu, et d'autres peignés, en retard, à l'ancienne, où tout est perpétuellement en retard et où les comptes restent dans un flou qui n'est même pas artistique.

On leur fait beaucoup de reproches, en gros de trois ordres :

1. — Ils ont augmenté leurs tarifs d'une façon exorbitante, et il est vrai qu'en pourcentage c'est souvent le cas (20 %, 30 %, voire 50 %, selon la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV)). Il est vrai aussi que la contrôle des prix est, au temps de l'inflation à deux chiffres, limité leurs possibilités de réajustement. Il est vrai que les copropriétaires qui ont en face d'eux un syndicat géné-

rale sont rarement à même de discuter pied à pied de la valeur réelle du service rendu. Car, en régime de liberté, des honoraires se discutent, avant d'être adoptés. Et certains en ont largement profité, anticipant (et prévoyant ?) d'éventuels blocages ultérieurs. Il est de plus paradoxal, mais ni syndics ni copropriétaires n'y sont pour rien, que les tarifs aient été contrôlés au temps de la croissance économique, de l'échelle mobile des salaires et de l'inflation galopante, et qu'ils soient libres... quand les revenus stagnent, même si le chômage est un peu moins menaçant, et si la reprise économique se dessine...

2. — Ils poussent à entreprendre des travaux injustifiés, poussent en plus de leurs honoraires habituels à toucher un pourcentage sur les travaux entrepris. Certains, il est vrai, s'adonnent à cet exercice périlleux (parce que très vite, les copropriétaires risquent de décider de changer de syndic...) ; il faut dire à leur décharge que l'entretien des immeubles a souvent été fort négligé, et que certains travaux (la reprise en maçonnerie des souches de cheminée, par exemple), pour peu visibles qu'ils soient, sont tout à fait indispensables pour la sauvegarde du bâti.

3. — Ils choisissent les entreprises, et ce n'est pas un hasard s'ils font travailler toujours les mêmes... la suspicion de toucher des pots-de-vin s'étend facilement au conseil syndical et à son président... sans que jamais on

aille jusqu'à l'expression publique de ce soupçon, qui serait de la diffamation, car rien dans ce domaine ne peut jamais être prouvé, par définition. Il est vrai que chaque syndic travaille le plus souvent avec les mêmes entreprises, et il y a de bonnes raisons à cela : ces entreprises, au fil du temps, ont prouvé leur sérieux, et se chargent au long des années, des tout petits travaux d'entretien (plomberie, électricité, maçonnerie) des immeubles. Elles ne le font que dans l'espoir d'être consultées lors de gros travaux. De plus, le syndic étant par définition un détenteur d'ordres importants, l'entreprise a tout intérêt à faire du bon travail et à garder sa clientèle. Enfin, là encore, les copropriétaires peuvent demander qu'on mette en concurrence telle ou telle autre entreprise de leur choix. Et si le syndic ne le fait pas, en tirant les conclusions qu'il s'impose... en changeant de syndic, le cas échéant.

La plus grosse reproche qu'on a envie de faire aux syndics c'est de mal informer les copropriétaires, à la fois sur l'état réel de leur immeuble, sur la loi de 1965, sur la nécessité de s'intéresser au patrimoine commun. Trop souvent, les respectueux de la jurisprudence de leurs obligations et envoient des ordres du jour sibyllins, des projets de résolution incompréhensibles, et des procès-verbaux tout bonnement flabellés... C'est d'autant plus grave pour les nouveaux copropriétaires, et cela complice d'autant la prise d'indispensables décisions.

MARCHÉS FINANCIERS

L'OPA sur la Mixte

Une éventuelle défaite de Paribas pourrait relancer le conflit

L'OPA lancée par Paribas sur la Compagnie de navigation mixte s'est achevée jeudi 30 novembre. Le dépouillement final des titres apportés à l'offre devrait être achevé vers la mi-décembre. C'est à la mi-janvier seulement que les résultats seront officiellement communiqués.

Paribas aura-t-elle la majorité au sein de la Mixte ? Bien malin qui pourrait le dire. En l'état actuel du dossier, deux hypothèses : soit Paribas à plus de 50 % des titres et devient le nouveau patron du groupe que dirige M. Marc Fournier depuis vingt ans, soit il a échoué et ne rassemble au mieux qu'une portion de titres, comprise entre 40 % et 50 %.

Dans ce dernier cas, le duel Paribas-Mixte pourrait bien connaître de nouveaux rebondissements. Certes, en cas d'échec, Paribas peut décider de ne pas donner suite à son OPA, refuser les titres apportés et se retirer. Mais cette retraite honteuse n'est guère vraisemblable. Seconde hypothèse : Paribas décide de continuer la bataille et essaie de compléter ses acquisitions de titres Mixte sur le terrain boursier. Un seul problème : la compagnie financière n'a pas les moyens financiers. Jusqu'à l'avis du Conseil des Bourses de valeur anonyme qu'une suite positive est réservée à l'offre, Paribas ne peut acheter qu'en dessous de 1 887 francs, le prix qu'elle a offert.

En revanche, les défenseurs de la Mixte peuvent agir comme ils l'entendent. Ainsi l'ont voulu les rédacteurs du nouveau règlement des OPA : que la société agresse puisse se défendre seule, sans chivalier blanc. Il serait étonnant qu'ils n'en profitent pas. Et ce, sans crainte d'être accusés d'une quelconque « action de concert », dans la mesure où la loi sur les OPA ne la définit pas clairement.

Ministère de l'économie

Même si Paribas crie alors un « maintien de cours », comme il l'a fait depuis le début, le règlement est formel : les transactions ne sont pas interdites aux défenseurs d'une société agressée. Elles sont même plutôt encouragées. De plus, la Commission des opérations de Bourse (COB) fait remarquer que, si tout au long de l'OPA le cours des titres Mixte s'est maintenu à un niveau supérieur à l'offre de Paribas, la faute en revient à cette dernière. Avec une demande quotidienne de 2 à 6 millions de titres compris entre 0 et 1 350 francs, Paribas a bloqué toutes les transactions et a obligé le marché à se déployer vers le haut.

Le règlement du CBV généraliste, en revanche, à être clarifié de ce côté. Enfin, contrairement à ce qu'a prétendu Paribas, la COB ne nourrit actuellement aucun dossier d'accusation contre la Mixte. Elle surveille simplement et attentivement les opérations en cours, mais les procès actuels.

Le Crédit mutuel, la Compagnie bancaire et le CCF créent la première société de gestion de fonds communs de créances. — La Caisse centrale du Crédit mutuel, la Compagnie bancaire et le Crédit commercial de France ont annoncé la création d'une filiale commune, France Titrisation, qui aura pour objet exclusif la gestion de fonds communs de créances (FFC). Elle assurera la responsabilité de la sécurité des transactions vis-à-vis des porteurs de parts de fonds, ainsi que celle de la gestion finan-

cière des capitaux qui lui seront confiés, et elle pourra gérer les FFC créés par d'autres établissements que les fondateurs. La constitution de cette société de gestion est une application de la loi du 23 décembre 1988 sur la titrisation des créances qui leur permet d'être cédées par les établissements émetteurs, puis négociées. Elle préside aux premières réalisations dans le cadre de cette procédure dont la mise en œuvre est retardée pour des raisons réglementaires et fiscales.

NOËL EN AFRIQUE

VOLS A/R
MALI 2480F
SENEGAL-GAMBIE 2980F
TREKKING DU PAYS DOGON 6980F

uniclam voyages

63, rue Monsieur-le-Prince, 75006 PARIS. Tél. : (1) 40 29 12 36
11, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS. Tél. : (1) 40 15 07 07

NEW-YORK, 30 novembre

Fermé

Après une pause d'une journée consacrée aux prises de bénéfices techniques, la Bourse de New-York est repartie de l'avant jeudi dans un marché calme. L'indice Dow Jones a progressé de 17,49 points, repassant ainsi la barre des 2 700 pour finir à 2 706,27 points.

Quelques 153 millions de titres ont été échangés. Le nombre des valeurs en hausse a largement dépassé celui des baisses : 833 contre 624. Le cours de 511 titres est demeuré inchangé. Wall Street continue à vivre à l'heure des taux d'intérêt. Après avoir émis quelques doutes les jours précédents quant à une prochaine baisse des taux, les milieux financiers ont repensé espoir jeudi. En effet, deux statistiques plaident en faveur d'un assouplissement du crédit : la diminution des dépenses de consommation en octobre, les revenus personnels des Américains augmentant de 0,9 %, et la baisse de l'indice de l'Association des agents d'achat des entreprises américaines dans la région de Chicago. Cependant, les investisseurs de Wall Street ont été déçus par l'absence de données sur le chômage, le déficit de la balance des paiements et l'absence de données sur le déficit de la balance des paiements.

VALEURS	Cours de 29 nov.	Cours de 30 nov.
Alcoa	42 3/4	43 1/4
AT&T	42 3/4	43 1/4
Boeing	58 3/4	59
Chrysler	38 3/4	39 1/4
Du Pont de Nemours	115	116 1/4
Eastman Kodak	41 3/4	42 1/4
Exxon	44 3/4	45 1/4
General Electric	51 1/2	52 1/4
General Motors	48 3/4	49 1/4
IBM	103 3/4	104 1/4
Intel	58 3/4	59 1/4
Johnson & Johnson	48 3/4	49 1/4
Merck	48 3/4	49 1/4
Microsoft	34	34 1/4
Novartis	48 3/4	49 1/4
Oracle	24 3/4	25 1/4
United States Steel	32 3/4	33 1/4
Verizon	57 3/4	58 1/4
Wells Fargo	57 3/4	58 1/4

LONDRES, 30 novembre

Forte hausse

La fermeté de Wall Street à son ouverture a bien vite effacé, jeudi, à la Bourse de Londres les traces d'incertitude. La séance s'est donc achevée sur une hausse appréciable de 21,12 points pour l'indice Footsie, qui a atteint 2 778,3. La décision de la Bundesbank de ne pas relever ses taux d'intérêt a largement contribué au mouvement de hausse, effaçant les spéculations Morgan Grenfell a progressé après avoir indiqué que son rachat par la Deutsche Bank ne serait pas remis en cause après l'assassinat de l'ancien directeur de la banque allemande. D'autre part, la majorité des secteurs ont bénéficié d'achats, notamment ceux de la mécanique, des magasins, des assurances, de l'alimentation et de la médecine. Les brasseries ont joué les vedettes. L'analyse détaillée des résultats publiés le 29 novembre par B&S a stimulé le secteur, en particulier Grand Mettels et Guinness. Les fonds d'Etat ont, par contre, terminé sur une note irrégulière en raison des craintes d'une hausse prochaine des taux d'intérêt britanniques. Les mines d'or étaient dans l'ombre, bien orientées en dépit du repli sensible des cours du métal jaune.

FAITS ET RÉSULTATS

L'Institut Mérieux prolonge son OPA sur la cascadine Comptel. — A la demande du gouvernement canadien, rééluement un délai de réflexion supplémentaire jusqu'au 7 décembre pour se prononcer sur l'acquisition par l'Institut Mérieux de Comptel, le groupe pharmaceutique français a prolongé son OPA jusqu'au lundi 11 décembre à minuit. Cette offre d'achat au prix de 37 dollars canadiens l'action a déjà permis à l'Institut Mérieux d'acquiescer 55,9 % du capital. D'autre part, le suisse Ciba Geigy, associé à l'américain Ciba, a également prolongé jusqu'au 11 décembre son OPA concurrente au prix de 30 dollars l'action.

Le Crédit mutuel de Bretagne continue de réaménager son bilan. — Le «compte actif» instantané défilé octobre par le Crédit mutuel de Bretagne et qui couple le compte chèque et le livret bien des clients n'est pas remis en cause par les pouvoirs publics, ont affirmé mercredi 29 novembre les dirigeants de la banque bretonne. Les trois mille comptes actifs ainsi réaménagés provoquent une vive irritation de l'Association française des banques qui y voit le premier pas vers la réintroduction des comptes bancaires en France.

Le groupe Blenheim achète un salon médical en RFA. — Le groupe Blenheim, organisateur de Salons, d'origine britannique, mais installé dans plusieurs pays européens, vient d'acheter pour un total de 4,2 millions de livres (41 millions

PARIS, 30 novembre

Légère hausse

A l'image des séances précédentes, le marché était très calme jeudi et l'indice CAC-40, après s'être apprécié de 0,85 %, le veille, progressait de 0,43 % en séance, il progressait jusqu'à 0,97 %.

La détermination avait été timorée après la baisse enregistrée à Wall Street mercredi soir. Les tensions sur le marché monétaire sont toujours au centre des préoccupations des boursiers, qui redoutent une renouveau des taux des hypothèques sensibles au moindre signe de l'immédiat, après les déclarations du ministre des finances. Rasta que le foyer de l'argent est toujours dans la zone de son assujettissement, mais deux discours incohérents.

Dans ces conditions, les principaux indices ont été assez fermes. Les investisseurs n'ont pas réagi à la décision de la Bundesbank de ne pas relever ses taux d'intérêt, mais à la baisse de l'indice de l'Association des agents d'achat des entreprises américaines dans la région de Chicago. Cependant, les investisseurs de Wall Street ont été déçus par l'absence de données sur le chômage, le déficit de la balance des paiements et l'absence de données sur le déficit de la balance des paiements.

La cotation de l'indice de l'Association des agents d'achat des entreprises américaines dans la région de Chicago. Cependant, les investisseurs de Wall Street ont été déçus par l'absence de données sur le chômage, le déficit de la balance des paiements et l'absence de données sur le déficit de la balance des paiements.

TOKYO, 1^{er} décembre

Prises de bénéfices

Après sept séances consécutives de hausse, qui se sont toutes achevées sur un record, la Bourse de Tokyo a éprouvé le besoin de souffler vendredi. L'indice Nikkei a terminé la séance sur une baisse de 136,11 points, soit 0,37 % à 37 132,68. Durant la matinée, cet indice avait atteint un record à 37 332,58. Les courtiers attribuaient ce reflux à l'annonce de la mise en œuvre d'une nouvelle politique de l'inflation en octobre au Japon. La Bourse de Tokyo va accueillir trois sociétés de courtage étrangères, portant à vingt-cinq le nombre de firmes étrangères de courtage sur le marché. Le français Crédit lyonnais Securities et deux courtiers britanniques Barclays de Zoete Wadd et James Capel Pacific ont opté à partir de décembre sur la place japonaise.

VALEURS	Cours de 29 nov.	Cours de 30 nov.
Alcoa	42 3/4	43 1/4
AT&T	42 3/4	43 1/4
Boeing	58 3/4	59
Chrysler	38 3/4	39 1/4
Du Pont de Nemours	115	116 1/4
Eastman Kodak	41 3/4	42 1/4
Exxon	44 3/4	45 1/4
General Electric	51 1/2	52 1/4
General Motors	48 3/4	49 1/4
IBM	103 3/4	104 1/4
Intel	58 3/4	59 1/4
Johnson & Johnson	48 3/4	49 1/4
Merck	48 3/4	49 1/4
Microsoft	34	34 1/4
Novartis	48 3/4	49 1/4
Oracle	24 3/4	25 1/4
United States Steel	32 3/4	33 1/4
Verizon	57 3/4	58 1/4
Wells Fargo	57 3/4	58 1/4

PARIS:

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours de 29 nov.	Cours de 30 nov.
Alcoa	42 3/4	43 1/4
AT&T	42 3/4	43 1/4
Boeing	58 3/4	59
Chrysler	38 3/4	39 1/4
Du Pont de Nemours	115	116 1/4
Eastman Kodak	41 3/4	42 1/4
Exxon	44 3/4	45 1/4
General Electric	51 1/2	52 1/4
General Motors	48 3/4	49 1/4
IBM	103 3/4	104 1/4
Intel	58 3/4	59 1/4
Johnson & Johnson	48 3/4	49 1/4
Merck	48 3/4	49 1/4
Microsoft	34	34 1/4
Novartis	48 3/4	49 1/4
Oracle	24 3/4	25 1/4
United States Steel	32 3/4	33 1/4
Verizon	57 3/4	58 1/4
Wells Fargo	57 3/4	58 1/4

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 30 novembre 1989

Nombre de contrats : 23 582.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Alcoa	840	24	22
Boeing	480	26	5
COB	520	3	17
Exxon	40	14,20	15
Lafarge-Capelle	1 550	6,50	46
Michelin	152	6	14,50
MSI	1 300	95	46
Paribas	520	96	109
Paribas-Ricard	1 400	99	109
Pengard	775	64	100
Saint-Gobain	640	12,50	39
Sources Pevier	1 600	280	11,50
Société générale	520	11,80	32
Union Financière	390	47	2,50
Union-France	180	5,10	20

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 30 novembre 1989

Nombre de contrats : 49 964.

COURS	Déc. 89	Mars 90	Jun 90
Dernier	104,66	104,90	105
Précédent	104,36	104,54	105,08

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Déc. 89 Mars 90 Déc. 89 Mars 90

106 0,54 1,73

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,08 F

Le dollar s'orientait à la baisse vendredi 1^{er} décembre, face à un dollar américain à nouveau très ferme, après un recul temporaire sous l'effet des ventes bénéficiaires, assez abondantes après l'annonce de la monnaie allemande au début de la semaine.

Conséquence logique, le franc s'est affaibli vis-à-vis du dollar, dont le cours à Paris, recomposé jeudi en dessous de 3,40 F, se retrouvait à 3,4165 F.

FRANCOFORT 30 nov. 1^{er} déc. Dollar (en DM) 1,795 1,76

TOKYO 30 nov. 1^{er} déc. Dollar (en yen) 162,98 163,40

MARCHÉ MONÉTAIRE (offices privés)

Paris (1^{er} déc.) 11/16/80/165 New-York (30 nov.) 89/85

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)

29 nov. 30 nov.

Valeurs françaises 124,9

Valeurs étrangères 118,4

(SSE, base 100 : 31-12-81)

Indice CAC 40 534,8

(SSE, base 100 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 872,30 1 896,45

(OMF, base 100 : 31-12-81)

Indice OMF 50 511,94 515,80

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles 2 688,78 2 706,27

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles 1 781,7 1 805,6

Mines d'or 286,9 288,5

Fonds d'Etat 83,15 83,46

TOKYO

30 nov. 1^{er} déc.

Nikkei Dow Jones 31 208,79 31 135,40

Indice général 2 709,21 2 628,94

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR UN MOIS DEUX MOIS SIX MOIS

+ ou - + ou - + ou - + ou -

SEUL 6,0800 6,0820 + 20 + 20 + 20 + 20

Yen (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

DM (100) 3,4165 3,4170 + 5 + 5 + 5 + 5

Franc (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

£ (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

1 (100) 162,98 163,40 + 42 + 42 + 42 + 42

BOURSE DU 30 NOVEMBRE

**Cours relevés
à 17 h 38**

Companien	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Companien	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Companien	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	% + -
3780	C.A.E. 3%	3710	3711	3710		1000	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	1000	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	% + -
1145	R.A.P. 2%	1040	1040	1040	- 1 06	1000	Companien					1000	Companien				
1295	C.E.P. 2%	1135	1200	1181	- 0 33	1000	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	1000	Companien				
1218	Cal. Lvon. 2%	1080	1080	1080		1000	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	1000	Companien				
1688	Renault 2%	1715	1715	1730	+ 2 04	655	Cal. Lvon. 2%	1080	1080	1080		1000	Companien				
1705	Renault 2%	1715	1715	1730	+ 2 04	655	Cal. Lvon. 2%	1080	1080	1080		1000	Companien				
1218	St-Gabriel 2%	1270	1268	1250	- 1 67	300	C.E.E. 2%	3170	3230	3200	- 0 30	1000	Companien				
1218	Thomson 2%	1265	1265	1231	- 2 89	400	Dumont S.A. 2%	4310	4330	4325	+ 0 35	1680	Lyons-Surey	1659	1650	1648	- 0 14
645	Accor	835	835	838	+ 0 33	2200	De Dainville	2245	2239	2240	- 0 22	736	Localind	770	770	770	- 1 24
650	Accor	837	837	843	+ 0 66	2200	De Dainville	2245	2239	2240	- 0 22	736	Localind	770	770	770	- 1 24
2248	Ala. Siamon	2210	2235	2250	+ 1 73	2200	De Dainville	2245	2239	2240	- 0 22	736	Localind	770	770	770	- 1 24
615	A.L.S.P. 4%	613	616	604	- 1 47	966	De Dainville	2245	2239	2240	- 0 22	736	Localind	770	770	770	- 1 24
2080	Agrop. Péninsule	2040	2040	2040		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370	370		120	D.M.C. 2%	435	443	443	+ 1 84	4810	L.V.M.A. 1%	4830	4835	5020	+ 2 14
370	Agrop. Péninsule	370	370														

Comptant

(sélection)

VALEURS

% du nom.

% du coupon

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

Cote des changes

Marché libéré de l'or

ARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS		COURS		COURS		COURS		COURS		COURS		COURS	
	prev.	30/11	Achat	Vente			prev.	30/11												
Al-Ha 15 li	6 023	6 104	5 900	6 230	Or fin (lbt en lbt)	80100	80100	80100	Or fin (lbt en lbt)	80100	80100	80100	Or fin (lbt en lbt)	80100	80100	80100	Or fin (lbt en lbt)	80100	Or fin (lbt en lbt)	80100
Al-Ha 15 li	6 927	6 933			Or fin (lbt en lbt)	80100	80100	79350	Or fin (lbt en lbt)	80100	80100	79350	Or fin (lbt en lbt)	80100	80100	79350	Or fin (lbt en lbt)	80100	Or fin (lbt en lbt)	80100
Alger (100 fr)	341 630	340 900	330 900	350 900	Alger (100 fr)	458	461		Alger (100 fr)	458	461		Alger (100 fr)	458	461		Alger (100 fr)	458	461	
Alger (100 fr)	16 238	16 236	15 700	16 700	Alger (100 fr)	369	371		Alger (100 fr)	369	371		Alger (100 fr)	369	371		Alger (100 fr)	369	371	
Alger (100 fr)	302 750	301 750	311 750	311 750	Alger (100 fr)	514	514		Alger (100 fr)	514	514		Alger (100 fr)	514	514		Alger (100 fr)	514	514	
Alger (100 fr)	87 500	87 800	86	92	Alger (100 fr)	461	461		Alger (100 fr)	461	461		Alger (100 fr)	461	461		Alger (100 fr)	461	461	
Alger (100 fr)	88 420	89 350	88 000	93 500	Alger (100 fr)	581	582		Alger (100 fr)	581	582		Alger (100 fr)	581	582		Alger (100 fr)	581	582	
Alger (100 fr)	9 564	9 568	9 200	10	Alger (100 fr)	2780	2810		Alger (100 fr)	2780	2810		Alger (100 fr)	2780	2810		Alger (100 fr)	2780	2810	
Alger (100 fr)	2 726	2 728	2 400	4 200	Alger (100 fr)	1600	1520		Alger (100 fr)	1600	1520		Alger (100 fr)	1600	1520		Alger (100 fr)	1600	1520	
Alger (100 fr)	4 022	4 030	4 400	4 900	Alger (100 fr)	908	945		Alger (100 fr)	908	945		Alger (100 fr)	908	945		Alger (100 fr)	908	945	
Alger (100 fr)	382 400	382 450	371	365	Alger (100 fr)	3005	2856		Alger (100 fr)	3005	2856		Alger (100 fr)	3005	2856		Alger (100 fr)	3005	2856	
Alger (100 fr)	36 340	36 480	32 600	39 900	Alger (100 fr)	400	400		Alger (100 fr)	400	400		Alger (100 fr)	400	400		Alger (100 fr)	400	400	
Alger (100 fr)	48 513	48 428	47	80 100	Alger (100 fr)	5 287	5 680		Alger (100 fr)	5 287	5 680		Alger (100 fr)	5 287	5 680		Alger (100 fr)	5 287	5 680	
Alger (100 fr)	5 287	5 287	6 680	6 680	Alger (100 fr)	3 914	4 360		Alger (100 fr)	3 914	4 360		Alger (100 fr)	3 914	4 360		Alger (100 fr)	3 914	4 360	
Alger (100 fr)	5 212	5 226	5 060	5 450	Alger (100 fr)	4 236	4 140		Alger (100 fr)	4 236	4 140		Alger (100 fr)	4 236	4 140		Alger (100 fr)	4 236	4 140	
Alger (100 fr)	4 236	4 236	4 060	4 360	Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)				Alger (100 fr)			
Alger (100 fr)					Alger (100 fr)				Alger (100 fr)											

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

